Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12740 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 14 JANVIER 1986

Une victoire de l'union à Jérusalem

L'année de la « relève » commence bien à Jérusalem. Les partenaires-adversaires du « cabinet d'union nationale » – dirigé par M. Pérès, qui doit céder en octobre 1986 son poste à M. Shamir – viennent de surmonter une difficile épreuve. Le « cabinet restreint » – où les travaillistes et le Likoud sont représentés à parité – a en effet accepté lundi à l'unanimité la demande égyptienne de soumettre à un arbitrage international le litige frontalier sur l'enclave de Taba, une zone de 1 kilomètre carré située dans le Sinaï. La voie est donc libre pour une relance de la coopération entre Le Caire et Jérusalem. Mais ce processus prendra de longs mois.

Le premier ministre travailliste, M. Shimon Pérès, obtient ce qu'il voulait : le recours à l'arbitrage. En échange, le Likoud reçoit un ensemble de garanties quant à la mise en œuvre par l'Egypte de tous les autres aspects de la « normalisation » bilatérale.

Pendant une première étape, les deux pays « s'efforceront de résoudre par la conciliation » les litiges qui les opposent. Il s'agit là d'une concession de pure forme au Likoud, qui prétend – contre toute évidence – que les possibilités de « conciliation » sur Taba n'ont pas été entièrement explorées.

Le Caire et Jérusalem devront s'entendre sur un « calendrier » d'application des accords déjà conclus dans plusieurs domaines (commerce, tourisme, transports, etc.). L'ambassadeur égyptien à Tel-Aviv – absent depuis plus de trois ans – regagnera son poste. Concernant Taba, les deux pays doivent encore s'accorder sur les modalités de l'arbitrage, notamment le choix des arbitres.

L'accord prévoit une simultanéité entre le retour en Israël de l'ambassadeur égyptien, la signature du document ouvrant la voie à l'arbitrage et le début du processus de « normalisation » avec l'Egypte dans divers domaines. C'est la principale concession faite au Likoud. La droite redoute en effet que l'Egypte, après avoir obtenu gain de cause sur Taba, « oublie » d'honorer ses autres engagements diplomatiques, commerciaux ou touristiques. C'est pourquoi M. Shamir voulait établir un lien de dépendance étroit entre le règlement du conflit de Taba et le reste du contentieux bilatéral. L'accord fait valoir que le futur arrangement entre Le Caire et Jérusalem formera « un tout » dont l'application sera « globale ».

M. Pérès estimait à bon droit qu'un enlisement à propos de Taba aurait anéanti pour longtemps tout espoir de « réchauffement » d'une paix avec l'Egypte déjà réduite au seul état de non-belligérance. La querelle égypto-israélienne entretenait un climat préjudiciable à toute relance de négociations entre Jérusalem et Amman sur le problème palestinien. Enfin, le chef du gouvernement avait besoin d'affirmer son autorité avant son voyage, la semaine prochaine, dans trois pays européens.

M. Shamir a pour sa part l'œil fixé sur l'échéance d'octobre. Le chef de la droite se félicite sans doute d'avoir gagné de précieux mois à force de dérobades et de récriminations. Au terme du long processus d'arbitrage qui va s'ouvrir, il sera à nouveau premier ministre et pourra faire prévaloir ses vues sur les relations avec l'Egypte, sujet capital que Jérusalem ne pouvait éternellement faire dépendre du minuscule litige de Taba.

LA CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES

Le PS appelle les électeurs communistes à voter socialiste

M. Jospin a appelé les électeurs communistes, samedi 11 janvier, à voter pour le PS en mars prochain. Voter à gauche, c'est voter communiste puisque les socialistes conduisent une politique de droite, a répondu M. Marchais. M. Barre a, d'autre part, indiqué, dimanche, sur TF1, qu'il ne jouera pas les « trublions » face à un éventuel gouvernement de cohabitation.

Seuls contre tous : la situation dans laquelle se trouvent les socialistes devrait être un handicap. S'ils s'efforcent de la présenter comme un atout, c'est sans doute parce que, dans le passé, la solitude ne leur a pas si mal réussi. En 1981, isolés par une rupture de l'union vieille de quatre ans, ils ont passé leurs « alliés » communistes au rouleau compresseur. En 1986, ils n'ont d'autre choix que de recommencer.

L'évolution a été fulgurante. Après qu'en juillet 1984 les ministres communistes eurent quitté le gouvernement aussi discrètement qu'ils y étaient entrés, nombre de socialistes avaient ressenti cette « trahison » comme un traumatisme si profond que, à leur avis, la gauche, et singulièrement le « socialisme de pouvoir », ne devaient jamais s'en remettre. La désolation était telle – on n'abandonne pas en cours de route avec allégresse une marche forcée pour l'union engagée depuis une dizaine années – que M. Lionel Jospin préconisait la thérapie de l'oubli immédiat. Il faut, disait-il à ses amis, *« ôter le Parti communiste de nos têtes »*.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8, et, page 9, l'article de CHRISTINE FAUVET-MYCIA : « Les « seigneurs de la guerre » de l'opposition ».)



L'OR, LES INDIENS ET LES PETITS BLANCS

La « dernière frontière » du Brésil

Une enquête officielle a été ouverte à Sao-Paulo ce lundi 13 janvier pour faire la lumière sur le massacre – non confirmé – d'une soixantaine d'Indiens par des chercheurs d'or au nord-ouest de Manaus, près de la frontière colombienne.

De notre envoyé spécial

Boa-Vista. – Des Indiens qui chantent des cantiques ou tiennent des « assemblées de Dieu ». D'autres qui se terrent dans les bois à plusieurs jours de bateau, et qu'on découvre hallucinés de fièvre ou de drogue. Des chercheurs d'or en slip qui tamisent l'eau des rivières, et semblent les derniers survivants d'un Eldorado en haillons. Des missionnaires de tout poil, qui « conscientisent » l'indigène, ou l'évangélisent comme au bon vieux temps.

Dans l'extrême nord du Brésil, le territoire du Roraima est l'une des « dernières frontières » du pays. Impossible d'aller plus loin, en remontant les fleuves et les siècles. Les savanes sont vides comme au temps de la conquête : pas plus d'un demi-habitant au kilomètre carré. Elles sont le théâtre de conflits aussi vieux que le Brésil lui-même : bagarres pour des pépites et des diamants, entre des prospecteurs aux faims grossières et des Indiens longtemps ingénus, accrochés à leurs zones de chasse et de cueillette.

A Suapi, au nord du Roraima, le maître du *garimpo* parle volontiers des « âmes » qui travaillent pour lui. Le *garimpo*, c'est l'endroit où l'or est prospecté, et les *garimpeiros*, ce sont les « âmes » qui font, pieds nus, les bras mangés de moustiques, leur chasse au trésor. La technique est rudimentaire : les cailloux des rivières sont aspirés, puis « lavés », avant de passer à travers divers tamis, et de ce tri grossier sort un gravier où l'or apparaît en poussière et où le diamant se confond, pour un œil profane, avec le verre.

Partout, le minerai affleure, dans le paysage de pierres. Ailleurs, il y a de la cassitérite, des métaux rares. De chaque côté de l'eau, le sol mité, ravagé, montre l'itinéraire de la prospection. Les maisons sont des cabanes de boue sèche, avec des toits de palmes. Comme l'Indien, le *garimpeiro* vit dans l'éphémère, c'est un nomade qui épuise en quelques mois ses filons. Un hamac pour dormir, un four à bois pour cuisiner, du kérosène ou du gaz pour s'éclairer et, midi et soir, la même trinité alimentaire : riz, haricots noirs, viande séchée.

Le Roraima est un morceau d'Amazonie, mais ici, une Amazonie sans forêt, rien que des terres hautes, souvent nues, pâturées par le bétail, saturées d'eau. Pour les *garimpeiros*, un vaste espace de liberté, le dernier qui reste à ceux qui viennent du Nordeste ou du Mato-Grosso, et qui ont fui l'avancée des grands pâturages ou le cycle régulier des sécheresses.

La prospection est libre, en effet : pas besoin de permission pour chercher fortune dans les *igarapés*, nom amazonien des cours d'eau. Le seul maître, c'est le propriétaire des machines du *garimpo*, qui prend 70 % de la commission sur les richesses qu'on lui apporte. Maigres richesses d'ailleurs : il faut des poids minuscules, parfois de simples feuilles de métal, pour peser, dans la balance à main, ce que le *garimpeiro* enveloppe comme un bijou dans un sachet, des grains d'or si légers qu'on pourrait les priser comme de la cocaïne.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 3.)

Fusillades entre chrétiens à Beyrouth

Des fusillades ont éclaté lundi matin 13 janvier dans le secteur chrétien de Beyrouth, quelques heures avant la rencontre prévue à Damas entre le président Gemayel et le président Assad.

PAGE 44

Coups durs pour l'opposition polonaise

L'arrestation de Bogdan Borusewicz, l'un des principaux dirigeants clandestins de Solidarité, porte un nouveau coup au syndicat interdit, qui a déjà subi ces derniers temps plusieurs épreuves.

PAGE 6

Changement de direction à l'ENA

Pour la première fois, un industriel, M. Roger Fauroux, PDG de Saint-Gobain, est nommé à la tête de l'école qui forme les hauts fonctionnaires.

PAGE 44

Un entretien avec Elia Kazan

A l'occasion de la reprise des « Visiteurs », le réalisateur explique comment il a tourné à chaud en 1972 le premier film sur la guerre du Vietnam.

PAGE 15

Les malheurs du Paris-Dakar

Vingt et un rapatriements sanitaires ont été effectués depuis le départ, dont dix-huit pour la seule traversée du Ténéré.

PAGE 14

Le Monde ÉCONOMIE

La pétrochimie des sables et la CEE
La liaison à travers la Manche
Faut-il craindre la déflation ?
La chronique de Paul Fabra

Pages 35 à 38

MORT DE L'ÉCRIVAIN MARCEL ARLAND

Un écorché vif

L'écrivain Marcel Arland est mort dimanche 12 janvier dans sa maison de Brinville (Seine-et-Marne). Né en 1899, ancien directeur de la NRF avec Jean Paulhan, auteur d'une quarantaine de récits, essais, critiques et souvenirs, dont *l'Ordre* (Goncourt 1929), il était membre de l'Académie française depuis 1968.

Marcel Arland n'a pas conquis les foules. Il avait mieux à faire : apaiser par l'écriture son angoisse d'âme en peine. Dans sa quarantaine de récits et essais, de même que comme critique et directeur de revue, Arland n'a cessé de plaider pour un jansénisme gagné sur un tremblement d'écorché vif. Une *« malédiction surmontée »*, disait Chardonne.

Quelle malédiction ? D'avoir été orphelin ? Il ne serait pas le premier artiste, ni le dernier, à qui manque, toute sa vie, un père perdu trop tôt ; voyez Baudelaire, Mauriac, Sartre, Barthes... Arland, ce fut à trois ans. Tous les dimanches, sa mère le conduisait au cimetière, comme c'était l'usage alors : de quoi rendre ombrageux à vie, de quoi entretenir avec la mort des rapports lancinants et prématurés.

Son dernier livre, *Lumière du soir*, n'était pas plus anxieux que les précédents, déjà tournés en forme d'adieux. Dès l'âge de dix-huit ans, pour une chute de vélo, Arland se voyait condamné à échéance de quelques mois ! A l'heure où s'accomplit pour lui l'effroyable rendez-vous, ayons une pensée pour le martyre que c'est de songer à la mort toutes les minutes de sa vie. Voilà bien une des inégalités de nature les plus implacables : que certains d'entre nous attendent paisiblement le retour à l'humus, comme Giono par exemple, alors que d'autres, tels Ionesco ou Arland, s'en désolent malgré eux à tout propos, au point d'être meurtris par le bonheur même...

Il en va des écrivains comme des oiseaux. Chacun lance son meilleur chant dans des circonstances privilégiées. Mauriac, c'est un soir d'orage landais, quand odeurs et sens étouffés montent à la tête ; Malraux, c'est face à un vestige écrasant, qu'un aigle surplombe, ou que fouillent les renards ; pour Green, c'est l'avant-dîner cuivré du quartier des Invalides, aux couvents qui tintent.

B. POIROT-DELPECH.

(Lire la suite page 18.)

débats

DISNEYVILLE

Mickey rajeunit. Il est redevenu une source de bagarres qui ne s'apaiseront pas de sitôt. Michel Giraud salue avec enthousiasme la décision américaine de construire un Disneyland européen à Marne-la-Vallée. Alain Lipietz et Alain Torel sont d'un avis exactement contraire, notamment pour des raisons économiques et urbanistiques.

Une grande chance pour l'Ile-de-France

Un nouveau pôle d'attraction pour l'Est parisien, qui sera plus qu'un espace ludique

par MICHEL GIRAUD (*)

L'IMPLANTATION de l'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée est une grande chance pour l'Ile-de-France et un atout majeur pour l'économie française.

Pour l'Ile-de-France, le projet va d'abord représenter, dans les cinq années à venir, un important volume de travaux dont bénéficieront les entreprises de bâtiments et de travaux publics de la région. La première phase de l'opération, d'ici à 1992, devrait entraîner la création d'un nombre d'emplois qui pourrait atteindre 25 000 – peut-être plus, si l'on prend en compte tous les effets induits – dont 6 000 pour le seul parc. Ultérieurement, beaucoup plus. *L'ensemble des activités nouvelles* liées au parc (hôtels, restaurants, commerces, bureaux...) constituera une source importante de recettes fiscales pour les collectivités locales concernées, juste contrepartie des adaptations importantes que vont connaître les villages du secteur.

La région a accepté, pour assurer une bonne condition de succès à ce projet, de *prolonger le RER* d'une dizaine de kilomètres. Il est évident qu'un tel équipement, tout comme les aménagements autoroutiers et routiers, ne servira pas seulement à la desserte du parc d'attractions, mais permettra d'irriguer tout le secteur.

Ainsi sera créé un nouveau pôle d'attraction pour l'Est parisien. Le conseil régional a toujours eu *le souci d'un rééquilibrage* vers l'Est : l'Eurodisneyland, avec ses multiples prolongements, offre une opportunité exceptionnelle de contribuer à cet objectif de l'aménagement régional.

Sur les dix millions de visiteurs attendus chaque année pour le parc, plus de la moitié viendront de l'étranger, ce qui représentera un afflux de devises supplémen*taires. De nombreux touristes pro*longeront leur séjour en France pour visiter Disneyland, qui sera le but privilégié d'un grand nombre de voyages organisés en Europe.

A terme, la construction du tunnel sous la Manche et l'interconnexion des TGV devraient contribuer à accroître la fréquentation du parc en même temps que le rayonnement de la France.

L'imprégnation française

Il faut souligner que l'apport des collectivités locales a été déterminant pour la prise de décision finale de Walt Disney. La région en acceptant de prolonger le RER, le département de Seine-et-Marne en s'engageant à apporter sa contribution financière, les *communes en souscrivant* au principe même de l'implantation, ont offert les arguments du choix des Américains.

Dans la négociation qui va maintenant se poursuivre pour concrétiser l'engagement réciproque, *ces mêmes collectivités* auront à cœur d'imprégner le projet de culture française afin que soient mis en valeur non seulement *notre* patrimoine, *mais aussi* nos technologies.

En effet, Disneyland ne sera pas uniquement un espace ludique ; il sera aussi un lieu de familiarisation avec les technologies nouvelles et une ouverture vers *l'avenir.* La notion de formation sera étroitement imbriquée à celle de jeu, alliance qui est de plus en plus recherchée par les Français *dans l'occupation de leur temps* de loisir.

Enfin, le succès attirant le succès, comment Disneyland ne serait-il pas un atout supplémentaire – et de taille – pour la candidature de Paris et de l'Ile-de-France aux Jeux olympiques de 1992, qui bénéficieraient des équipements de transports, et des nouvelles capacités hôtelières *créées pour Disneyland* ?

(*) Président du conseil régional d'Ile-de-France.

Une sombre mascarade

Pas une bonne affaire et des millions d'heures perdues

par ALAIN LIPIETZ (*) et ALAIN TOREL (**)

D'AUTRES que nous clameront leur dégoût devant ce sanctuaire du fast-food et du gadget parachuté aux portes de ce qui fut la Ville Lumière. Nous ne dénoncerons ici que l'escroquerie juridique, économique et urbanistique d'un tel *projet, qui symbolise toute une* conception de l'avenir du travail et des loisirs.

Que savons-nous du Disneyland projeté à Marne-la-Vallée ? Ce qui filtre dans la presse et dans les couloirs de l'administration. Car, premier scandale, ce projet qui ouvre une zone franche à une firme américaine au cœur de l'Ile-de-France, *qui lui* octroie les prérogatives d'un établissement public d'aménagement sur quelque 6 000 hectares, qui implique sans doute d'incroyables dérogations aux plans d'urbanisme et à la législation sociale (telles que la droite elle-même n'ose plus en proposer), ce projet n'a fait l'objet d'aucun débat démocratique, d'aucune enquête d'utilité publique.

Laissons de côté les projets *fumeux* de la « *seconde phase* » (après 1992). La première phase (le parc d'attractions) coûterait 13 milliards de francs, largement subventionnés par l'Etat français. En outre, celui-ci prendrait en charge les grandes infrastructures, *dont 1 milliard pour la* seule prolongation du RER. On attend 10 millions de visiteurs par an, dont la moitié, étrangers, qui devraient dépenser (hébergement, transport et entrée) *800 F* par jour et créer ainsi 7 500 emplois dans le parc, plus *les emplois induits.*

Est-ce une bonne affaire ? « Pour la balance des paiements, d'abord », nous dit-on. Passons sur les visiteurs français qui ne font que déplacer leurs dépenses (au détriment d'autres activités de loisirs ou de restauration). Sur les cinq millions d'étrangers qui dépenseront 4 milliards de francs, combien ne viendront en France que pour Disneyland ? Quelques centaines de milliers de Londo*niens et de Belges, peut-être.* Les autres, même les clients des « tours operators », retrancheront de leur budget « vacances en France » au détriment de Versailles, des châteaux de la Loire ou du Midi. On est loin des 10 milliards annoncés *!* Or on évalue à 5,4 milliards le coût en importations du chantier lui-*même.*

Et l'emploi, alors ? Ne prenons que le seul coût des infrastructures (RER, routes), soit 1,2 milliard, et rapportons-le aux 7 500 emplois directs. Une sub*vention de 160 000 francs par* emploi. Un chiffre qui scandalise, dans le cas des industries en déclin. Combien 1 milliard de subventions permettrait-il de *créer d'emplois d'utilité sociale* pour restaurer, animer le cadre urbain de l'Ile-de-France ? Dix fois plus, sans doute. Et quant aux emplois créés transitoirement par le chantier lui-même, n'y a-t-il pas mille autres chantiers à lancer pour rendre agréable l'Est parisien, comme le suggère la mission « Banlieue 89 » ?

Et le coût caché ?

Surtout, en face du coût explicite de ces maigres avantages, qui calculera le coût caché, non comptabilisé, dont les habitants paieront l'addition, en terme de centaines de millions d'heures perdues dans la cohue, en terme de cadre de vie perturbé par les norias des cars alimentant ce luna-park ? Déjà la ligne A du RER approche de la saturation, déjà la prochaine réalisation du passage de la Seine par l'autoroute A-86 va créer un gigantesque bouchon sur l'A-4 entre Saint-Maurice et Villiers. Avec la surcharge entraînée par Disneyland, des centaines de milliers d'habitants de Marne-la-Vallée, de Noisy-le-Grand à Ferrières, se verront projetés une demi-heure plus loin dans leur trajet quotidien domicile-travail.

Et la boucle est fermée. Au nom des loisirs et de l'emploi, on rogne sur le temps libre, on crée des emplois sous-qualifiés, on accélère la transformation des loisirs en marchandises... pour lesquelles il faudra davantage travailler. Au lieu de réduire le *temps de travail, de développer* la qualification dans le travail, et la créativité dans le temps libre, 7 500 emplois de poinçonneurs de tickets et de marchands de barbe-à-papa, 7 500 jeunes rayés des statistiques s'ils acceptent les conditions imposées par Walt Disney Corp. : flexibilité totale, pas d'indemnités de licenciement. Et des *millions* d'autres, invités à venir payer pour voir des malheureux, attifés Dieu sait comme, *faire de la figuration* faute de mieux.

Triomphe de la société du spectacle, de la société marchande, dénoncée en mai 68 ! Fallut-il la crise pour faire accepter ça à la gauche ? N'y a-t-il *donc plus* d'alternative à cette sombre mascarade ? Si. Mais il faudra d'autres forces politiques pour la porter.

(*) Economiste, tête de liste Ecologie-93.

(**) Ingénieur urbaniste, délégué des Verts de Seine-et-Marne.

Mickey-Krasucki

Les deux millions cinq cent mille chômeurs regardent avec stupéfaction les grèves qui ont pour but de revendiquer, pour ceux qui en ont, de meilleures conditions pour leur travail, un meilleur niveau de vie et un blocage de toute souplesse. Et, pour couronner le tout, la CGT paraît vouloir écœurer une firme (américaine, il est vrai...) avant même qu'elle ne commence des tra*vaux qui permettront de créer*, dit-on, quelques dizaines de milliers d'emplois !

La défense des intérêts de la masse de ceux qui travaillent (et qui cotisent....) est probablement plus importante que celle de ceux qui n'ont pas cette double chance... Il fallait qu'il y ait un jaune de service pour dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

BERNARD SAUVAIRE
(Boulogne).

Des « Maisons de l'Europe » outre-Atlantique ?

J'ai beaucoup apprécié l'éditorial consacré à l'implantation d'un « Disneyland » à proximité de Paris *(le Monde* du 20 décembre).

Je trouve toutefois que vous n'avez pas assez insisté sur les dangers de l'invasion du goût américain *en Europe.*

En tout cas, il me semble qu'à toute avancée de ce goût devrait correspondre un égal progrès de la culture européenne outre-Atlantique.

Ainsi, pour compenser l'installation de ce « Disneyland », il faudrait ouvrir aux Etats-Unis une, voire plusieurs « Maisons de l'Europe ». Mais le public américain qui viendrait regarder les toiles de nos peintres et écouter nos artistes et nos conférenciers serait-il aussi nombreux que les masses européennes qui s'abêtiront dans le tintamarre et le clinquant de ce parc de loisirs ?

Une question encore : la lutte contre le chômage justifie-t-elle tout, y compris le pire, comme le *« sans dot ! »* d'Harpagon ?

MICHEL WALLON
(Baden-Baden).

Pas de différence avec Bhopal

Voilà donc l'aboutissement des efforts du PS en vue de la défense de la culture française et de la création d'une société conviviale : une manne de dollars, de modèles culturels américains, et un surcroît d'encombrement dans la région parisienne. Qualitativement pas de différence avec Bhopal : les petits sous-développés veulent, vite, des jobs et des devises, sans penser aux retombées. Aux Etats-Unis, au moins, on n'a pas placé Disneyville entre Boston et Washington. Pourquoi ?

Et personne, hélas! pas même M. Chevènement, pour regretter trente années de chances perdues pour créer une culture française adaptée à la société de consommation du XXIe siècle ou plutôt une culture européenne susceptible de faire pièce à l'américaine ! Le nationalisme français, de de Gaulle à Lang et à la cinquième chaîne, aura été suicidaire et assassin. Quelle magnifique illustration du fait qu'un petit Etat, tel la France, n'a plus la dimension suffisante pour créer les « produits culturels » que demande le siècle. Et je ne parle pas de la monnaie ou de la défense. Reconnaîtra-t-on jamais le fait que nous n'avons plus les moyens d'entretenir une vraie nation et qu'il vaut *mieux fusionner* avec *l'Europe* que de se faire racheter par les Etats-Unis ?

FRANCIS WOEHRLING
(Bruxelles).

Regrettons Euroland

...Les Américains sont un grand peuple, leur culture est hautement respectable, mais pourquoi leur céder tant de terrain ? Il est toujours inquiétant de voir arriver un produit que l'on n'a pas demandé, pour lequel aucune étude de marché n'a été faite et qui ne nous parvient que parce que le vendeur a décidé de nous le faire consommer. Ce forcing peut inquiéter les défenseurs d'une certaine image culturelle française, voire européenne.

Qu'en sera-t-il des attractions-musées régionales telles que le site *d'Alésia, le musée de la machine* agricole près de Niort, etc., qui agrémentent les étapes d'autoroute ? Il y a fort à parier que la famille scandinave qui se sera arrêtée à Marne-la-Vallée *sur sa route vers le soleil* n'aura plus ni le temps, ni l'argent, ni l'intérêt pour voir l'une de ces attractions qui n'offrent qu'un aspect français de la civilisation. Que représente ce dernier au regard de l'énorme civilisation disneylandienne ?

Aura-t-on l'honnêteté de rendre à l'Europe ce qui appartient à l'Europe ? Les Pinocchio, Alice, Blanche-Neige verront-ils leur identité reconnue ?

N'y aurait-il pas eu moyen de réunir toutes les forces européennes et de créer un Euroland dans lequel chaque pays aurait eu un espace pour présenter sous forme d'attractions sa propre culture/histoire, à laquelle il aurait initié ses visiteurs ?

CHRISTIAN DE VLIEGER
(Madla, Norvège).

« DE LA RUMEUR A L'HISTOIRE », d'Alfred Sauvy

Une fourmi iconoclaste

INFATIGABLE SAUVY ! Le merveilleux, c'est qu'il se passe toujours quelque chose dans les galeries qu'il parcourt allègrement. Qu'il ne nous en veuille pas de détourner un slogan destiné à d'autres sortes d'achats, mais consommer du Sauvy est non *seulement roboratif : cela met en* joie. Il n'a pas son pareil pour débusquer sous la gravité d'affirmations, de chiffres, de références, *l'énormité du réel* qui fiche tout en l'air.

Dans son nouvel ouvrage, notre auteur s'est régalé. Tout son travail de fourmi iconoclaste a consisté à étudier comment des rumeurs se sont propagées au cours des temps et à rappeler ce que l'histoire aurait dû mettre à la place si les professionnels avaient fait leur travail... ce qui arrive tout de même. Mais chasser la « rumeur », confie-t-il, n'est pas de tout repos, car *elle* assure, et souvent de génération en génération, un *confort* à l'opinion.

On ne dressera pas ici le catalogue des illustrations du chassé-croisé entre les « dires » et les « faits » qui constituent la partie la plus substantielle du livre. Alfred Sauvy, qui n'a peur de rien, est remonté à Jeanne d'Arc pour étayer sa démonstration et nous emmène jusqu'à la Libération, mais en s'attachant surtout aux XIXe et XXe siècles.

Retenons au passage quelques exemples. Des volumes ont été écrits sur les origines de la guerre de 1914-1918, produisant des dissonances cruelles. Pour Alfred Sauvy, tout s'explique par une cascade de *peurs* partant d'Autriche-Hongrie, gagnant la Russie, puis l'Allemagne et la France. On est loin des manichéismes traditionnels.

Parmi les causes de la crise de 1929, qui a souligné la forte baisse continue des matières premières dès le mois de février, signe précurseur du « vendredi noir » du mois d'octobre de la même année ? Roosevelt a été *crédité de la reprise américaine*, grâce à son New Deal, alors que la dévaluation du dollar était la première cause de renouveau éco*nomique.*

De même les économistes de l'époque n'ont pas perçu que la politique déflationniste de Laval (1935) avait finalement provoqué une reprise économique, notamment du fait de l'emploi d'effets commerciaux, escomptés par la Banque de France. Et qui se rappelle la brillante reprise (hausse rapide de la production industrielle, baisse du chômage, augmentation de la durée effective du travail) due à la dévaluation de Léon Blum avant que les malheureux accords sur les quarante heures n'entrent en application et que l'on constate la retombée de toutes les courbes de production, branche après branche ?

Combien ont ignoré également la reprise « sensationnelle » de novembre 1938 à août 1939, *due à la politique de Paul Rey*naud (assouplissement de la semaine de 40 heures, du contrôle des prix, réduction du déficit budgétaire) ? Qui connaît la stupéfiante proclamation de Hitler aux généraux occupant Paris, où l'on pouvait lire notamment : *« Je compte sur vous, messieurs, pour me faire aimer dans ce pays » ?*

Alfred Sauvy n'a pas de recettes pour faire en sorte que l'erreur ou l'omission confortables ne l'emportent sur la vérité. Notre société est en effet de plus en plus complexe, et en même temps qu'augmente sa puissance, diminue son « rendement ». Il est sûr, en tout cas, que, *« plus que jamais, nous sommes condamnés à apprendre à savoir ».*

PIERRE DROUIN.

★ Éditions Dunod, 306 pages, 98 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

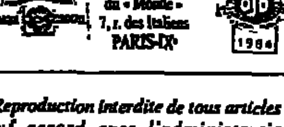
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

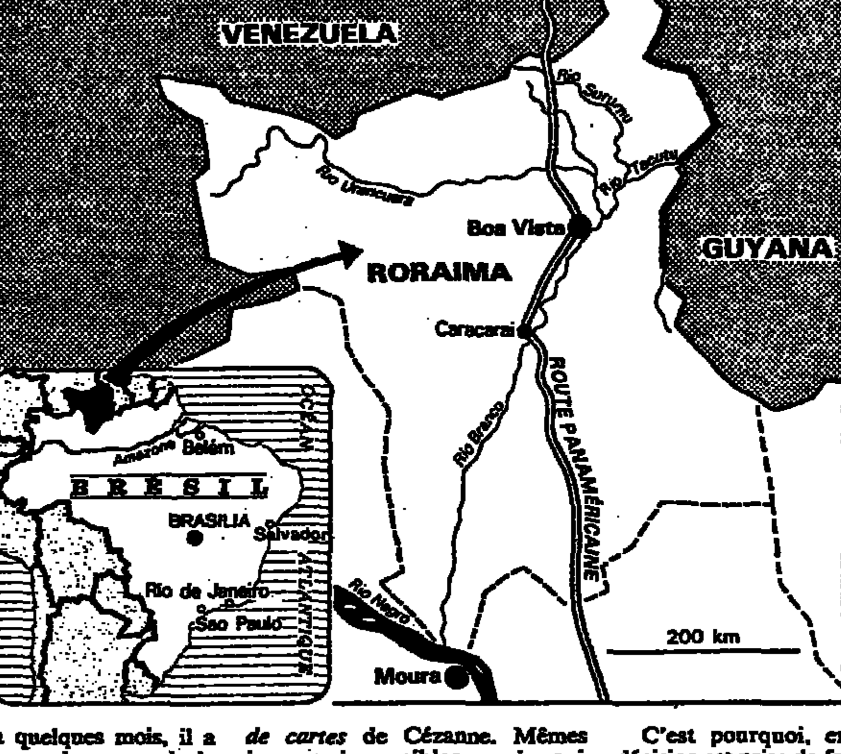
AMÉRIQUES

La « dernière frontière » du Brésil

(Suite de la première page.)

La civilisation est loin, très loin. Un ou deux jours de jeep quand il y a des chemins, ou alors, deux ou trois fois la semaine, le *teco-teco* qui se pose au milieu d'une attente toujours renouvelée : le pilote, dans son monomoteur, a l'aura des pionniers. Sans lui le malade qui claque les dents ne pourrait pas aller à l'hôpital, et les machines *tomberaient en panne*, faute de pièces venues de Boa-Vista.

Suipa est le nom du *garimpo* dont Levindo est le patriarche octogénaire. Arrivé il y a presque un demi-siècle en terre indigène, Levindo a planté le drapeau brésilien sur sa maison et, chaque soir, l'une de ses filles descend les couleurs, comme à la caserne. Il règne sur les hommes, les arbres et les bœufs – chaque dimanche deux bœufs abattus, suspendus à des crocs, et dépecés dans un bruissement de mouches. C'est le seul jour où le *garimpo* s'alimente en chair fraîche. Dès le lendemain, il faut commencer les salaisons.



Levindo a des Indiens sur son territoire. De « bons » Indiens, qui s'habillent à l'européenne et parlent portugais. Appartenant au groupe Makushi – de la grande famille des Caraïbes, – ils sont acculturés depuis longtemps. Les voici, dans une case, en train de chanter les louanges du Seigneur. Des planches, par terre, servent de prie-dieu. Ils sont « croyants », comme on appelle au Brésil les adeptes de l'Eglise évangélique. Ils ont été pris en main par une mission. Ils disent vivre en paix avec les Blancs. Comme eux, ils cultivent la terre, et cherchent l'or *dans les rivières. La hotte* de portage sur le dos, ils vont à pied jusqu'à la « cantine » de Levindo, pour troquer contre quelques pépites les produits de la « civilisation ».

Le curé, voilà l'ennemi...

C'est de l'autre côté de la montagne que les problèmes commencent. Les Makushi du Piolo ont *leur église, eux aussi*, dans une paillote circulaire, où les chaises à appuie-bras servent, les autres jours, à faire l'école. Luis, le *tuxaua*, c'est-à-dire le chef de la tribu, arrête la messe chantée à la guitare pour répondre à nos questions sur la querelle qui l'oppose, lui et les siens, au fermier voisin. L'histoire qu'il raconte est celle d'une lente duperie, d'une longue spoliation.

« Nous sommes nés ici, nos parents, nos grands-parents sont morts ici », dit-il pour expliquer, à sa manière, que la terre est au premier occupant. Quand le *fazendeiro* (le fermier) est arrivé, les Indiens du Piolo ont été crédules. *« On croyait qu'il venait nous aider, nous vacciner. »*

Petit à petit, le fermier a mis son bétail sur les pâturages de la tribu. Il y a quelques mois, il a même brûlé une des cases de la *maloca*, le village indien. Des familles entières ont été chassées, « vendues » avec leurs terres. Il s'en est suivi une grande *« confusion »*. La police est venue *« pour arranger la confusion »* : mais elle s'est placée du côté du grand propriétaire. Le *tuxaua* demande aux victimes du *fazendeiro* de se lever, de se ranger contre le mur. Une dizaine d'hommes et de femmes se regroupent au fond de la case et se figent, sans regarder personne, dans un étrange garde-à-vous.

La case est ornée de plusieurs affichettes, l'une priant, à l'occasion de Noël, de se souvenir des *« frères qui souffrent, qui ont faim »*. Une autre précisant que c'est un crime de vendre des boissons alcooliques aux Indiens. Or les gens du garimpo voisin ont introduit l'alcool dans la tribu. *« Et l'alcool*, dit Luis, *nous savons que c'est nuisible pour l'Indien. »* Les garimpeiros d'un côté, le fazendeiro de l'autre : Luis, sur une colline, montre du bras comment sa tribu est encerclée.

A Uiramuta, Antonio, le tenancier de l'épicerie-buvette, se souvient avec nostalgie du temps où les Indiens ne faisaient pas de problèmes. *« Il n'y avait alors ni routes ni avions*, dit-il. *C'étaient les Indiens qui portaient nos marchandises. On échangeait leur manioc contre de la viande. Mais un jour, ce vagabond de curé est arrivé... »*

Le curé, voilà l'ennemi. Personne ne les aime, à Uiramuta, les curés. Antonio agite son gros ventre, derrière le comptoir, pour expliquer comment l'Eglise a empoisonné les esprits. Dans la salle, on croirait voir *les Joueurs de cartes* de Cézanne. Mêmes joueurs impassibles, mais qui jouent, ici, aux dominos, et comptent les points avec des grains de maïs. Le curé « vagabond », c'est le prêtre de la région : un Italien d'une mission située à une heure d'avion. Il est accusé de tous les péchés : de boire, d'engrosser les filles, d'inciter les Indiens à « voler le bétail » et surtout à *revendiquer comme leurs les* terres des *garimpos*.

A plusieurs reprises, l'action conjuguée de l'Eglise et de la FUNAI (l'organisme gouvernemental chargé de la protection des Indiens) a abouti à ce scandale, aux yeux des *garimpeiros* : l'abandon, à l'injonction de la police, de zones riches en or et en diamants, mais considérés comme territoires indigènes. Les petits *Blancs d'Uiramuta* ne comprennent pas que le monde ait tellement changé. Dans leur village, ils se sentaient des pionniers, et ces montagnes, ils y faisaient leur western. L'un d'entre eux promet, *entre deux ventrées de haricots*, de faire un sort au curé. Mais ce sera difficile, il le reconnaît, car le prêtre est *« couvert de prières »*, ce qui veut dire, dans la superstition du cru, qu'il est invulnérable.

« Habillés de soleil »

Le conflit entre les chercheurs d'or et les Indiens a atteint son apogée quand le sort des Yanomami a été en jeu. Les Yanomami sont des indigènes à l'état pur, sans contact, ou presque, avec le Blanc. *« Ils vivent comme il y a des milliers d'années »*, dit l'évêque de Boa-Vista, dom Aldo Mongiano. *« Seulement habillés de soleil. »* Il n'y a pas, dans toute l'Amérique, de peuplade aussi nombreuse, avec de telles caractéristiques : 20 000 indigènes qui errent entre le Brésil et le Venezuela, dans les montagnes et les forêts qui chevauchent la frontière. Selon les *garimpeiros*, des primitifs indolents, qui ne méritent guère le bruit fait autour d'eux. Selon l'évêque, des êtres sans défense, qui *« ne savent pas s'exprimer »*.

Ils suscitent, à l'étranger, un intérêt énorme. Des organisations humanitaires, comme Survival International, militent pour leur survie. A Sao-Paulo, des Brésiliens ont créé une commission qui plaide pour la formation d'un parc yanomami. La coordinatrice de cette commission, Claudia Andujar, explique les menaces qui pèsent sur la communauté : *« Les Yanomami occupent une zone qu'on croit riche en minerais, la serra dos Surucucus. Il y aurait là de la cassitérite et de l'or, ainsi que des minerais radioactifs. Les premiers contacts avec les Blancs ont eu lieu dans les années 70. Contacts sporadiques, mais les Yanomami, comme tous les Indiens, n'ont pas d'anticorps contre les maladies. Ils ont attrapé la malaria, qui est devenue endémique dans certaines régions. Dans un* garimpo, *leurs femmes, leurs terres leur ont été volées par les Blancs. Certains se sont mis à boire. Ils ont même appris à fabriquer de l'eau-de-vie, avec des patates douces et du manioc. »*

C'est pourquoi, en 1982, la décision est prise de fermer le territoire yanomami aux « étrangers », c'est-à-dire aux non-Indiens. L'interdiction concerne 7 millions 700 000 hectares. Deux ans plus tard, elle est étendue à 9 millions d'hectares, pour englober toutes les zones parcourues par les différentes tribus.

Chez les *garimpeiros*, chez tous ceux qui rêvent d'exploiter la région, c'est l'indignation, la colère. Neuf millions d'hectares : le chiffre correspond à 40 % des terres du Roraima, alors que les Yanomami brésiliens ne dépassent pas 6 % de la population du territoire. *« La moitié du Roraima est virtuellement une réserve indigène*, dit M. Salamao Cruz, de la compagnie de développement de la région. *Or c'est là que sont concentrées 90 % des ressources en minerais. Ce qui veut dire qu'on ne peut pas y toucher. »*

Claudia Andujar récuse une telle arithmétique, d'abord en vertu du droit du « premier occupant ». *« Nul ne peut contester*, dit-elle, *que les Yanomami sont chez eux, et que ceux qui veulent leurs territoires sont arrivés après. On ne peut pas calculer la surface nécessaire à des Indiens avec les critères des Blancs. Les Yanomami sont des chasseurs et des collecteurs, qui ont une très grande mobilité. Si on veut les préserver en tant que tels, il faut leur donner l'espace qui correspond à leur tradition. »*

Privés de leur Eldorado, ou menacés de l'être, les *garimpeiros* et autres aventuriers locaux se disent volontiers victimes d'une conspiration internationale. Ils prêtent aux missions religieuses des intentions rien moins qu'évangéliques. Si elles défendent tellement les Indiens, disent-ils en substance, c'est pour « geler » l'exploitation des minerais, dans l'intérêt de certaines grandes puissances qui veulent se constituer des réserves stratégiques. *« Bien des missions, d'ailleurs, sont financées par des multinationales. »*

Le soupçon est ouvertement exprimé par un journaliste de Boa-Vista, Pericles Perruci, et par le président des *garimpeiros* d'Amazonie, José Altino Machado. Que beaucoup de prêtres soient étrangers, que plusieurs pays européens participent à la campagne en faveur des Yanomami ne fait qu'ajouter à la suspicion, qu'irriter les susceptibilités locales, et réveiller un nationalisme de plus en plus à fleur de peau en Amazonie, ce *« poumon vert du continent »*, ce ventre mou brésilien qui s'estime, depuis longtemps, victime de la convoitise, voire de la rapine mondiales.

CHARLES VANHECKE.

Ouverture d'une enquête sur le massacre de soixante Indiens

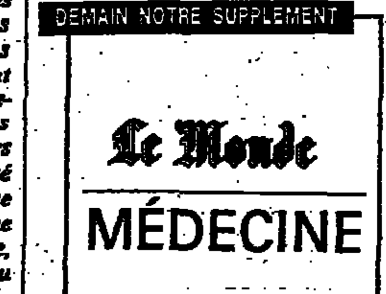
Sao-Paulo *(AFP)*. – Une enquête a été ouverte après la dénonciation d'un massacre, la semaine dernière en Amazonie, près de la frontière colombienne, d'au moins soixante Indiens, a-t-on indiqué de source officielle, ce lundi 13 janvier à Sao-Paulo.

Le président de la Fondation nationale de l'Indien (Funai), M. Apoema Maireles, a précisé qu'une commission d'enquête, composée de membres de la Funai et de la police fédérale, avait été envoyée sur place. Selon lui, la Funai ne dispose, pour le moment, d'aucune information directe sur les faits, la région concernée, située à 1800 kilomètres au nord-ouest de Manaus, près de la frontière avec la Colombie, en plein cœur de la forêt amazonienne, étant totalement isolée.

Deux parlementaires, MM. Arthur Virgilio Neto et Joao Pedro Goncalves, membres du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), au pouvoir, ont affirmé vendredi qu'au moins soixante Indiens avaient été tués par des chercheurs d'or. Deux caciques tukanos ont accusé le président de l'Union des syndicats de *garimpeiros* d'Amazonie, M. Machado, d'être directement impliqué dans cette tuerie, ajoutant que les garimpeiros portaient l'uniforme de l'armée pour abuser les Indiens. Ce dernier a rejeté ces accusations, déclarant qu'il se trouvait à l'époque du prétendu massacre aux Etats-Unis.

Le coordonnateur de l'Union nationale indigène (UNI) de Sao-Paulo, M. Airton Krenak, Indien lui-même, a indiqué qu'une commission interministérielle était attendue le 27 janvier dans la région où aurait été commis le massacre pour mettre en route le processus de délimitation du territoire indien. Selon lui, quatre mille Indiens campent depuis plusieurs mois sur une zone où ils ont trouvé de l'or pour bien manifester qu'elle est leur propriété.

Les Tukanos constituent une tribu de trente mille membres, qui vivent entre le Brésil et la Colombie. Leur principal activité est la pêche et la chasse, mais, depuis une dizaine d'années, ils se livrent aussi à la prospection de l'or dans une région qu'ils considèrent comme leur territoire traditionnel.



Etats-Unis

AU CONGRÈS DU PEN CLUB A NEW-YORK

Protestations contre la présence de M. Shultz invité par l'écrivain Norman Mailer

New-York *(AFP)*. – Le congrès international du Pen Club, auquel participent quelque sept cents écrivains du monde entier, s'est ouvert dimanche soir 12 janvier à New-York sur une polémique, plusieurs auteurs ayant protesté, parfois bruyamment, contre la présence du secrétaire d'Etat, M. George Shultz, à la cérémonie d'inauguration. M. Shultz, qui avait été invité par le romancier Norman Mailer, président du Pen Club américain, a été brièvement conspué à deux reprises par une partie de l'auditoire, alors qu'il prononçait son discours.

Une soixantaine d'écrivains, principalement américains, ont signé une lettre ouverte dénonçant le soutien du gouvernement Reagan à des régimes qui *« bâillonnent, emprisonnent et parfois torturent leurs citoyens »*. Parmi les signataires de cette lettre, on trouve Susan Sontag, John Irving, E.-L. Doctorow, trois anciens présidents du Pen Club américain, et la romancière sud-africaine Nadine Gordimer.

« Je suis fier de présenter un gouvernement qui, plus qu'aucun autre dans ce siècle, a évité de se mêler de la vie de ses citoyens », a déclaré M. Shultz aux écrivains réunis dans la grande salle de lecture de la bibliothèque de New-Yord. Soulignant que les *Etats-Unis défendent* la liberté d'expression, le secrétaire d'Etat a conclu en disant : *« Ne soyez pas si surpris par le fait que Ronald Reagan et moi-même soyons à vos côtés. »* Prenant ensuite la parole, Norman Mailer a jugé indigne l'accueil réservé par certains à M. Shultz. *« Je voudrais m'excuser personnellement auprès de lui pour ces stupides et mauvaises réactions »*, a déclaré le romancier.

Présenté comme le plus grand rassemblement de gens de lettres que le monde ait jamais connu, ce quarante-huitième congrès du Pen, qui doit prendre fin vendredi prochain, a pour thème central « L'imagination de l'écrivain et l'imagination de l'Etat ». Outre les débats sur les relations entre littérature et pouvoir, les congressistes discuteront pendant près d'un semaine d'autres *problèmes de leur profession*, comme ceux de la traduction et des droits d'auteur.

Certains des plus grands noms de la littérature contemporaine se sont donné rendez-vous à New-Yord : Kobo Abe (Japon), Jorge Amado (Brésil), *qui, grippé, est resté alité* dans sa chambre d'hôtel dimanche, Günter Grasse (RFA), Octavio Paz (Mexique), Mario Vargas Llosa (Pérou). le congrès compte aussi trois prix Nobel de littérature, le Polonais réfugié aux Etats-Unis Czeslaw Milosz, l'Américain *Saul Bellow* et le Français Claude Simon, lauréat en 1985. Les auteurs américains sont bien évidemment représentés en force, avec parmi les plus connus : William Burroughs, Allen Ginsberg, John Irving, William Styron, *John Updike et Kurt Vonnegut*.

L'ancien premier ministre canadien Pierre-Elliott Trudeau et l'ancien chancelier autrichien Bruno Kreisky ont également été invités à participer à ce congrès, ainsi que le directeur général de l'UNESCO, M. M'Bow. La venue de ce dernier a suscité un autre mouvement de mécontentement.

Le journaliste Joseph Kraft est mort

Le journaliste américain Joseph Kraft est mort vendredi 10 janvier à Washington. Il avait été hospitalisé dix jours auparavant à la suite d'un accident cardiaque. Il avait écrit la veille son dernier éditorial. Il était âgé de soixante et un ans.

Journaliste connu dans le monde entier, qu'il parcourait inlassablement depuis trente-cinq ans, Joseph Kraft était, aux Etats-Unis, l'un des commentateurs les plus lus et les plus respectés. *Columnist* apprécié – il appartenait depuis 1980 au *Los Angeles Times Syndicate*, – il était en outre l'un des éditorialiste attitrés du *Washington Post* et il avait fait partie de l'équipe rédactionnelle du *New-York Times*. Ses articles étaient publiés dans quelque deux cents journaux aux Etats-Unis et à l'étranger, notamment dans l'*International Herald Tribune*.

Très jaloux de son indépendance de plume, Joseph Kraft ne faisait pas mystère de ses opinions libérales, au sens américain du terme. Au début des années 60, il avait du reste travaillé avec John Kennedy, dont il a rédigé de nombreux discours. Opposant déclaré à l'engagement américain au Vietnam, il s'était montré un censeur redoutable dans l'affaire du Watergate.

Avocat d'une politique de détente et adversaire d'une domination militaire et économique des Etats-Unis dans le monde, il n'en plaidait pas moins pour que soient prises en compte les valeurs de la *« middle America »*, terme qu'il avait contribué à populariser dans les années 60. Les sentiments de cette Amérique profonde lui semblaient trop souvent occultés ou négligés par les commentateurs des grands journaux de la côte Est et de Californie.

Excellent connaisseur de notre pays et des affaires françaises, Joseph Kraft avait personnellement connu les chefs d'Etat de la Ve République, de de Gaulle à François Mitterrand.

En dehors de ses activités journalistiques, Joseph Kraft avait publié quatre livres, dont l'un consacré à la guerre d'Algérie *(The Struggle for Algeria)* et un autre à la Chine *(The Chinese Difference)*.



AMÉRIQUES

Haïti

Tracts anonymes pour une grève générale

Port-au-Prince (*AFP*). – Des tracts anonymes ont été distribués samedi 11 janvier à Port-au-Prince appelant à la grève générale. Tapés à la machine, ils demandent *« aux chauffeurs des transports en commun de rester chez eux »*, à la population *« de ne pas se rendre dans les magasins »*, et met en garde les usines qui seront *« forcées de fermer leurs portes »*.

« La vie nationale doit s'arrêter », conclut le texte, qui a été distribué par des jeunes gens dans le centre de la ville. Cet appel intervient alors que Haïti traverse une grave crise, ouverte le 28 novembre par la mort de quatre personnes, dont trois étudiants, tuées par les forces de l'ordre dans la ville des Gonaïves, à 150 kilomètres au nord de Port-au-Prince. Depuis, d'autres manifestations ont eu lieu, en particulier aux Gonaïves les 6 et 7 janvier, faisant un mort et trois blessés.

Le gouvernement a décidé de fermer les écoles et les universités et a confié la répression de *« tout acte illégal »* à l'armée et à la milice civile.

De leur côté, les chefs de l'armée et de la milice civile ont renouvelé, dimanche, leur fidélité au président Jean-Claude Duvalier au palais national en présence de nombreux fonctionnaires duvaliéristes, ainsi que des membres de la vieille garde du mouvement. M. Duvalier était entouré de son épouse, Michèle Duvalier, et du gouvernement.

La « révolte des jeunes » bénéficie du soutien de l'Eglise catholique. De leur côté, les Eglises protestantes souhaitent un dénouement rapide et pacifique de la crise, afin que le peuple haïtien, *« trop longtemps infortuné, puisse accéder à une vie de dignité et de bonheur »*.

Dans une déclaration publique les responsables des principales organisations protestantes de Haïti – 1 million de fidèles sur une population de 5,2 millions d'habitants – estiment que celles-ci ne peuvent pas demeurer *« indifférentes »* aux incidents qui ont eu lieu aux Gonaïves et qui se sont étendus. La déclaration précise que, malgré leur caractère apolitique, les organisations protestantes n'oublient pas qu'elles doivent condamner *« la violence, le crime, l'injustice et l'oppression »*.

Des réfugiés jetés par-dessus bord au large de la Floride

Trente à soixante réfugiés haïtiens ont été jetés par-dessus bord et se sont noyés au moment où leur bateau à voile tentait de s'approcher des côtes de la Floride en septembre dernier, selon les conclusions d'un rapport des gardes-côtes et des services d'immigration américains. Chacun des « réfugiés de la mer » avait payé 500 dollars pour se rendre en Floride. Le gouvernement haïtien a publié un bref communiqué pour dire qu'une enquête serait ouverte, ont déclaré des responsables américains.

M. Perry Rifkind, directeur des services d'immigration à Miami, a demandé au département d'Etat de faire pression sur Haïti pour que des poursuites judiciaires soient lancées dans cette affaire et dans d'autres affaires similaires.

Pérou

● *M. Morales Bermudez, nouveau ministre de l'agriculture.* – Fils du général Morales Bermudez, ancien président de la République, M. Rogelio Morales Bermudez a été nommé ministre de l'agriculture le mercredi 8 janvier pour succéder à M. Barturen, critiqué pour sa gestion et pour le début de pénurie alimentaire dans la capitale (*le Monde* du 9 janvier). D'autre part, le président Alan Garcia a donné l'ordre aux forces armées de participer à l'approvisionnement de la capitale. – (*AFP, Reuter.*)

Guatemala

M. CEREZO A FORMÉ SON GOUVERNEMENT

Guatemala (*Reuter*). – Le président-élu du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, qui entre en fonction le 14 janvier, a désigné les membres de son gouvernement :

– *Affaires étrangères* : M. Mario Rafael Quinonez Amezquita ;
– *Intérieur* : M. Juan José Rodil Peralta ;
– *Défense nationale* : général Jaime Hernandez Mendez ;
– *Finances publiques* : M. Rodolfo Paiz Andrade ;
– *Communications, transport et travaux publics* : M. Eduardo Goyzueta ;
– *Education* : M. Eduardo Meyer Maldonado ;
– *Agriculture* : M. Rodolfo Estrada ;
– *Economie* : M. Lizardo Arturo Sosa Lopez ;
– *Santé et sécurité sociale* : M. Carlos Armando Soto ;
– *Travail* : M. Catalina Soberanis ;
– *Développement* : M. Rene Armando de Leon Schlotter ;
– *Energie et mines* : M. Roland Castillo Contoux ;
– *Culture et sports* : M. Elmar Rene Rojas ;
– *Président de la Banque centrale* : M. Federico Linarez.

PROCHE-ORIENT

Le conflit du Golfe

UN CARGO AMÉRICAIN ARRAISONNÉ PAR LES IRANIENS

Washington (*AFP*). – Pour la première fois, un cargo américain qui se rendait dans les Emirats arabes unis a été arraisonné dimanche 12 janvier dans les eaux internationales à l'entrée du Golfe par la marine iranienne recherchant du matériel de guerre destiné à l'Irak, a annoncé le département d'Etat. L'arraisonnement du cargo *President-Taylor*, de la compagnie American President Lines Ltd, a eu lieu dimanche à 7 heures GMT, a duré environ deux heures et s'est déroulé sans incidents.

Le président Reagan a été informé de l'incident, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, qui a ajouté : *« Evidemment, c'est un sujet de grave préoccupation. Nous allons essayer d'établir les faits dès que le cargo sera à quai »*.

Au cours des cinq derniers mois, les Iraniens ont fouillé de nombreux cargos de pays neutres à la recherche de fournitures pouvant servir à l'effort de guerre iranien. Le porte-parole du département d'Etat n'a pas été en mesure de préciser le nombre de navires iraniens impliqués dans l'incident et n'a pu donner de détails sur la façon dont le cargo avait été arraisonné.

Le colonel Kadhafi «invite» M. Reagan à Tripoli

Le colonel Kadhafi a « invité » le président Reagan à lui rendre visite sous la tente bédouine où il a élu domicile, dans l'enceinte fortifiée et défendue par des chars de la caserne de Bab Azia, à Tripoli. Le chef de l'Etat libyen a formulé cette « invitation » samedi 11 janvier, en recevant sous cette même tente cinq journalistes occidentales auxquelles il a présenté sa femme, Sassia, et quatre de ses sept enfants.

« Si Reagan venait, il changerait d'avis, il verrait que je ne vis pas dans une tranchée avec des grenades et un revolver à la ceinture », a déclaré l'homme que les Etats-Unis accusent de complicité dans les récents attentats de Rome et de Vienne. Il a, d'autre part, tenu à exposer à ses interlocutrices que, pour lui, le port du voile islamique n'avait aucune signification : *« J'aimerais voir un monde où hommes et femmes sont égaux. J'encourage les femmes à être libres ; ce monde est masculin et je veux changer cela. »*

● A Washington, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a estimé dimanche 12 janvier, que les Etats-Unis devaient *« faire payer un prix plus fort aux terroristes »*, en prenant des mesures plus énergiques encore que les sanctions économiques. Lors d'une interview à la télévision, il a expliqué, d'autre part, que les Etats-Unis n'envisageaient pas d'imposer à la Syrie des sanctions du même type que celles décidées à l'encontre de la Libye, bien que le régime de Damas figurât depuis longtemps sur la liste des Etats soutenant le terrorisme dressée par Washington.

M. Shultz a relevé que, selon les services de renseignements, les auteurs des attentats de Rome et de Vienne ont été entraînés au Liban, dans la vallée de la Bekaa, zone contrôlée par les Syriens. *« Jusqu'à quel point cela a-t-il impliqué les autorités syriennes ? Nous ne sommes pas capables de le dire »*, a poursuivi le secrétaire d'Etat, indiquant que les Etats-Unis étaient *« en train de travailler avec la Syrie, sur un certain nombre de sujets, de manière constructive »*.

L'hebdomadaire *Newsweek* croit savoir, de son côté, dans sa dernière livraison, que les Etats-Unis ont conçu une stratégie en six points pour isoler politiquement, militairement et économiquement le colonel Kadhafi. L'objectif de ce programme, selon *Newsweek*, serait de préparer le terrain à une opération militaire au cas où le chef de la révolution libyenne en fournirait le prétexte.

D'autre part, une « mise en garde générale » a été lancée par Interpol pour prévenir certains Etats européens – notamment la Suède et l'Espagne – de la possibilité de nouvelles actions terroristes. Les forces de sécurité des Pays-Bas, de la Suède et du Danemark sont en état d'alerte, surveillant particulièrement les aéroports, les installations américaines et les institutions juives. Enfin, le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* annonce que la base de l'OTAN de Sigonella, en Sicile, pourrait devenir le siège européen de la Force Delta, unité de l'armée américaine spécialisée dans la lutte contre le terrorisme. – (*AFP, Reuter, AP.*)

● *Le sort des otages du Liban.* – Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, venu présenter en Dordogne les listes électorales samedi 11 janvier, a déclaré : *« Je confirme que j'ai fait prendre toutes les dispositions qu'il était possible de prendre en ce qui concerne l'état de santé des otages et une aggravation éventuelle. »* Le ministre a ajouté que le problème des otages et de leur libération était une de ses *« préoccupations constantes »* et qu'il était à ce sujet *« en relation avec tous les Etats de la région »*.

La déclaration de M. Dumas intervient après que le Djihad islamique, qui a revendiqué les enlèvements des quatre Français, eut annoncé que l'un d'eux était *« gravement malade »*. – (*AFP.*)

DIPLOMATIE

DANS SON ADRESSE AU CORPS DIPLOMATIQUE

Jean-Paul II condamne fermement le terrorisme et les Etats qui le soutiennent

De notre correspondant

Cité du Vatican. – Le terrorisme est un *« crime contre l'humanité »* qui mérite une réprobation *« absolue et unanime »*. En particulier, *« l'ONU ne saurait tolérer que les Etats membres s'affranchissent des principes et règles contenus dans sa charte en acceptant de se compromettre avec le terrorisme »*.

Dans son adresse annuelle au corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, traditionnel temps fort de la vie publique du Vatican, Jean-Paul II s'est, le samedi 11 janvier, apesanti sur les diverses menaces qui mettent en péril la paix mondiale. Elle n'était pas tout à fait inédite, cette condamnation par le pape de ces *« réseaux redoutables de gens qui n'hésitent pas à tuer un grand nombre d'innocents, et cela souvent dans des pays qui leur sont étrangers, non impliqués dans leurs problèmes »*, usant parfois du *« procédé barbare d'enlèvement d'otages avec la pratique du chantage »*, et ce *« de sang-froid »*, avec *« le soutien de quelques pouvoirs d'Etat »*. Mais après l'attentat du 27 décembre à l'aéroport de Rome-Fiumicino, les paroles du pape sur le sujet ne pouvaient pas ne pas retentir très fortement – même si bien d'autres menaces à la paix ont évidemment été passées en revue.

Refuser la « facture » Est-Ouest

Le pape a ainsi fustigé la tendance consistant à croire que la paix serait seulement l'absence d'une guerre généralisée. Depuis 1945, *« plus de cent trente conflits locaux ont fait plus de trente millions de tués ou de blessés »*, a-t-il rappelé. Jean-Paul II a ainsi énuméré une douzaine de pays où, aujourd'hui même, les hommes se déchirent – dans l'ordre : le Liban, l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, le Cambodge, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Tchad, l'Ethiopie, etc. S'interrogeant sur les sources de ces affrontements locaux, le Saint-Père a placé en premier lieu le sous-développement, en particulier *« l'endettement global du tiers-monde »*.

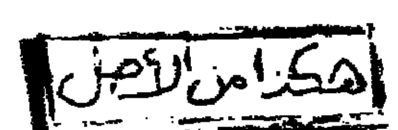
Toute injustice, a-t-il encore rappelé – qu'elle se produise *« à l'intérieur d'un pays »* ou *« entre pays »*, – met aussi la paix en péril. Au nombre des injustices figure, a insisté le « pape polonais », l'imposition d'un système politique venu d'ailleurs : *« L'homme ne vit pas seulement de pain. Il est grave de porter atteinte à la dignité de l'homme, à ses droits fondamentaux, à sa liberté d'opinion politique, à son inaliénable liberté de conscience, à ses possibilité d'exprimer sa foi. »* Le pape a notamment souhaité qu'un document juridique de l'ONU vienne remédier à la situation des *« prisonniers de conscience »*.

Dans un ordre d'idées voisin et élargissant ainsi son précédent propos, le pape a condamné ce *« terrorisme systématique, quasi institutionnalisé, qui s'appuie sur tout un système policier secret et anéantit la liberté et les droits élémentaires de millions d'individus coupables de ne pas aligner leur pensée sur l'idéologie triomphante et généralement incapables d'attirer l'attention et le soutien de l'opinion internationale »*.

Quelques remèdes ? Ne jamais renoncer à relancer des tentatives de médiation entre parties en conflit ; ne jamais s'accommoder de la *« grande fracture qui sépare les peuples de l'Est et de l'Ouest »* de l'Europe ou de la *« polarisation Est-Ouest dérivant de l'affrontement de deux systèmes opposés et dont le « surarmement » est sans doute la conséquence la plus préoccupante pour les hommes d'aujourd'hui »* ; lutter sans cesse pour la promotion d'un *« nouvel ordre économique international »* réduisant *« l'abîme socio-économique qui se creuse »* entre Nord et Sud ; *« isoler moralement »* le terrorisme, sans négliger, au Moyen-Orient plus qu'ailleurs, de faire droit *« par la négociation »* aux *« justes aspirations des peuples »* dont les frustrations ont pu lancer le cycle des violences.

Le Saint-Siège et les Eglises locales s'efforcent, a conclu le pape, de prendre leur part de ces diverses actions. Jean-Paul II a, en particulier, cité la récente mission du cardinal français Etchegaray visitant des prisonniers irakiens en Iran et iraniens en Irak pour leur exprimer sa *« sollicitude pour les victimes de la guerre »*.

JEAN-PIERRE CLERC.


هكذا من الأصل

ASIE

Afghanistan

Kaboul rejette l'offre de Washington de se porter garant d'un règlement

Le président Karmal a totalement rejeté, dans une interview au quotidien japonais *Asahi Simbun* publiée samedi 11 janvier, l'offre du président Reagan de se porter garant d'un règlement du conflit afghan. M. Karmal a accusé Washington d'ignorer obstinément les réalités sociales et politiques de l'Afghanistan.

M. Reagan avait évoqué le conflit afghan pendant sa rencontre de novembre avec le numéro un soviétique, M. Mickhaïl Gorbatchev, offrant par la suite de garantir une solution pacifique en Afghanistan, à la double condition d'un retrait des forces soviétiques engagées dans ce pays et du recours à l'autodétermination du peuple afghan. Le président afghan a exclu toute éventualité de négociation avec la résistance. Il a toutefois déclaré que l'Afghanistan et le Pakistan avaient réalisé des progrès pendant leur sixième session d'entretiens indirects, le mois dernier, à Genève.

M. Karmal s'attend à d'autres progrès lorsque ces conversations, sous l'égide de l'ONU, reprendront fin février ou début mars. Mais il considère qu'il est nécessaire d'engager un dialogue direct avec le Pakistan, qui ne reconnaît pas son gouvernement. Le journal japonais a ajouté que M. Karmal s'est refusé à commenter la possibilité d'un retrait échelonné du corps expéditionnaire soviétique. On déclarait, le 1er janvier, de source autorisée américaine, que Kaboul avait officieusement soumis un calendrier pour l'évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan dans le cadre d'un règlement global.

La police secrète renforcée

A Kaboul, la Khad, police secrète du régime, a été élevée au rang de ministère de la sécurité d'Etat, apparemment en vue de renforcer les services de sécurité. Un décret en ce sens, émanant du présidium du Conseil révolutionnaire, a été lu lors d'une réunion publique à Kaboul marquant le sixième anniversaire de la Khad, a rapporté, samedi 11 janvier, Radio-Kaboul. La police secrète a connu un développement rapide depuis l'intervention militaire soviétique en Afghanistan en 1979. Elle s'est progressivement spécialisée dans l'infiltration des groupes de la résistance musulmane à l'intérieur du pays, ainsi qu'au Pakistan. Ses éléments combattent aux côtés des forces soviétiques. Elle a également entraîné des milices parmi les tribus patchtounes le long de la frontière pakistanaise et n'a pas hésité à payer les mollahs dans le cadre de la campagne lancée par le gouvernement pour rallier la hiérarchie du clergé musulman à sa cause. – *(Reuter.)*

Philippines

Mme Aquino vue par Mme Marcos

« ELLE NE SE MAQUILLE MÊME PAS... »

Manille. – S'adressant, samedi 11 janvier, à des dockers de Manille dans la perspective de *l'élection présidentielle* du 7 février, Mme Imelda Marcos a critiqué Mme Corazon Aquino, candidate de l'opposition modérée et rivale du président Marcos, en se plaçant sur le terrain des... apparences. Mme Marcos, qui fut naguère une « reine de beauté » locale, a déclaré avec dédain : *« Notre adversaire ne se maquille même pas, elle ne fréquente pas les manucures. »*

Manille semble massivement en faveur de l'opposition. Pourtant, Mme Marcos, gouverneur d'une capitale dont le quart de la population vit dans les bidonvilles, se flatte de trouver du *soutien du côté de certaines minorités*. *« Les homosexuels,* affirme-t-elle, *sont pour la beauté ; tous les Philippins qui aiment la beauté, l'amour et Dieu sont pour Marcos. Je sais que les Philippins ne demandent pas autre chose de la vie que cela : la beauté. C'est à cela qu'ils aspirent, plus encore qu'aux richesses et au pouvoir. »* Dans un pays où plus de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, Mme Marcos est considérée comme l'une des femmes les plus riches du monde. Le Sénat américain mène actuellement une enquête sur la fortune que les Marcos et leurs proches auraient accumulée aux Etats-Unis.

R.-P. P.

Cambodge

● *Commandement militaire commun des résistants non communistes.* – Les deux fractions non communistes de la résistance (le FLNPK, Front de libération nationale du peuple khmer, et l'ANS, armée nationale sihanoukiste) ont formé, le 4 janvier, un commandement militaire commun, dont le chef est le général Sak Suthsakan (FLNPK), assisté du général Teat Ben (ANS). Cet accord a été annoncé samedi 11 janvier à Bangkok. Le général Sak Suthsakan, commandant en chef du FLNPK, est également l'un des dirigeants de la faction de ce front hostile à M. Son Sann, son président en titre. – *(AFP.)*

Corée du Nord

● *La Chine approuve la cessation des manœuvres militaires par Pyongyang.* – Le gouvernement chinois a apporté son soutien dimanche 12 janvier à la décision de la Corée du Nord de cesser ses manœuvres militaires à partir du 1er février prochain. Comme Pyongyang, Pékin a appelé la Corée du Suf et les Etats-Unis à faire de même de leur côté. Samedi, les autorités nord-coréennes avaient annoncé leur décision en affirmant vouloir par ce geste apaiser les tensions dans la péninsule coréenne et favoriser le dialogue engagé depuis plus d'un an entre le Nord et le Sud. Elles avaient exhorté Washington et Séoul à suivre leur exemple. – *(AFP, UPI.)*

Thaïlande

● *Manœuvres militaires.* – Les manœuvres militaires annuelles américano-thaïlandaises auront lieu cette année dans l'est de la Thaïlande, près de la frontière cambodgienne, a déclaré, samedi 11 janvier, à Bangkok, le commandant en chef de la marine thaïlandaise, l'amiral Nibhon Sirithorn. Elles se déroulaient auparavant dans le sud du pays. Ce changement a pour but de *« permettre aux troupes thaïlandaises et américaines de s'entraîner sur des terrains où il y a eu des incursions étrangères »*, a précisé l'amiral. La Thaïlande accuse régulièrement les forces vietnamiennes de franchir la frontière entre les deux pays pour poursuivre les guérilleros opposés au régime de Phnom-Penh. – *(AFP.)*

EUROPE

Pologne

Coups durs pour l'opposition

De notre envoyé spécial

Varsovie. – Coup de chance pour la police politique, coup dur *pour Solidarité* : M. Bogdan Borusewicz, pivot des structures clandestines du syndicat à Gdansk et membre de la direction nationale du mouvement, est tombé dans une banale souricière, lui qui, pendant plus de quatre ans, avait réussi à se maintenir *« sous terre »*, comme on dit ici. L'agence officielle PAP a annoncé, le samedi 11 janvier, son arrestation, dont les *circonstances n'ont été* partiellement révélées, de source syndicale, qu'un peu plus tard.

C'est la découverte d'une imprimerie clandestine comme il en existe des centaines en Pologne, installée dans un appartement de *Gdansk, qui a d'abord permis* à la SB (service de sécurité) d'arrêter discrètement les trois occupants des lieux, le père, la mère et le fils, puis deux autres personnes venues leur rendre visite, et enfin le gros morceau, qui est venu se jeter lui-même dans la gueule du loup.

Agé de trente-sept ans, historien de formation, M. Borusewicz est un exemple typique de la frange la plus active et la plus résolue de l'opposition. Membre du KOR (Comité de défense des ouvriers) puis pionnier du syndicalisme libre sur le littoral baltique dès 1978, il avait échappé au coup de filet du 13 décembre 1981 et avait pris la *direction de l'organisation* régionale du mouvement après l'arrestation, en juin 1984, de M. Bogdan Lis.

M. Borusewicz comptait parmi ceux qui avaient cru pouvoir reprocher à la direction du syndicat un certain manque de fermeté et d'audace tant avant qu'après la proclamation de l'état de guerre. Cela n'a nullement empêché M. Lech Walesa de lui rendre un hommage chaleureux après son arrestation, saluant en lui *« l'un des militants les plus éminents de la défense des droits civiques et de Solidarité »*.

Interpellé sur mandat d'arrêt du procureur militaire de Varsovie, M. Borusewicz était recherché pour *« activités portant atteinte aux intérêts vitaux de l'Etat »*, ce qui le rend théoriquement passible d'une peine allant de dix ans de prison à la peine de mort au titre de « haute trahison ». Cette accusation infamante est en effet lancée désormais contre tous les membres de la DKK (direction clandestine du syndicat), ce qui fait dire à M. Walesa : *« Les meilleurs patriotes ont souvent été traînés dans la boue, accusés de trahison. Ce fut le cas dans les années 50. (...) C'est le cas aujourd'hui. Mais l'histoire montre tôt ou tard qui est un véritable patriote et un héros et qui ne l'est pas. »* Et d'ajouter à l'adresse du pouvoir qu'il ne sait *« que réprimer et rien d'autre, détruire et pas construire »*.

Défi à la normalisation

Avant M. Borusewicz, sept membres de la DKK ont été arrêtés depuis qu'existe cette « commission provisire de coordination » formée d'un nombre limité de personnes qui, « en cas de chute », sont en principe systématiquement remplacées. A présent, cependant, seuls deux membres de la DKK sont nommément connus, Zbignew Bujak, *le clandestin numéro un*, qui a réussi à se maintenir à Varsovie et s'est même offert le luxe de donner, à l'automne dernier, une « conférence de presse », et Marek Muszynski, qui représente la Basse-Silésie. Les autres membres de la DKK sont désormais anonymes, ce qui signifie vraisemblement qu'il ne s'agit pas de clandestins *stricto sensus*, mais de militants menant *une manière de* double vie.

L'utilité de maintenir cet organe *totalement illégal, qui exerce ses* activités dans des conditions aussi difficiles que dangereuses, a été parfois contestée, mais les dirigeants du mouvement, M. Walesa en tête, estiment que la DKK reste indispensable, ne serait-ce que *parce qu'elle constitue un défi* permanent à la « normalisation » et surtout parce qu'elle incarne la continuité du syndicat.

L'arrestation de M. Borusewicz fait suite à une série d'événements péniblement ressentis par tous ceux qui restent attachés à Solidarité. Elle contribue à créer l'*impression que l'opposition polonaise* connaît des temps plutôt difficiles, et ce sur différents « fronts ».

Faut-il rappeler que, pour la première fois depuis des années, un membre d'un gouvernement occidental est venu à Varsovie sans tenter le moindre *geste public en* direction de Solidarité et que cette « première » a été le fait d'un Français, M. Jean-Michel Baylet. Ce comportement nouveau, venant après la réception du général Jaruzelski à Paris et aussi après le refus de M. Willy Brandt de répondre à une invitation de M. Walesa, est forcément interprété ici de la manière la plus simple : comme le *début d'un lâchage*, y *compris* de ceux qui étaient considérés comme les amis les plus sûrs.

« La Realpolitik, *c'est-à-dire la politique du* statu quo, *fait sa rentrée sur notre continent »*, écrit ainsi un des éditorialistes clandestins *les plus connus*, David Warszaski. Mais, ajoute-t-il : *« Nous ne pouvons pas être plus exigeants à l'égard des hommes d'Etat étrangers qu'à l'égard de nous-mêmes. »* Si l'opposition est lâchée, explique-t-il en substance, c'est qu'elle est trop faible, que trop de gens se contentent de vivre de manière inerte leur mécontentement.

L'épiscopat prudent

Dire que l'opposition est aussi « lâchée » par l'Eglise serait, à coup sûr, noircir à l'excès le tableau.

Ce n'est certes pas le cas, ou, plutôt, la question ne se pose pas en ces termes. Mais on a quand *même l'impression que*, après une période plus favorable, l'attitude du primat s'est à nouveau crispée face à Solidarité (Mgr Glemp a, apparemment, mal pris une note privée du Père Popieluszko dans laquelle le prêtre, assassiné entre*temps par des policiers*, se plaignait à nouveau de l'attitude du primat à son égard).

Par ailleurs, la hiérarchie épiscopale, qui avait fortement repoussé aussi bien les avances que les injonctions du pouvoir lors des élections d'octobre dernier, n'en tient pas moins compte des mises en garde des autorités.

Ainsi, samedi 11 janvier, à la suite d'un très ferme avertissement adressé par le voïvode de Gdansk à l'évêque de la ville, ce qui devait être une importante cérémonie prévue à l'église Sainte-Brigitte, pour *attirer l'attention sur le sort des* prisonniers politiques, a été réduit à une simple messe. Malgré la présence de M. Walesa, de M. Jacek Kuron et de nombreux anciens prisonniers politiques connus, aucun discours n'a été prononcé.

Le nombre des prisonniers politiques est estimé à environ deux cent cinquante par l'opposition, un peu moins de deux cents par le pouvoir.

Sur ce plan aussi, le mois de janvier risque d'être un motif de déception. *Le procès en appel de* MM. Michnik, Lis et Frasyniuk a été reporté à une date ultérieure.

Il aurait dû se tenir la veille de l'ouverture à Varsovie du congrès des intellectuels pour la paix, organisé non sans mal et sans déboires par les autorités, *sur le modèle du* célèbre congrès de 1948.

L'occasion semblait favorable *pour une mesure de clémence*. D'autant que, lors de ses récents entretiens avec M. Brandt, le général Jaruzelski lui avait laissé entendre clairement qu'une bonne nouvelle était à attendre à la mi-janvier. Espoir apparemment déçu, une fois de plus.

On se demande, à présent, si les trois condamnés, et beaucoup d'autres avec eux, ne devront pas attendre, dans le meilleur des cas, que se tienne le congrès du parti fixé à fin juin.

La longue période de préparation de cette grande fête du PC est traditionnellement défavorable à toute mesure qui puisse apparaître comme un tant soit peu « libérale ». Les six mois à venir risquent donc de voir se multiplier les coups portés contre Solidarité.

Il est vrai que le mouvement a largement fait preuve depuis cinq *ans de sa capacité à les « encaisser »*.

JAN KRAUZE.

AFRIQUE

République sud-africaine

Assassinat d'un dirigeant noir qui se préparait à rencontrer le sous-secrétaire d'Etat américain

M. Ampie Maisa, chef de la cité noire de Leandra, située à environ 80 kilomètres de Johannesburg, a été assassiné, dimanche matin 12 janvier, par un groupe de Noirs non identifiés, quelques heures avant la rencontre qu'il devait avoir avec M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires africaines, qui est arrivé le jour même en Afrique du Sud. Cette rencontre devait avoir lieu à Duduza, township située à 50 kilomètres à l'est de Johannesburg, à l'initiative de l'évêque anglican Simeon Nkoane, proche collaborateur de l'évêque Desmond Tutu.

Peu avant l'heure de ce rendez-vous, le révérend Nkoane apprenait que la maison de M. Ampie Maisa avait été brûlée et que celui-ci avait été *grièvement* blessé *par ses agresseurs* avant d'être enlevé à bord d'une camionnette. Son corps a été découvert dimanche soir dans les environs de Leandra, à moitié calciné. Les membres de sa famille accusent les auteurs de cet assassinat d'appartenir au mouvement politique noir Inkhata, dirigé par le chef de la communauté zoulou, M. Gatha Buthelezi, ministre principal du bantoustan du Kwazulu.

*M. Crocker ayant décidé de s'en*tretenir avec l'adjoint de M. Maisa, M. Abel Nkabinde, la maison de ce dernier a également été incendiée, et *il a jugé plus* prudent *de ne pas se* rendre au rendez-vous. Finalement, le sous-secrétaire d'Etat américain a pu rencontrer plusieurs dirigeants noirs de l'opposition à Duduza, avant de se rendre dans deux autres townships des environs. Lundi, il devait s'entretenir avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha.

Dans la cité noire de Mlungisi, près de Queenstown, à l'est de la province du Cap, les corps de deux femmes brûlées vives ont été découverte à la fin de la semaine dernière. Elles ont toutes deux subi le supplice infligé aux « collaborateurs » qui consiste à mettre le feu à des pneus attachés autour du corps du « condamné ».

A Port-Elizabeth, seize responsables du Front démocratique uni (UDF, rassemblement de quelque sept cents organisations anti-apartheid) ont été arrêtés vendredi soir, au cours d'une réunion clandestine de l'UDF. La région de Port-Elizabeth est toujours soumise à l'état d'urgence décrété dans trente-six districts du pays depuis juillet dernier.

D'autre part, le président angolais, M. Dos Santos, a affirmé, vendredi à Luanda, que trois bataillons des troupes sud-africaines se trouvent actuellement dans la province angolaise de Cunene (sud du pays). Le ministère angolais de la défense a également indiqué que les forces sud-africaines ont formé des bataillons mixtes avec les guérilleros de l'UNITA. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

Tunisie

M. HABIB ACHOUR EST RÉÉLU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE l'UGTT

(De notre correspondant.)

Tunis. – La commission administrative de la centrale syndicale a désigné à nouveau, dimanche 12 janvier, M. Habib Achour au secrétariat général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), revenant ainsi sur la décision de son bureau exécutif de le remplacer par M. Sadok Allouche (*le Monde* du 6 décembre 1985).

Le bureau exécutif avait accepté la mise à l'écart de M. Achour, incarcéré depuis le 31 décembre pour purger une peine d'un an de prison, en contrepartie d'un *« certain nombre d'engagements »* pris, le 4 décembre, par le gouvernement. Or, a considéré la commission administrative, aucun des engagements n'a été suivi d'effet : les locaux syndicaux régionaux occupés par des *« comités provisoires »*, qui ont évincé dans des conditions assez troubles les structures légales, n'ont pas été restitués ; les syndicalistes *licenciés et arrêtés durant la crise* de la fin de l'année dernière n'ont été ni réintégrés dans leur emploi ni libérés.

M. D.

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

Purge dans la guérilla : 164 morts

Bogota. – Le commandant du mouvement colombien de guérilla, Front Ricardo Franco, Javier Delgado, a révélé samedi 11 janvier qu'il avait ordonné l'exécution de cent soixante-quatre personnes *« infiltrées »*, selon lui, au sein du mouvement. Au cours d'une conférence de presse clandestine dans les montagnes de la Cordillère centrale, le commandant du Front – branche dissidente des Forces armées révolutionnaires (FARC, communistes) – a expliqué qu'il avait commandé l'exécution de ces cent soixante-quatre personnes parce qu'elles avaient été envoyées par l'armée pour démanteler le mouvement de guérilla. Le Front a refusé les *propositions de paix du gouvernement* Betancur, *acceptées par les* FARC au printemps 1984. Au cours du mois de décembre, plusieurs fosses communes ont été découvertes dans le sud-ouest de la Colombie, dans la province du Cauca, et cent treize cadavres exhumés. – *(AFP.)*

AMÉRIQUE CENTRALE

Huit pays latino-américains pour la reprise des négociations

Les ministres des affaires étrangères de huit pays d'Amérique latine (les quatre du groupe de Contadora : Mexique, Colombie, Venezuela et Panama, et les quatre du « groupe d'appui » : Argentine, Uruguay, Brésil et Pérou) ont signé, dimanche 12 janvier, un document en faveur d'un pacte de non-agression entre les cinq pays d'Amérique centrale à *l'issue d'une réunion de quarante*-huit heures au Venezuela. Le document « pour la paix, la sécurité et la démocratie en Amérique centrale » recommande une réactivation des efforts du groupe de Contadora, la fin de l'appui aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels dans la région, le gel des achats d'armements, la réduction du nombre des conseillers et la suspension des manœuvres militaires étrangères. *Les huit ministres doivent se retrouver en mars à Punta-del-Este*, en Uruguay. – *(AFP, Reuter.)*

JAPON

Un sous-marin nucléaire soviétique en difficulté en mer de Chine

Tokyo. – Un sous-marin nucléaire soviétique de type Echo-II (code OTAN) est en difficulté dans l'est de la mer de Chine, où il a été aperçu, remorqué par un navire de secours, par les services japonais de défense maritime. Selon ces services, le sous-marin, *de 6200 tonnes, accompagné d'un destroyer, a été repéré*, samedi 11 janvier, à environ 450 kilomètres au nord-ouest d'Okinawa. Les responsables japonais indiquent que le sous-marin paraît avoir des problèmes de réacteur. Il est remorqué par un navire de secours de 4000 tonnes, de la classe Ingul, et est escorté par un vaisseau d'assistance de 15000 tonnes de la classe Marina, capable de réparer les réacteurs nucléaires. C'est la troisième fois en six ans qu'un sous-marin nucléaire soviétique est repéré en surface près du Japon avec apparemment des problèmes de moteur. – *(AFP.)*

RFA

LE MAIRE DE FRANCFORT BOUSCULÉ PAR DES SYNDICALISTES

(De notre correspondant.)

Bonn. – Le maire chrétien-démocrate de Francfort, M. Walter Wallmann, a été violemment pris à *partie, samedi 11 janvier, par* des syndicalistes lors de sa réception traditionnelle de début d'année au siège francfortois de l'Union des syndicats ouest-allemands (DGB). Le dirigeant chrétien-démocrate n'a pu se frayer un chemin vers le podium qu'avec l'aide des responsables locaux du DGB. Frappé à plusieurs reprises au cours de la bousculade, il n'a pu ensuite achever son intervention, couverte *par les huées* et les sifflets de la salle.

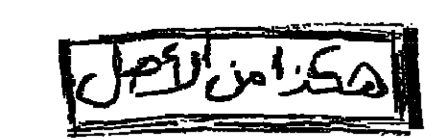
Cet incident, exceptionnel en RFA, *provoque une tempête* politique, malgré les excuses des dirigeants syndicaux. Il traduit la radicalisation d'une partie du mouvement ouvrier, qui accuse le gouvernement de chercher délibérément, depuis son arrivée au pouvoir, à l'affaiblir. Au cœur de cette controverse se trouve le projet de loi adopté en décembre par le gouvernement pour rendre les grèves nationales *financièrement plus difficiles* pour les syndicats.

H. de B.

URSS

● *Nouveau ministre.* – M. Vladimir Loukianenko, quarante-huit ans, a été nommé ministre soviétique de la construction de machines pour la chimie et le pétrole, en remplacement de M. Constantin Brekhov, qui prend sa retraite pour raisons de santé à l'âge de soixante-dix-huit ans, a annoncé, le samedi 11 janvier, l'agence Tass. *M. Brekhov occupait ce poste* depuis plus de vingt ans. Son successeur est un ingénieur de formation, qui coiffait jusqu'à présent un institut de recherches et de constructions mécaniques. Ce remaniement est intervenu le jour même où la *Pravda* dressait un sévère constat d'échec sur la situation dans le secteur de l'extraction pétrolière soviétique. – *(AFP.)*





politique

PCF : les risques d'un troisième recul

Invité, le dimanche 12 janvier, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Georges Marchais a affirmé que, selon les sondages, *« Il y a un potentiel d'électeurs communistes qui se situe autour de 20 % »*. Le secrétaire général du PCF a répondu à M. Lionel Jospin, qui avait appelé les électeurs attirés par le Parti communiste à voter « utile » pour le Parti socialiste. *« Lionel Jospin se trompe de période,* a dit le secrétaire général du PCF. *Ce n'est pas voter utile que de voter socialiste, c'est voter pour une alliance avec la droite, pour la collaboration, la coopération avec la droite. »* En revanche, selon M. Marchais, *« voter communiste, c'est, à coup sûr, voter contre la droite et pour une autre politique. »*

M. Marchais s'est prononcé pour un rééquilibrage de la gauche en faveur du PCF, afin de contraindre le PS à respecter ses promesses.

***« Ce que nous voulons, c'est remonter,* a-t-il dit. *Nous parlerons de victoire quand le Parti communiste aura retrouvé l'influence qui était la sienne »* [avant 1981]. « Cependant, le secrétaire général, qui a fait de constantes références à son propre score de 1981, a reconnu que *« cette politique va demander des années d'efforts »* aux communistes.**

Il a ajouté : *« Nous ne nous arrêterons pas au résultat* [des législatives] *lui-même. »*

« Quel que soit le résultat de 1986, il existe un recours en France pour les chômeurs, les travailleurs manuels et intellectuels, les jeunes : le Parti communiste. » Sous la plume de M. Gaston Plissonnier, doyen du bureau politique du PCF, cette analyse pour le moins ambiguë figure dans l'éditorial du dernier numéro des *Cahiers du communisme* (1). *« Quel que soit le résultat »*. Défensive, défaitiste ou fataliste, cette phrase tend à prouver que la direction communiste ne galope pas à perdre haleine sur le sentier du redressement électoral, car *« rien ne peut remplacer la mobilisation dans les luttes des travailleurs eux-mêmes »* précise M. Plissonnier.

Ce désintérêt sous-jacent, sinon pour la consultation de mars prochain, du moins pour ses hypothétiques prolongements gouvernementaux, tranche avec une déclaration, péremptoire celle-là, qui n'a pas cinq ans d'âge. *« Nous considérons que moins de 20 %, ce n'est pas bon, puisque moins de 20 %, c'est moins que le chiffre ordinaire du Parti communiste. »* Ainsi s'exprimait M. André Lajoinie, lui aussi membre du bureau politique, le 21 avril 1981, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle. M. Marchais devait obtenir cinq points de moins.

La prudence de M. Plissonnier est explicable. Après le premier recul historique de 1981 — le PCF avait recueilli une moyenne de 21 % sur la période de 1958 à 1979 — un deuxième séisme a ébranlé la direction aux élections européennes de 1984 : nouvelle chute de quatre points. Les ambitions étant plus mesurées, certains dirigeants du parti estiment que celui-ci devrait, en 1986, se contenter des eaux basses de 11 %.

Comprenant, sans doute, qu'un tel objectif n'avait guère de vertus mobilisatrices sur son électorat, la direction du PCF a changé son fusil d'épaule. L'ancien ministre des transports de M. Mauroy a inversé son discours, la semaine dernière, en affirmant déceler un redressement communiste dans les élections partielles de 1985 et à travers les derniers sondages.

Les partielles, en fait, ont surtout montré une stabilisation ; quant aux sondages, pas un ne crédite le PCF de plus de 11 % des intentions de vote. *« Depuis un an, le PCF a un encéphalogramme plat autour de 10 % »*, précise un responsable d'un de ces organismes. *« Il a plutôt une légère tendance à la baisse, et la remontée de la gauche se fait surtout à travers le PS »*, ajoute un autre.

Détail plus inquiétant pour la direction du parti, tous les scores anticipés publiés dans la presse bénéficient de « redressements techniques » qui ont joué de bien vilains tours aux sondeurs au cours de ces dernières années.

Insondable ?

Afin de compenser la sous-estimation des extrêmes politiques (le PCF et, depuis 1984, le Front national) due aux réticences des personnes sondées, les instituts pratiquent des redressements « calés » sur les résultats des élections nationales les plus récentes et prenant en considération les enseignements tirés d'autres questions de chaque sondage. Des électeurs communistes manquant à l'appel dans les résultats bruts — *« 20 % à 25 % »*, selon M. Michel Brulé (BVA), — les sondeurs sont contraints de donner un coup de pouce aux intentions de vote qui se portent sur le PCF. Ces redressements sont-ils toujours adéquats ? Ne sont-ils pas dépassés par le déclin du PCF enregistré entre 1978 et 1984 ? En clair, faut-il encore « redresser » le Parti communiste. M. Jérôme Jaffré (SOFRES) reconnaît que, au cours de cette période de chute rapide, *« les grilles de redressement sont devenues un peu inadaptées »*.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer que, aux législatives de 1978, les derniers sondages préélectoraux de l'IFOP et de la SOFRES (20 % et 21 %) étaient très près du résultat effectif (20,55 % au premier tour), alors que les « prévisions » de l'élection présidentielle de 1981 et de la consultation européenne de 1984 avaient montré la tendance à la baisse, mais l'avaient gravement sous-estimée. Les deux scores définitifs du PCF étaient-ils proches des résultats non redressés des sondages ? Mystère. Une chose est sûre : aujourd'hui, pas un résultat brut, dans les enquêtes effectuées pour les législatives de mars, n'atteint 10 % ; ils seraient plutôt au-dessous de 9 %.

A ce constat arithmétique s'ajoutent quelques grandes données sociologiques et politiques, qui ont toutes les raisons d'inquiéter les dirigeants communistes. Phénomène sans doute le plus grave pour un « parti révolutionnaire », le PCF ne fait plus recette chez les jeunes. Il est même menacé par la groupusculisation. Un sondage SOFRES, effectué après mai 1981, indiquait que M. Marchais avait obtenu 24 % des voix dans l'électorat âgé de dix-huit à vingt-quatre ans, soit deux points de plus que M. Mitterrand. Trois ans plus tard, un autre sondage, fait par l'IFOP à la sortie des bureaux de vote, le 17 juin 1984, montrait que la liste communiste venait de recueillir 5 % chez les dix-huit – vingt ans (23 % pour le PS) et 9 % chez les vingt et un-vingt-quatre ans (21 % pour le PS). Le même institut constatait que de 24 % en 1978 dans la tranche dix-huit-vingt-cinq ans, le PC était tombé à 7 % en 1984.

Si l'orientation actuelle de la direction n'attire pas les jeunes, elle fait fuir aussi une part non négligeable de l'électorat communiste traditionnel. Entre 1981 et 1984, sur cent électeurs perdus par le PCF, vingt-quatre étaient des ouvriers et vingt-cinq des employés.

La quadrature du cercle

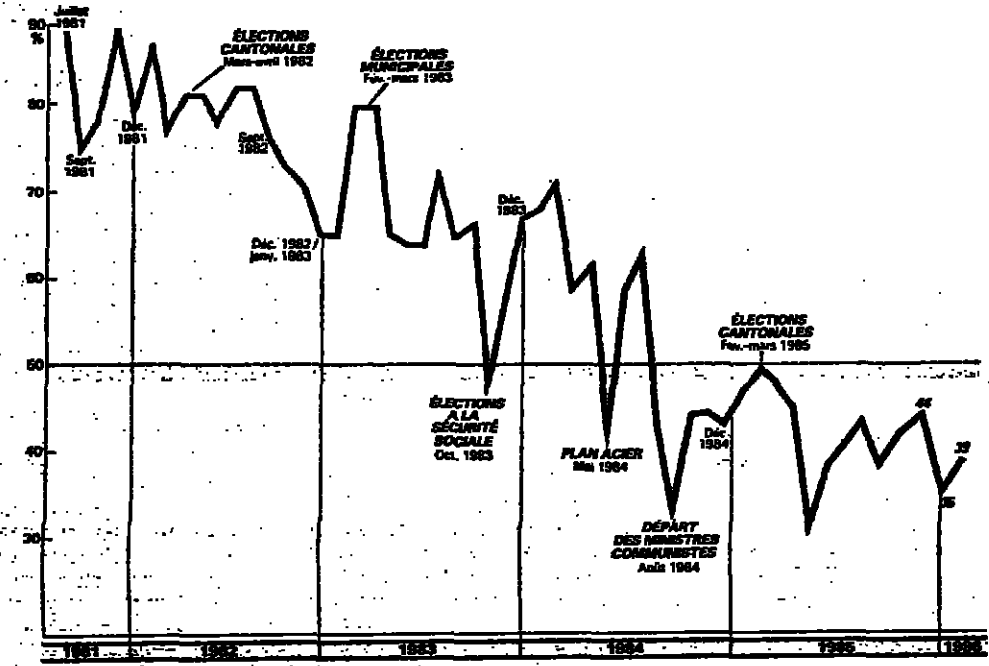
Tactiquement sa position n'est pas plus favorable. Elle confine à la quadrature du cercle. Comment rassembler les déçus, mécontents et autres égarés, sans perdre, en développant un discours quasi uniquement antisocialiste, l'électorat qui demeure « unitaire » contre vents et marées ? Pour M. Jaffré, *« 45 % à 55 % de ces électeurs font régulièrement confiance au président de la République, au premier ministre et au PS »*. De son côté, la courbe mensuelle de popularité de M. Mitterrand chez les communistes, établie par l'IFOP, révèle que, dans les pires moments, les *« satisfaits »* n'ont jamais représentés moins d'un tiers de l'électorat du PCF.

En donnant tous les signes d'une complicité « objective » avec l'opposition, la direction ne risque-t-elle pas de provoquer une troisième hémorragie électorale, un troisième désaveu ?

D'autant que *« le vote utile de gauche »* en faveur des socialistes au seul et unique tour des législatives pourrait faire des ravages dans les rangs communistes. Si toutes les voix comptent pour mesurer l'audience électorale d'une formation politique, elles peuvent aussi, dans beaucoup de départements, ne peser pour rien dans la désignation des députés.

Employant prudemment un conditionnel, M. Fiterman affirmait, la semaine dernière, que le score du PCF *« pourrait bien être l'événement au soir du 16 mars »*. Peut-être bien, en effet...

OLIVIER BIFFAUD.



Indice de satisfaction de M. François Mitterrand auprès des sympathisants du Parti communiste de juillet 1981 à janvier 1986 (Extraits des enquêtes mensuelles de popularité de l'IFOP pour *France-soir* et le *Journal du Dimanche*.)

(1) [not shown]

LE BAROMÈTRE IFOP

La cote de M. Mitterrand à son niveau de septembre 1983

Le baromètre mensuel IFOP-*Journal du Dimanche* enregistre ce mois-ci une hausse de deux points de l'indice de satisfaction du président de la République. D'après ce sondage (effectué du 26 décembre au 7 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de 1 734 personnes), 36 % des Français (au lieu de 34 % précédemment) se déclarent satisfaits du chef de l'Etat. Parallèlement, le pourcentage des mécontents baisse, passant de 48 % à 45 %. M. Mitterrand réalise ainsi selon l'IFOP son meilleur score depuis septembre 1983.

La cote du premier ministre en revanche continue de décliner. M. Fabius satisfait 32 % des personnes interrogées (au lieu de 33 % précédemment). Il en mécontente toutefois légèrement moins qu'auparavant : 43 % au lieu de 44 %.

A l'indice de popularité des personnalités politiques d'opposition, M. Raymond Barre, qui reste stable avec 49 % d'opinions positives, reprend la première place à Mme Simone Veil (42 %), qui perd huit points. M. Jacques Chirac, crédité de 32 % d'avis favorables, perd trois points, et M. Valéry Giscard d'Estaing (31 %) cinq.

● *Première assemblée générale du PARI.* — L'association Pour l'autogestion, recherches et initiatives (PARI) a tenu, le vendredi 10 janvier, à Paris sa première assemblée générale, qui a réuni quelque deux cents personnes, en présence, notamment de MM. Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier et Gérard Fuchs, ex Marie-Noëlle Lienemann, membres adjoints du secrétariat national du PS. Le PARI a été créé par M. Jacques Salvador, ancien dirigeant du PSU, qui a rejoint le PS.

POLITIQUE

M. Jospin : voter socialiste c'est « une voix sûre à gauche »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, le samedi 11 janvier, lors d'un banquet républicain à Mugron (Landes), a appelé les électeurs de gauche « *tentés* » de voter pour le PC à reporter leurs voix sur le PS. « *Un vote socialiste,* a-t-il dit, *c'est une voix sûre à gauche.* » M. Jospin estime d'autre part, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *le Point* daté 13 janvier, que la partie de l'électorat communiste qui « *porte un jugement positif sur ce qui a été fait depuis 1981* » est « *l'une des clés des élections de mars* ». M. Jospin juge que « *ce potentiel* [électoral] *est de deux ou trois points* ».

Devant les militants réunis à Mugron, M. Jospin dresse d'abord l'état des familles politiques dominantes en France à la Libération : la démocratie chrétienne, le gaullisme, le communisme, le socialisme. La démocratie chrétienne a été « *balayée, déchiquetée, engloutie, digérée, par le gaullisme d'abord, et puis par le conservatisme* », dit-il. Quant au gaullisme, « *dans ses grands thèmes politiques* [la priorité de l'indépendance nationale, une certaine approche des problèmes de la décolonisation, une certaine intervention de l'Etat dans l'économie], *il n'est plus porté par les partis qui, théoriquement, s'en réclament* ».

M. Jospin souligne ensuite l'affaiblissement du Parti communiste, « *troisième pôle* » de la vie politique en 1945, avant d'en venir à l'émergence, aujourd'hui, des tenants du libéralisme pour affirmer : « *On a vu des millions d'hommes et de femmes depuis un siècle se battre et, parfois, mourir pour le socialisme. A-t-on jamais vu des millions d'hommes et de femmes se battre et se dresser pour le libéralisme ? Pour les libertés, oui, pour le libéralisme, non.* » Pour le premier secrétaire du PS, ce « *courant archaïque repeint à neuf* » n'est « *pas susceptible de rassembler un peuple* ».

C'est pourquoi, selon M. Jospin, le socialisme est « *le seul de tous ces grands courants (...) qui reste incarné dans une grande force politique et qui peut assurer l'avenir du pays* ». Après cinq anq à la tête d'un PS devenu parti de gouvernement, M. Jospin affirme : « *Mon plus grand sujet de fierté, c'est que le parti sache qu'il existe et que rien n'est possible dans la vie politique française sans lui* ».

M. Jospin rappelle alors à ses camarades que, en 1986, le choix sera « *seulement entre la droite et nous* ». Une droite, selon lui, qui a « *non seulement honte de son bilan antérieur, mais n'est pas fière de son programme* », alors que « *les contacts de tous les jours* » montrent maintenant que « *les gens nous parlent différemment (...) d'une façon plus ouverte, plus tolérante* ».

Le premier secrétaire du PS reconnaît néanmoins que les socialistes n'ont pas de réponse à la question de la majorité pour l'après-mars 1986. Il souligne cependant : « *Ce coup de la majorité impossible, on nous l'a déjà fait* », et rappelle l'attitude du PC à l'égard des socialistes en 1981, comme, depuis, leur départ du gouvernement. Selon lui, si le PS est « *une force importante* » après le 16 mars, le PC sera de nouveau face à un « *choix historique* ». Mais, comme « *deux précautions valent mieux qu'une* », il juge qu'à ceux qui seraient tentés de voter pour le PC, les socialistes doivent expliquer que « *s'ils veulent que leur vote (...) ne risque pas d'être tourné contre la gauche, contre le président (...), il vaut mieux qu'ils votent socialistes* ». En somme, conclut M. Jospin à l'adresse de ses amis, « *ayons toujours à l'esprit ce slogan : (...) Une voix socialiste, c'est une voix sûre à gauche.* »

M. MITTERRAND AU « BANQUET DES ANCIENS » D'ALFORTVILLE

« Gardien de la solidarité »

M. François Mitterrand a présidé, le dimanche 12 janvier, le traditionnel « banquet des anciens » d'Alfortville qui a réuni quelques centaines de personnes âgées au centre sportif Léo-Lagrange de la ville dont M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, est le maire. Avant son élection, M. Mitterrand s'était déjà adressé à pareil auditoire dans la même commune en deux occasions. En 1977, avant les législatives de mars 1978, il avait présenté la « *charte des personnes âgées* » du Parti socialiste et, le 4 mai 1981, entre les deux tours de l'élection présidentielle, son programme en faveur de la même catégorie de personnes.

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat aux universités, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, candidat sur la liste socialiste du Val-de-Marne, où il figure en troisième position, participait à ce banquet ouvert par la « chorale des anciens » qui a interprété successivement *l'Hymne à la joie* (comme en 1981), la *Chanson du bon Dieu* et *On est tous sur le même bateau.* M. Mitterrand a quitté le navire au « trou normand », après la truite fumée de Château-Chinon et la dinde aux marrons, sans attendre les fromages, dessert et galette des rois.

Auparavant, le chef de l'Etat avait exposé le bilan de l'action des socialistes en faveur des personnes âgées — « *des personnes de votre âge, je veux dire du mien* », a-t-il précisé — évoquant notamment la retraite à soixante ans, l'augmentation du minimum vieillesse (80 % depuis 1981, « *est-ce que c'était trop coûteux ?* », l'accroissement des aides ménagères, des soins infirmiers à domicile, la modernisation des conditions de vie dans les hospices. « *Vous pouvez comparer,* a-t-il dit. *Si cela avait été fait avant, nous n'aurions pas eu à le faire.* » M. Mitterrand estime cependant que les socialistes sont « *encore loin du compte* ».

Le président de la République a précisé que la mensualisation des pensions de sécurité sociale sera achevée cette année et que les hommes pourront bénéficier de la carte vermeil SNCF (1) dès soixante ans (au lieu de soixante-deux ans).

« *Une nouvelle politique de la vieillesse, c'est un acquis de civilisation, une affirmation de solidarité,* a-t-il dit. *Le rôle du président de la République, c'est de veiller à ce qu'il n'y ait aucune ségrégation, discrimination, injustice sociale entre chaque fraction de la population.* » « *L'un des rôles auxquels je tiens le plus,* a-t-il ajouté, *c'est celui de gardien de la solidarité.* » M. Mitterrand a également souligné sa volonté de « *lutter contre toutes les formes de racisme, de domination économique ou sociale* ». « *La Révolution de 1789 reste notre idéal,* a-t-il ajouté. *Et plus qu'un idéal, un projet (...). Président de tous les Français, je ne rejette personne, mais mon devoir est de montrer la direction.* » Cette « *direction* » s'inscrit, selon lui « *dans le progrès, la solidarité, la liberté et l'égalité* ».

M. Mitterrand a conclu : « *Si nous avons pu, dans la difficulté, les critiques, parfois le refus, réaliser les plus grandes réformes depuis un siècle et parvenir à une bonne gestion — très supérieure à celle qu'on a pu connaître depuis longtemps — c'est parce que notre peuple est là. Et que, au-delà de toutes les traverses, les controverses, les crises, lorsque l'on fait appel à son bon sens, à son sens de la grandeur, alors on peut compter sur lui.* »

J.-Y. L.

(1) La « *carte vermeil* » permet d'obtenir des réductions, notamment de 50 % sur les transports ferroviaires. Elle était accordée aux hommes à partir de soixante-deux ans.

La fête

De notre envoyé spécial

Mugron. — Il y a une magie, une alchimie secrète du Sud-Ouest. Les socialistes sont chez *eux dans ces vieilles terres républicaines.* Leurs meetings, leurs banquets, y sont autant de réjouissances, qui ne doivent pas seulement au vin râpeux et au foie gras de canard qui font monter le rouge aux pommettes des convives fiers d'un fameux coup de fourchette qu'ils préservent comme une précieuse tradition.

Autant dire que tous les socialistes, de temps à autre, sacrifient au rite de ce pèlerinage. Ils se retrempent dans ce berceau, entre l'Atlantique et les Pyrénées. Autant dire, aussi, que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, n'a pas eu besoin de forcer son talent pour expliquer, le samedi 11 janvier à Mugron, *dans les Landes, pourquoi,* commençant ici la campagne de 1986, il comptait bien y puiser « forces » mais aussi « joie ».

Pour le recevoir, la famille — car ici, dans le département de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, c'est en famille que cela se passe — avait mis les petits plats dans les grands : on *s'est serré à quelque deux mille,* sous le marché couvert transformé en énorme chambre d'écho, pour partager le magret de canard et l'armagnac, dans une ambiance indescriptible.

En famille, on l'a dit, avec les parlementaires de la région. M. Emmanuelli — venu avec ses enfants et sa femme qui lui faisait de grands signes parce qu'il parlait trop longtemps, — M. Jean Glavany, *chef de cabinet* de l'Elysée avec son épouse, et puis une invitée surprise : Mme Danièle Mitterrand, venue en voisine de la bergerie de Latche, accompagnée de M. Roger Hanin.

Administrée de cette façon, la magie des Landes a fait son effet sur M. Jospin. Samedi, au banquet, puis dimanche il a assisté au gavage des canards, déjeuné de foie gras dans une ferme-auberge, suivi enfin un match de rugby à Mont-de-Marsan, le rugby, regret de sa vie de sportif, dit-il. Rarement les journalistes avaient pu voir le « sévère » premier secrétaire du PS aussi décontracté, aussi fêtard, pour tout dire.

Un tour de piste, samedi soir, dans une boîte de nuit, avant de faire honneur, jusqu'à 6 heures *du matin,* au jambon et à l'armagnac de M. Jean-Louis Carrère, premier secrétaire fédéral des Landes — un autre robuste gaillard — en s'engueulant, entre camarades, sur la politique. On retrouvera M. Jospin le lendemain, l'œil brillant, émoustillé comme un collégien qui vient de découcher, l'esprit d'autant plus tranquille que, le dimanche, il n'y a pas d'examen.

J.-L. A.

Le PS appelle les électeurs communistes à voter pour les socialistes

(Suite de la première page.)

Cette trépanation opérée dans la douleur, les socialistes en sont aujourd'hui à envisager la solution finale : vider le Parti communiste de ce qui lui reste de substance électorale en lui extirpant un maximum de suffrages aux élections législatives de mars. Dans une interview à l'hebdomadaire *le Point*, M. Jospin évalue à deux ou trois points la part électorale qu'il pourrait tirer de ces communistes qui, malgré les campagnes de la direction du PCF, portent un jugement positif sur l'action de la gauche depuis 1981. En fait, M. Jospin est modeste, car le potentiel des voies fuyantes du PCF semble plus important qu'il n'y paraît, si l'on se réfère à la foi des électeurs communistes en l'union et à leur relative fidélité envers M. Mitterrand. Les socialistes comptent aussi sur ceux qui se réfugient pour le moment dans l'abstention et ceux (peu nombreux, selon les études des politologues) qui sont attirés par le « populisme » de l'extrême droite. Au total, tous les espoirs sont permis... puisque M. Georges Marchais évalue à 20 % de l'électorat le potentiel de suffrages communistes !

Les fumets de pareils banquets ne peuvent qu'aiguiser les appétits. Dès lors, les socialistes n'éprouvent plus aucun complexe à exposer clairement ce que tout le monde avait compris depuis longtemps : il y a les socialistes d'un côté, et tout le reste dans l'autre camp. M. Charles Hernu, qui ne dédaigne jamais de grossir le trait, estime ainsi que la vie politique s'organise autour d'un « *pôle positif* » (le Parti socialiste) et d'un « *pôle négatif* » (PCF, Front national, RPR et UDF).

L'ennui, c'est qu'il faut bien relier ces pôles d'une manière ou d'une autre afin que le courant passe. Puisque les socialistes ne peuvent plus prétendre obtenir, comme en 1981, une majorité à eux seuls, ils s'offrent aux soupçons, malgré l'affirmation répétée de la pureté de leurs intentions. La direction du PCF disposait d'une riposte toute prête, rengaine mainte fois entendue, mais dont la petite musique a plus de chance d'être écoutée, estime-t-elle, aujourd'hui qu'hier : les socialistes s'apprêtent à gouverner avec la droite. Tant que le PS n'aura pas dit que, s'il n'a pas la majorité, il sera dans l'opposition — aveu absurde et fortement démobilisateur, — le soupçon risque de pénétrer les esprits.

S'il explique qu'il formera, le cas échéant, un gouvernement minoritaire en comptant sur le soutien parlementaire des « *hommes de bonne volonté* », le soupçon, pour le PC, se transformera en preuve. Les offres de service — M. Hernu ne rejette pas l'idée d'être le ministre de la défense d'un gouvernement Chirac — ne peuvent être considérées que comme des dérapages individuels. Mais, pour M. Marchais, l'occasion est trop belle de dénoncer la « collusion ».

Les socialistes sont donc pris entre le pire et le moins bon. Ils ne peuvent compter, pour se tirer de ce brouillard, que sur leur passé récent. Virage à droite ? L'accusation est aussi ancienne que l'union de la gauche, et les socialistes ont montré qu'ils ont su « *tenir bon* », pour reprendre le slogan avancé par M. Mitterrand aux jours les plus noirs de l'épreuve de force entre le PC et le PS.

M. Raymond Barre vient de leur offrir la démonstration, par l'absurde, qu'il convient justement de « *tenir bon* ». L'ancien premier ministre, qui affirmait naguère qu'il ne voterait pas la confiance à un gouvernement de cohabitation, promet aujourd'hui qu'il ne jouera pas les « *trublions* » et laissera ses petits camarades gouverner en paix sous la présidence de M. Mitterrand. Ainsi s'éloigne — même si ce n'est qu'un tout petit peu — la menace de la « *pagaille* » brandie par M. Laurent Fabius. Ainsi s'éloigne aussi le rêve morbide caressé par les dirigeants communistes d'un Parti socialiste qui, le désordre aidant, se prêterait aux accusations de « *trahison* » et de compromis avec une partie de la droite.

La stratégie des socialistes s'inscrit dans la perspective historique tracée en 1975, à Vienne, par M. Mitterrand. Dans la capitale autrichienne, le premier secrétaire du PS avait affirmé sa volonté de récupérer à son profit trois millions de voix communistes — pari tenu, et au-delà — et de rejeter le PCF dans la marginalité. M. Jospin cherche à pousser cette logique jusqu'à son terme, celle du PS incarnant toute la gauche. Il n'est pas sûr que M. Marchais, menacé d'un nouveau recul de son parti, ait les moyens d'empêcher la réussite de cette entreprise.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● *Première assemblée générale du PARI.* — L'association Pour l'autogestion, recherches et initiatives (PARI) a tenu, le vendredi 10 janvier, à Paris sa première assemblée générale, qui a réuni quelque deux cents personnes, en présence, notamment de MM. Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier et Gérard Fuchs, ex Marie-Noëlle Lienemann, membres adjoints du secrétariat national du PS. Le PARI a été créé par M. Jacques Salvador, ancien dirigeant du PSU, qui a rejoint le PS.

● *M. Nucci et les rapatriés.* — Le ministre de la coopération, M. Christian Nucci, a déclaré, le samedi 11 janvier à Grenoble, à l'occasion d'une réunion du comité national des associations de rapatriés :

« *Nous ne sommes pas responsables de ce que, pendant vingt ans, la droite, qui détenait le pouvoir, ait spolié les rapatriés. M. Mitterrand, s'est engagé à régler ce problème. Que je sache, il lui reste au moins deux ans de mandat pour mener à bien ce dossier* ».

Propos et débats

M. Le Pen : content de M. Hersant

M. Jean-Marie Le Pen, qui était, dimanche 12 janvier, l'invité de RMC, a notamment déclaré, à propos de la prise de contrôle du *Progrès* de Lyon par M. Robert Hersant : « *Je ne vois pas pourquoi tous ces cris. M. Hersant a un gabarit d'homme de presse indiscutable et il a une réussite. Moi, je dis : pourquoi s'inquiéter alors qu'en fait il sauve la pluralité des journaux, puisque chacun sait que la gestion d'un certain nombre d'entre eux les aurait amenés à disparaître. Moi je suis très content qu'il existe, par exemple dans la région Rhône-Alpes, un certain nombre de journaux dont* le Dauphiné libéré *et le* Progrès, *et que M. Hersant en soit le propriétaire ne me semble pas* a priori *la condition* sine qua non *du terrorisme intellectuel ni du monopole.* »

M. Giscard d'Estaing : pas de crise constitutionnelle

Dans un entretien diffusée le dimanche 12 janvier par la chaîne de télévision américaine NBC, M. Valéry Giscard d'Estaing a écarté l'éventualité d'une crise constitutionnelle « *si tout le monde se comporte d'une façon intelligente et normale* ». Après avoir affirmé qu'une défaite de l'actuelle majorité est « *certaine* » tout en précisant qu'il ne sait pas si elle sera « *écrasante* », l'ancien président de la République a expliqué que même avec 30 % des voix le PS ne pourrait avoir une majorité qui lui permette de gouverner et qu'« *il est donc certain qu'il y aura un changement de majorité* » après le 16 mars.

D'autre part, interrogé par le quotidien sénégalais le Soleil, M. Giscard d'Estaing a indiqué que la cohabitation « *n'est pas la solution idéale, mais, si la réalité y oblige, il est nécessaire de faire face* ».

M. Mestre : solution « gaullienne »

Pour M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée et proche de M. Barre, « *on ne peut complètement écarter l'hypothèse* » selon laquelle « *M. Mitterrand choisisse la solution « gaullienne » et parte après l'échec de sa majorité* ».

Interrogé par *le Journal du Dimanche* du 12 janvier, M. Mestre se déclare hostile à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel : « *Derrière cette réduction,* explique-t-il, *on essaie d'introduire cette idée pernicieuse : calquer la durée du mandat présidentiel sur celle du mandat législatif, donc arriver tout doucement à empêcher le président de dissoudre l'Assemblée, ce qui lui ôterait un pouvoir considérable.* » Il ajoute : « *Si l'on veut absolument raboter la durée d'exercice d'un président de la République qu'on l'empêche de se représenter. Et encore...* »

M. Dumas : échange d'idées

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, qui présentait, le samedi 11 janvier, à Périgueux la liste qu'il conduira aux élections législatives en Dordogne, a déclaré que le PS souhaite rassembler autour de lui « *les Français qui veulent que l'on continue ce qui a été fait depuis mai 1981 et n'entendent donner aucune chance à ceux qui n'ont rien fait pour le pays, à ceux qui s'annoncent comme les casseurs* » de ce qui a été réalisé pendant cinq ans. « *En revanche,* a-t-il poursuivi, *nous sommes prêts, si nos adversaires le désirent, à échanger avec eux idées et arguments pour conserver les acquis économiques et politiques du pays.* »

M. Hernu : le pôle positif

Interrogé, dimanche 12 janvier, au Grand Jury RTL-*le Monde*, sur le fait de savoir s'il accepterait éventuellement d'être ministre de la défense de M. Chirac, M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense et tête de liste socialiste dans le Rhône pour les élections législatives, a répondu : « *Quel est l'homme politique qui dirait non à des ambitions légitimes si elles sont morales et normales ?* »

A propos des élections de mars, M. Hernu a affirmé : « *Pour moi, il y a aujourd'hui dans la vie politique française deux grands pôles. Le pôle positif regroupe le Parti socialiste, les radicaux de gauche et leurs amis. Ensemble, ils représentent la politique qu'avait définie le candidat François Mitterrand. En face, le pôle négatif comprend le Front national, le Parti communiste, le RPR et l'UDF. Vous verrez que beaucoup plus de Français se rangeront du côté du pôle positif que du pôle négatif.* »

M. Hernu a évoqué d'autre part le sentiment d'insécurité des Français pour juger qu'« *il faut davantage de police* ».

Au sujet du rachat du Progrès par M. Hersant, M. Hernu a estimé qu' « *il n'est pas sain qu'un homme contrôle 20 % de la presse parisienne et 40 % de la presse régionale* », et que « *personne ne doit être au-dessus de la loi* ».

Mais il a ajouté : « *Il y a d'autres choses auxquelles nous devons prendre garde. La presse jour un rôle politique, civique, moral, mais c'est aussi une industrie, qui a besoin d'être modernisée. Il est vrai, de ce point de vue, que M. Hersant n'est pas seulement le papivore dont on parle, il est aussi un industriel de la presse. (...) Il faut moderniser la presse qui ne permet pas seulement l'expression politique et culturelle, mais qui est aussi une industrie. La loi doit évidemment être respectée, mais il faut maintenant aller au-delà de notre réflexion si l'on veut qu'il y ait vraiment pluralisme et démocratie.* »

LES « SEIGNEURS DE LA GUERRE » DE L'OPPOSITION

M. Chirac se lance, M. Barre joue la prudence et M. Giscard d'Estaing rêve de la Rue de Rivoli

Tandis que les états-majors des partis s'épuisent à boucler les dernières listes législatives et régionales et s'efforcent de colmater les brèches ouvertes en province à la suite de décisions parisiennes jugées trop arbitraires, les « seigneurs de la guerre » enfourchent leur monture. Ils s'avancent sur le terrain embourbé des joutes électorales en opérant de savants chassés-croisés, pour éviter tout choc frontal entre « partenaires ». Mais chacun joue sa propre partie.

Après M. Raymond Barre, invité, dimanche 12 janvier, de « Sept sur sept » sur TF1, ce sera mardi au tour de M. Giscard d'Estaing de tenir une conférence de presse à laquelle il veut donner quelque éclat. De nouveau viendront le tour de l'ancien premier ministre, le 24 janvier sur FR3, puis celui de l'ancien chef de l'Etat à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 29 janvier ; M. Raymond Barre reprendra la parole le 9 février au « Club de la presse » d'Europe 1. Pendant ce temps, M. Jacques Chirac sillonnera la France avec un calendrier de meetings très chargé.

Pour le maire de Paris, dont l'énergie n'est jamais prise en défaut dans le combat électoral, la voie est toute tracée : c'est avec plaisir qu'il endosse ses habits de chef de guerre. Son récent face-à-face télévisé avec M. Laurent Fabius lui a donné un coup de fouet et lui a permis de grignoter quelques points dans les sondages, ce qui n'est pas mauvais pour le moral des troupes qu'il s'apprête à lancer dans la bataille ! Une bataille dans laquelle il pourra oublier les incertitudes et les interrogations de ceux de ses proches qui se demandent si Matignon en 1986 serait pour lui le meilleur des tremplins, au terme d'une « cohabitation » dure. Mais, pour l'heure, c'est dans le combat immédiat que M. Chirac jette ses forces avec l'assurance de pouvoir disposer à l'Assemblée nationale du groupe de députés le plus important et le plus discipliné.

M. Barre : difficile

Le chemin de M. Barre peut paraître, lui, plus incertain et semé d'embûches jusqu'à l'échéance qui préoccupe l'ancien premier ministre : l'élection présidentielle.

Au-delà des convictions profondes qui animent cet adversaire farouche de la cohabitation, les hésitations qu'il a connues, à l'automne, quant au choix d'une stratégie pour les législatives témoignent de la difficulté du parcours. Listes barristes ou pas ? L'ancien chef du gouvernement a finalement opté pour la prudence. La seule liste officiellement barriste sera celle qu'il conduira dans son département. Il a découragé ceux de ses partisans qui souhaitaient, sous ses couleurs, aller à l'affrontement avec le RPR et l'UDF (1), mais il a veillé aussi à obtenir de ses « amis » de l'UDF des places éligibles pour quelques-uns des hommes de son cabinet qu'il tenait à voir siéger à l'Assemblée : ne serait-ce que M. Wiltzer dans l'Essonne, M. Durieux dans le Nord et peut-être M. Troesch en Seine-et-Marne. De ceux-là, comme de *quelques autres parlementaires*, il peut être sûr. Mais, réaliste, il mesure le caractère aléatoire des fidélités en politique, même si ses partisans veulent croire qu'il disposera au Palais-Bourbon d'un groupe (informel) de quatre-vingts députés (au terme d'un calcul qui englobe les élus du CDS, les radicaux, les adhérents directs de l'UDF et une partie du PR).

Reste à M. Barre à attendre des événements la confirmation de son pronostic sur la cohabitation, tout en continuant de faire entendre sa différence face notamment aux propositions de ses partenaires.

Il continue d'afficher une belle sérénité, comme cela est apparu lors de l'émission « Sept sur sept » sur TF1 dimanche soir ; à ceux qui l'interrogent avec anxiété sur son attitude face à un gouvernement issu de l'actuelle opposition qui accepterait de cohabiter avec M. Mitterrand, il répond, avec bonhomie, qu'il se gardera bien de jouer les *« trublions »*. Inutile, explique-t-il en substance, de donner aux uns et aux autres l'occasion de dire que si une telle expérience *« ne marche pas »* c'est à cause de *« l'obstruction de certains »* !

V.G.E. : « Une position-clé »

Quant à M. Giscard d'Estaing, qui affirmait il n'y a pas si longtemps qu'il se contenterait de mener une campagne *« exemplaire »* dans son département et dans sa région (où l'union a été réalisée même si elle achoppe encore dans l'Allier), il ne néglige pas, finalement, en ce début d'année, les interventions médiatiques nationales.

L'ancien chef de l'Etat, qui, à son départ de l'Elysée, ne s'est pas résolu à choisir entre plusieurs attitudes possibles (jouer les recours après une période d'éloignement de la scène politique, reprendre à zéro un parcours politique, régler ses comptes avec M. Chirac, n'arrive toujours pas, après avoir essayé bon nombre de « recettes », à percer dans les sondages, se laissant même devancer par un « dauphin », M. François Léotard. Pourtant, il ne désespère pas de pouvoir, à nouveau, jouer un rôle. *« Je pense être dans le cas de pouvoir influencer les décisions »*, confiait-il récemment au *Figaro Magazine* (4 janvier). Et de rappeler qu'il a su faire pencher le groupe UDF de l'Assemblée nationale en faveur du projet gouvernemental sur le non-cumul des mandats. Et de se féliciter d'avoir réussi à œuvrer pour le plus grand nombre de listes d'union, avec un résultat : des listes communes RPR-UDF dans deux tiers des départements.

Ce pouvoir d'influence, l'ancien président de la République compte bien pouvoir l'exercer après les élections de mars. Au nom du *« sérieux »*, du *« réalisme »*, il envisage la cohabitation avec un président de la République sans pouvoirs, et, dans cette hypothèse, semble souhaiter occuper à nouveau le ministère de l'économie et des finances, considérant que Matignon serait un poste à trop grands risques. Ne confiait-il pas, toujours au même hebdomadaire, que les Français attendent principalement le nouveau gouvernement sur le terrain économique ? C'est là qu'il se sent, lui, le plus apte à orienter la politique vers des *« choix libéraux »* que d'autres ne sauraient engager. Demain, il s'emploiera à *« forcer la décision »*, et il le pourra, car il sera, affirme-t-il, *« dans une position-clé. »*

C'est ainsi qu'au nom du « réalisme », les trois « cavaliers » de l'opposition s'engagent — chacun pour soi — sur des voies bien distinctes. Tendus vers l'horizon 88, ils laissent aux partis le soin de s'accommoder de la plate-forme commune RPR-UDF, tandis que s'installe dans l'opinion une certaine confusion !

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) M. Raymond Barre s'est toutefois décidé à accorder son soutien à Mme Christine Boutin, conseillère municipale, adjointe au maire de Rambouillet, qui, n'acceptant pas la cinquième place proposée par l'UDF dans les Yvelines, constitue sa propre liste aux couleurs de M. Barre.

M. Barre explique son soutien à cette farouche giscardienne, devenue en 1983 une barriste tout aussi convaincue, au motif qu'elle fait partie de *« ses amis »*, *« exclus ou éliminés »* pour *« délit d'opinion »*.

Le CDS ne participera pas à un gouvernement de cohabitation

Le conseil politique du CDS réuni le samedi 11 janvier à Paris a été consacré essentiellement à un débat sur la plate-forme commune de l'opposition qui doit être signée jeudi par les présidents du RPR et de l'UDF, MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet.

Les centristes ont exprimé la méfiance que leur inspirent les thèses ultra-libérales développées par certains de leurs partenaires et se sont promis d'infléchir, avec le groupe de cinquante députés qu'ils espèrent obtenir dans la futureAssemblée, la politique gouvernementale dans le sens d'une plus grande justice sociale — avec *« la prise en compte prioritaire de tous ceux qui se trouvent aujourd'hui exclus »* — et dans celui d'une *« limitation du pouvoir politique dans les sphères de l'information de l'entreprise et de la vie sociale »*.

Désaccord sur les immigrés

Ils se sont toutefois félicités, par la voix de M. Pierre Méhaignerie de la *« solidité »* du texte qui va être présenté. *« J'y retrouve les quatre points que je développerai dans ma campagne »*, a souligné le président du CDS, en évoquant notamment la nécessaire *« vérité »* dans le débat politique — *« ne rien promettre qu'on ne puisse tenir »* — et qui, a-t-il remarqué, explique que *« notre adhésion à M. Barre soit aussi forte »*.

Dans cette plate-forme, *« il y a même des engagements extrêmement audacieux »*, a-t-il expliqué, en faisant référence à la volonté exprimée de réduire la dépense publique (hors la sécurité sociale) de 1 % à partir de 1987. *« Cette décision ne sera pas indolore, mais elle est vitale pour le pays »*, a-t-il insisté.

M. Méhaignerie a mentionné certains points de désaccords en matière de politique sociale, qu'il s'agisse de la famille ou de l'immigration. *« Plutôt que d'accorder comme le propose le RPR un congé parental de trois ans à la mère d'un toisième ou quatrième enfant et de constituer une vingt-cinquième ou une vingt-sixième prestation, ne vaudrait-il pas mieux améliorer les prestations familiales, spécifiques pour le troisième et le quatrième enfant »*, s'est-il demandé, dans *« la crainte des effets pervers du congé parental »*.

Quant à la proposition qui tendrait à ne pas accorder aux *familles d'immigrés* l'allocation supplémentaire destinée à encourager le développement de la natalité, M. Méhaignerie la juge inacceptable : *« Je ne suis pas prêt à signer la plate-forme si une telle proposition devait s'y trouver »*, a-t-il annoncé.

Le conseil politique du CDS s'est aussi intéressé aux perspectives post-électorales. Selon le président du CDS, *« si M. Mitterrand est un démocrate, il devra se retirer dans l'hypothèse d'une nette victoire de l'opposition »*.

Le CDS se réunira en conseil politique au lendemain des élections pour déterminer son attitude, et M. Méhaignerie qui a, d'ores et déjà, annoncé qu'il ne participerait pas à un gouvernement de cohabitation, a précisé que le CDS devrait alors faire preuve de *« discipline »*, ce qui pourrait signifier que des élus centristes acceptant, contre l'avis de parti, un portefeuille ministériel seraient exclus.

C. F.-M.

● *L'UDF et les élections régionales.* — La commission Gaudin qui s'occupe de la préparation des élections régionales a entériné les têtes de listes régionales dans une quarantaine de départements, de l'Ain à la Loire. Elle devrait poursuivre l'examen des autres départements, le mardi 14 janvier, avant de laisser aux responsables locaux le soin d'organiser la composition de l'ensemble des listes.

Une élection cantonale

LOIRET : canton de Cléry-Saint-André (1er tour).

Inscr., 3851, vot., 2719 ; suff. expr., 2676. MM. Bridart, opp., 1552, ÉLU ; Delastre, PS, 931 ; Bréas, 193.

[M. Michel Bridart, opp., maire de Cléry, a été élu dès le premier tour de cette élection cantonale partielle. Il succède à Jacques de Tristan, conseiller général d'opposition récemment décédé, qui avait été réélu dès le premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1645 voix contre 1025 à M. Jean-Pierre Colc, PS, et 302 à M. Joël Durand, PC, pour 2972 suffrages exprimés et 3061 votants. Il y avait 3872 électeurs inscrits.

Par rapport à ce précédent scrutin, M. Bridart, qui l'a emporté avec 57,99 % des suffrages exprimés, a amélioré le score de l'opposition de près de trois points. Jacques de Tristan avait en effet recueilli, en mars 1982, 55,34 % des suffrages. Le candidat du PS, M. Delastre, a réalisé, en pourcentage, un score très légèrement supérieur à celui de M. Colc en 1982 (34,79 % au lieu de 34,48 %). En revanche, le candidat du PC, M. Bréas, directeur régional de l'INSEE, a fait moins bien que M. Durand (7,21 % au lieu de 10,16 %.]

● *A l'Assemblée nationale : ultimes fonctions.* — Mme Denise Cacheux, député socialiste du Nord, a été désignée, le jeudi 9 janvier, pour succéder à René Gaillard, député socialiste des Deux-Sèvres, décédé, comme questeur de l'Assemblée nationale. Rappelons que M. Jacques Huyghues des Etages, député socialiste de la Nièvre, a été chargé par le premier ministre d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas (*le Monde* daté 12-13 janvier). M. Huyghues des Etages, rapporteur de la commission de la défense, n'avait pas présenté son rapport sur le budget de la défense, lors de l'examen de la loi de finances pour 1986.

M. Jean-Maxime Lévêque se rallie au RPR

M. Jean-Maxime Lévêque, président du mouvement UNIR (Union nationale pour l'initiative et la responsabilité), a décidé de retirer les *listes qu'il devait présenter dans une* vingtaine de départements. Lui-même était candidat à Paris.

C'est après un *entretien* avec M. Jacques Chirac que l'ancien président du Crédit commercial de France a décidé d'apporter son soutien au RPR lorsque ce parti présente sa propre liste, et à l'opposition tout entière dans les cas de listes d'union. M. Lévêque explique ainsi sa décision : *« Entre le désir de renouvellement et le désir d'union manifestés aujourd'hui par la majorité des électeurs, UNIR considère de son devoir, face à la montée des périls, d'opter résolument en faveur de l'union. »*

Il indique qu'un *« accord très positif »* a été passé avec le RPR. Il semble que certains membres d'UNIR figureront sur les listes régionales du RPR, mais non sur les listes législatives. Dans une interview au *Quotidien de Paris* du 13 janvier, M. Lévêque précise que son mouvement *« se tient prêt à jouer un rôle dès le mois de mars prochain »* et ajoute : *« Quant à moi, je tiens à jouer un rôle important en matière de dénationalisation. »*

L'ancien président du CCF veut-il ainsi indiquer qu'il pourrait — éventuellement — avoir des responsabilités ministérielles dans ce domaine ? Après avoir estimé que *« le grand risque serait que l'opposition paraisse insuffisamment cohérente »*, M. Lévêque a souhaité que Mme Marie-France Garaud agisse comme lui.



COMMUNICATION

LA DÉSIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE AU « PROGRÈS »

Le tribunal de commerce de Paris rend sa décision le 14

Cinq heures d'audition des avocats des différentes parties intéressées ont été nécessaires, samedi 11 janvier, aux juges du tribunal de commerce de Paris pour débrouiller les fils de l'affaire du *Progrès* de Lyon. Réflexion et sagesse obligent, l'ordonnance de référé statuant sur la désignation d'un administrateur provisoire au *Progrès* ne sera connue que mardi 14 janvier à midi.

Pour M. Pierre Bézard, substitut du procureur de la République, qui a demandé cette désignation pour *trois mois, éventuellement renouvelables*, il faut tenir compte de la *situation illicite* » dans laquelle se trouve M. Robert Hersant, au regard de la loi sur la presse du 23 octobre 1984. *Situation confirmée*, indique M. Bézard, par les avis rendus par la commission Caillavet. Des « *mesures conservatoires sont donc nécessaires* » pour préserver « *l'ordre public mis en cause* » ainsi que « *l'existence, l'identité et l'autonomie du* Progrès ». La désignation d'un administrateur provisoire, note en outre M. Bézard, éviterait qu'« *une situation de droit ne cède le pas devant une situation de fait, sinon de force* ».

Pour Mᵉ Jean Martin, qui plaidait en faveur du Syndicat national des journalistes (SNJ), « *M. Robert Hersant défie le parquet, le tribunal et la justice* ». La désignation d'un administrateur provisoire « *constituerait une mesure d'apaisement* ». A ses yeux, l'achat du *Progrès* par M. Hersant est « *un acte illicite et perturbateur* ». Non seulement il viole la loi, mais il cause aux journalistes un « *préjudice moral et professionnel grave* ». La nomination illégale de M. Hersant aux fonctions de président du conseil d'administration du *Progrès* risque d'« *entacher d'illégalité les décisions futures de celui-ci* ». En outre, l'autonomie du *Progrès* est mise en cause. « *En l'absence de la désignation d'un administrateur provisoire*, plaide Mᵉ Martin, *M. Robert Hersant peut passer tous les accords qu'il veut, en un mot dépecer la bête. Que l'on songe aux pages communes de* Paris-Normandie, *du* Havre libre *et du* Havre presse ; *l'achat du* Progrès, *c'est un coup de maître. Le crime profite à celui qui est le maître du* Dauphiné libéré, *du concurrent acharné.* »

« *L'achat du* Progrès *ne trouble pas l'ordre public* », réplique en substance Mᵉ Yves de Chaisemartin, avocat habituel du *Dauphiné libéré* et donc défenseur en l'occurrence de M. Hersant. En remerciant les avocats du comité central d'entreprise du *Progrès* (à majorité CGT) pour leur « *modération* » — ces derniers ont demandé au tribunal « *d'avancer avec mesure* », en indiquant qu'ils craignaient que la désignation d'un administrateur provisoire ne soit « *l'antichambre de la mort* », — Mᵉ de Chaisemartin a réfuté la nécessité d'un administrateur provisoire : le calme social règne au *Progrès*, les salaires ont été payés et aucune lettre de désabonnement ni de protestation, selon lui, n'a été reçue à la suite de la transaction.

En outre, précise l'avocat de M. Hersant, l'achat du *Progrès* par celui-ci, déjà propriétaire du *Dauphiné libéré*, fait partie d'une « *logique économique irréfutable* » qui permettrait aux deux titres (encore liés par trente-sept procédures) de renouer les accords qu'ils ont passés entre 1966 et 1979. « *Pourquoi vouloir trancher tout de suite*, indique enfin Mᵉ de Chaisemartin, *alors qu'une affaire au fond sera débattue le 27 janvier devant ce même tribunal afin de savoir si la transaction entre MM. Lignel et Hersant est entachée d'« illicité »* ?

Les juges n'ont pas voulu le suivre sur ce terrain. Mais, à l'issue de cette audience où les chiffres du passif du *Progrès* ont été révélés (160 millions de francs de passif pour la société Delaroche-Progrès, la société mère, 264 millions de francs pour le groupe Progrès SA, 51 millions de francs pour le groupe de journaux gratuits Groupe Hebdo, et 4 millions de francs pour diverses filiales), des pronostics à propos de la décision du tribunal, renvoyée au mardi 14 janvier, semblaient impossibles. D'autant que les noms des autres repreneurs éventuels du *Progrès* n'ont pas été cités. Seul M. Henri Caillavet, président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, a indiqué samedi *11 janvier qu'il en « connaissait personnellement trois »*, dont M. Jimmy Goldsmith, propriétaire du groupe français L'Express. Enfin, lundi 13 janvier, le prix du *Progrès* est passé de 3,30 F à 3,50 F.

Y.-M. L.

Le chef des informations du quotidien plaide pour M. Hersant

De notre correspondant régional

Lyon. — Douze jours après le rachat du *Progrès* par M. Robert Hersant, le quotidien lyonnais a évoqué en termes clairs la « *vente* » — un mot jusque-là absent dans ses colonnes — du titre. Plus d'une demi-page a été consacrée à ce dossier établi par M. Michel Grenouilloux, chef des informations et membre de la rédaction en chef, ancien responsable au centre de perfectionnement des journalistes, qui signe là une de ses premières grandes enquêtes.

Sous le titre : « *Ce qui a conduit à la vente du* Progrès », un historique du conflit entre les deux géants de la presse régionale précède des confidences de M. Hersant et des appréciations louangeuses sur le nouveau PDG.

Aucune révélation n'est à relever au premier chapitre, notamment à propos du montant de la transaction, pas plus que ne figure la question lancinante qui court entre Rhône et Saône : « Qui va payer les dettes de la *Société* Delaroche SA ? » En revanche, l'auteur de l'article fait état des « *intentions* » exprimées devant l'encadrement du journal par M. Hersant : « *Maintenir l'identité et la personnalité du* Progrès » ; « *Ne pas fabriquer de pages communes entre le groupe* Progrès *et le groupe* Dauphiné libéré » ; *Réaliser des économies de gestion* » ; « *Mieux utiliser le potentiel technique de l'entreprise* » ; « *Mettre en place les nouvelles techniques de fabrication* » ; « *Dans le domaine de la publicité, normaliser la concurrence entre les deux groupes.* » On le constate à cette énumération, le nouveau patron du quotidien lyonnais n'a pas été avare d'engagements. Pour autant, les représentants du personnel n'ont pas trouvé là les apaisements souhaités en matière d'emploi. Le versement ultra-rapide des salaires et treizièmes mois se situant à l'évidence dans une stratégie d'irréversibilité de la transaction.

C'est cependant les appréciations personnelles de M. Michel Grenouilloux qui ont provoqué les plus vives réactions. Il avait conclu son plaidoyer en faveur de M. Hersant par ces mots : « *Robert Hersant fascine et inquiète, mais il est aussi des journalistes — et ils sont de plus en plus nombreux surtout parmi les jeunes — que les projets de Robert Hersant séduisent. Et beaucoup se demandent si derrière les indignations vertueuses devant l'attitude de l'« ogre Hersant » ne se dissimulent pas des arrière-pensées politiques ou mercantiles.* »

Pas « séduite » du tout, la section du Syndicat national des journalistes du *Progrès* a réagi contre l'enquête du « *porte-parole* » d'un rédacteur en chef « *bien silencieux* » et d'une direction qui, il y a quelques semaines dénonçait les « *pantalonnades* » du groupe Hersant et qui, cet été, suggérait d'aller « *bloquer la parution du concurrent* ». Le SNJ conclut : « *Nous n'avons que faire des opportunismes ou autres carriérismes qui ne manquent jamais de s'afficher en pareilles circonstances.* »

Au plan politique, la confusion est totale du côté de l'opposition. Le maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon, s'est démarqué : « *Le gouvernement doit faire appliquer la loi* » (*le Monde* daté 11-12 janvier), prenant le contre-pied de M. Michel Noir, député du Rhône de la même formation. L'autre grande famille de l'opposition n'est pas plus unie. Alors que M. Raymond Barre marque de plus en plus ses distances avec le comportement de M. Hersant, le maire de Lyon, M. Francisque Collomb, n'hésite pas à se présenter en public avec son ami... M. Jean-Charles Lignel, l'ancien patron du *Progrès*. Pour lui, il est vrai, rien ne semble avoir changé ; on le voit toujours en vedette du hit-parade photographique du quotidien lyonnais. Ce dimanche, il posait en tenant un exemplaire du nouveau fleuron de l'empire Hersant.

CLAUDE RÉGENT.

LE COLLOQUE DU CNCA SUR LES PROGRAMMES AUDIOVISUELS

Pessimistes et optimistes

Quelque cinq cents personnes ont participé au colloque international organisé par le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) les 7 et 8 janvier à la maison de l'UNESCO. Universitaires, praticiens de l'audiovisuel, experts en prospective, personnalités du monde syndical, culturel, religieux, ont écouté pendant deux jours les communications qui se sont succédé sur le thème : « Nouveaux programmes et communication audiovisuelle. »

Nous sommes sur un *fil*. A la frontière de deux mondes, au bord d'un nouvel ordre social marqué par une prolifération d'images qui va bouleverser notre imaginaire. Au bord d'un changement de civilisation.

On a tout entendu (des « *fondements des gesticulations* » à la « *lexiquisation des économies* », de l'« *automation de la perception* » à l'« *évacuation de l'image sémiotique par l'image physique*) ; pendant deux jours on a nagé dans des discours contraires au vocabulaire hyperspécialisé pour retomber brusquement sur des bilans concrets ou des propos pragmatiques. Comment mettre ensemble les chiffres donnés par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, M. Georges Fillioud, (plus de 1 milliard de francs supplémentaires injectés en 1986 dans les industries de programmes audiovisuels) et l'étude présentée par une expert de Médiamétrie, tendant à prouver que les publics se définissent d'abord par leur emploi du temps ? Comment articuler l'analyse des raisons du succès de « Dallas » dans le monde avec un plaidoyer pour des télévisions locales, les angoisses de ceux qui voient diminuer l'influence du service public avec les stratégies dynamiques des loups du marketing, maîtres des « *fidélisations horizontales et verticales* », etc. ?

Ce qui apparaît pourtant, c'est le fossé qui se creuse entre deux attitudes contraires. Et aussi radicales. La première, exagérément pessimiste, consiste à penser que tout était mieux autrefois (entendez du temps du seul service public, du temps des contes de nos grand-mères), l'autre exagérément optimiste : ce sont les mystiques des nouveaux médias pour qui chaque nouvelle image est un mieux.

On retrouve curieusement beaucoup de « frileux » dans les chaînes du service public et même chez les créateurs. Ceux qui voudraient par exemple voir évacuer l'idée de publics spécifiques — susceptibles de donner lieu à des chaînes thématiques — continuent de défendre leur théorie, même si elle est contredite par les faits.

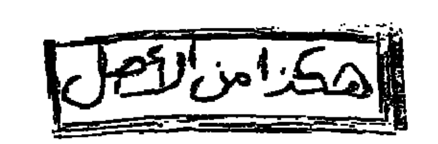
Qu'entend-on d'ailleurs par « nouveaux programmes » ? Des programmes conçus par d'autres créateurs ? Destinés à d'autres téléspectateurs ? Financés par d'autres moyens ? Ce qui est sûr, c'est que la multiplication des canaux et réseaux de diffusion amène d'autres esthétiques. Mais lesquelles ?

Si la « dictature » des sondages entraîne des changements de genre (la généralisation de la fiction à heure de grande écoute par exemple, avec un vocabulaire de plus en plus proche du langage publicitaire et l'extension du « divertissement »), si le blocage des budgets dans les chaînes publiques a pour effet de généraliser les coproductions (décevantes bien qu'elles soient nécessaires), l'apparition de chaînes thématiques ne pourrait-elle pas renverser des tendances ? « *Plutôt que de pleurer sur le corps du Christ mort, il faut penser à la création d'un nouvel imaginaire* », a dit Pierre Fougeyrollas dans une intervention brillante où le philosophe invitait à réfléchir sur les phénomènes physiologiques nouveaux qui résulteraient du fonctionnement de ces médias (les formes, les configurations d'un imaginaire plus technique et plus puisionnel, on y reviendra !).

Boutade provocante, mais Georges Balandier, qui a jeté son regard aigu d'anthropologue sur les transformations qui affectent les trois référents fondamentaux que sont le temps, l'espace, l'objet, dans cette « *société de communication* » dans laquelle on entre — dans laquelle on est déjà entré, — s'est étonné lui aussi des réactions exagérément contradictoires qui accompagnent « *toute période de tournant historique* ». A écouter la remise en cause de cette nouvelle société par Jean Baudrillard, on s'est dit qu'on doit y être, effectivement. A un tournant historique.

CATHERINE HUMBLOT.





société

IMMIGRATION

UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES SOCIÉTÉS PLURI-CULTURELLES

Anthropologues aux Minguettes

L'immigration en France est devenue un débat politique. Débat passionné, souvent tronqué, sans recul historique ni études sérieuses. On finit par dire n'importe quoi et à en faire des postulats. Les hommes de science, qui assistent horrifiés à la chose, commencent à battre leur coulpe. « *Nos carences, nos silences ont permis, sinon favorisé ces dérives. Le discours scientifique a été marginalisé ou récupéré par le discours politicien* », déclarait Emmanuel Terray à l'ouverture du colloque international de l'Association française des anthropologues (AFA), réuni à Paris du 9 au 11 janvier sur le thème « *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France* ».

Une centaine de communications ont été faites à ce colloque, patronné par plusieurs ministères et organismes de recherche (1). Il réunissait des anthropologues de plusieurs pays, mais aussi des historiens, des linguistes, des psychologues, des sociologues... Nous ne devons pas seulement confronter les recherches de nos disciplines respectives, expliquaient les intervenants, mais nous adresser à l'opinion publique.

Encore faut-il s'exprimer de manière intelligible. Ce n'est pas en développant « *des analyses paradigmatiques et séquentielles* », en dénonçant « *les stigmatisations racialisantes* » ou même en démontrant « *les processus d'assignation exogènes* » que les scientifiques français auront la moindre chance d'être entendus. Quelques-uns, heureusement, échappent à ce charabia qui recouvre parfois des idées très banales.

Les organisateurs ont eu la bonne idée, à ce propos, de confier les conclusions du colloque à l'historien Jean-Pierre Vernant, professeur au Collège de France, qui a réussi en dix minutes, dans un exposé lumineux, à en dire bien plus que beaucoup de savantes communications.

L'illusion de l'identité

Selon les animateurs de l'AFA, il faut appliquer à l'immigration les méthodes de l'anthropologie. C'est-à-dire des enquêtes prolongées sur le terrain, un dialogue approfondi avec les personnes en cause et un séjour parmi elles. Il n'y a pas, ont-ils souligné, une anthropologie noble, exotique ; et une autre, de second plan, qui se déroulerait aux Minguettes ou à Gennevilliers.

Des études un peu attentives permettent, par exemple, de vérifier que les immigrés ne s'installent massivement dans un quartier que si celui-ci est en train de se libérer d'une partie de ses habitants. Ou qu'ils jettent leur dévolu sur des lieux qui répondent à des besoins spécifiques : les Tamouls ont adopté la butte Montmartre parce qu'elle leur permet d'y monter et d'y faire leurs dévotions. Dans les pagodes de banlieue, on trouve « *des religions réorganisées, remaniées, qui légitiment l'insertion dans une société de consommation* ». Et, chez les Français, « *une ambivalence, un mélange d'attirance et de répulsion* » pour les étrangers dont les familles nombreuses évoquent une France passée, regrettée...

Anthropologues et ethnologues ne se contentent pas de ces observations de détail. Ils appliquent à l'immigration en France les résultats de leurs travaux à travers le monde. La notion d'ethnie notamment est remise en question. En Afrique, des découpages administratifs arbitraires n'ont-ils pas provoqué de nouveaux regroupements, traités comme des entités ethniques ? En France aussi, des découpages juridiques ou symboliques fabriquent « *des ethnies différenciées* ». L'imaginaire social finit par construire « *une identité française fantomatique* ». Il y a une « *illusion de l'identité* », ont dit et répété de nombreux intervenants.

« *La France jacobine a tendance à vouloir tout unifier*, estime Marc Piault, président de l'AFA. *L'identité ne serait que l'identique, et l'histoire ne serait que la formation de cette unité. Or l'identité nationale est en permanente formation. Les cultures immigrées participent de l'intérieur à la définition de l'identité française.* » En d'autres termes, l'identité de la France, comme celle de tout pays, serait « *un dialogue, une dialectique* », et nous vivrions dans « *une société pluriculturelle de fait* ».

N'était-ce pas déjà le cas dans le passé ? « *La France identitaire des années 30 était multiculturelle*, affirme Jean-Pierre Vernant. « *Il y avait des cultures rurales, ouvrières, bourgeoises, aristocratiques. Les gens s'habillaient même différemment, mais cela ne mettait pas en cause l'identité. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la racialisation des différences.* » Louis Dumont distinguait des sociétés égalitaires et des sociétés à castes. « *On est en train, au sein de sociétés prétendument égalitaires, de rétablir des castes, avec des ethnies différenciées.* »

Emmanuel Terray, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avait annoncé la couleur dès la première séance : « *Les progrès du racisme et de la xénophobie ne peuvent laisser indifférente notre communauté, ne serait-ce que pour des raisons de déontologie.* » Rarement colloque scientifique aura eu un ton aussi militant, aussi engagé. Quand les anthropologues reviennent des tropiques, ce n'est pas pour rester au balcon.

ROBERT SOLÉ.

(1) Les actes du colloque seront publiés (AFA, Maison des sciences de l'homme, bureau 116, 54 boulevard Raspail, 75270, Paris. Cedex 06.

SCIENCES

Columbia a déployé son satellite

Columbia, qui était restée à sept reprises clouée au sol à cause de problèmes techniques ou de mauvaises conditions météorologiques, a enfin quitté Cap Canaveral (Floride), dimanche 12 janvier à 12 h 55 (heure française). Quelque dix heures plus tard, l'équipage de la navette spatiale américaine déployait le satellite de communications Satcom K-1, destiné à la firme américaine RCA. Cette partie commerciale de la mission accomplie, les sept occupants de la navette – parmi lesquels un démocrate de la Chambre des représentants, M. William Nelson, – devaient se livrer, dès lundi, à l'observation de la comète de Halley.

CRÈCHES

Un projet de réforme contesté

Plusieurs milliers de parents et de personnes travaillant dans les crèches, qui répondaient à l'appel de la CGT, de la CFDT et du Syndicat des puéricultrices CGC, ont manifesté, samedi 11 janvier, à Paris, de la gare Montparnasse au ministère des affaires sociales, pour protester contre un projet de décret sur l'harmonisation des modes de garde des enfants de moins de six ans. Les personnels des crèches estiment que ce décret va ouvrir ces établissements à des personnes non qualifiées et transformer les crèches en garderies. Le ministère des affaires sociales répond qu'une large consultation de toutes les parties concernées a été engagée et qu'« *aucun texte ne sera adopté sans l'accord de celles-ci* ».

LOISIRS

Disney paiera le prolongement du RER

La société Walt Disney a accepté de verser à la RATP une garantie de recettes au cas où le nombre des voyageurs se rendant par le RER prolongé à Eurodisneyland se révélait inférieur aux prévisions de la firme américaine. Cette information a été donnée dimanche 12 janvier par M. Michel Giraud, président du conseil régional Ile-de-France. M. Giraud a précisé que la prolongation vers l'Est, sur une douzaine de kilomètres, de la ligne A du RER, pour desservir le parc de loisirs prévu à Marne-la-Vallée ne devrait ni affecter les autres investissements de la RATP ni augmenter son déficit de gestion. Il a toujours été convenu que le coût des travaux – 1 milliard de francs – serait financé à 40 % par la région, 40 % par l'Etat et 20 % par un emprunt garanti. M. Giraud estime par ailleurs que le trafic généré par le parc d'attractions devrait couvrir les charges d'exploitation du nouveau tronçon.

AVENTURE

Le pôle Sud à pied

Trois Britanniques sont arrivés au pôle Sud le 11 janvier après avoir parcouru en deux mois, à ski et en tirant des traîneaux, les quelque 1 400 kilomètres qui séparent ce point géographique de l'île de Ross (à l'extrémité orientale de la barrière de Ross). Ils sont les premiers « piétons » à avoir réussi ce raid depuis la malheureuse expédition de Scott en 1911-1912. Scott et ses compagnons, arrivés déjà en très mauvaise condition physique au pôle Sud le 17 janvier 1912, étaient morts d'épuisement à la fin de mars sur le chemin du retour. Dans le même temps, le *Southern Quest*, navire de l'expédition britannique actuelle, a été écrasé par la banquise dans la mer de Ross. L'équipage a été sauvé par les hélicoptères de la base américaine McMurdo.

ÉDUCATION

120 000 ORDINATEURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

La « culture informatique » entre à l'école

Après le succès du plan Informatique pour tous, l'éducation nationale précise sa conception pédagogique de l'utilisation de l'ordinateur

« *Vive l'informatique à l'école !* » Le dernier cri médiatique lancé par M. Jean-Pierre Chevènement les 13 et 14 janvier au Palais de la découverte célèbre l'entrée fracassante et massive de l'ordinateur dans les établissements scolaires. Dans toutes les académies, des opérations portes ouvertes, des expositions et des démonstrations de matériels au public accompagnent l'opération.

Le ministre de l'éducation nationale, un an après l'annonce du plan Informatique pour tous (IPT) par M. Laurent Fabius, souhaite à son tour tirer parti de l'image de modernité attachée à ce thème. Outre l'enjeu politique que représente, à quelques semaines des législatives, l'installation en quelques mois de 120 000 micro-ordinateurs dans tous les établissements scolaires, le plan IPT lançait un double défi, pédagogique et économique.

Après quinze ans d'expériences et de tâtonnements, le raz de marée informatique a obligé l'éducation nationale à apporter une réponse aux problèmes de l'utilisation de la nouvelle technique dans l'enseignement. « *Installons partout des ordinateurs ; il en sortira bien quelque chose !* » Cette maxime désabusée avait parfois semblé tenir lieu de politique, au grand dam des quelques enseignants pionniers de l'informatique. Les adhérents de l'association EPI (1) affirment pourtant que « *rien ne prouve que l'introduction de l'informatique dans l'enseignement soit d'elle-même un progrès décisif* », tandis qu'un rapport récent et alarmant de l'inspection générale (2) constate un « *décalage préoccupant entre (...) l'intérêt suscité chez les maîtres et les élèves par la nouvelle technologie (...) et la pauvreté des utilisations pédagogiques (...)* ».

La religion du ministère en la matière a été précisée notamment dans les nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège, et par une « lettre de cadrage » signée de M. Chevènement le 29 octobre dernier.

L'informatique y est envisagée « *selon une double perspective* » : comme matière d'enseignement et *comme outil pédagogique. Le débat* qui opposait souvent ces deux conceptions est maintenant considéré comme une fausse querelle. Dès le cours moyen, les programmes incluent désormais l'acquisition d'une « culture informatique », qui englobe, d'une part, les concepts mathématiques fondamentaux et d'autre part, la réflexion sur les conséquences économiques, politiques, voire éthiques, de la multiplication des ordinateurs. L'utilisation du nouvel instrument dans l'enseignement du français et des langues est par ailleurs recommandée.

Un enseignement optionnel

L'informatique fait son entrée dans les programmes de mathématiques et de technologie notamment. Quelques instructions spécifiques lui sont consacrées, mais elle n'est jamais envisagée comme une discipline à part entière. Dans le primaire, une cinquantaine d'heures au moins doivent être consacrées à l'informatique. En mathématiques, initiation à la recherche d'algorithmes est prévue au cours moyen, tandis que la leçon de « *sciences et technologie* » doit permettre d'aborder les problèmes liés au « *développement de l'informatique dans la société* ».

Suite logique au collège, où l'informatique est introduite comme un outil mais aussi en tant que « *champ scientifique et technologique propre* ». En français, l'usage de l'ordinateur peut conduire « *à plus de rigueur et à des efforts d'écriture* ». En mathématiques, il permettra de dégager progressivement les notions de codage et d'algorithme. Mais on cherchera à mieux connaître l'instrument lui-même, en apprenant par exemple à identifier les différents constituants d'un système informatique (cours de technolgie en sixième et cinquième) puis en s'entraînant à des « *exercices d'accès à un langage de programmation* ».

Les orientations pour le lycée ne sont pas encore arrêtées, mais la commission permanente de réflexion sur la technologie réunie au ministère devrait remettre prochainement son rapport. L'informatique pourrait imprégner l'ensemble des matières du lycée, mais également être offerte en tant qu'enseignement optionnel spécifique dès la seconde.

L'éducation nationale a donc précisé ses conceptions pédagogiques sous le choc du plan Informatique pour tous. L'initiation rapide de plus de 110 000 professeurs volontaires et souvent enthousiastes (trois candidats pour chaque place dans des stages proposés pendant les vacances), l'édition du premier catalogue de logiciels éducatifs sont aussi à mettre au crédit de l'opération (voir *le Monde* du 3 octobre 1985). IPT a tenté de concilier les impératifs éducatifs avec la logique industrielle et politique qu'implique le choix de commandes massives et centralisées.

Un produit d'exportation

L'utilisation du budget consacré à l'Informatique pour tous (1,89 milliard de francs de commandes publiques, dont les trois quarts financés par le Fonds industriel de modernisation et les PTT sous forme de crédit-bail) est critiquée. L'opposition politique dénonce le caractère précipité, coûteux, centralisé et flou de l'opération. Le plan IPT « *risque (...) d'être bientôt la cause d'une amère désillusion* », peut-on lire ainsi dans le dernier numéro de *Faits et arguments*, la lettre d'information de M. Raymond Barre. Quant à l'ouverture des ateliers scolaires au grand public après les classes, prévue par le plan Fabius-Trigano, elle se réalise avec difficultés. La moitié des conventions Etat-communes permettant leur mise en place ont pu être signées, et seuls cinq mille des quarante mille TUC prévus pour l'animation ont été formés jusqu'à présent.

C'est aussi pour répondre aux attaques et faire pénétrer les parents d'élèves dans les salles équipées d'ordinateurs flambant neufs que M. Chévènement s'enflamme aujourd'hui pour l'informatique à l'école. A ces motifs de campagne s'ajoutent les perspectives d'exportation qu'a ouvertes le plan Informatique pour tous. L'éducation nationale voudrait aider les constructeurs français à vendre leur savoir-faire pédagogique, et en particulier le système du nano-réseau, qui permet de démultiplier la puissance d'un ordinateur professionnel (professeur) en distribuant simultanément ou séparément des programmes à de petits ordinateurs familiaux (élèves).

La province espagnole de Catalogne et la communauté urbaine de Bruxelles ont déjà passé commande. Et l'administration française tente ces temps-ci de convertir les Soviétiques aux charmes de l'informatique éducative *made in France*.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Association Enseignement public et informatique, 1, avenue P. Corneille 78170 La Celle-Saint-Cloud.

(2) Publié dans *le Monde de l'Éducation* de novembre 1985.

Une nouvelle banque de données juridiques

Une nouvelle banque de données juridiques est née. Baptisée Juridial, elle groupe trois des principales banques déjà existantes : celle du Centre d'informatique juridique (CEDIJ), Juris-data et Sydoni.

Ce groupement met fin à la dispersion des moyens et à la concurrence néfaste à laquelle se livraient ces trois banques. Chargé en 1983 par le premier ministre d'un rapport sur les insuffisances et les lacunes des banques de données juridiques, M. Pierre Leclercq, aujourd'hui directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, avait conclu à la nécessité de ce groupement.

Le capital de 18 millions de francs de Juridial est détenu par Caisse des dépôts - développement, société holding des filiales techniques et immobilières de la Caisse des dépôts.

MM. Michel Boyon, président de Juridial, et Olivier Bresard, directeur général, qui présentaient, mercredi 8 janvier, à Paris, les activités de Juridial, ont insisté sur la complémentarité des banques de données groupées aujourd'hui sous un guichet unique : les sources complètes du droit (lois, décrets, règlements et décisions diverses), qui étaient la spécialité du CEDIJ ; le droit des affaires, le droit social et le droit fiscal par l'intermédiaire de Sydoni ; et la jurisprudence des cours d'appel et tribunaux constituée par Jurisdata. Juridial s'est donné pour objectif de combler les lacunes subsistant, malgré tout, en matière de droit communautaire européen notamment.

L'interrogation de Juridial, qui doit être simplifiée dans les mois à venir, coûte entre 600 francs et 700 francs l'heure, plus un droit d'entrée de 2 000 francs acquittable une fois pour toutes.

* Juridial, 1, rue du Boccador, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-20-88-34.

(Publicité)

APPEL A

Monsieur François MITTERRAND
Président de la République Française

Deux fréquences de la bande FM : la 104,3 et la 104,7 ont été libérées par le Ministère de la Défense Nationale et seraient attribuées à des radios périphériques commerciales.

RADIO-ORIENT, radio de la Communauté Française Musulmane, attend depuis 3 ans son autorisation légale qui ne lui a pas encore été accordée, en raison de l'indisponibilité de fréquences sur le secteur civil.

Cependant, les émissions de **RADIO-ORIENT** sur la bande réservée à l'Armée ont été tolérées pour diffuser sur 104,3 MHz ses programmes religieux, culturels et sociaux. Des promesses ont été faites, pour que la première fréquence libérée soit attribuée à la Communauté Musulmane, en PRIORITE.

A notre stupéfaction, nous apprenons que cette première fréquence libérée est précisément la 104,3, utilisée depuis trois ans par **RADIO-ORIENT** au service de la France

RADIO-ORIENT, radio de services cultuels et culturels, sert deux millions de Français Musulmans et de Musulmans de France, résidant à Paris et en Ile-de-France. Or, dans l'attente de l'autorisation légale devant intervenir en Mai 1986, l'absence d'une fréquence de rechange sur la bande FM actuellement saturée, porte - à trois mois du Ramadan - gravement atteinte à notre Communauté.

Si les droits de notre Communauté ne sont pas préservés, permettez-nous de vous poser cette question :

Sommes-nous des Citoyens Français à Part Entière, avec les mêmes Obligations et les mêmes Droits ?

- Fédération Nationale des Musulmans de France
- Convention Nationale des Français-Musulmans
- Front National des Français Rapatriés de Confession Islamique
- Union des Femmes Françaises Musulmanes
- Association des Anciens Combattants Arabo-Musulmans des Armées Françaises
- Association Française pour l'Expression du Culte Musulman.

JUSTICE

ROGER KNOBELSPIESS DEVANT LA COUR D'ASSISES DE L'ESSONNE

Les surprises et bizarreries d'un procès

Voilà le procès de Roger Knobelspiess et de ses coaccusés à mi-parcours. Avant son issue, dans la soirée du samedi 18 janvier vraisemblablement, deux temps forts sont attendus : le premier a commencé lundi 13 janvier avec l'audition des policiers de Versailles et de Rouen qui menèrent l'enquête ; le second aura lieu mercredi avec le transport de la cour d'assises de l'Essonne à Massy, sur les lieux de l'agression, où l'on s'efforcera de constater comment les choses ont pu se passer le 24 mai 1983, vers 21 heures.

Il ne faut pas oublier non plus le témoignage très attendu de M. Georges Blondeaux, dans la mesure où ce témoin, qui vit effectivement ce même jour Roger Knobelspiess au siège du journal *Hara-Kiri*, rue des Trois-Portes à Paris, dans la soirée – 20 h ou 20 h 30, selon ses déclarations précédentes, – pourra donner du poids à l'alibi invoqué.

Avec les policiers, la défense joue sa partie capitale. On a déjà deviné les questions qui doivent être posées. Elles porteront sur la manière dont les témoins ont reconnu Michel Baron et Roger Knobelspiess et sur les raisons qui amenèrent à faire figurer d'abord, parmi les photos présentées, celles de ces deux hommes. Était-ce le signe d'un « acharnement » particulier à leur encontre ? Car aussi bien les défenseurs de Knobelspiess, Mes Thierry Levy et Henri Leclerc, que ceux de Baron, Mes Franck Natali et Gérard Boulanger, n'entendent pas proclamer qu'il y eut machination. En revanche, l'« acharnement » leur paraît une certitude et, du même coup, les conduit à se poser et à poser des questions.

Au cours de la journée de vendredi 10 janvier, un détail a pris, par exemple, une dimension significative. On écoutait un témoin, M. Louis Vauzelle. Il possédait à Baudreville, dans l'Eure-et-Loir, un pavillon qu'il souhaitait louer. Plusieurs personnes lui téléphonèrent, dont un homme qui se présenta sous le nom de Poulette. C'était le 19 mai 1983, autrement dit cinq jours avant les faits. Rendez-vous fut pris pour une visite, mais M. Vauzelle ne vit venir personne. Le 9 juin suivant, il apprenait que son pavillon avait été forcé et visité. Une enquête était ouverte au cours de laquelle on devait découvrir dans la maison un tube de carton contenant des affiches publicitaires pour la carte bleue destinées à une banque.

Comme au cinéma

Voilà un indice, car ce tube de carton avait été effectivement remis à la société de transport de fonds dont le fourgon devait être attaqué. Pour l'accusation, c'est important. D'abord parce que M. Baron avait en sa possession une pièce d'identité volée à un M. Poulette. Ensuite parce que Jean-Claude Porchou, autre accusé, dit toujours que le fourgon dont les agresseurs s'emparèrent fut effectivement conduit par lui-même à Baudreville, dans ce même pavillon, où il fut déchargé.

Mais voilà que, si le procès-verbal d'audition de M. Vauzelle indique que c'est ce dernier qui trouva le rouleau compromettant dans sa maison, à la barre, celui-ci devait affirmer, sans vouloir en démordre, que cette découverte fut faite par la police. Pour la défense de Baron, voilà une révélation « capitale ». Le président Saurel s'est montré fort irrité de cette manière de voir les choses.

« *Ou bien*, a-t-il dit, *c'est M. Vauzelle qui a fait la découverte, ou bien ce sont les policiers, ou bien le témoin n'en sait rien. A moins que vous vouliez dire que c'est la police qui a placé cette pièce dans les lieux.* »

« *Nullement*, se sont écriés en chœur Mes Natali et Boulanger. *Nous posons seulement des questions sur les points qui nous paraissent importants.* »

Cette même journée devait faire apparaître une singularité toute différente. Au cours de son propre interrogatoire, Jean-Claude Porchou, qui, lui, se reconnaît coupable mais que personne ne reconnaît au nombre des agresseurs, avait exprimé sa surprise de la facilité avec laquelle il avait pu opérer en compagnie de complices qu'il nomme A et B : « *Cela m'a paru être du cinéma* », devait-il dire. Or c'est bien aussi la manière trop passive de ses employés que les dirigeants de la société de transport de fonds ont constatée, ses cadres ne l'ont pas caché : il y eut bel et bien des fautes.

Les convoyeurs sont là pour défendre les fonds qu'ils transportent. En l'occurrence, rien n'a été défendu, alors que les agresseurs n'avaient même pas jugé bon de désarmer les convoyeurs après les avoir fait descendre dans le fossé. Il apparaît aussi que les consignes de sécurité données restèrent lettre morte. Les deux clés nécessaires pour ouvrir la partie coffre du fourgon auraient dû être séparées, l'une dans la poche d'un des convoyeurs, l'autre dans celle de son collègue. Elles étaient tout bonnement ensemble dans un vide-poche.

> *La défense a la certitude que les policiers ont fait preuve d'acharnement à l'encontre des deux principaux accusés.*

Au reste, on devait pour ces négligences licencier M. Piotrowski, l'un des convoyeurs, l'autre étant Patrick Curty, dont aujourd'hui la complicité est avouée. Mais, menacé lui aussi de licenciement au lendemain de l'attaque, Curty avait dit à l'un de ses supérieurs, M. Labalette, que, si on devait le « virer », il avait tout ce qu'il fallait pour faire une conférence de presse... Les explications de Curty sont attendues avec curiosité.

Les bizarreries ou les surprises ne s'arrêtent pas là. En Eure-et-Loir, deux découvertes ont été faites, un mois après l'attaque de Massy. La première fut, le 21 juin, celle d'un brasier dans un champ. Des chèques avaient été brûlés là, ainsi que des caisses métalliques. Destruction ancienne ? Non, selon M. Porcher, le propriétaire du champ. Pas plus de huit jours, car, dans ces résidus, se trouvait une boîte de sardine que les insectes n'avaient pas encore touchée. Baron et Knobelspiess étaient, eux, arrêtés depuis le 5 juin.

La seconde découverte fut celle, le 26 juin 1983, du fourgon attaqué, laissé dans la campagne. Celui qui le retrouva, M. Huart, a constaté que « *les herbes étaient encore couchées* », ce qui, en juin, signifie que le véhicule, à son avis, n'était pas là depuis plus d'une semaine. Dès lors, Baron, Knobelspiess et Curty ne peuvent être impliqués dans cette façon de se débarrasser du fourgon. Reste Porchou, qui veut absolument être coupable et qui, lui, ne fut arrêté qu'à la fin de novembre 1983. On l'imagine pourtant mal, seul, dans ces deux opérations de destruction des chèques et d'abandon du camion, dans un lieu isolé.

Une deuxième équipe ?

Dès lors, deux hypothèses s'imposent : ou bien, et c'est évidemment celle de la défense, Baron et Knobelspiess n'ont pas participé à l'affaire, qui fut conduite en totalité par d'autres ; ou bien, s'ils en furent, de toute manière, il faut que d'autres aient été avec eux, et ceux-ci seraient donc toujours en fuite. Pour reprendre une des expressions de l'affaire d'Auckland, il aurait donc pu y avoir « une deuxième équipe ».

La chambre d'accusation, dans l'arrêt de renvoi, a envisagé cette possibilité comme une parade à l'un des arguments de Roger Knobelspiess. En effet, au soir du 24 mai 1983, vers 20 h 20, soit quarante minutes avant l'attaque, devant le cimetière de Massy, le gardien de ce cimetière a entendu un coup de feu et constaté la présence de trois hommes qui lui dirent : rentrez chez vous, on est de la police. Il n'a pas pu reconnaître aucun d'eux. Pour Roger Knobelspiess, ce témoignage est essentiel. Il ne pouvait être, explique-t-il, à 20 h 20 à Massy, puisque, qu'elle soit de 20 heures ou de 20 h 30, sa venue à *Hara-Kiri* ne lui laissait pas un temps suffisant. Mais évidemment, si deuxième équipe il y eut, les données changent du tout au tout.

Telle est la situation. Curty, que défend Me Pierre Fayon, n'a qu'un souci : démontrer qu'il est crédible, non tant pour nuire à Knobelspiess et à Baron que pour solliciter l'indulgence qu'espère toujours un repenti. Jean-Claude Porchou, aidé de Me Valois, attend, lui, qu'on veuille bien admettre de sa part une même sincérité, mais de signification contraire. Son refus de désigner ses complices autrement que par A et B ne facilite évidemment pas les choses.

Gérard Lalaloua, l'animateur du « Grillon », témoin, sinon organisateur, des rencontres entre Curty et celui qui se faisait appeler Antoine et qui serait Knobelspiess, compte, lui, sur Me Neveux pour faire admettre qu'il demeura en dehors de tout projet d'attaque et que l'argent trouvé chez lui fut tout simplement gagné par lui sur les champs de courses dont il est un habitué. Baron se débat contre des charges telles qu'elles l'amènent à dire qu'il aurait fallu qu'il soit stupide pour les accumuler à ce point. Quant à Roger Knobelspiess, il note, note, note pour le jour où il décidera de se faire son propre avocat.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

● *Un avocat parisien condamné pour escroquerie.* – Me Gilles Naudet, trente-cinq ans, avocat au barreau de Paris, poursuivi dans une affaire de fausses cartes bleues, a été condamné, vendredi 10 janvier, à douze mois d'emprisonnement – dont neuf avec sursis – et dix mille francs d'amende par la treizième chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Inculpé de faux en écriture bancaire, recel, escroquerie et contrefaçon de chèques bancaires, le prévenu devra verser en outre dix mille francs à la BNP et trois mille francs au Groupement Carte Bleue à titre de dommages intérêts. Le 24 juillet 1984, la police après plusieurs semaines de filature, avait interpellé six personnes, dont Me Naudet, qu'elle soupçonnait de former un « *gang des cartes bleues* ».

Après la réduction de peine accordée à son frère

« LE TEMPS DES COUPS BAS A COMMENCÉ » estime M. Jack Lang

« *Le temps des coups bas a commencé* ». C'est en ces termes que M. Jack Lang, ministre de la culture, a commenté, lundi 13 janvier, sur Europe 1, certains articles consacrés à la réduction de peine décidée par le président de la République en faveur de son frère Claude, condamné, en octobre 1983, à douze ans de réclusion pour homicide volontaire avec préméditation (*le Monde*, daté 12-13 janvier). Le ministre de la culture n'a pas fait d'autre commentaire, s'agissant, a-t-il expliqué, d'une affaire « *privée* ».

France-Soir consacre sa manchette à l'événement : « Mitterrand gracie le frère de Jack Lang », titre accompagné d'un éditorial de Guy Baret intitulé : Beau temps pour les assassins ». Même titre, page 12, dans *le Figaro* avec ce commentaire : « *Le frère du ministre de la culture a bénéficié d'une très discrète grâce présidentielle : le bruit courait hier soir qu'il était déjà libre...* »

Trois cents mesures par an

En réalité, Claude Lang est toujours incarcéré, précisément au centre médico-psychologique pénitentiaire de Metz, où il est soigné pour troubles psychiques chroniques. La réduction de peine de deux ans, décidée au mois de novembre 1985 par le président de la République, lui permettra de bénéficier, le cas échéant, d'une libération conditionnelle à partir du mois de juin, c'est-à-dire après le changement de majorité. Une telle libération est traditionnellement décidée par la chancellerie.

La grâce présidentielle accordée à Claude Lang n'est pas exceptionnelle. Chaque année, trois cents à cinq cents mesures de ce genre sont décidées par le chef de l'Etat, a tenu à rappeler le ministère de la justice, qui instruit les dossiers de grâces.

Au cours de la campagne présidentielle de 1981, M. Mitterrand avait jugé « *excessif* » le pouvoir de gracier les délinquants et les criminels échu par la Constitution au chef de l'Etat. On avait, à l'époque, reproché à M. Valéry Giscard d'Estaing la grâce accordée à un brigadier de police qui avait « passé à tabac » un Maghrébin dans un commissariat. La victime avait dû subir l'ablation partielle d'un testicule.

A Nice

UN TRAFIQUANT DE DROGUE INCULPÉ D'ASSASSINAT

Stéphane Bellon, dix-huit ans, fils d'un bijoutier niçois, a été retrouvé assassiné de plusieurs balles de revolver, vendredi 10 janvier, près de Falicon, au nord de Nice.

Son frère Joël, vingt ans, toxicomane, avait une dette d'environ 5 000 F envers Antonio Neri, vingt-trois ans, dit « Nino », un revendeur d'héroïne italien demeurant à Nice.

Ce dernier, arrêté par la police judiciaire, a reconnu avoir participé à l'enlèvement de Stéphane Bellon, mais nie l'avoir tué. Le revolver du meurtre est celui qu'Antonio Neri avait utilisé, le 3 janvier dernier, contre un chauffeur de taxi niçois, Jean-Pierre Bertrand, trente-neuf ans, qu'il avait agressé et blessé au visage.

Antonio Neri a été inculpé d'assassinat et écroué. Un autre suspect a été placé en garde à vue.

● *Le retraité meurtrier d'un lycéen écroué à Amiens.* – M. Marius Bray, âgé de soixante-dix-sept ans, qui a mortellement blessé un lycéen, mardi 7 janvier, d'un coup de carabine à Doullens (Somme) (*le Monde* du 9 janvier), a été inculpé de meurtre et écroué à la prison d'Amiens.

FAITS DIVERS

Dans le Haut-Rhin

TROIS ADOLESCENTS BLESSÉS PAR DES POLICIERS... SUISSES

Trois adolescents gitans ont été blessés par balles, dont un grièvement, par des policiers suisses en territoire français : la fusillade s'est produite dans la soirée du 12 janvier, vers 21 heures, en plein centre de Hagenthal-le-Bas (Haut-Rhin), à quelque 6 kilomètres de la frontière franco-suisse, les trois policiers ont été déférés au parquet de Mulhouse.

Dans le véhicule se trouvaient cinq adolescents, âgés de onze à seize ans, dont on a pu établir qu'ils séjournaient dans un camp de nomades de Colmar (Haut-Rhin). L'un d'entre eux a été touché à l'aine, deux autres aux jambes et aux bras. Les trois adolescents, dont l'identité n'a pas été révélée, mais qui seraient d'origine yougoslave, ont été transportés dans un hôpital de Mulhouse (Haut-Rhin).

Les policiers avaient pris la voiture en chasse à Bâle (Suisse) après avoir remarqué un coffre-fort dépassant du coffre du véhicule. La course-poursuite engagée, les deux voitures ont franchi la frontière franco-suisse à un poste non gardé, puis ont traversé à toute allure Leyman (France), avant d'arriver à Hagenthal-le-Bas, où le véhicule poursuivi a fait un tête-à-queue. C'est lorsque les policiers suisses ont mis pied à terre que la voiture a redémarré dans leur direction et qu'ils ont ouvert le feu. Lors de leur interrogatoire, les deux adolescents qui n'ont pas été blessés ont reconnu avoir volé le coffre-fort dans une maison inoccupée, en banlieue de Zurich (Suisse).

Dans les Vosges

« SATAN CONDUIT LE BAL »

Six adolescents âgés de quatorze à dix-sept ans, qui avaient commis, en trois mois, une trentaine de cambriolages dans la région de Remiremont (Vosges) ont été interpellés pendant la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier.

Les jeunes gens, qui « signaient » leurs méfaits du graffiti « *Satan est passé par là* », s'attaquaient à des établissements scolaires, des entreprises et des magasins qu'ils saccageaient avant d'emporter essentiellement du matériel haute fidélité et vidéo ainsi que de l'argent. Ils avaient aussi dérobé trois pistolets automatiques 22 long rifle dans un stand de tir.

Les adolescents ont été remis en liberté sur ordre du substitut du procureur de la République, sans avoir été présentés au parquet.

sports

PARIS DAKAR

Plus de mal que de peur

Le huitième Paris-Alger-Dakar est arrivé, dimanche 12 janvier, à Niamey, où une journée de repos attend les concurrents.

Au classement général, René Metge (Porsche-959), vainqueur du raid Santos, pour les deux étapes du Ténéré, et de la spéciale *Kahoua-Talcho, devance désormais* Raoul Remon (Range Rover) de près d'une heure. Jean-Pierre Gabreau (Range Rover), vainqueur de la spéciale Agadem-Nguigmi, le 11 janvier, est troisième.

Chez les motos, Cyril Neveu (Honda 750), qui a remporté le raid Santos, conserve sa première place devant son coéquipier Gilles Laley *(Honda 650), et l'Italien Balestrieri* (Honda 600). Ce triomphe Honda a été complété par les victoires de l'Italien Alessandro De Petri (750), dans les spéciales Agadem-Nguigmi et Kahoua-Talcho.

Les deux étapes du Ténéré et les spéciales qui ont suivi ont provoqué l'élimination de plus de la moitié des concurrents, dont dix-huit ont été rapatriés par avion sanitaire. Parmi ces derniers, *figure le motard* Jean-Michel Baron, toujours dans le coma dimanche soir.

De notre envoyé spécial

Quatre cent quatre-vingt-sept concurrents au départ, cent quatre-vingts rescapés après l'épreuve meurtrière du Ténéré.

Niamey. — Un océan de dunes façonnées en croissant de lune par un vent dominant de nord-est, le désert dans une perfection que l'on croirait imaginaire, et figée pour l'éternité. Avec du sable fin comme de la poudre d'or, et nulle trace de présence humaine ou de végétation à perte de vue.

Au nord, le fortin colonial de l'oasis de Bilma, où un forage de puits en 1980 a fait jaillir un geyser d'eau aujourd'hui canalisée, qui offre à quelques enfants du Ténéré les plaisirs de la « plage », au bord d'un petit lac, et des poissons dont les œufs ont été sans doute transportés par des oiseaux depuis le lac Tchad.

Bilma est la dernière porte avant 280 kilomètres de traversée de dunes de 20 à 30 mètres de haut. A l'autre bout de cet océan, Agadem, un autre fortin en ruine cette fois, et un puits pollué autour duquel vivent trois familles d'éleveurs dont les seuls visiteurs sont des nomades toubous venus du Tchad voisin à dos de chameau.

« Folie »

Le décor grandiose annoncé par Thierry Sabine, l'organisateur du Rallye, pour la deuxième étape du Ténéré a tenu ses promesses. Le « temps fort » redouté par beaucoup aussi. A Bilma, toute la population était sur le pas des habitations, faites d'argile cuite et de paille. Quelques mains se tendent au passage des véhicules. En vain. En voyant les camions d'assistance, un brigadier-chef de l'armée de terre nigérienne stationnée ici parle de « *folie* ». Pouvait-on raisonnablement, envoyer des poids lourds de 20 tonnes, et *plus, sur un terrain* emprunté seulement par quelques caravanes de chameaux ?

Dès le départ de l'épreuve chronométrée, situé à 13 kilomètres au sud de Bilma, les concurrents avaient un aperçu de ce qui les attendait. A quelques centaines de mètres, se dresse la première grande dune, surmontée sur sa crête de deux piquets de bois, marquant le passage « conseillé » par l'organisation.

Abdoulah, un Nigérien d'Agadez, *pilote de notre Range Rover*, a légèrement dégonflé les pneus du véhicule. Il prend juste assez de vitesse pour parvenir au sommet du plan incliné à 30-40 degrés. Nous plongeons aussitôt sur l'autre face, où la déclivité atteint 60 à 65 degrés, pour découvrir le premier accident. Sans doute pour éviter les ornières creusées par la centaine de véhicules passés avant eux, l'équipage tchécoslovaque d'un camion Liaz a voulu passer à gauche du piquet, mais a plongé dans le vide, après la crête.

Sous le choc, l'essieu avant s'est tordu et la roue avant droite s'est détachée. Thierry Tohr, l'un des trois équipiers, allongé sous un abri de fortune pour le protéger du vent de sable, montre en grimaçant le bas de sa colonne vertébrale au médecin. Jaroslav Joklik, le conducteur, et Petr Tyl, le navigateur, ont déjà été évacués par hélicoptère, souffrant respectivement d'un traumatisme cervical et d'une fracture de la jambe. Plus loin, nous tombons sur la première moto abandonnée au cours de cette étape. C'est la Barigo de 500 centimètres cubes de Robert Laponce, un photographe d'Aubervilliers. Le réservoir est démonté. De même que la roue arrière, sur laquelle le pilote a soigneusement enroulé sa chaîne avant de partir. Comme s'il devait venir la reprendre un jour.

Plus loin encore, c'est Véronique Anquetil, « la fille du boulanger », la « schtroumpfette » du désert, la bien-aimée du rallye, déjà blessée dans la traversée du Ténéré l'an dernier, qui a chuté à faible allure dans la descente d'une dune. Pour son malheur, sa Yamaha-Ténéré 600 lui est retombée dessus. Elle devra être rapatriée, avec un traumatisme crânien et des fractures aux maxillaires et aux coudes. Çà et là, des voitures sont immobilisées, capot soulevé.

A cette liste des blessés du Ténéré, il convient d'ajouter les mille et un tourments des chauffeurs des camions, qui doivent s'y prendre à dix ou quinze fois avant de franchir une dune, pour se retrouver définitivement ensablés jusqu'aux portes, quelques kilomètres plus loin.

A ce jeu-là, quelques-unes des grosses écuries, qui ont parfois investi des budgets dépassant les 10 millions de francs, perdront leurs camions d'assistance. Même le DAF à deux moteurs turbo de 1000 chevaux du Néerlandais De Rooy, a dû mettre trois heures pour s'extraire d'*une saline, à proximité de l'arrivée*.

A Agadem, le bivouac était clairsemé car la vingtaine d'avions accompagnateurs n'ont pas pu se poser à proximité. Sans le camion d'intendance d'Africatours dispensé de cette étape, le Rallye a effectué un retour aux sources.

Thierry Sabine a sans doute voulu recréer une étape mythique, avec des concurrents obligés de se regrouper auprès des dunes et de s'entraider pour passer. Avec un bivouac où ceux qui faisaient figure de rescapés pouvaient se raconter tard dans la nuit, les aventures de la journée. Mais à quel prix ? « *C'est de l'arnaque*, pestait un chauffeur de l'assistance de Mitsubishi. *Si Sabine voulait égaliser les chances des amateurs et des professionnels en privant ces derniers de leur assistance, il aurait pu s'y prendre autrement !* »

Plus dramatique est le bilan médical : vingt et un rapatriements sanitaires ont été effectués depuis le départ, dont dix-huit pour la seule traversée du Ténéré. Un tour au bivouac suffit pour s'assurer de l'état de fatigue extrême de la plupart des concurrents. Les yeux rougis par le sable et les nuits sans sommeil, cheveux, moustaches et vêtements couleur de poussière ils rappellent une assemblée de fantômes, se livrant à d'obscures besognes auprès de leur mécanique.

« Si Gaston était un patient ordinaire, je lui prescrirais aussitôt quinze jours d'arrêt de travail, dit Daniel Ronsmans, l'ostéopathe de Rahier et de l'équipe BMW. *Il souffre d'une lésion acromo-claviculaire depuis sa première chute, dans le prologue de Cergy-Pontoise. Sa deuxième chute après Tamanrasset a provoqué une déchirure interne abdominale, qui l'empêche de serrer les jambes, et une déchirure ligamentaire entre la clavicule et le sternum, qui ne lui permet pas de lever les bras à l'horizontale, et nécessite tous les soirs des soins au laser, et dans la journée un bandage thoracique. Et il n'est pas le seul motard qui continue. La fatigue provoque une accumulation de stress, propice à de nouvelles chutes.* »

Coma

Les accidents d'Hubert Auriol (Cagiva), épaule luxée à la suite d'une chute dans la spéciale Ténéré le 12 janvier, et surtout de Jean-Michel Baron (Honda), la veille, sont hélas ! venus confirmer ces craintes : une chute près de Tamanrasset avait déjà occasionné au pilote de Honda des contusions au bassin, au point qu'il éprouvait encore des difficultés pour monter ou descendre de moto.

Dur au mal, il avait disputé plusieurs étapes du dernier Dakar avec une épaule luxée. Il n'avait pas voulu abandonner. Samedi, c'est sur un banal parcours de liaison sur route, entre Nguimi et Zinder, après une spéciale chronométrée de 300 km, que Jean-Michel Baron a chuté une nouvelle fois.

Sans doute lancé à plus de 120 kilomètres à l'heure, il n'a pu éviter un trou dans la chaussée. Le pilote et sa moto se sont retrouvés projetés à plusieurs dizaines de mètres. Le pilote Honda est resté trois heures sans connaissance, sur le bord de la route, avant d'être ramené à Zinder par avion.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une pièce contiguë au hangar à avions de l'aéroport de Zinder avait été transformée en hôpital de campagne. Sous un faible néon, l'équipe du professeur Lapendery, qui assure l'assistance médicale du Rallye — après avoir opéré lors de l'éruption du volcan colombien et du tremblement de terre de Mexico, — s'affairait autour de Jean-Michel Baron. Lorsque, à 3 heures du matin, un avion est venu le chercher pour le ramener à Paris, il manifestait les réactions d'un coma « stade 2 ».

D'une levée de soleil prometteur *sur l'océan de dunes du Ténéré* au crépuscule de Zinder, le Rallye avait basculé dans le drame. Des 487 véhicules partis de Versailles, il ne restait plus que 128 voitures et camions et 46 motos à la mi-course. La journée de repos, lundi 13 janvier à Niamey, ne sera pas superflue pour permettre aux rallymen de se « refaire une santé ». Car, combien seront-ils, et dans quel état, le 22 janvier sur la plage de Dakar ?

GÉRARD ALBOUY.

JUDO

Les promesses de la concurrence

Kimonos à *bandes tricolores, jets d'œillets dans les tribunes*, démonstration de self-défense, village d'exposants : la Fédération française de judo a particulièrement soigné la *forme* du Tournoi de Paris, suivi les 11 et 12 janvier par quelque dix mille spectateurs.

Pour ce qui a été du fond, les combattants nationaux ont aussi été à la hauteur de l'événement : trois vainqueurs — Jean-Pierre Hansen en moins de 65 kilos, Fabien Canu, en moins de 86 kilos et Christian Vachon en plus de 95 kilos — quatre finalistes — Marc Alexandre en moins de 65 kilos, Vieille Marchiset en moins de 71 kilos, Michel Berthet en moins de 78 kilos et Marc Morel en moins de 95 kilos — et huit autres places de podium.

Il est des judokas qui sont, comme le mètre-étalon du pavillon de Sèvres, des références obligées. Roger Vachon, par exemple. Derrière la moustache et les sourcils noirs du combattant de Villiers-le-Bel, se cache depuis huit ans l'un *des plus* redoutables poids mi-lourd européen.

Bref, bien qu'à vingt-huit ans Roger Vachon s'approche lentement mais sûrement de la fin de sa carrière, il restait le titulaire indiscutable dans cette catégorie où il semblait qu'à force d'avoir été surclassée, la relève n'arriverait jamais.

Et puis, dimanche matin, Roger Vachon était en train d'essayer de poser son énorme main gauche dans le dos du Japonais Hara. (Champion du monde universitaire, ce Nippon. Du sérieux, sans plus, pour un vieux briscard comme le Français, qui le dominait d'ailleurs de toute sa puissance depuis le début du combat.) Mais, pendant une fraction de seconde, ses doigts glissèrent sur le tissu du dossard.. Il n'avait plus de point d'appui. Hara fit volte-face. Un courant d'air qui faisait claquer une porte. « *Je ne me souviens pas m'être envolé comme cela depuis le début de ma carrière* », a dit ensuite le Français. Quelle chute en effet ! Ce n'est pas seulement le combattant qui est tombé. Il a entraîné avec lui une partie de sa légende.

Aux yeux de ses camarades français, Roger Vachon est d'un seul coup redevenu un adversaire comme les autres, un combattant contre lequel on a sa chance. C'est dire qu'il a dû se battre comme un lion face à André Agostini, puis Gilles Jaladon dans les repêchages pour arriver à monter malgré tout sur le podium.

Et, en même temps que Robert Vachon semblait rentrer dans le rang, l'esquisse d'un nouveau champion se dessinait sous le kimono de Marc Morel. Un garçon du Nord, large et solide comme un laboureur. Il a commencé la journée en se débarrassant de l'Allemand de l'Ouest Neureuther, un autre monument historique de la catégorie. Puis il a emberlificoté de belle manière le Japonais Hara, incapable contre lui de rien tenter.

Enfin, lors de la finale, il a frôlé l'exploit. Premier temps : il arrache son adversaire comme un sac de farine; deuxième temps : il le renverse comme une quille. L'avantage était énorme, d'autant plus énorme qu'il était inscrit contre le Belge Robert Van de Walle, l'ancien champion olympique de la catégorie. La réaction du Flamand, qui n'a rien perdu de sa fougue à trente et un ans, a été terrible : il a cloué Morel au sol comme un papillon sur un bouchon.

Mais la bonne moustache de buveur de bière de ce garçon avait tapé dans l'œil du public de Coubertin. Il le reverra avec plaisir. « *C'est un bon. Il manque encore d'expérience. Il n'a pas su casser le rythme après son avantage. C'est pour cela qu'il s'est fait battre. Mais il a fait des progrès énormes. Il est très prometteur* », a remarqué Jean-Luc Rougé.

L'ancien champion du monde de la catégorie, qui doit devenir directeur technique national de la Fédération dans quelques mois, n'est pas mécontent de la tournure des événements. Pour rester au premier plan mondial, l'équipe de France doit assurer une concurrence permanente à ses champions pour les remplacer, le moment venu, dans les meilleures conditions.

ALAIN GIRAUDO.

TENNIS DE TABLE

Éclipse chinoise

Les pongistes chinois sont redescendus sur terre. Inaccessibles depuis des années, trustant seize des vingt médailles possibles lors des championnats du monde individuels disputés en avril 1985 à Göteborg (Suède), les joueurs de Chine populaire ont subi la loi des Européens au cours de la tournée Europe-Asie. Dominés par équipes à Rome et à Eindhoven, les champions du monde n'avaient plus qu'un représentant, samedi 11 janvier à Paris, en quarts de finale du tournoi individuel masculin (1).

« La prise asiatique est moins forte que la prise européenne », *estimait le Coréen du Nord Li Jong Ho, vice-président délégué de l'Union asiatique de tennis de table, dans la tribune du Hall Georges-Carpentier. Aveu surprenant car la fameuse « prise porte-plume » — manière de tenir la raquette — semblait pour beaucoup dans la supériorité asiatique. Ceux qui, comme le Polonais Andrzej Grubba, numéro un européen, disposent d'un bon revers et de la faculté de varier les coups peuvent désormais troubler la sérénité des Chinois. En battant en deux manches (21-18 et 21-16) Chen Long Can, numéro deux mondial, lors de la demi-finale, Grubba, futur vainqueur du jeune Tchèque Jindrich Pansky en finale, a montré que la distance s'amenuise entre les deux continents. Déjà, à Rome, mardi 7 janvier, il avait battu le champion du monde en titre Jiang Jia Liang.*

« La supériorité des Chinois n'est ni technique ni physique, mais réside dans leur capacité de concentration. Ils jouent tous les coups à 100 % », *explique M. Bernard Jeu, président de la Fédération française de tennis de table. Entre deux compétitions officielles, les meilleurs pongistes du monde étaient-ils démobilisés au point qu'un junior français inconnu, Jean-Philippe Gatien, a battu le numéro cinq mondial ? Pour certains observateurs, la Chine est plutôt en train de préparer la relève en vue des championnats de New-Dehli en 1987 et des Jeux olympiques de Séoul en 1988. Même vitesse d'exécution, même virtuosité, mais nouvelle tactique — plus défensive — et nouveau maître, Chen Xin Hua, qui s'entraîne à l'abri des regards indiscrets.*

Alléchés par cette rencontre entre les meilleurs joueurs et joueuses européens et asiatiques, les huit mille spectateurs (en deux jours) du Hall Georges-Carpentier (contre six cents seulement à Eindhoven) ont témoigné de la vitalité du tennis de table en France. M. Bernard Jeu envisage d'ailleurs de faire passer sa fédération de 110 000 licenciés à 200 000 en 1988. Objectif raisonnable dans un pays où deux millions de raquettes sont vendues chaque année. Objectif qui, dit-il, « en assurant une base économique à notre sport, nous donnera une indépendance pour négocier plus vigoureusement des contrats égaux et loyaux avec les deux grands partenaires que sont l'Etat et le commerce ».

J.-J. B.

(1) Chez les féminines, la domination chinoise est toujours sans partage : Jiao Zhi Min a battu sa compatriote Dai Lili en finale (21-13, 21-18).

SKI DE FOND

Du côté de chez Svan

De notre envoyé spécial

La Bresse. — Il aura fallu une heure, trente minutes et cinquante-sept secondes au suédois Gunde Svan pour couvrir la distance de trente kilomètres proposée en guise de troisième étape de la Coupe du monde de ski de fond. Son succès, enregistré samedi 11 janvier sur la piste de La Bresse, a avec un avantage de trente-quatre secondes sur le Soviétique Vladimir Smirnov, n'étonne personne. Gunde Svan avait déjà survolé les deux courses précédentes, au mois de décembre.

Les éléments étaient déchaînés. Pluie et vent battaient les sommets vosgiens arrondis. Des conditions idéales pour vérifier que les fondeurs peuvent être parfois de véritables forçats de la neige, surtout lorsque cette dernière fuit sous les spatules, produisant un désagréable effet de pataugeoire.

Gunde Svan est un phénomène de vingt-quatre ans, dont l'actif de victoires — seize au total depuis le début de l'hiver — lui assure un portefeuille assez solide pour que ses compatriote suédois lui faissent fête comme ils avaient pu le faire pour Bjorn Borg. La comparaison entre les deux hommes est évidente. Gunde Svan dégage le même sentiment d'invincibilité.

Son triomphe à La Bresse a renforcé l'idée que Gunde Svan mériterait d'être placé désormais hors concours. En retard de vingt-cinq seconde au vingtième kilomètre sur le battant soviétique Vladimir Smirnov, nouveau leader d'une équipe renouvelée à la suite de ses très mauvais résultats de l'hiver dernier, l'« *empereur des traces* » engagea, à partir de là, une véritable partie de bras de fer.

La tourmente lui semblait étrangère. Il était bien le seul à glisser dans cet état d'esprit. Tous les autres souffraient. Le Français Dominique Locatelli en devint même catarrheux au point de remiser rapidement son dossard. Personnage essentiel de l'épreuve d'enfer, Vladimir Smirnov consomma à vitesse accélérée son énergie et il franchit la ligne les bras complètement ramollis.

Fonctionnariat

Le charme du fondeur d'Alma-Ata n'avait opéré que durant les deux tiers de la course. En revanche, celui de Gunde Svan avait été porté à son paroxysme dans le dernier, grâce à de majestueuses poussées simultanées. Ce geste technique consiste à planter les deux bâtons en même temps, presque à hauteur des spatules, à glisser ensuite uniquement à la force des bras. Gunde Svan était le seul à ce moment de l'épreuve à pouvoir s'y adonner avec une féroce ardeur. Il fallait avoir gardé le muscle frais.

Le Suédois recueillait ainsi les dividendes d'une préparation physique exceptionnelle à laquelle il a consacré sept cent cinquante heures de travail depuis le printemps de l'année dernière. Il avait également pris toutes les précautions pour l'alimentation de sa mécanique en absorbant du liquide tous les 5 kilomètres. Posément. Conscient que les trois ou quatre secondes perdues à chaque fois au ravitaillement tenu par ses entraîneurs représentaient, au bout du compte, un gain bien plus important.

Gunde Svan en personne règle ces détails. Il gère en permanence les mille et une contraintes de sa carrière. Il ne fait en cela qu'appliquer les préceptes du lycée ski-études de Jarpen où sont formés les meilleurs fondeurs suédois.

Quel contraste avec les Français, dont la plupart mélangent le sport de haut niveau et l'assistance ! La Fédération française de ski attribue 3,5 millions de francs chaque année à une équipe sur laquelle flottent de pernicieuses attitudes de fonctionnariat. Samedi, elle a coulé dans les traces gorgées d'eau. Un naufrage à peine voilé par la vingt-deuxième place de Philippe Poirot, le plus âgé, dont certains croyaient qu'il avait pris sa retraite.

LLIBERT TARRAGO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Samedi à Paris, lors des championnats d'Ile de France indoors, la sauteuse en longueur Nadine Fourcade a établi une nouvelle meilleure performance française : 6,78 m. A un centimètre de son record en plein-air.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

NATIONALE I A

(Septième tour retour)

*Orthez b. Villeurbanne	99-87
*Stade Français b. Monaco	114-94
*Limoges b. Challans	113-83
*Antibes b. RCF Paris	85-83
*Avignon b. Le Mans	104-87
*Vichy b. Caen	109-98

Classement. — 1. Villeurbanne, 33 pts ; 2. Orthez, Limoges, Monaco, 30 ; 5. Antibes, 29.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Vingt-sixième ournée)

*Auxerre b. Rennes	1-0
*Nice b. Nancy	3-1
*Brest et Paris-SG	1-1
*Bastia et Metz	1-1
*Toulouse b. Monaco	2-1
*Lille b. Toulon	1-0
*Bordeaux b. Strasbourg	1-0
*Laval et Nantes	0.0
*Le Havre b. Lens	3-0
Sochaux b. *Marseille	2-1

Classement. — 1. Paris-SG, 42 pts ; 2. Nantes et Bordeaux, 36 ; 4. Lens, 30 ; 5. Auxerre, 29.

Deuxième division

(Vingt-troisième journée)

GROUPE A

Saint-Etienne b. Le Puy	3-1
*Montpellier b. Alès	2-0
*Gueugnon et Sète	0-0
*Nîmes b. Thonon	4-0
*Béziers b. Montceau	1-0
*Chaumont b. Cannes	3-0
*Tours et Martigues	0-0
*Grenoble et Istres	3-3

(Lyon-Red Star a été reporté en raison du match de Coupe de France (huitième tour), Plancoët-Red Star.)

Classement. — 1. Saint-Etienne, 32 pts ; 2. Alès, 30 ; 3. Montpellier et Sète, 28 ; 5. Lyon, 27.

GROUPE B

*RC Paris b. Niort	1-0
*Guingamp b. Sedan	3-0
*Mulhouse b. Besançon	3-2
*Caen b. Orléans	3-2
*Lorient b. Limoges	1-0
*Reims b. Rouen	1-0
*Abbeville b. Dunkerque	1-0
*Valenciennes b. Quimper	2-0
*Angers b. Beauvais	3-1

Classement. — 1. RC Paris, 40 pts ; 2. Guingamp, 36 ; 3. Mulhouse, 33.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A

(Seizième journée)

Seule équipe encore invaincue du championnat, Agen a subi sa première défaite, dimanche 12 janvier, à Dax (12-3).

POULE 1

**Mont-de-Marsan b. Romans*	*18-6*
**Graulhet b. Narbonne*	*13-7*
**Boucau b. Lombez-Samatan*	*44-19*
**Toulouse b. Brive*	*18-6*
**Béziers b. Bagnères*	*26-3*

Classement. — 1. Toulouse, 40 pts ; 2. Narbonne, 38 ; 3. Béziers, 37.

POULE 2

*Oloron b. Lavelanet	19-10
*La Voulte b. Toulon	16-12
*Biarritz b. Pau	25-13
*Valence b. Castres	15-12
Bayonne b. Hyères	24-16

Classement. — 1. Toulon, 37 pts ; 2. Valence, 35 ; 3. Biarritz, 34.

POULE 3

*Nîmes b. Lourdes	30-0
*Dax b. Agen	12-3
*Tulle b. Tyrosse	13-9
*Aurillac b. Hagetmau	12-0
*Le Creusot et Montauban	15-15

Classement. — 1. Agen, 45 pts ; 2. Nîmes, 36 ; 3. Aurillac, Lourdes, 34.

POULE 4

*Tarbes b. Bègles-Bordeaux	25-3
Nice b. *Grenoble	13-9
*Marmande b. Bourgoin	17-7
*Montferrand b. Perpignan	13-3
*Carcassonne et Racing CF	7-7

Classement. — 1. Montferrand, 40 pts ; 2. Perpignan, 39 ; 3. Racing-CF, 35.

Ski alpin

Le Suédois Johan Wallner a remporté le slalom de coupe du monde de Berchtesgaden (RFA) devant le Yougoslave Bojan Krizaj et le surprenant Français Daniel Moujel.

A Badgastein (Autriche), la Suissesse Maria Walliser a devancé les Autrichiennes Winkler et Gutensohn dans la descente, tandis que le slalom spécial était remporté par l'Autrichienne Anni Kronbichler devant les Suissesses Erika Hess et Vreni Schneider.

culture

CINÉMA

Reprise des « VISITEURS », d'Elia Kazan

Une histoire sans raison

En 1977, *le Dernier Nabab*, d'Elia Kazan, avec Robert De Niro, inspiré du roman inachevé de Francis Scott Fitzgerald, fut salué comme une des meilleures réussites de son auteur et un sommet de l'autocritique hollywoodienne. Le précédent film de Kazan, *les Visiteurs* (1972), bien que remarqué à Cannes, n'avait reçu qu'un accueil discret. La sobriété de son style détonnait dans l'univers souvent très lyrique de Kazan (*Un tramway nommé Désir, Sur les quais, A l'est d'Eden, l'Arrangement*), dont le chef-d'œuvre flamboyant reste *la Fièvre dans le sang*.

Avec une grande économie de moyens, dont il s'explique dans l'entretien qu'il nous a accordé, Kazan racontait une histoire « simple » et absurde, montrait sans démontrer : un couple vit dans une maison du Connecticut, isolée dans la campagne. L'homme, Bill, est revenu du Vietnam, il ne parle jamais de cette sale guerre avec sa femme. Ils ont un bébé.

Le beau-père de Bill, écrivain à succès et propriétaire des lieux, habite le chalet voisin. Un matin d'hiver, une voiture s'arrête dans la neige devant la maison. Deux « visiteurs » en descendent. Ce sont d'anciens compagnons de régiment de Bill. Ils sortent de prison.

Deux ans plus tôt, ces deux hommes étaient, avec Bill, engagés dans une opération de reconnaissance dans un village vietnamien. Ils avaient pris en otage une jeune fille soupçonnée d'être une Vietcong, l'avaient violée et tuée. Bill, qui n'avait pas participé à ce crime, les avait dénoncés au commandement américain. Que viennent chercher les deux visiteurs ? L'un affirme vouloir tout oublier, l'autre reste menaçant et muet. Avec la complicité naïve du beau-père, qui méprise Bill et admire ces deux têtes dures qui lui rappellent le bon vieux temps de sa guerre à lui, se crée une *ambiance d'amitié virile*, assez alcoolisée, qui tourne vite à la violence.

Le visiteur taciturne finira par régler, à coups de poings, ses comptes avec Bill, avant de violer sa femme, pas si résistante au demeurant, dans un premier temps du moins. Après quoi, les visiteurs s'en vont comme ils sont arrivés, sans bruit, sans châtiment, presque sans raison.

On connaît, à satiété, le passé, la faute de Kazan, qui reconnut en janvier 1952, devant la commission du sénateur McCarthy, avoir appartenu au Parti communiste américain pendant dix-neuf mois, et livra, le 10 avril, quinze noms de ses ex-camarades.

A l'époque, être inscrit sur la liste noire équivalait à un arrêt de mort professionnelle. Beaucoup ne lui pardonnèrent jamais cette lâcheté, dont il s'expliqua, souvent de façon contradictoire, notamment dans *Kazan par Kazan*, de Michel Ciment (Ramsay). Le passionnant, dans *les Visiteurs*, réside peut-être dans le regard que ce « traître », comme le désigna jusqu'au bout Orson Welles, osa porter à chaud sur l'Amérique, au moment même où Nixon relançait les bombardements. Bien avant que d'autres comme Coppola ou Cimino, avec quelques années de recul et beaucoup de millions de dollars en *plus*, fassent deux grands films sur le Vietnam – *Apocalypse Now* et *Voyage au bout de l'enfer* – infiniment plus spectaculaires (*showy*, dit Kazan ; à la fois visuel et un peu tape-à-l'œil) que *les Visiteurs*.

Il fallait sans doute que le show investisse l'histoire pour qu'un peuple aussi puissant accepte enfin le récit de sa défaite. D'où l'échec immédiat des *Visiteurs* et son intérêt aujourd'hui.

M. Br.

« Il y a toujours un prix à payer pour tout »

« C'est un film qui a été complètement rejeté en Amérique au moment de sa sortie, en 1972. Il n'est resté qu'une semaine à l'affiche, dans une seule salle à New-York. Je dérangeais tout le monde. C'est pourtant un très bon film. Un jour j'ai montré à mon fils Chris quelques lignes dans le journal et il en a tiré un script en trois semaines. Nous avons tourné en huit semaines dans ma propre maison, dans le Connecticut, là où vit Chris à présent, en utilisant du super 16 mm, « gonflé » ensuite en 35 mm, ce qui donne un grain à l'image. Je voulais *prouver aux producteurs qu'on pouvait* réaliser un film presque sans argent et j'y suis parvenu. Le tout a coûté 175 000 dollars, une somme dérisoire dans ce métier où l'on dépense plus que cela en buffets et cocktails. Les acteurs étaient inconnus. Certains le sont restés, d'autres ont réussi comme James Woods ou Steve Railsback. Le « père » était un vieil acteur au chômage, il est mort depuis, et le portoricain, un chauffeur de taxi qui rêvait de cinéma, doit être encore au volant de son taxi entre Harlem et Manhattan.


XAVIER LAMBOURS.
ELIA KAZAN.

– Il n'y a pas de « morale » explicite dans votre récit.

– Non. Pas de message, pas de conclusion. Je suis un partisan de l'ambivalence, de l'ambiguïté. Je ne crois pas aux fins heureuses, ni aux fins malheureuses, parce que la vie continue après les « fins ». L'idée est qu'il y a *toujours un* prix à payer pour tout, tôt ou tard. Parfois on paie longtemps après pour ce qu'on a fait. Je ne mets pas de conclusions dans mes livres non plus. Le film a été considéré comme pessimiste à l'époque, parce que *les Visiteurs* montrait que l'Amérique n'avait pas fini de payer le prix de la guerre au Vietnam. De fait elle le paie encore maintenant. Elle est toujours troublée, pleine d'amertume. Comment sommes-nous entrés dans cette guerre ? Combien de disparus, combien d'enfants morts ? Il y a tant de colère confuse, je ne pouvais pas être optimiste. Et la honte de la guerre, par-dessus le marché... On a très peu écrit sur le Vietnam. Plus tard, oui, il y a eu pas mal de films, mais pas aussi bons que le mien, à mon avis. *Apocalypse Now* est formidable, même si je déteste la dernière demi-heure avec Marlon Brando, gras et chauve et divaguant, tout le reste est plendide, et j'admire Coppola, un homme merveilleux, un ami. *Apocalypse Now* est beaucoup plus spectaculaire que *les Visiteurs*, mais je préfère mon film : je serre là de plus près la réalité de ce qu'a été le Vietnam pour les Américains, le prix de la guerre en Amérique.

– Vous avez plusieurs fois déclaré que vous souhaitiez l'avènement d'une « forte gauche non communiste ». En voyez-vous quelque exemple en Europe ?

– Je connais mal l'Europe, j'y viens trop rarement pour en parler. Je lis le *Manchester Guardian*, où il y a des extraits de journaux européens comme *le Monde*. Ce qui m'intéresse, en fait, c'est qu'en Amérique d'anciens communistes disent : *« Nous avions tort, notre dévotion à Staline était une erreur. »* Et qu'ils reconnaissent que Staline a tué autant de juifs que Hitler. J'ai lu qu'Yves Montand avait dit : *« Il y avait beaucoup de choses que nous savions et que nous taisions. »* C'est pire que tout d'avoir à se bâillonner soi-même. Cela me rend fou de voir comment les intellectuels américains ont dû mentir, se mentir entre eux, se mentir à soi. Et je me compte dans le lot. Alors, le *socialisme*, vous savez... Mitterrand est peut-être à gauche, mais juste à gauche du centre. Et quand il invite ce Polonais qui tue les syndicalistes de son pays, qu'est-ce que ça veut dire ? Autant dîner avec Pinochet. La Pologne est un pays où les ouvriers sont aussi opprimés, la police aussi cruelle qu'au Chili.

– Quel est votre prochain livre ?

– J'ai fini une longue autobiographie qui sortira chez Knopf en 1987. Le premier jet fait 1 500 pages, il faudra élaguer un peu, je ne suis pas Churchill ni Kissinger. Mes romans, mes films, ont toujours été autobiographiques, mais de façon détournée. Cette fois, je vais droit au but, je dis « je », j'ai fait ceci ou cela, etc. Après je ferai encore un roman et un film d'après ce roman. Je raconterai l'histoire d'un moment de mon peuple, entre *America, America* et *l'Homme d'Anatolie*. Et je me reposerai. Parce que j'ai soixante-seize ans maintenant. Je suis en forme, mais vers les quatre-vingts, je serai peut-être fatigué. »

Propos recueillis par
MICHEL BRAUDEAU.

THÉATRE

« VINCENT ET L'AMIE DES PERSONNALITÉS », de Robert Musil

Les plumes de l'arc-en-ciel

Robert Musil, aux yeux du public français, est surtout l'auteur autrichien de deux romans, *les Désarrois de l'élève Törless* et *l'Homme sans qualités*.

Il a écrit un peu de théâtre, mais sans une vraie conviction. Il pensait que le roman et le cinéma étaient capables, bien plus que le théâtre, de s'en prendre à l'essentiel, c'est-à-dire *« non pas nos sentiments et nos expériences vécues, mais la ténacité silencieuse avec quoi nous les affrontons »*.

Musil pense que les chances de découvrir, de méditer, que propose une pièce de théâtre, sont beaucoup plus pauvres que celles qu'offre la lecture d'un roman. Il dit que jamais un auteur dramatique n'a pesé sur l'évolution des idées, sur l'enchaînement des choses, comme peut le faire un écrivain, – il prend l'exemple de Dostoïevski.

Le cinéma, observe-t-il d'autre part, laisse en nous des traces plus persistantes. Musil n'analyse pas l'investissement de notre psychosoma par les combinaisons de la lanterne magique et de la toile blanche. Mais il avance une raison technique : l'acteur, au théâtre, interprète *une pièce par exemple cent fois*, et chaque spectateur ne le voit jouer qu'une fois sur cent, si bien qu'il a une chance sur cent d'assister à la meilleure performance de l'acteur, au lieu qu'un metteur en scène de cinéma, sur le lieu du tournage, peut, s'il le veut, faire rejouer cent fois chaque scène par l'acteur, mais la scène que nous verrons sur l'écran sera la meilleure, le metteur en scène l'aura choisie entre cent, c'est elle qui figure dans la copie finale.

D'une leçon et d'une autorité plus faibles que le roman, d'un style et d'une emprise plus faibles que le cinéma, le théâtre, selon Musil, doit s'orienter sur une voie propre, étroite. Il semble qu'il se réfère à un souvenir de l'enfance : un petit automate, un cheval, longuement contemplé dans la vitrine d'une confiserie. Cet automate *« communique à l'âme enfantine, par des voies irréelles, un éclat que rien n'égalera jamais plus tard »*.

Un « nouvel humour »

Lorsque Musil sera devenu un écrivain, il retrouvera tout de même quelque chose de cet automate chez les acteurs, en tournée à Vienne, d'un « cabaret russe », – acteurs qui enchaînent des gestes privés de sens immédiat. *« Dans la mesure*, écrit Musil, *où ce dadaïsme reflète vraiment une extraordinaire invention plastique et un pouvoir rigoureux de coordination des détails, il produit une espèce d'hébétude magique avec une étonnante combinaison de sens et de non-sens... L'esprit de Stanislavski, en passant du théâtre au divertissement, devient une sorte d'espace déformant, non euclidien, où l'on tâtonne, pour se retrouver, soudain, régénéré. »*

Cette vue particulière du théâtre s'articule, chez Musil, avec la recherche d'un « nouvel humour » propre à la scène dans les années 1920-1930. *« L'ancien humour*, dit Musil, *raillait immanquablement des phénomènes individuels, il était tacitement admis qu'aux extravagances dépeintes correspondait quelque part une normalité qui n'avait été que passagèrement abandonnée. L'humour qui se fait jour à notre époque, au contraire, c'est justement l'ensemble qu'il refuse de prendre au sérieux... il vise l'espace tout entier. »* Selon Musil, *le Malade imaginaire* de Molière appartient à l'ancien humour, et le *nouvel est présent dans certains passages* de *Knock*, de Jules Romains.

Du temps où Musil travaillait déjà à son grand roman *l'Homme sans qualités*, il écrivit une pièce de théâtre, *Vincent et l'amie des personnalités*, dont certains thèmes recoupent ceux du roman en cours. *« Tous les autres sont peints d'une seule couleur*, dit Vincent, *moi je suis un arc-en-ciel. Et pour peu que je soulève mes plumes, bien entendu, chacun me croit de sa couleur. »*

Musil a déclaré que cette pièce, *Vincent et l'amie des personnalités*, est une farce, *« une bouffonnerie, une tentative pour étirer l'idiotie théâtrale au point d'y faire des déchirures par lesquelles laisser deviner quelques perspectives plus graves ». Et il laissait supposer des interférences entre cette pièce et le « nouvel humour »*.

En prétendant cela, il est possible que Musil nous ait menti sciemment (pourquoi pas), ou se soit menti à lui-même, afin d'atténuer à ses yeux l'échec de *Vincent*. La pièce est laborieuse, compliquée, bavarde, pas drôle pour un sou. C'est une pièce à thèse, maquillée sous quelques fantaisies en l'air.

Bien sûr, *si de grands acteurs* jouaient *Vincent*, nous verrions tout de même une grande pièce, parce que c'est ca, le théâtre. Musil n'est pas n'importe *qui*, et des grands acteurs et Musil, ce serait plus que suffisant. Mais, au théâtre de l'Athénée, dans la mise en scène d'Alain Bézu, la pièce est décorée, interprétée, d'une façon tout ce qu'il y a de déroutante.

De là à déconseiller ce spectacle, non, sûrement pas.

A propos, Robert Musil recommandait à ses amis, s'ils aimaient vraiment le théâtre, d'aller, tout seuls, voir de bonnes pièces dans des salles vides, et, au contraire, d'assister aux mauvaises pièces dans des salles pleines en compagnie de leurs épouses, *« de même que les agents de police ne s'aventurent qu'à deux dans les quartiers chauds »*.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Athénée, 21 heures.

« TUSS », DE XAVIER MARCHESCHI

L'odeur de l'enfance

Ce sont des fiers-à-bras venus de Corse ou d'ailleurs, de petits hommes qui relèvent le menton et serrent les poings, mais pleurent quand vient la nuit. Loin de leur pays, de leur famille, l'armée, Notre-Dame-du-Coup-de-Sifflet, sainte patrone de l'obéissance et de la discipline, les accueille sous son aile protectrice. Ces enfants de Groupe, embrigadés, encasernés, sous la direction d'un sergent dénommé la Girafe, avancent à coups de trique, à coups de pied, vers l'idéal qu'on leur a destiné : la coloniale, le génie, les chars. Et ceux qui rechignent devront rembourser leurs études. L'armée est généreuse, mais n'aime pas les fortes têtes.

Telle est l'histoire de *Tuss*, cri d'avertissement ou de ralliement des élèves contre la tyrannie des adultes.

Xavier Marcheschi, auteur et metteur en scène de cette pièce, a réalisé un spectacle si naïf, à la fois mélancolique et cruel, si astucieux quant à l'organisation de l'espace scénique qu'on en oublie le caractère trop systématique de ses personnages : la Girafe et les Enfants – interprétés par quatre jeunes femmes, – d'affreux jojos à la mie de pain. Ce qui compte ici, ce sont des odeurs d'enfance : odeur de la craie, de graillon des cantines ; et des souvenirs : amitiés, premiers émois, reflets des boutons dorés des orphelins marchant dans un crépuscule.

Ca. B.

(*) Théâtre de la cité internationale, La Resserre, 20 h 30.

MUSIQUE

« SAINT-MARTIN-IN-THE-FIELD », AU THÉATRE DE LA VILLE

Du côté de Trafalgar Square

Les fameux concerts de 18 h 30 furent inaugurés par Jean Mercure au Théâtre de la Ville pour permettre à la *population laborieuse* d'entendre une heure de musique entre la fin d'une journée de travail et le retour au foyer. Ils remportèrent un succès *immédiat* et furent beaucoup imités.

Gérard Violette a étendu la formule au dimanche avec le même succès tant est grand l'appétit de musique chez les gens qui ne peuvent venir au concert en soirée. Et c'est un excellent public, enthousiaste et dépourvu de snobisme, qui écoutait ce dimanche la fameuse Academy of Saint-Martin-in-the-Field, créée d'ailleurs il y a vingt-six ans pour une raison analogue : donner des concerts à midi dans cette accueillante église baroque au clocher de pagode pour la récréation des bureaucrates londoniens de Trafalgar Square.

Neville Marriner a quitté depuis sept ans l'orchestre de chambre qu'il avait fondé. C'est la violoniste Iona Brown qui dirige de sa chaise, en brandissant son archet et en déhanchant son corps au rythme et selon les nuances qu'elle veut imposer.

Peut-être en fait-elle un peu trop pour affirmer une autorité « virile », ce qui donne parfois à ses interprétations un caractère énervé et sec dans les pages les plus vigoureuses. Mais, avec ces quinze instrumentistes à cordes et ce claveciniste de premier ordre, dont l'homogénéité, la transparence et la sonorité ont été polis par tant d'années, le *Concerto grosso op. 6, numéro 4*, de Haendel, chante et soupire délicieusement, et le *Concerto pour deux violons*, de Bach, bondit avec allégresse, même si Iona Brown et Malcolm Latchem déploient plus de charme que de grandeur dans le largo.

Quant aux *Variations sur un thème de Frank Bridge*, de Britten, elles étincellent de malice et d'entrain avec ce goût acidulé de bonbon anglais que le compositeur a généreusement prodigué aussi bien dans la bourrée et l'aria italienne que dans la valse viennoise et la fugue.

JACQUES LONCHAMPT.

★ L'Académie donnera deux programmes différents au Théâtre de la Ville, lundi 13 et mardi 14 janvier, à 18 h 30.

POUR SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE

L'Orchestre national de Lille aime le boogie

L'Orchestre national de Lille dirigé par Jean-Claude Casadesus a célébré son dixième anniversaire vendredi et samedi 11 janvier en compagnie d'invités venus d'horizons divers dans la capitale du Nord. Barbara Hendricks a chanté *Summertime* et les jeunes élèves des conservatoires de la région ont accompagné Jacques Higelin dans *Pierre et le Loup*. En vrai baladin qui croit en la grâce des rencontres, Higelin *s'est glissé naturellement* dans le conte musical de Prokofiev, et il l'a transformé en un cercle magique, récitant, dansant, mimant, inventant, courant dans la salle, sautant une rambarde, enjambant une rangée de fauteuils, créant des rapports beaux et fragiles avec un jeune public si enthousiaste que le chanteur dut reprendre une deuxième fois toute l'histoire.

Ce coup de cœur entre l'artiste et le spectateur s'est reproduit et multiplié le lendemain quand Jean-Claude Casadesus a présenté un spectacle où tous les genres se mariaient allégrement : rock, classique, jazz, musique contemporaine, soulignant ainsi une unité de toutes les musiques. Entre des extraits de *la Damnation de Faust*, de Berlioz, du *Sacre du printemps*, de Stravinski, des *Tableaux d'une exposition*, de Ravel et des *Intégrales*, de Varèse, l'Orchestre national de Lille accompagna le groupe de rock régional Stocks jouant *Elle aime le boogie*, Manu Dibango et son saxophone, Bernard Lavilliers glorifiant *la Danse*, et Jacques Higelin chantant *« Tu es la beauté insoumise, rebelle comme un cri d'enfant (...) Tu es la beauté flamboyante qui rougit le ciel au matin (...) Tu es la beauté que j'adore car elle m'a appris à aimer. »*

Ces rencontres insolites se sont terminées en forme de jam session avec tous les artistes et un groupe sénégalais de percussions amené à Lille par Jean-Claude Casadesus après sa première tournée en Afrique noire. – C. F.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES AUTRES, Bondy, salle Malraux (48-47-18-27), 21 h.

LORENZACCIO, Saint-Denis, TGP (42-43-00-51), 20 h 30.

LES DEUX COUSINES, Beaubourg (42-77-12-33), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : le Balcon.

☞ CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer, 21 h : Récitations-Conversations : Poésie, C. Nicoïdski.

BEAUBOURG (42-77-12-33) : Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : (17 h 30) : l'Orchestre noir, de S. Lejeune ; 16 h : Albert Cohen, de M. Soutter ; 19 h : Televessel, Prod. Pologne/Belgique ; Vidéo-Musique : 16 h : Madame Butterfly, de Puccini ; 19 h : Ram Narayan, de J.C. Bonfanti ; Sa Re Ga, de M. Kabir, G. Mahn ; Cie Laurence Février : à 20 h 30 : les Deux Cousines, de Italo Svevo ; Cinéma : Auteurs, acteurs du cinéma de Trieste : Voir rubrique Festival de cinéma.

Les autres salles

☞ ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.

☞ CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22), 20 h 30 : le Monologue d'Adramelech.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : le Confort intellectuel.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ ESSAÏON (42-78-46-42), 20 h 30 : Il était une fois... un cheval magique.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

☞ LUCERNAIRE (45-44-57-34). I. 20 h : C'est rigolo. – II. 18 h et 20 h : Pardon M'sieur Prévert ; Petite Salle, 21 h 30 : Piano Solo.

☞ *MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 :* l'Eternel Mari.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gigi.

PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), 21 h : A la recherche du temps porain.

☞ TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). *I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.* – II. 20 h 30 : Huis clos.

☞ THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, Hommage à E. Lubitsch : The shop around the corner (V.o. s.-t.f.) ; 19 h, Hommage à Jean Negulesco : Humoresque (v.o.).

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

L'ARROSEUSE ORANGE (Hongrois, v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

BATON ROUGE (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

BILLY ZE KICK (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

LES BONS DÉBARRAS (Can.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU (Fr.) (**) : Cinévog St-Lazare, 9e (48-74-77-44).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA CAGE AUX FOLLES No 3 (Fr.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 13 janvier

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COCOON (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CUORE (It., v.o.) : *Forum Orient Express,* 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42).

LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Chatelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise 11e (47-00-89-16).

KALIDOR (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CAVIAR ROUGE, film français de Robert Hossein, Forum Orient *Express, 1er (42-33-42-26) ; Grand* Rex, 2e (42-36-83-93) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, *14e (45-39-52-43) ; Montparnasse* Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ENCHAÎNÉ (**), film italien de Giuseppe Patroni Griffi (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-*45-91) ; Convention Saint-Charles,* 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

EN PLEIN CŒUR (inédit), film allemand de Doris Dorrie (v.o.) : République, 11e (48-05-51-33).

GARÇON CHOC POUR NANA CHIC, film américain de Rob Reiner (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-77-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'HONNEUR DES PRIZZI, film américain de John Huston (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (45-02-12-15) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, *15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont* Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gau*mont Convention, 15e (48-28-*42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

INVASION USA, film américain de Joseph Zito (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE MEDECIN DE GAFIRÉ, film malien-nigérien de Mustapha Diop (v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

ORIANE, film franco-vénézuélien de Fina Torres, Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

OURAGAN SUR L'EAU PLATE, film britannique de Dick Clement (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SOULIER DE SATIN, film franco-portugais de Manoel de Oliveira, *Ciné Beaubourg, 3e (42-71-*52-36) ; Bonaparte, 6e (43-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Lincoln, 8e *(43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e* (43-20-30-19).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pagode, 7e (45-07-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e *(43-35-21-21) ; Gaumont Sud, 14e (43-*27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Images, 18e (45-22-47-94).

*EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-*V, 8e (45-62-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

EXPLORERS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES GOONIES (A., v.o., v.f.) : Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-52-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

HAREM (Fr., v. angl.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

LUNE DE MIEL (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

MOI VOULOIR TOI (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-*Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont* Sud, 14e (43-27-84-50).

MUSCLOR ET SHE-RA, LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NIGHT MAGIC (Can.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; République Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : St-André des Arts, 6e (43-26-80-25) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA PARENTÈLE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

PASSAGE SECRET (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PIZZAIOLO ET MOZZAREL (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

PROFS (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

RAMBO II (A.) : Paramount City, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40).

RAN (Jap., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Colisée, 8e (43-59-29-46).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UCG Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-58-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

RIO ZONE NORD (Brés., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; République, *11e (48-05-51-33).*

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

ROUGE BAISER (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

SANTA CLAUS (A., v.f.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

SCOUT TOUJOURS (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SILVERADO (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) (h. sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; Saint Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TARGET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-90-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (45-51-99-75) ; Images, 18e (45-22-47-94).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

TONNERRES LOINTAINS (Indien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e *(43-59-19-08)* ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

UNE SAISON ITALIENNE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Studio Champollion, 5e (43-26-84-65).

VERTIGES (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

WITNESS (A. v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Les mots et les psychoses

« La conversation qui constitue le traitement psychanalytique ne supporte pas d'auditeurs. ». Le jugement de Freud est sans appel. Pas question de violer l'intimité du patient : *« ce qu'il doit, en tant que personne sociale autonome, cacher aux autres et ce qu'il ne veut pas avouer à lui-même »*. D'où la gageure acceptée par Dominique Frischer en présentant — pour la première fois à la télévision — une série de trois émissions sur la psychanalyse.

Double gageure, en vérité : comment amener des analysés à témoigner de leur expérience en public ? Comment traduire des mots (la psychanalyse) en images (la télévision) ? Sans être concluant, le pari est largement tenu. Les deux premières émissions, qui passent cette semaine, donnent la parole à six analysés « côté divan », qui ont consacré entre six et quinze ans de leur vie, et une bonne part de leurs revenus, à une cure psychanalytique, considérées comme ultime recours contre des souffrances morales ou physiques qui peuvent mener au suicide ou à la folie.

Des cas classiques. Une fille angoissée par des problèmes sexuels, un garçon rejeté par ses parents, une femme qui refuse la maternité. Le plus spectaculaire : le célèbre architecte Roland Castro, ex-maoïste révolutionnaire, explique comment, *« pour sortir de la merde, en évitant le pire, le suicide, la mort »*, il a fait une analyse avec Jacques Lacan, *« image de père convenable »*, pour le modique somme de 30 millions de centimes en sept ans en échange de séances de *une à vingt minutes !* Tandis que les patients se racontent en détail, l'analyste Jean-Pierre Winter *décode leur témoignage* et explique, en des termes compréhensibles, le transfert, le complexe d'Œdipe, le rôle du rêve, les symptômes psychosomatiques...

La troisième émission, « côté fauteuil », présente les analystes, à commencer par le père fondateur qui, situé à l'intersection des cultures juive, gréco-latine et allemande, a *« inventé la psychanalyse en réaction à l'hypocrisie viennoise »*. Sept praticiens acceptent, également pour la première fois, de parler de leur profession, sans esquiver les questions taboues de leurs relations avec le patient, le problème de l'argent, la durée de la cure comme celle des séances.

Malgré quelques longueurs et *redites, ces émissions ont le* mérite de montrer les limites de la psychanalyse, ses échecs et ses dangers, mais aussi ses espoirs et ses grandeurs. Et cela après une série d'émissions et de débats à la télévision, sur le cerveau notamment, qui tendait à tout expliquer par la neurologie et le biologique. Voilà l'inconscient à nouveau à l'honneur. A la bonne heure !

ALAIN WOODROW.

★ « Voyages intérieurs » : la psychanalyse « côté divan » I et II, mardi 14 janvier à 22 heures et mercredi 15 janvier à 21 h 30 ; la psychanalyse « côté fauteuil », mardi 21 janvier à 22 heures, TF 1.

Lundi 13 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : la Soupe aux choux.
Film français de Jean Girault (1981), avec L. de Funès, J. Carmet, J. Villeret, C. Dejoux, C. Gensac.
Un extraterrestre atterrit chez deux vieux paysans du Bourbonnais. Cette soupe aux choux n'est qu'un brouet nauséabond, une farce grossière. On en est triste pour les acteurs.

22 h 25 Etoiles et toiles.
Emission de F. Mitterrand et M. Jouando.
Au sommaire : Mayo (une interview du costumier de cinéma, illustrée d'extraits de films) ; Ciné lingerie masculine ; Jean-Louis Berthaud (un autre costumier, créateur des robes de Rita Hayworth dans Gilda, *de Charles Vidor) ; Tirelli (encore un costumier, mais italien).*

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

23 h 35 RFE.
Quand l'entreprise fait du cinéma.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : Nuits secrètes.
De B. Hale (2e partie). Avec B. Armstrong, A. Dombasle... d'après le best-seller de Shirley Conran.
Une jeune femme, devenue une actrice célèbre après une vie mouvementée, recherche sa mère, pour se venger d'elle.

22 h 25 Série : Pays d'octobre, choses vues dans le Mississippi.
Réal. Bertrand Tavernier et Robert Parrish.
Deuxième volet : la religion. La petite ville d'Oxford a su garder ses traditions, notamment celles des chants religieux. Bertrand Tavernier et Robert Parrish en ont rapporté des exemples superbes, en montrant comment ces cérémonies religieuses ont influencé les leaders politiques noirs comme Martin Luther King ou Malcolm X.

23 h 15 Journal.

23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : les Aventuriers.
Film français de Robert Enrico (cycle : le cinéma français et ses stars) (1966), avec A. Delon, L. Ventura, J. Shimkus, S. Reggiani, P. Crauchet.
Deux hommes et une femme, qui ont échoué dans leurs entreprises en France, partent à la recherche d'un trésor englouti au large des côtes du Congo. L'amitié, les aventures et le désenchantement d'idéalistes invétérés. Le ton est original, les acteurs portent une certaine nostalgie.

22 h 30 Journal.

22 h 50 Série témoins : Albert Cohen.
De Danièle Delorme, réal. M. Soutter.
L'académicien Albert Cohen est interviewé par Irène Lichtenstein et Jean-Claude Moulin. Né en 1895, Albert Cohen est connu pour Belle du Seigneur, Paroles juives *(1921),* Solal *(1930),* Ezéchiel *(1933),* Mangeclous *(1938),* le Livre de ma mère *(1954),* les Valeureux *(1969),* O vous frères humains *(1972)* et ses Carnets *(1979).*

23 h 45 Prélude à la nuit.
Trois mélodies de Richard Strauss par Jo-Ann Pickens, soprano, et Mary Dibben au piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Cinéma : le Point de non-retour, de J. Boorman ; 17 h 30, Actualités de jadis (1950) ; 17 h 40, La mémoire aux images ; 18 h, Sports ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, le Téléphone sonne toujours deux fois, film de J.-P. Vergne ; 22 h 15, Etoiles et buts ; 22 h 30, Boxe ; 23 h 30, Football américain ; 1 h 30, les Favoris de la lune, film de O. Iosseliani.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Witkiewicz, l'inassouvissement ou le fantôme torturé par un psychanalyste amateur.

21 h 30 Latitudes : les Tziganes de Paris.

22 h 30 La nuit sur un plateau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Palais-Royal de Madrid) : *Quintette à cordes en ut majeur*, de Boccherini ; *Quatuor à cordes en sol majeur*, de Mozart ; *Quintette pour deux violons, alto, deux violoncelles en ut majeur*, de Schubert, par le Quatuor Orlando, Ch. A. Linale et H. Oberdokfer, violons, F. Erblitch, alto, S. Metz, violoncelle et K. Georgian, deuxième violoncelle.

23 h Les soirées de France-Musique : Petit journal de 1924.

Mardi 14 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Le commissaire Moulin.
Scénario et adapt. P. Andreota, réal. A. Dhenaut. Avec N. Benedetti, J. Berthier, G. Montagné... (rediff.).
Le commissaire Moulin découvre, à la suite de l'assassinat du directeur d'une importante maison de couture, un étrange monde de conflits et de rivalités.

22 h 25 Série : Voyages intérieurs.
De D. Frischer, réal. M.-H. Rebois.
(Lire notre article.)

23 h 20 Journal.

23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma : les Aventures de Rabbi Jacob.
Film français de Gérard Oury (1973), avec L. de Funès, G. Giraud, S. Delair, M. Dalio, R. Montagnani.
Un industriel qui a sauvé, malgré lui, la vie d'un leader arabe est, ensuite, pris pour le parent new-yorkais d'une famille juive de Paris. L'équipée de Louis de Funès (qui ne fut jamais aussi génial !) fait apparaître une satire des préjugés racistes et xénophobes de la société française. Le meilleur film de Gérard Oury, par l'alliance du burlesque et de la réflexion morale.

22 h 20 Mardi cinéma.
Avec Carole Bouquet, Guy Bedos, Robert Hossein, Christine Pascal.

23 h 20 Journal.

23 h 45 Bonsoir les clips.

0 h 15 Tennis : tournoi des Masters.
A New-York.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : King Kong.
Film américain de John Guillermin (1976), avec J. Bridges, J. Lange, C. Grodin, J. Randolp, R. Aubernojois.
Les membres d'une expédition scientifique abordent sur une île où règne un gorille géant auquel les indigènes offrent une jeune femme en sacrifice. Ne pas chercher l'onirisme, le surréalisme, l'érotisme et l'irremplaçable version de 1933. Mais les effets spéciaux sont du grand spectacle, et Jessica Lange trouble, émeut.

22 h 50 Journal.

23 h 15 Emissions régionales.
A chaque région son programme. Alsace : Focales et regards ; Aquitaine : Munich 1938 ou la fin d'une Europe ; Nord-Picardie : Procès et public ; Paris-Ile-de-France : Un portrait de Maurice Viollette...

0 h 15 Prélude à la nuit.
Concert du MIDEM 85 : Air à variations, *de L. Ducek, interprété par Alice Ader au piano.*

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabou Cadin (et à 11 h 35 et 17 h 20) ; 8 h 30, Lili petit à petit ; 8 h 55, Outland, film de P. Hyams ; 10 h 50, Anarchistes, grâce à Dieu ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, Paroles et musique, film d'E. Chouraqui ; 15 h 40, les Favoris de la lune, film d'O. Iosseliani ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) : 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, Alien, film de R. Scott ; 22 h 35, la Boum n° 2, film de C. Pinoteau ; 0 h 15, D.O.A., film de R. Mate ; 1 h 40, Série : Mike Hammer ; 2 h 25, Superstars.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.

21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment.

0 h 10 Du jour au lendemain : le Pérou.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium 104) : « L'orgue, Liszt... et après » : *Triptyque*, de Lejet ; *Fugue*, de Czerny ; *Allegro et scherzo*, de Beethoven ; *Trio*, de Hiller ; *Wachet auf, Jesus meine Zuversicht*, de Homilius ; *l'Art de la fugue*, de J.-S. Bach ; *Weimar Volkslied*, de F. Liszt ; *Ouverture*, de O. Nicolai et F. Liszt ; *Weinen, Klagen, Sagen, Zorgen, variations sur la basse continue du premier mouvement de la cantate BWV 12 de Bach*, de Liszt, par G. Guillard, à l'orgue.

22 h 30 En direct du Grand Auditorium : l'Univers non tempéré, Alleluias et Offertoires du quatrième au neuvième siècle, par I. Reznikoff, chant.

0 h Les soirées de France-Musique : Brahms, pièces pour piano.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (*le Monde* du 11 janvier).

LE CARNET DU Monde

Naissances

— M. et Mme Jacques BOURGERIE
ont la joie d'annoncer la naissance de

Quentin

le 10 janvier 1986.

14, rue Lagille,
75018 Paris.

Décès

— Mme Paul Bernard,
son épouse,
M. et Mme René-François Bernard,
ses enfants,
Hélène, Paul-Antoine et Pierre-Etienne,
ses petits-enfants,
Mme Catherine Bernard
et ses enfants,
M. et Mme Roger Lebrun,
Les familles Bernard, Lebrun, Bourienne, Gazet et Gely,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du rappel à *Dieu, le vendredi 10 janvier 1986*, de

l'ingénieur général de l'artillerie navale
deuxième section
Paul BERNARD,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
1939-1945,
médaille de la Résistance,
président du comité de rédaction
du Mémorial de l'artillerie française.

à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 janvier à 13 h 45, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, villa de Saxe,
75007 Paris.
28, avenue de Saxe,
75007 Paris.

— Mme veuve Elise Benzakine
et ses enfants,
M. Bourens Gilbert
et ses enfants,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

Claudine BOURENS,
née Benzakine,

survenue le 9 janvier 1986.
Les obsèques auront lieu ce lundi 13 janvier en fin d'après-midi au cimetière de Rosny-sous-Bois.

— Mme Xavier de Courcel,
son épouse,
M. et Mme Dominique de Courcel,
M. et Mme Hugues Catrice,
M. et Mme Hubert de Canecaude,
M. et Mme Martin de Courcel,
M. Gilles de Courcel
et Mlle Sandra Desbois, sa fiancée,
M. et Mme Robert des Dorides,
M. et Mme Wilhem Laxem,
M. Benjamin de Courcel,
ses enfants, ses petits-enfants, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Xavier de COURCEL,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 10 janvier 1986 à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité ce lundi 13 janvier à Paris, suivie de l'inhumation dans la crypte de l'hôpital de Briare (Loiret).

9, rue Emile-Dubois,
75014 Paris.

— Françoise Davydoff, née Maitron,
sa femme,
a l'immense douleur de faire part du décès de

Georges DAVYDOFF,
inspecteur général
de l'éducation nationale,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

survenu le 10 janvier 1986.
Le service religieux aura lieu en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru, Paris-8e, le jeudi 16 janvier à 13 h 45.
Il sera suivi de l'inhumation au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne) à 15 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

15, résidence des Gémeaux,
94260 Fresnes.

— La comtesse d'Estresse de Lanzac,
Le comte et la comtesse Xavier d'Estresse de Lanzac,
et leurs enfants,
La petite sœur Marie-Stéphanie de Jésus,
Le comte et la comtesse François-Philippe de Sainte-Marie d'Agneaux,
leurs enfants et petits-fils,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

comte d'Estresse de Lanzac,
premier président honoraire
de la Cour des comptes,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier de l'ordre du Mérite,
croix de guerre 1914-1918,

pieusement décédé, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obsèques en la basilique de Sainte-Clotilde ont été célébrées dans l'intimité.

— M. et Mme Pierre Kaplan
et leurs enfants,
M. et Mme Freddy Dumas
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Kaplan
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Kaplan
et leurs enfants,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et parente,

Mme Maurice KAPLAN,
née Alice Brille,
docteur en pharmacie,

survenu le 8 janvier 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, allée Jacques-Offenbach,
54420 Saulxures-lès-Nancy.
128 *bis*, boulevard de Clichy,
75018 Paris.
2, square des Mimosas,
75013 Paris.
7, *bis* avenue Anne-Godeau,
91390 Morsang-sur-Orge.

— M. et Mme Jacques Debry
et leurs enfants,
M. et Mme Régis Lefas
et leurs enfants,
L'ingénieur général et Mme André Comolet-Tirman
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Pédraglio
et leurs filles,
M. et Mme Mervin Daub,
M. Patrick-Aubert Lefas,
Tristan, Céline, Stéphane, Frédéric, Christophe et Charlotte,
M. et Mme Henri Sevray,
Le RP Georges Lefas,
M. et Mme Louis Dulong,
Le capitaine de vaisseau (ER) et Mme Marc Lefas,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Aubert LEFAS,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

leur père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, frère et beau-frère, survenu le 11 janvier 1986 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 14 janvier à 10 h 30 en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7e.

L'inhumation aura lieu à Nancy.

Ni fleurs ni couronnes, mais éventuellement offrandes au centre France-Asie, 16, rue Royer-Collard, 75005 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, avenue de la Bourdonnais,
75007 Paris.

— M. et Mme Jean-Dominique Paolini
et leurs enfants,
M. et Mme Alain Millet
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Millet
et leur fils,
Mme Anne-Marie Barker
et ses enfants,
Mlle Sophie Millet
M. Alexandre Millet
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MILLET,

Les obsèques ont eu lieu à Morgny 27150, le mardi 7 janvier 1986, et, selon sa volonté, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Henri Sabeau-Jouannet,
Brigitte Sabeau-Jouannet,
Martine et Guy Lorrain
et leurs enfants,
Anne-Marie Sabeau-Jouannet,
Colette et Marc-Pierre Janicot
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Sabeau-Jouannet,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Henri SABEAU-JOUANNET,

survenu à Paris le 10 janvier 1986 à l'âge de soixante-treize ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi *15 janvier à 8 h 30 en l'église* Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7e, suivi de l'inhumation dans la plus stricte intimité.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Duroc,
75007 Paris.
33-35, rue de Chazelles,
75017 Paris.
13, allée Van-Gogh,
78560 Port-Marly.
6, rue du Général-Bertrand,
75007 Paris.
33, rue Foucher-Lepelletier,
92130 Issy-les-Moulineaux.

Remerciements

— Mme Claude Masouyé,
Ses enfants et sa famille,
profondément touchés par tous les témoignages de sympathie et d'affection reçus lors du décès de

M. Claude MASOUYÉ,

remercient très sincèrement toutes les personnes du soutien qui leur a été apporté dans cette douloureuse épreuve et les prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Avis de messes

— *En souvenir et à la mémoire de*

M. Robert REYNAUD,

décédé le 5 janvier 1986 à Marseille, une messe sera célébrée le vendredi 17 janvier à 10 h 30 en l'église Saint-Pierre de Neuilly, avenue du Roule, métro Sablons.
La famille et la Société STEF, dont il était le directeur général, vous invitent à assister à ce service.

Des dons peuvent être adressés à :
— Hôpital Gustave-Roussy (cancer), rue Camille-Desmoulins, 94805 Villejuif, Cedex.
CCP n° 729-26 Z Paris.

— Hôpital de la Salpêtrière, comptable du Trésor, pour le service cardiologie (Pr Yves Grosgogeat).
CCP n° 9163-12 X Paris.

Communications diverses

— M. André Fontaine, directeur du *Monde*, donnera le mardi 14 janvier à 10 h 30 une conférence sur le thème « *Le Monde* en 1986 » au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Métro Glacière. Libre participation aux frais. Renseignements : tél. : 43-37-14-52.

— Le Père Eloi Messi, dominicain camerounais, donnera le jeudi 16 janvier à 20 h 30 une conférence sur le thème « Religions africaines, christianisme et modernité : quelle théologie chrétienne africaine ? » au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Métro Glacière. Libre participation aux frais. Renseignements : 43-37-14-52.

— Une conférence-débat : « Quelle morale en politique ? », avec Daniel Vernet, rédacteur en chef du *Monde*, et M. Kaltenbach, conseiller à la Cour des comptes et président des associations familiales protestantes, aura lieu le jeudi 16 janvier, à 20 h 30, à la Cité universitaire, Maison du Canada (entrée libre).

LETTRES

La mort de Marcel Arland

(Suite de la première page.)

Arland, lui, c'est un aber à l'heure douce du jusant, une croupe bleutée d'Auvergne, la pétanque à la fraîche avec Paulhan sur les hauteurs de Port-Cros, ou bien Varennes-sur-Amance, son village natal de Haute-Marne, quand, enfant insomniaque, il sort guetter les secrets des bois.

Une lueur rousse sur un tronc : telle est la splendeur suprême goûtée dès la jeunesse et recherchée quatre-vingts ans durant, comme remède à la vie et comme source de la grâce d'écrire. Sur ces premiers émois, sur le village de Varennes au carrefour de la Lorraine et de la Champagne, sur l'éveil par l'école primaire, puis le collège de Langres, on relira *Antarès* et *Terre natale*, tous deux en format de poche : des modèles de prose pudique, intense, maîtrisée.

On peut être intimes et évoluer aux antipodes. Qui eût dit que la première amitié nouée par Arland, en venant à Paris faire sa licence, le serait avec Malraux ? Une amitié forte : c'est Arland qui alertera les pontifes de Pontigny, quand Malraux sera poursuivi pour vols en Indochine. Ils resteront très liés... Mais, en littérature, Arland se montrera aussi ennemi de l'éloquence, des attitudes, du tambourinage, que Malraux les cultivera. Dès leurs visites d'étudiants aux musées, le premier, qui laissera des textes importants sur Chagall, sur son ami Rouault, souffre de la hâte butineuse du second. Quand, ensemble, ils fondent en 1923 la revue *Aventure*, puis *Dés*, Malraux et les autres, Vitrac, Crevel, Limbour, se laissent tenter par le dadaïsme, bientôt le surréalisme, au lieu qu'Arland, comme Caillois, entend ne puiser dans le « *charnier spirituel de l'ombre* » que sous le contrôle de la raison, elle-même soumise à une morale. « *Je ne conçois pas de littérature sans éthique.* »

L'esprit NRF

Telle est la conception que cet ascète se forme de l'écriture, érigée en absolu, en religion. Un tel idéal, aujourd'hui inimaginable, n'est pas pour déplaire à Jacques Rivière, qui en publie l'exposé – *Un nouveau mal du siècle*, – dès 1923, dans la NRF. La même année, Arland envoie anonymement un premier récit de vacances, *Terres étrangères*, à Gide, qui répond par retour : « *De toute façon, nous nous connaîtrons un jour.* »

Jean Paulhan, croisé peu après, a également remarqué son texte, envoyé chez Gallimard. Une autre amitié vient de naître, moins contre-nature qu'avec Malraux, appuyée sur des aspirations littéraires beaucoup plus proches, comme en témoignera leur longue codirection de la Nouvelle revue française, reprise ensemble en 1953. A eux deux, Arland et Paulhan incarneront l'« esprit NRF », qu'ils se sont bien gardés de définir, mais que la relecture de la revue permet de cerner : foi dans l'inégalable acuité de l'écrit, culte d'une économie élégante, liberté d'allure, au-delà des idéologies et des modes.

Personnellement, Arland marque peu d'intérêt pour l'aspect social et politique des choses. Formé à l'école du premier Barrès, celui de *l'Homme libre*, il récuse le chantre patriotique des années de guerre. Oui à la terre nourricière ; non à la mystique de la glèbe. Son seul souci est l'individu et ses ombres, avec la lucidité pour instrument, à l'exclusion de tout freudisme, et le style pour vertu. Etre le plus sincère et le moins déclamatoire possible : ce projet le rapproche de Supervielle, en même temps qu'il l'éloigne de Malraux. Ce dernier se voulait un héros ; Arland se contenterait, si l'on peut dire, d'être un saint. Comme auteur et comme critique, il se garde du fracas, du paroxysme, de l'ostentation, du bavardage ; bref, de tout ce qui caractérisera ses cadets.

Maladive modestie

Ce fut peut-être le seul écrivain de ce siècle vraiment modeste. L'écriture n'étant, à ses yeux, que la face lumineuse de l'horreur de vivre et de mourir, il ne pouvait envisager d'en tirer profit ou vanité. Les honneurs l'ont rejoint, sans qu'il les recherchât, et ils l'accablaient. Il leur préférait des randonnées en Bretagne, dans les Causses, à Varennes, ou sa retraite haute de murs à Brinville, près de Fontainebleau.

Lors des réunions de la NRF, il semblait attendre que cessent les badinages inévitables. Des gens de la campagne, ses vrais pairs, il gardait le naturel réservé, circonspect, épris d'authentique. En tête à tête, il devenait plus confiant et disert. A moins que sa vieille terreur familière ne le visite, impromptu. Alors, pour rien, sa voix s'enrouait, son regard se chargeait d'effroi, derrière les forts verres exigés par sa cataracte. On eût dit un enfant au bord des larmes, et prêt à tout plutôt que de livrer les raisons de son chagrin. Les derniers souvenirs – de *Proche du silence* à *Lumière du soir* – sont remplis de ces moments suspendus au-dessus d'une tristesse insoutenable, et avides de se muer en émoi devant la création, en amour, en mots d'extase murmurés à mi-voix.

Paulhan expliquait l'accent particulier de son ami par ce disparate entre une vision du monde sombre, violente, et une expression sereine, équilibrée. Arland ou le romantisme changé en classicisme, éperdument.

B. POIROT-DELPECH.

L'ŒUVRE

RÉCITS

Terres étrangères (1923), *Étienne* (1925), *Monique* (1926), *Edith* (1928), *Antarès* (1932), *la Vigie* (1935), *Terre natale* (1938), *Zélie dans le désert* (1944), *Consolation du voyageur* (1952), *la Musique des anges* (1967).

NOUVELLES

Les Ames en peine (1926), *les Vivants* (1934), *les Plus Beaux de nos jours* (1937), *la Grâce* (1941), *Il faut de tout pour faire un monde* (1947), *l'Eau et le Feu* (1956), *A perdre haleine* (1960), *le Grand Pardon* (1965), *Attendez l'aube* (1970).

ESSAIS

La Route obscure (1924), *Étapes* (1927), *Où le cœur se partage* (1927), *Carnets de Gilbert* (1931), *Sur une terre menacée* (1941), *Je vous écris* (1960), *la Nuit et les Sources* (1962).

ÉTUDES CRITIQUES

Essais critiques (1931), *Anthologie de la poésie française* (1941), *le Promeneur* (1944), *Pascal* (1947), *les Échanges* (1948), *Chronique de la peinture moderne* (1949), *Marivaux* (1950), *Lettres de France* (1951), *Nouveaux Essais critiques* (1952), *la Grâce d'écrire* (1955).

SOUVENIRS

Proche du silence (1973), *Avons-nous vécu ?* (1977), *Ce fut ainsi* (1979), *Mais enfin qui êtes-vous ?* (1981), *Lumière du soir* (1983).

La plupart des titres ont paru ou ont été repris chez Gallimard. Ont été publiés en collection de poche : *Antarès, Terre natale, la Vigie.*

LA VIE

1899. – Le 5 juillet, naissance à Varennes-sur-Amance, Haute-Marne. Enfance au village. Etudes secondaires à Langres. Licence de lettres à la Sorbonne.

1919. – Rencontre de Malraux, Dhotel, Limbour, Crevel, Vitrac. Fondation de deux revues : *Aventure* et *Dés*.

1925. – Entre à *la Nouvelle Revue française*. Chronique sur les romans.

1929. – Prix Goncourt pour *l'Ordre*. *Professeur de collège près de Versailles jusqu'en 1939.*

1930. – Membre du comité de lecture de Gallimard, et codirecteur, avec Jean Paulhan, de la N.R.F.

1939. – Mobilisé dans l'Est, puis en Algérie.

1945. – Chroniques à *Comœdia, Hommes et monde, la Table ronde, Arts, la Revue des Deux-Mondes.*

1952. – Grand prix de littérature de l'Académie française.

1960. – Grand prix national des lettres.

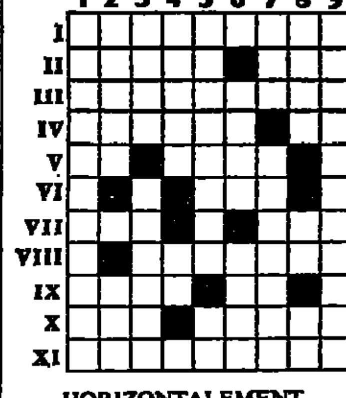
1968. – Elu à l'Académie française au fauteuil d'André Maurois.

1977. – Quitte la direction de *la Nouvelle Revue française.*

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4139



HORIZONTALEMENT

I. Se comporter comme une personne qui est bonne ou une personne qui est mauvaise. – II. Bien fourni. Petit if. – III. Une femme qui prend souvent le mauvais chemin. – IV. Collection de timbres. Partie du pied. – V. Négation. Morceau d'horizon. – VI. S'exprime avec « clarté ». – VII. N'est pas loin de fondre. Coin de Malabâr. – VIII. Passe pour être un radis ou peut passer pour de la moutarde. – IX. Avant, il y a l'Avent. Porté à la connaissance. – X. En retard. Avec elle, on a soit le son, soit l'image. – XI. Lorsqu'on cherche son origine, il n'est pas rare d'y trouver des ducs.

VERTICALEMENT

1. Permet d'accéder facilement aux chambres. – 2. Débarrasse donc de locataires indésirables. S'il a du nez, il ne manque pas non plus de palais. – 3. Sigle. Peut être ministre avec un président. – 4. Homme de loi. Symbole chimique. – 5. Ouvre donc de grands yeux ou les ferme. Bruit. – 6. Douce, dans la chanson. Comme un ver. – 7. Peut se voir dans la flamme mais jamais dans le « feu ». Pour une Anglaise c'est vraiment l'idéal. – 8. Noir. Peut donner la fièvre mais donne toujours bonne mine. Fit perdre la tête à Argus et tourner celle de Zeus. – 9. Permet de reprendre ses anciennes fonctions.

Solution du problème n° 4138

Horizontalement

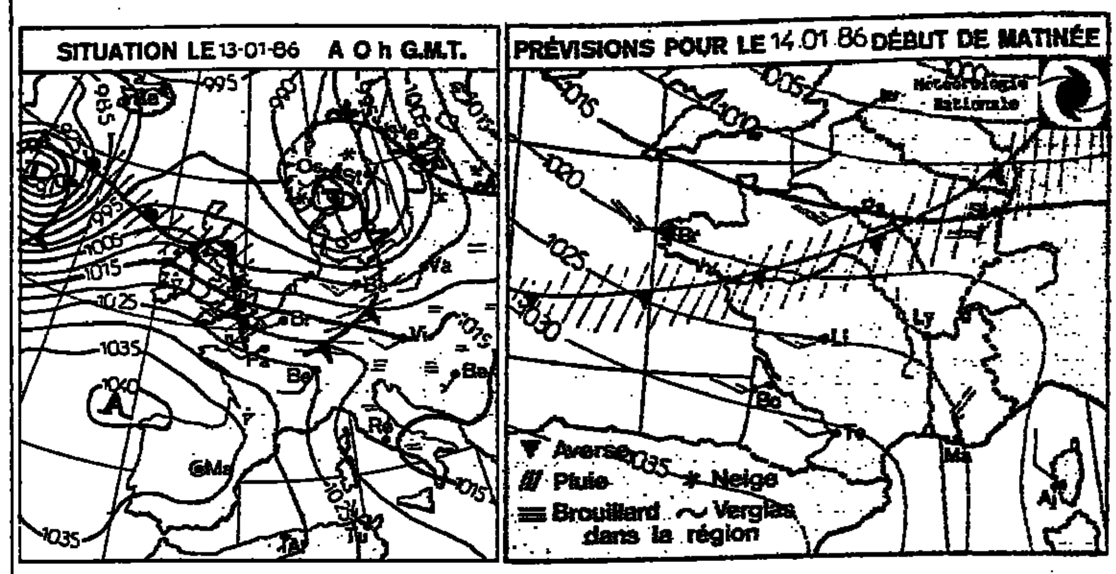
I. Persiennes. Baba. – II. Ile. Bocal. Loi. – III. Listel. Vocalise. – IV. Ogive. Pie. Va. – V. Tin. Spéculateur. – VI. Ibis. Itérative. – VII. Siffler. One. – VIII. Léo. Tireur. Au. – IX. Cirrhose. Pyjama. – X. Otez ! NS. Emet. – XI. Le. NASA. Chère. – XII. Indigestion. – XIII. Etudiée. Solvant. – XIV. Lô. Heu ! Agée. – XV. Rue. Recherche.

Verticalement

1. Pilotis. Colleur. – 2. Eligibilité. – 3. Résinifère. Iule. – 4. TV. Sforzando. – 5. Idées. Di. – 6. Piétonnière. – 7. NB. Pétrissage. – 8. Novice. Ré. Sc. HH. – 9. Ecœurée. Passée. – 10. Sac. La. Up. Tour. – 11. Lavatory. Cil. – 12. Latin. Jéhovah. – 13. Ali. Eve. Aménage. – 14. Bossue. Amer. Ne. – 15. Aïe ! Ouate. Ter !

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 janvier à 0 heure et le mardi 14 janvier à minuit.

Une nouvelle perturbation active et accompagnée de vents très forts traversera la France mardi dans un flux d'ouest-nord-ouest très cyclonique.

Mardi : Une zone de temps couvert accompagnée de fortes pluies s'étendra le matin de la Bretagne et de la Vendée aux régions du Nord-Est ; elle sera précédée d'un ciel très nuageux, excepté de l'Aquitaine à la Méditerranée où des éclaircies seront observées.

Cette zone de mauvais temps gagnera en soirée les Pyrénées, la Méditerranée et les Alpes ; elle sera suivie d'un temps instable avec des averses, mieux organisées en fin de journée sur les régions du Nord-Ouest où les vents d'ouest à nord-ouest pourront souffler en tempête ; des averses orageuses de grêle ou de neige seront localement observées sur ces régions.

Cette situation risque d'aggraver encore la situation avalancheuse sur les Alpes du Nord où les accumulations récentes de neige ont été très importantes.

Les températures, positives le matin, atteindront l'après-midi 8 à 13 degrés du nord au sud ; la baisse sera plus marquée à partir de mercredi.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 12 janvier, le second le minimum de la nuit du 12 janvier au 13 janvier) : Ajaccio, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 11 et 9 ; Bordeaux, 11 et 9 ; Bréhat, 11 et 9 ; Bourges, (n.c.) ; Brest, 11 et 9 ; Cannes, 15 et 1 ; Caen, (n.c.) ; Cherbourg, 8 et 8 ; Clermont-Ferrand, 8 et 5 ; Dijon, 6 et 1 ; Dinard, 11 et 8 ; Embrun, 5 et – 7 ; Grenoble-St-M.-H., 6 et 2 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 6 et 1 ; La Rochelle, 11 et 9 ; Lille, 8 et 5 ; Limoges, 7 et 6 ; Lorient, 12 et 8 ; Lyon, 7 et 3 ; Marseille-Marignane, 11 et 5 ; Nancy, 6 et 3 ; Nantes, 10 et 8 ; Nice, 15 et 5 ; Paris-Montsouris, 9 et 5 ; Paris-Orly, 8 et 4 ; Pau, 9 et 7 ; Perpignan, 13 et 9 ; Rennes, 11 et 7 ; Rouen, 7 et 5 ; Saint-Etienne, 6 et 2 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Toulouse, 11 et 8 ; Tours, 8 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 7 ; Genève, 5 et 2 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 9 et 5 ; Madrid, 12 et – 2 ; Rome, (n.c.) ; Stockholm, 1 et 1.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 14 JANVIER

« La Renaissance (peinture, mobilier et céramique) », 14 h 30, Petit Palais. Tél. : 47-42-03-47 (Mme Ben Salem).

« Mme de Sévigné au musée Carnavalet et visite de la donation Rouvier (meubles du dix-septième et du dix-huitième siècle) », 15 heures, inscriptions : 42-60-71-62 (sauf lundi matin), après 18 heures : 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« Un quartier de roture, de la Fourche aux Epinettes », 14 h 30, 2, avenue de Saint-Ouen (V. de Langlade).

« Les templiers et le quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (M. Pohyer).

« Les passages couverts : un circuit insolite », 15 heures, entrée passage Verdeau, 31, rue du Faubourg-Montmartre (Paris et son histoire).

« Le café Procope et l'ancienne Comédie-Française », 15 h 30, 13, rue de l'Ancienne-Comédie.

« La Mosquée : histoire de l'islam », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (P.-Y. Jaslet).

« Le Sénat et le palais du Luxembourg », 14 h 45, 20, rue de Tournon (M. Hager).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, sortie métro Hôtel-de-Ville, vers la rue du Renard (D. Bouchard).

« Les souterrains du quartier des Halles », 14 h 30, métro Louvre, lampes de poche (M. Banassat).

« Hôtels, églises et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 12 janvier :

UN ARRÊTÉ

● Du 8 janvier 1986 modifiant l'arrêté du 25 octobre 1976 ajoutant le Val-de-Marne à la liste des départements atteints par la rage.

UN DÉCRET

● N° 86-42 du 10 janvier 1986 relatif aux délégués départementaux de l'éducation nationale.

La semaine de la bonté

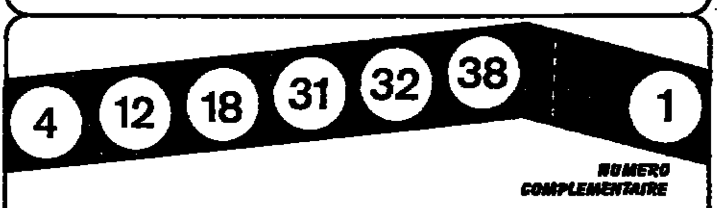
Cas n° 15

Cet ancien pupille de l'Assistance publique, âgé de vingt et un ans, recueilli depuis sa petite enfance par un vieux ménage aux ressources plus que modestes, s'est montré particulièrement brillant dans ses études techniques : ayant obtenu successivement son CAP de menuisier, d'ébéniste, puis de dessinateur en bâtiment. On lui conseille de poursuivre une formation d'architecture mais en raison de son âge, il ne peut plus être pris en charge par l'aide à l'enfance. L'Association des anciens pupilles lui offre la scolarité pour la première année de sa formation, qui dure trois ans. Pour l'instant, il n'a plus aucune ressource pour subvenir à son entretien et à sa nourriture.

Il serait lamentable de voir ce jeune si courageux échouer au moment où l'avenir s'ouvre devant lui. Pour lui permettre de poursuivre sa formation il faudrait au moins 5 000 francs.

Adresser les dons à La semaine de la bonté, 175, boulevard Saint-Germain 75006 Paris. CCP : Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : 42-22-08-99.

NATIONAL LOTO N° 2 — TIRAGE DU SAMEDI 11 JANVIER 1986



NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 15 JANVIER 1986 ET SAMEDI 18 JANVIER 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

N'OUBLIEZ PAS : SAMEDI 18 JANVIER 1986

SUPER BONUS DE JANVIER

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	7	1 276 690,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	31	134 530,00 F
5 BONS Nos	1 727	7 585,00 F
4 BONS Nos	105 701	120,00 F
3 BONS Nos	1 889 724	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 130 801

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 10,00 F X 2 = 20,00 F

JEU GAGNANT N° 21 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	LILLE	TOULON	X N 2	9	AUXERRE	RENNES	X N 2
2	BORDEAUX	STRASBOURG	X N 2	10	LAVAL	NANTES	1 X 2
3	TOULOUSE	MONACO	X N 2	11	NIMES	THONON	X N 2
4	BASTIA	METZ	1 X 2	12	GUEUGNON	SÈTE	1 X 2
5	NICE	NANCY	X N 2	13	CHAUMONT	CANNES	X N 2
6	BREST	PARIS-S.G.	1 X 2	14	CAEN	ORLÉANS	X N 2
7	LE HAVRE	LENS	X N 2	15	ANGERS	BEAUVAIS	X N 2
8	MARSEILLE	SOCHAUX	1 N X	16	ABBEVILLE	DUNKERQUE	X N 2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 10 Janv. 1986 : 3 6 8 10 11 13 16

CONFÉRENCES

MARDI 14 JANVIER

Association protestante de liaison interuniversitaire (APLI), 33, place Maubert, 20 heures : « La seconde Chambre de France, le Sénat », avec M. François Goguel, secrétaire honoraire du Sénat.

6, rue Ferrus, 17 h 30 : « La défense conventionnelle et le contrôle des armements en Europe », avec Son Excellence M. R. Blackwill, ambassadeur (en anglais).

62, rue Madame, 19 heures : « La Grèce archaïque ».

26, rue Bergère, 19 h 30 : « La santé ou la guérison. Le corps et l'esprit. Nouvelle approche de la santé » (Y. Machelard, naturopathe).

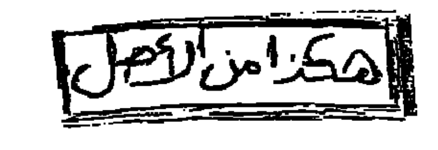
CEFRI, 30, rue Cabanis, séminaire sur « Les impacts économiques de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE », avec M. Jacquot, conseiller au cabinet du président Delors ; M. P. Solbes, secrétaire d'État ; M. E. Lopes, ancien ministre portugais ; M. F. Degoerceur, chercheur ; M. G. Dominique, directeur de planification à la FASA ; M. D. Martinez-Boudez, Telefonica, et Mme Catherine Distler, chercheur. Tél. : 43-36-04-41.

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Grandeur et décadence de l'Europe », avec M. M. Massenet, conseiller d'État ; M. F. Fontaine, écrivain ; M. J.-M. Benoist, sous-directeur au Collège de France.

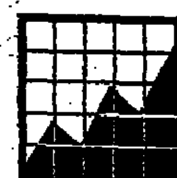
Maison sacerdotale, 64, avenue Théophile-Gautier, 20 h 30 : « Une meilleure connaissance de l'Évangile grâce à l'écoute de la tradition juive » (Frère P. Lenhardt, professeur de littérature rabbinique).

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement du 25 septembre 1985, la première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné la Société d'Éditions Scientifiques et Culturelles, éditrice du QUOTIDIEN DE PARIS et Philippe TESSON à payer 1 F à titre de dommages-intérêts à la Société d'Exploitation de la 4e chaîne de télévision dite CANAL PLUS pour avoir publié dans les numéros des 24 novembre 1984, 28 novembre 1984 et 4 décembre 1984 des articles, jetant le discrédit sur CANAL PLUS ».



هكذا من الأصل



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Jeunes Directeurs de filiales

Nous sommes une société française en expansion, rattachée à un groupe leader européen.
Notre société comprend actuellement 23 filiales en France et nous pratiquons largement la délégation et la décentralisation.

Notre activité se situe dans le secteur des services et implique l'animation d'effectifs nombreux (100 à 300 personnes par filiale) et la mise en œuvre de parc de matériels importants.
Pour préparer nos structures futures de Direction et gérer notre développement, nous recherchons des **Directeurs de filiales**, qui après formation, pourront, prendre la direction d'un centre de profits.

Ces postes, qui impliquent compétences en gestion, qualités d'animation et sens aigu de la négociation, conviendraient à de jeunes diplômés de grandes écoles (d'ingénieur ou de gestion), ayant 5 à 8 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà assuré des responsabilités autonomes (direction de PME, de départements ou de centres de profits) à dominante commerciale et gestion.
Ces postes se situent dans des villes de province et impliquent une certaine mobilité car leur localisation ne peut être définie dès à présent.

Ecrire sous réf. PE 310 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec



GROUPE CYANAMID

Nous dirigeons les activités de 2 filiales françaises d'AMERICAN CYANAMID COMPANY implantées en France depuis 1970 (500 personnes - 500 millions de C.A.). Nos activités s'exercent dans les domaines agricoles, chimiques et pharmaceutiques. Nous recherchons pour notre siège à Rungis un

Directeur financier

400 000 F +

NOUS VOUS PROPOSONS :
- de participer à la politique financière et stratégique du groupe en France en rendant compte auprès de la D.G. France et de la société-mère,
- de gérer le service informatique de manière dynamique (mise en place de nouveaux systèmes...),
- d'optimiser les coûts de fonctionnement du service,
- de diriger une équipe performante (env. 30 personnes).

Dans le cadre de cette fonction, vous êtes en relation avec tous les chefs de département et vous assurez un rôle d'interface avec la société-mère américaine.

NOUS VOUS APPORTONS :
- la possibilité de vous épanouir au sein d'un Groupe International dynamique,
- une rémunération très motivante.

VOS ATOUTS :
- une formation supérieure,
- une expérience d'au moins 10 ans (par exemple cabinet d'audit + industrie),
- la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne,
- une totale maîtrise de l'anglais (écrit, parlé).

Adressez CV, photo, rémunération actuelle, sous la référence 471037 chez MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

Cette fonction recouvre la responsabilité de l'étude et de l'industrialisation intégrées. Interlocuteur actif de la Direction Générale, le Directeur Technique a en charge : l'animation des équipes (45 p) ; la conception, l'établissement et le suivi des prix de revient ; coût des investissements, le respect des délais de sortie des produits.

Pour tenir ce poste qui permet de définir les engagements futurs de notre Société, nous recherchons un Directeur Technique de haut niveau pouvant justifier d'une appréciable expérience technique ainsi que de capacités décisionnelles et de management. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Si votre profil correspond à notre attente, notre société - 310 personnes - fabricant de produits électromécaniques constitués de pièces découpées et moulées - CA en progression de 20% l'an - située dans une agréable région à une centaine de km de Paris - sera attentive à l'étude de votre candidature.

Veuillez adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions s/réf. 4935 M à Gilles Cornabé, 251 rue Saint Martin, 75003 PARIS.

DIRECTEUR TECHNIQUE

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

PARIS
Agro-alimentaire

Une Société française (C.A. 250 M.F. - Effectif 370 personnes), qui occupe une position solide sur le marché des volailles fraîches et produits de découpe, et qui accorde une grande importance à la recherche de nouveaux produits et de nouveaux créneaux, recherche UN DIRECTEUR DES VENTES FRANCE. Sous l'autorité du Directeur Commercial et dans le cadre de la politique commerciale à la définition de laquelle il aura participé, il assurera la vente et la promotion de la gamme de produits auprès d'une clientèle de G.M.S. qu'il devra suivre et développer. Il gérera le personnel placé sous son autorité et il animera et formera son équipe de vente. En liaison avec le siège il contrôlera, de façon très rigoureuse, les livraisons des abattoirs aux points de vente. Il gérera différents budgets (fonctionnement, promotion, animation). Il informera régulièrement la Direction de ses résultats et il fera des propositions d'actions permettant d'améliorer la productivité de son Service. Dans un second temps, il assurera sous l'autorité de la Direction Commerciale les négociations avec les Centrales d'achat. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation type E.S.C. et possédant un minimum de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle acquise dans la vente de produits frais auprès des G.M.S. Compte tenu du développement de la Société, ce poste offre des perspectives d'avenir extrêmement intéressantes. Des déplacements assez fréquents sont à prévoir.
Ecrire sous référence 817/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AICOREM

CHASE

A transactions élaborées... comptabilités sophistiquées...

C'est l'opportunité que vous offre dès maintenant THE CHASE MANHATTAN BANK N.A., succursale française (400 pers.) d'une des toutes premières banques américaines, en devenant l'adjoint de notre

Directeur de la comptabilité

Sous sa responsabilité, à la tête d'une équipe (9 pers.), et conseil pour l'ensemble de ce Département (27 pers.), votre mission sera d'harmoniser les comptabilités françaises et américaines. La conjonction de nombreuses règles comptables et la complexité de nos transactions, exigent un esprit créatif. Consolider les bilans et résultats des filiales et agences, être le responsable du reporting auprès de New-York... et par là même dialoguer avec notre Siège...

Jeune ESC (option finances-compta), ou ITB, CESB (avec DECS), vous travaillez dans une Direction Comptable bancaire. Homme de relations, parlant couramment l'anglais, vous souhaitez, à présent, pratiquer les systèmes comptables français et anglo-saxons...

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous référence V/DDC/LM, pour entamer le dialogue.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

DIRECTEUR COMPTABLE Paris

SLIGOS

SLIGOS, l'un des **leaders du service informatique**, en forte croissance (2.200 personnes, dont 1.100 cadres – C.A. > 900 MF), cherche son directeur comptable groupe.
Sous l'autorité du directeur administratif et financier, il dirige les services comptables de toutes les sociétés du groupe, et anime une équipe de 30 personnes, dans un **contexte informatique de haut niveau.**
35 ans minimum, de formation école de gestion (option comptabilité) + DECS, il a une bonne expérience comptable acquise par exemple dans un cabinet d'expertise, puis dans une société où il a pris l'habitude d'un raisonnement groupe et appris les techniques de reporting anglo-saxonnes.
Il devra posséder de réelles qualités d'animation, d'organisation, de dynamisme et de rigueur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. 428-2, à Annick Lucchini
JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE — HAVAS CONTACT

DIRECTEUR INDUSTRIEL

METROPOLE NORD

TECHNIQUE ET GESTION *à haut niveau*

Société de tissage de dimension européenne, filiale d'un grand groupe textile, nous recherchons aujourd'hui notre directeur industriel.

Véritable gestionnaire industriel, il optimisera les coûts et la qualité de notre production et animera une équipe constituée de nos directeurs d'usines (tissage, teinture et apprêts) et des directions techniques-fonctionnelles (logistique, entretien...).

A 40 ans environ, ingénieur de formation, vous avez dirigé avec succès une unité de production importante. Votre expérience dans le textile et notamment dans le domaine des teintures et apprêts vous permet d'être immédiatement opérationnel.

Rigueur, esprit de synthèse et compétence technique sont nécessaires.

Si tel est votre cas, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 150, à MEDIA P.A. - 13, rue Jeanne-Maillotte - 59800 LILLE, qui transmettra en toute discrétion.

MEDIA PA

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE, RÉGION NORD

recherche
pour son usine (400 personnes)

UN DIRECTEUR

Minimum 30 ans, de formation ingénieur grande école (Mines, Centrale, A & M...) avec si possible une formation complémentaire en gestion, il est chargé dans une grande autonomie d'organiser, de coordonner et contrôler la réalisation des programmes de fabrication en quantités, qualités et délais.
Possédant une expérience réussie de la direction d'une usine ou d'un atelier de 200 personnes au moins, il aura pour mission de mettre en place les lourds programmes d'investissements et de formation.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions LE MONDE PUBLICITÉ, sous no 314.614 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Société de robinetterie industrielle et nucléaire

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour France et étranger.
Expérience et langue anglaise exigée.

Envoyer C.V. et prétentions à notre Conseil, M. BAYET, 47, rue des Mathurins, 75008 PARIS.

SUD-OUEST

VOUS AIMEZ LES DÉFIS ?

Notre Entreprise Fromagère (C.A. 25 M.F. - 25 salariés) est en situation difficile, nous vous proposons de diriger son redressement.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

35 ans au moins, de formation supérieure commerciale ou technique, vous apporterez à notre jeune structure :
– vos qualités de meneur d'hommes,
– votre sens commercial et une bonne aptitude à la négociation,
– votre capacité à assurer une gestion rigoureuse.

Vous rendrez compte au Conseil d'Administration qui saura vous appuyer dans vos initiatives jugées positives. Votre expérience de la grande distribution et/ou du milieu fromager sera appréciée mais non nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M.A.A.P., 4 avenue de la Gare 31120 Portet-sur-Garonne.

Société de Production et de Diffusion de Prêt à Porter (400 MF CA), filiale d'un puissant groupe anglo-saxon. recherche son futur :

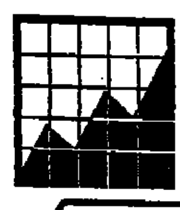
DIRECTEUR FINANCIER

Formation : *HEC/ESSEC/ESCP ou équivalent. Minimum 28 ans, 3 ans d'expérience dans société anglo-saxonne.*
Mission :
– Dans un premier temps, assurer le reporting à la maison mère.
– Consolider le contrôle de gestion des unités.
– Dans 1 an environ, remplacer notre actuel Directeur Financier appelé à être promu.

Le poste est basé dans le centre de la France à 250 km de Paris, où de fréquents déplacements sont à prévoir.
La rémunération de départ est de l'ordre de FF 240 000 +
Anglais courant impératif.

Merci d'adresser votre C.V. en anglais et photo à M[lle] HENRIOT - 270, rue St Honoré - 75001 PARIS.

Pierre Lichau S.A.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

à 35 ans DIRIGER un CENTRE de PROFITS de 40 MF HF

Représentant 35% du C.A. de notre P.M.I. performante et en développement, ce Département progresse régulièrement de quelques points de plus que le marché grâce à une adéquation toujours meilleure de nos produits aux besoins de nos clients :

administrations et collectivités locales

Sous l'autorité du D.G. de la Société, vous animez les 50 personnes du Département : Chefs de Produits, développement, ventes, administration des ventes, stockage et expéditions. La fabrication est sous-traitée à un autre Département, la Trésorerie est gérée par la D.G. Vous êtes responsable du compte d'exploitation et du bilan dans le cadre d'un budget annuel.

Si vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce/Gestion, si vous avez 7 à 10 ans d'expérience de Marketing et/ou Vente de produits industriels ou de produits industriels de consommation, si vous avez travaillé dans une société où vous avez appris que la rigueur et le dynamisme ne sont pas antagonistes, vous êtes peut-être celui que nous cherchons.

Notre Conseil recevra en toute discrétion sous référence M/108/Q votre C.V. précisant votre rémunération 1985 et vous enverra plus d'indications sur le poste avant de vous recevoir.

AFCOREM

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DE DISTRIBUTION (6 milliards de C.A.)
40 établissements à gestion autonome recherche

DIRECTEUR DE l'AUDIT INTERNE
Administratif et Financier

Responsable devant le Directeur de la sécurité administrative, financière et comptable du Groupe, il :
- étudie et définit les procédures de contrôle interne,
- organise les services administratifs des différentes *exploitations de façon à en améliorer la productivité,*
- anime et supervise les responsables administratifs des exploitations,
- réalise avec le corps des Auditeurs qu'il dirige un contrôle trimestriel des exploitations et des filiales dont il approuve les bilans,
- participe au développement du plan informatique et à son application,
- collabore avec le Directeur de la comptabilité à l'établissement des bilans des différentes sociétés du Groupe,
- assiste et conseille en permanence les Directeurs d'exploitations ou de filiales ainsi que les différentes directions opérationnelles du groupe.

Ce poste basé à PARIS - avec de fréquents déplacements de courte durée en province - représente une opportunité exceptionnelle de carrière et de rémunération pour un cadre financier diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant parfaitement toutes les techniques comptables, sachant allier rigueur, clairvoyance, aptitude au dialogue et à l'animation des hommes.

Une expérience de plusieurs années en cabinet d'audit, d'expertise comptable et/ou dans les services internes d'une grande entreprise est indispensable.

Adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite, d'une *photo et de la rémunération souhaitée* sous n° 396, à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Discrétion absolue et réponse assurée.

CONTESSE

NOTRE SOCIETE, EN PLEINE EXPANSION, FILIALE A TAILLE HUMAINE (100 MILLIONS DE FRANCS, 80 PERS.) D'UN IMPORTANT GROUPE AMERICAIN RECHERCHE

Directeur administratif et financier

De formation supérieure (ESC ou maîtrise de gestion + DECS), vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans dans la fonction financière au sein d'une entreprise anglo-saxonne.

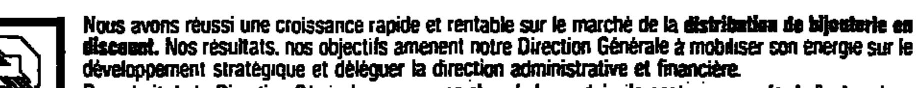
Vous aurez la responsabilité de la comptabilité (française et anglo-saxonne), l'informatique, l'administration (personnel, aspects juridiques, etc.), la supervision et la présentation des états financiers des filiales européennes au sein du Groupe, l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes.

La pratique courante de l'anglais est indispensable pour ce poste basé en proche banlieue Ouest de Paris.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser lettre man. + C.V. + photo + prét. s/réf. 3923/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

MEDIA PA

Directeur Administratif et Financier
Création de Poste





Nous avons réussi une croissance rapide et rentable sur le marché de la **distribution de bijouterie en discount**. Nos résultats, nos objectifs amènent notre Direction Générale à mobiliser son énergie sur le développement stratégique et déléguer la direction administrative et financière.

Bras droit de la Direction Générale, vous serez chargé de conduire la gestion courante de l'entreprise : diriger les services comptabilité, informatique, créer, améliorer les procédures, animer le système d'information de nos structures opérationnelles décentralisées, prendre en charge les comptes d'exploitation, bilan, plans de trésorerie, de financement, les aspects juridiques, fiscaux, contrôler les problèmes de sécurité, d'assurance, négocier avec les banques, proposer, appliquer toutes mesures permettant la maîtrise de l'expansion de l'entreprise.

A environ 30 ans, diplômé d'une grande école de commerce, vous prouvez une expérience réussie de direction, d'animation en comptabilité, finance, contrôle de gestion, informatique, les problèmes administratifs vous intéressent, vous souhaitez participer activement à l'évolution d'une P.M.I. dynamique.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 46 8103 M, à Gérard KERN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Le Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre de la Réunion

recherche son

NOUVEAU DIRECTEUR

Cet organisme de l'interprofession sucrière réunionnaise assure notamment le travail nécessaire au paiement des planteurs producteurs de canne à sucre, en fonction des critères de qualité.

Il est associé directement au Plan de Consolidation de *l'Economie Sucrière.*

Il emploie en moyenne une centaine de personnes avec de fortes variations saisonnières.
La position stratégique de cet organisme exige pour son Directeur, qui sera âgé d'environ 35 ans, deux types de qualité :

- Il devra être un bon technicien, ingénieur de formation et rompu aux techniques de gestion ;
  De plus, il sera très apprécié qu'il ait aussi de solides connaissances en informatique et une expérience de l'industrie agro-alimentaire.
- Ce sera aussi un homme ayant plusieurs années d'expérience, à un haut niveau de responsabilité, dans un contexte où il aura fait la preuve de ses qualités de diplomate.

La rémunération motivante sera fonction du profil du candidat.

Ecrire avant le 20 JANVIER 1986
avec photo et prétentions à : GEORGES CLÉMENT
Le Mollard-Saint-Martin-d'Uriage, 38410 URIAGE.

Société de commerce international basée à Paris

recherche un

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

Responsable du secteur agro-industriel.
Il définira et coordonnera la politique de sous-traitance et assistera les ingénieurs commerciaux et directeurs de projets dans l'élaboration technique des projets et le suivi de leur réalisation.

Il aura acquis, grâce à une expérience professionnelle de 10 à 15 ans, une bonne connaissance du marché des équipements agro-industriels et agro-alimentaires.
Il pratiquera couramment la langue anglaise.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 314.640 M,
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE BELFORT RECRUTE

SON FUTUR DIRECTEUR

Adresser curriculum vitae détaillé et candidatures à :

M. le Maire de la Ville de BELFORT, *Direction des Services Culturels de la Ville de Belfort,* Maison des Arts, 1, faubourg de Montbéliard, 90000 BELFORT.

Date limite de dépôt de candidatures :
VENDR. 17 JANVIER 1986.

Important C.E. Paris recherche

DIRECTEURS(TRICES)

saisonniers de villages de vacances.
Capacité : 300 à 1.200 personnes de 4 à 6 mois durant l'été 86.

Formation : gestion-animation secteur tourisme social. Expérience pratique en équipements indispensable.

Ecrire sous le n° 8169
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

A Londres une nouvelle carrière au-delà de la technique, pour un ingénieur — 270 000 +

Dans notre secteur, nous sommes l'un des 5 premiers. Le réseau de nos bureaux et filiales couvre la planète. Appartenant à cet univers professionnel du tertiaire de haut niveau qui touche tant à la finance qu'à l'industrie, nous faisons appel à des compétences multiples d'hommes venant d'horizons divers.

Pour renforcer la structure de notre filiale anglaise et assurer son développement, nous avons décidé d'intégrer un ingénieur français qui sera basé à Londres. Vous serez en tant que responsable d'un secteur complet de notre activité sur le marché U.K., l'animateur d'une équipe de qualité. Bien sûr nous vous apprendrons notre métier...

35 ans ou plus, parfaitement bilingue anglais, une formation Mines, Centrale plus un MBA ou l'INSEAD, vous avez été, par exemple, pendant plusieurs années ingénieur d'affaire dans une grande société d'ingénierie. Aujourd'hui votre envergure et votre acquis vous font décider de rechercher une évolution de carrière au-delà de la technique...

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Référence 2303 M.24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Jeunes gestionnaires

Entreprise de **BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**, *leader dans son domaine* d'activité, recherche de jeunes gestionnaires. Ces postes s'adressent à de

jeunes diplômés ESC ou équivalent.

débutants ou justifiant d'une première expérience.
Ils seront intégrés à l'équipe responsable de la fonction administrative et financière sur un important

chantier à l'étranger.

Nous assurons de bonnes conditions d'expatriation et des possibilités d'évolution intéressantes pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8817 à :

(Organisation et Publicité)
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche

UN CHERCHEUR
pour le Moyen-Orient

qui sera chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans plusieurs pays de cette région. Il(elle) rassemblera des informations, préparera de la documentation et proposera des actions à entreprendre par Amnesty International, notamment au sujet de prisonniers d'opinion, du déroulement des procès et du traitement des détenus.

Qualités requises : connaissance des méthodes de recherche, objectivité et capacité de travailler en équipe et sous pression ; connaissance approfondie du Moyen-Orient. La pratique courante de l'anglais et de l'arabe est indispensable ; connaissance du français souhaitable.

Traitement annuel : 11 368 livres à 14 098 livres (indexé, échelons annuels).

Date limite de réception des candidatures : 21 janvier 1986.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature s'adresser à :



Amnesty International, service du personnel
1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).
Téléphone : 837-3805 (24 heures).

POUR INDONÉSIE

RAC recherche
UN INGÉNIEUR
Ecole de l'Air
ESTACA ou ENAC ou BTS électromécanique pr formation personnel local en langue anglaise. Maintenance hélicoptère et avion.
Une forte rémunération ainsi que des possibilités d'avenir sont *proposées à des candidats ayant expérience.*
Formation et avionique.

POUR ABU-DHABI

2 INGÉNIEURS
Ecole de l'Air
ENAC ou ESTACA ou autodidacte possédant bonne expér. milieu avionique, pr formation personnel local en anglais.
- Spécialité radio-radar.
- Armurier, bonnes connaiss. armement avion militaire.

Pour ces 3 postes, s'adresser au 6, r. Chaussée-d'Antin (9e) avec C.V. ou tél. au : 48-24-62-12 et 42-46-31-37, M. BOISNIER.

POUR L'ALGÉRIE

Entreprise privée, recherche

UN ÉBÉNISTE QUALIFIÉ

UN TAPISSIER QUALIFIÉ

Ecrire avec CV et références à Entreprise Algérienne de commerce 106, rue Belkacem-El Ouzri, Blida, Algérie.

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche

DEUX SECRÉTAIRES

qui travailleront avec deux équipes de recherche sur les problèmes des droits de l'homme au Moyen-Orient.

Qualités requises : très bonne connaissance des travaux de secrétariat, pratique courante de l'anglais et du français ; esprit d'organisation, efficacité et capacité de travailler sous pression. La connaissance de l'arabe serait un avantage.

Traitement annuel : 8 365 livres à 11 095 livres (indexé, échelons annuels).

Date limite de réception des candidatures : 24 janvier 1985.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à :



Amnesty International, service du personnel,
1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).
Téléphone : 837-3805 (24 heures).

RESPONSABLE/ CENTRE DE PROFITS
MALI

Spécialiste de la fabrication de produits, alimentaires/grande consommation, notre société recherche, pour compléter l'équipe dirigeante, un cadre dont la mission sera triple :

- **Action commerciale** par la promotion des produits et la motivation des commerciaux à encadrer et à appuyer sur le terrain.
- **Responsabilité de la gestion courante** en étroite collaboration avec l'actionnaire majoritaire.
- **Relation avec la production** par la prise en charge des achats et des stocks.

Agé de la trentaine, vous avez prouvé votre dynamisme commercial par plusieurs années d'expérience significative dans le négoce où vous aurez démontré des qualités d'homme de terrain en même temps que de gestionnaire.

Rompu à la négociation à tous niveaux, vous serez capable d'initiatives et d'autonomie, tout en res*pectant la politique* commerciale de la direction générale.

De larges perspectives d'évolution sont envisagées.

EXPÉRIENCE DE L'AFRIQUE EXIGÉE

Adresser CV détaillé sous réf 662/01 M à

France Cadres
22, rue St-Augustin
75002 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Société de Constructions Métalliques

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES CHARPENTE MÉTALLIQUE

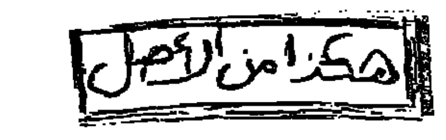
Le candidat INGÉNIEUR ou niveau INGÉNIEUR, de formation CNAM ou équivalent, aura une expérience d'un poste similaire et une parfaite maîtrise du calcul de charpente métallique. La connaissance de l'AFRIQUE serait un atout supplémentaire. Disponibilité immédiate.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé avec salaire actuel et photo sous réf. FPBE à SOCOMI - N° 12
4e Avenue, 13127 VITROLLES.

SOCIÉTÉ EXPORT TEXTILE cherche

JEUNE COLLABORATEUR

Célibataire, aimant longs voyages pour visiter clientèle hors Europe. Anglais courant. Tél. : 42-80-09-94.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



INVESTIR AVEC THOMSON-L.C.C.

L.C.C., filiale de THOMSON COMPOSANTS, leader national dans le domaine des composants passifs, emploie 3.000 personnes réparties dans 7 unités et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard de francs.

Nous recherchons pour notre principal Centre (1.000 personnes et 7 lignes de produits), le

CHEF DU SERVICE MÉTHODES.

Placé sous l'autorité directe du directeur industriel, il animera une équipe de 10 personnes (ingénieurs et techniciens). Par son action, il devra contribuer à l'amélioration et à l'évolution de l'organisation de l'entreprise ainsi qu'au développement de sa rentabilité.

– Responsable de la détermination des prix de revient standards, il optimisera, précisera et mettra en place les méthodes de gestion et procédures d'organisation permettant de suivre, de maîtriser les coûts et de dominer des procédés en constante évolution.

– Impliqué dans la réalisation des objectifs industriels et économiques, il élaborera, en liaison étroite avec le contrôleur de gestion, les outils de suivi et d'analyse des dépenses.

– Élément moteur de la productivité et de l'organisation du travail, il en recherchera les possibilités d'amélioration. En particulier, il participera étroitement à la mise en place et au suivi d'une gestion de production informatisée.

Le candidat retenu aura une formation grandes écoles (A & M ou équivalent) et devra justifier d'au moins 5 ans d'expérience industrielle, de préférence en tant que responsable d'un service méthodes. Le poste est basé à DIJON.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 79388/LM à Jean-Claude LELEU – L.C.C. – Direction du Personnel – avenue du Colonel-Prat – Saint-Apollinaire – 21000 DIJON.

HAVAS CONTACT

THOMSON
COMPOSANTS

JVC

Produits vidéo

Attaché Commercial. A notre image : un leader

Bordeaux

Vendre un matériel qui fait appel aux technologies les plus avancées, assurer le conseil auprès des spécialistes distributeurs et de leur clientèle, organiser des démonstrations, être à l'écoute du marché, développer la clientèle : des objectifs que vous tiendrez et plus des défis que vous relèverez. Vous rejoindrez une jeune équipe motivée et performante qui a contribué au succès de JVC Vidéo France avec un CA de 500 MF.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (option électronique sera un atout), votre expérience de la vente de produits vidéo auprès des distributeurs exclusifs fait de vous le professionnel que nous souhaitons rencontrer. Nous ne resterons pas insensibles à toute autre expérience réussie dans la vente de produits similaires. Vous avez en effet appris qu'une sérieuse argumentation technique est la clé de la réussite dans la vente de ce type de produits : vos clients sont des professionnels. Nous saurons vous reconnaître et vous apprécier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. NLB 49612 M à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Bordeaux.

DESSEIN

The Executive Group (France) Management

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise, avec des clients à convaincre et à satisfaire, des objectifs à dépasser, des idées et des images à défendre, un quotidien et des publications annexes à distribuer. Voilà Le Monde, avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Dopée par l'adversité et la réussite, la Direction des Ventes-France recherche des professionnels de la vente pour devenir

Patron des ventes, de la promotion, et homme du journal dans votre région

Lille, Nancy, Rennes, Marseille et Bordeaux.

Au rythme du quotidien, vous vivrez aux côtés des grossistes, auprès des dépositaires, avec les diffuseurs de la Presse, pour "huiler" le circuit de distribution par votre technicité et vos conseils. A l'affût de toute nouvelle vente, vous jonglerez avec les chiffres pour réussir un "réglage", vous innoverez pour dynamiser le routage, vous saurez intervenir en commando, vous oserez des idées de promotion...

Au rythme de la région, vous vivrez à l'écoute des aspirations des lecteurs et des réactions de la concurrence. Vibrant au diapason de la vie économique, sociale, culturelle, vous valoriserez vos actions de promotion et d'image en collant à l'actualité régionale. Homme ou femme du Monde connu des forces vives régionales, vous créerez l'événement - débats, pages spéciales - en partenaire efficace des Rédacteurs et de la Publicité. Jeunes, très disponibles - une quinzaine de départements pour vous exprimer - avec une formation commerciale supérieure de type ESC, fiers d'une première expérience de la vente, humbles et avisés dans la gestion et le contrôle, mais imaginatifs et audacieux dans la promotion, adroits et intuitifs dans l'animation et les relations, rencontrons-nous pour parler statut, rémunération et avenir.

Merci d'adresser lettre, Cv et photo en précisant Réf. 849 M Lille, 850 M Nancy, 851 M Rennes, 852 M Marseille, 853 M Bordeaux - 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

THOMSON SEMICONDUCTEURS
CHEF DE PLANNING CENTRAL — GRENOBLE

La division militaire et spatial est responsable de la stratégie, de l'étude et de la mise en œuvre industrielle des semi-conducteurs à usage militaire et spatial. Elle participe ainsi à des programmes de premier plan pour l'industrie aéronautique : Ariane, Airbus, Mirage 2000... et réalise plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'export.
Le chef de planning est un homme de management dont les décisions opérationnelles ont pour objet d'optimiser le chiffre d'affaires et le service client.
Interface de tous les services de la division et s'appuyant sur une équipe de 15 personnes,
- il gère le carnet de commandes et évalue les approvisionnements,
- il définit l'ordonnancement des programmes de production,
- il assure la gestion des stocks et des expéditions,
- il déclenche les livraisons.

Ce poste tremplin pour une évolution de responsabilité encore plus large, sera confié à un Diplômé grande école (Arts et Métiers, Centrale, HEC...) pouvant se prévaloir d'une expérience de 5 ans au moins en organisation industrielle ou gestion de la production.
La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Votre candidature, sous réf. 79412/LM (lettre, C.V., prétentions) sera étudiée attentivement par Thomson Composants, Direction des Ressources Humaines, 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

Dans le cadre de ses activités de contrôle-sécurité et d'assistance technique,

l'apave lyonnaise

recherche

INGÉNIEUR "MATÉRIAUX"

(RÉF. LM/MO)

Sa mission consiste à assurer la mise en place et le développement de l'ensemble des prestations d'assistance technique auprès des entreprises (y compris en Formation) sur les **matériaux non métalliques.**

INGÉNIEUR "SOUDAGE"

(RÉF. LS/MO)

Appelé à des missions d'expertise et d'assistance technique auprès des entreprises, cet Ingénieur doit, en plus de sa Formation métallurgique ou mécanique, maîtriser parfaitement la spécialité Soudage.

Ces deux postes nécessitent des capacités de méthode, de ténacité, d'initiative, un sens aigu des responsabilités et de la relation ainsi que le sens pédagogique (Formation).
Une bonne condition physique est nécessaire (travaux en hauteur ou à l'intérieur de capacités).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à :



Pierre MOREL – APAVE
Chemin du Barthélémy,
69260 Charbonnières-les-Bains.

RESSOURCES HUMAINES

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE FINANCEMENT

Recherche
pour faire face à son développement :

CHEF COMPTABLE

Limoges

Pour ce poste de responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité bancaire (DECS apprécié), ayant environ 3 ans d'expérience dans un service comptable.

L'ampleur du Groupe et les conditions offertes (fonction du candidat retenu), sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 24/1559 B2, à :

EGOR MIDI-PYRENEES
Le Sully, 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

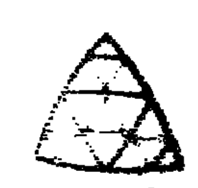
Fonderie Fonte - 250 km Est Paris

Optimiser, rationaliser et diriger nos moyens de fabrication...

Maîtrise des coûts, contrôle qualité/délais, sens du client et du marché, méthodes de fabrication novatrices seront les impératifs de la mission de notre **CHEF DE FABRICATION.**
Il agira sur ces paramètres là dès son arrivée sur les Ateliers de la fusion et moulage mécanique.
32 ans environ, Technicien Supérieur de fonderie, il est depuis au moins 8 ans dans unité de fabrication de plus de 50 personnes et a des connaissances reconnues dans le domaine de l'élaboration des fontes GS et alliées et des systèmes de fusion en cubilot et fours électriques.
Notre PMI (120 personnes - 25 M CA) bénéficiant d'un LMBO, donc reprise par des cadres entreprenants et entrepreneurs, attend un tempérament fort et compétent pour poursuivre sa dynamique et ses projets nombreux.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire actuel) sous réf. 7095 FVM à notre Conseil
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



BATIMENT CLE EN MAIN

créer l'activité construction industrielle

Agé d'environ 30 ans, ingénieur, vous avez une expérience de quelques années dans une entreprise qui assure la maîtrise d'œuvre (ingénierie, entreprise générale, ...).

Votre challenge : développer la vente aux entreprises Rhône-Alpes de locaux industriels à partir de nos technologies propres, en assurer la réalisation en délais et qualité avec une équipe de 4 à 5 personnes et devenir rapidement le patron autonome de l'agence de **LYON**

Vous rapporterez au Directeur Général de la filiale immobilière du groupe (600 personnes, 1 milliard de F de CA) qui vous offrira des opportunités.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV, sous référence 788-19, à notre Conseil

ONOMA Tour Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cédex 03.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

laboratoire lachartre

Soin d'hégor — Rogé Cavaillès — Clearasil — VICKS — Milton

recherche un

INGENIEUR DEBUTANT

ENSAM, ENSI, INSA

pour le service Conditionnement

De formation mécanique ou électromécanique possédant de bonnes connaissances *en automatisme*.

- Il sera responsable des études techniques permettant d'améliorer les outillages, les équipements, la productivité, les conditions de travail.
- Il sera chargé de développer la formation du personnel régleur.
- Il participera à :
  - l'achat et l'*implantation des nouvelles machines*,
  - l'introduction de la *micro-informatique* dans le service.

Notre style de management favorise l'initiative et la prise de responsabilités dans une *société en développement rapide*.

Ce poste peut convenir à un candidat dynamique et motivé. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au

Laboratoire LACHARTRE Service du Personnel 126, av. de Vendôme BP 839 41008 BLOIS Cedex.

CONTESSE

Responsable administratif et comptable H/F

FNAC LILLE - FNAC BORDEAUX

Comptable expérimenté vous avez su tirer avantageusement profit de vos années d'expérience et vous souhaitez maintenant élargir votre champ d'activité.

La FNAC de LILLE ou BORDEAUX vous propose de prendre en charge la fonction de *Responsable Administratif et Comptable auprès du Directeur de Magasin.*

Votre mission :

- Assurer le bon fonctionnement de la comptabilité fournisseurs, de la comptabilité générale et analytique, de la préparation de la paye.
- Participer à l'établissement des budgets et en suivre la réalisation.
- *Gérer la trésorerie et être en relation avec les banques.*

Vous aurez de plus la responsabilité d'une équipe composée de personnel administratif et de caissières.

Les candidats que nous souhaitons rencontrer seront âgés d'au moins 25 ans, de formation DECS, posséderont une expérience minimale de 5 ans acquise si possible *dans la distribution et complétée par un passage en cabinet d'expertise.*

Monique SIMON vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature accompagnée de votre CV précisant votre rémunération actuelle, la référence RAC et la ville qui vous intéresse, à Fnac 101, rue du Cherche Midi 75006

fnac

La fnac. L'oxygène de la tête.

média-system

THOMSON SEMICONDUCTEURS

DÉPARTEMENT MICROSYSTÈMES — GRENOBLE

VENEZ REJOINDRE UNE ÉQUIPE QUI GAGNE !

Notre unité, de création récente au sein de l'activité semiconducteurs, a une forte croissance grâce à la performance des produits et à la volonté d'une équipe totalement mobilisée autour d'un projet : gagner la compétition internationale. Nous sommes spécialisés dans la fabrication des cartes et systèmes à usage industriel sur les bus VME et G 64, conçus autour de la famille des microprocesseurs EF 68000.

Nous souhaitons rapidement renforcer nos équipes Qualité et Industrialisation et Méthodes pour lesquelles nous recherchons :

3 INGÉNIEURS QUALITÉ

– un responsable de la qualification des nouveaux produits et de la validation des composants (expérience professionnelle de 3 à 5 ans indispensable), réf. 79413/LM.

– un ingénieur responsable de la phase finale de mise au point des nouveaux produits avant leur transfert définitif en production, réf. 79414/LM.

– un *ingénieur chargé de l'élaboration de programmes de tests Qualité pour les cartes, systèmes et composants*, réf. 79415/LM.

1 RESPONSABLE DES TESTS FONCTIONNELS :

chargé du développement des programmes et de méthodes de tests (expérience professionnelle de 3 à 5 ans indispensable), réf. 79416/LM.

1 INGÉNIEUR DE TESTS :

participer au développement des tests fonctionnels pour les cartes et les systèmes. Possibilité d'évolution vers le test in situ sur Generad 2271, réf. 79417/LM.

Pour l'ensemble de ces postes où l'Anglais est nécessaire, les candidats doivent avoir une formation ingénieur électronicien et/ou informaticien, connaître les microprocesseurs 8 et 16 bits, les langages assembleur et évolué (Pascal, C). *De larges possibilités d'évolution sont ouvertes en France et à l'étranger pour des candidats de valeur.*

En précisant la référence du poste qui vous intéresse, merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS – Direction des Ressources Humaines, 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Appartenant au Groupe Systèmes assistés par ordinateurs de SCHLUMBERGER SENTRY est le leader mondial dans le domaine du

TEST DE CIRCUITS INTEGRES

SENTRY EUROPE regroupe un Centre d'Etudes et Production à Saint-Etienne *et des agences commerciales en France, Angleterre, Allemagne. Pour son activité France,* SENTRY recherche

Responsable comptabilité générale

(ESSEC, HEC, etc... DECS)

2 à 3 ans d'expérience

Basé à Saint-Etienne, et rattaché au Contrôleur Financier Europe, il aura la responsabilité de la comptabilité générale (notamment comptes clients et fournisseurs) et de la fiscalité au niveau France. En outre il assurera la consolidation et le reporting financier de l'activité Europe.

Un très bon niveau d'Anglais est indispensable pour assurer des contacts efficaces avec les Etats-Unis et les autres pays d'Europe.

Ce poste ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière tant en France qu'à l'extérieur au sein du Groupe SCHLUMBERGER.

Envoyer lettre de candidature et CV à ENERTEC SYSTEMES DE TESTS - Service du Personnel

34, rue Necker - Z.I. de Montreynaud - 42028 SAINT ETIENNE Cedex.

SENTRY Schlumberger

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE PROVENCE

Importante Société d'INGENIERIE NUCLEAIRE et CHIMIQUE

Sud Vallée du Rhône

recherche

INGENIEUR PROCESS CONFIRME

- spécialisé GENIE CHIMIQUE,
- ayant 3 ans minimum d'expérience industrielle,
- *ouvert aux techniques de pointe et à l'information des procédés,*
- langue anglaise courante.

Ecrire manuscrit (+ CV + photo + rémunération) à

L. justet psychologue

18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA M

Ecole privée recherche

PROFS VACATAIRES

physique en maths spéciales. Ecr. ou tél. : 35-72-80-94. ESSIGELEC, 58, r. Méridiens, ROUEN.

CENTRE DENTAIRE MUTUALISTE GRENOBLE cherche

UN SPÉCIALISTE ORTHODONTIE DENTO-FACIALE

Démarrage activité. Adr. C.V. : Directeur U.M.G. 8-12, rue Dr-Calmette, 38028 GRENOBLE CEDEX.

LE LABORATOIRE DE COMMUNICATIONS OPTIQUES ET MICROONDES Associé au Centre National de la Recherche Scientifique recherche

pour LIMOGES candidat à présenter au concours de recrutement de Chargé de recherches C.N.R.S. première classe (Dossier ès Sciences ou niveau équivalent) pour travaux dans le domaine des circuits microélectroniques pour microondes *ou optiques*

Dossier de candidature à demander d'urgence : *C.N.R.S. AD 8e circonscription,* 1 *bis,* avenue de la Recherche-Scientifique 45071 ORLÉANS Cedex 2

Date limite de dépôt des candidatures 16 janvier

Pour l'établissement du dossier, se mettre en rapport immédiatement avec les professeurs

Y. GARAULT ou P. GUILLON : L.C.O.M., 123, av. Albert-Thomas 87060 LIMOGES Cedex. Téléphone : 55-79-46-22.

Marketing produits — Juniors et seniors

Electronique — **180.000 F / 350.000 F**

Sud-est / Ouest / Paris - Cette société industrielle d'envergure internationale, connaît une forte croissance sur un marché très concurrencé et recherche, pour appuyer son développement, de jeunes responsables produits pour ses activités :

- composants - Réf. B/5860M
- microsystèmes - Réf. B/5861M

Ils seront chargés d'assurer la fonction MARKETING dans son ensemble pour une famille de produits (composants ou microsystèmes destinés aux marchés des télécom, informatique, militaire, etc...) depuis l'analyse du marché et des produits concurrents jusqu'à l'animation des ventes en passant par la définition des spécificités, la politique de formation, etc. Garants de la rentabilité de leur ligne de produit, ils auront en outre à définir les politiques de prix. Ces postes très complets et autonomes, véritables interfaces entre les études, la fabrication et les ventes, s'adressent à de jeunes ingénieurs (SUPELEC, SUPTELECOM, *ENSI...*) débutants ou possédant une expérience acquise dans une fonction commerciale et/ou technique. Pour les produits microsystèmes, une formation en marketing (HEC, ESSEC) peut convenir. Dans tous les cas, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Pour ces postes, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CONTROLEUR DE GESTION

SAVOIE



La Société d'Aménagement et d'Exploitation « LES MONTAGNES DE L'ARC » (C.A. 360 M.F. - Effectif 450/1.200 personnes en saison), recherche UN CONTROLEUR DE GESTION. *Sous la responsabilité du Directeur de Gestion,* il préparera les budgets annuels du Groupe et il en suivra l'éxécution avec analyse des écarts. Il établira et mettra à jour les plans pluri-annuels (investissements, exploitation) et les divers *tableaux de bord de gestion (hôtellerie, restauration, remontées* mécaniques, immobilier). Il participera aux études devant permettre une évolution et une amélioration des outils de gestion, une bonne connaissance de la micro-informatique sera nécessaire. *Le candidat* retenu, âgé d'environ 25 ans, de formation type HEC, ESSEC, ESCP,... possèdera si possible une première expérience de la fonction, acquise de préférence dans une société du secteur Hôtellerie - Loisirs. Lieu de travail : LES ARCS.

Ecrire sous référence 816/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

TAT EXPRESS

VOS COLIS DE DOMICILE A DOMICILE EN MOINS DE 24 H.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons nos

FUTURS CHEFS DE CENTRE H/F

Amenés dans un premier temps à exercer des responsabilités d'exploitation dans notre centre d'ORLY, les candidats de valeur se verront confier à terme la responsabilité d'un centre en Province. Pour ces postes, une grande mobilité géographique est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous référence F.C.C. à T.A.T. EXPRESS Service du Personnel - BP 0257 - 37002 TOURS Cedex

LEVI-TOURNAY / ABSCOM

Cabinet de conseils juridiques

recherche.

région TOURS

SPÉCIALISTE DE DROIT FISCAL

pratique antérieure dans administration ou cabinet nécessaire.

Ecrire sous le nº 314.633 M. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

JEUNE CADRE COMMERCIAL

ALPES — **160 000 F +**

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français, nous vendons nos produits à une clientèle très variée d'industriels transformateurs. Nous souhaitons engager un jeune diplômé E.S.C. ayant une première expérience technico-commerciale.

Adressez votre dossier sous Nº 867 M

GABRIEL MARCU

154, Bd Malesherbes - 75017 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Crédit National

CREDIT NATIONAL : un des plus grands noms dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et de services souple et variée. Une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Le Crédit National recherche pour sa filiale de Crédit-Bail Immobilier un Juriste spécialiste de Droit Immobilier.

Il jouera un rôle de conseil auprès des Cadres Financiers du Crédit National chargés de l'étude des demandes de financement. Il élaborera les différents actes relatifs aux opérations de crédit-bail immobilier. A cette occasion, il sera amené à avoir de nombreux contacts et à participer aux négociations avec les entreprises clientes.

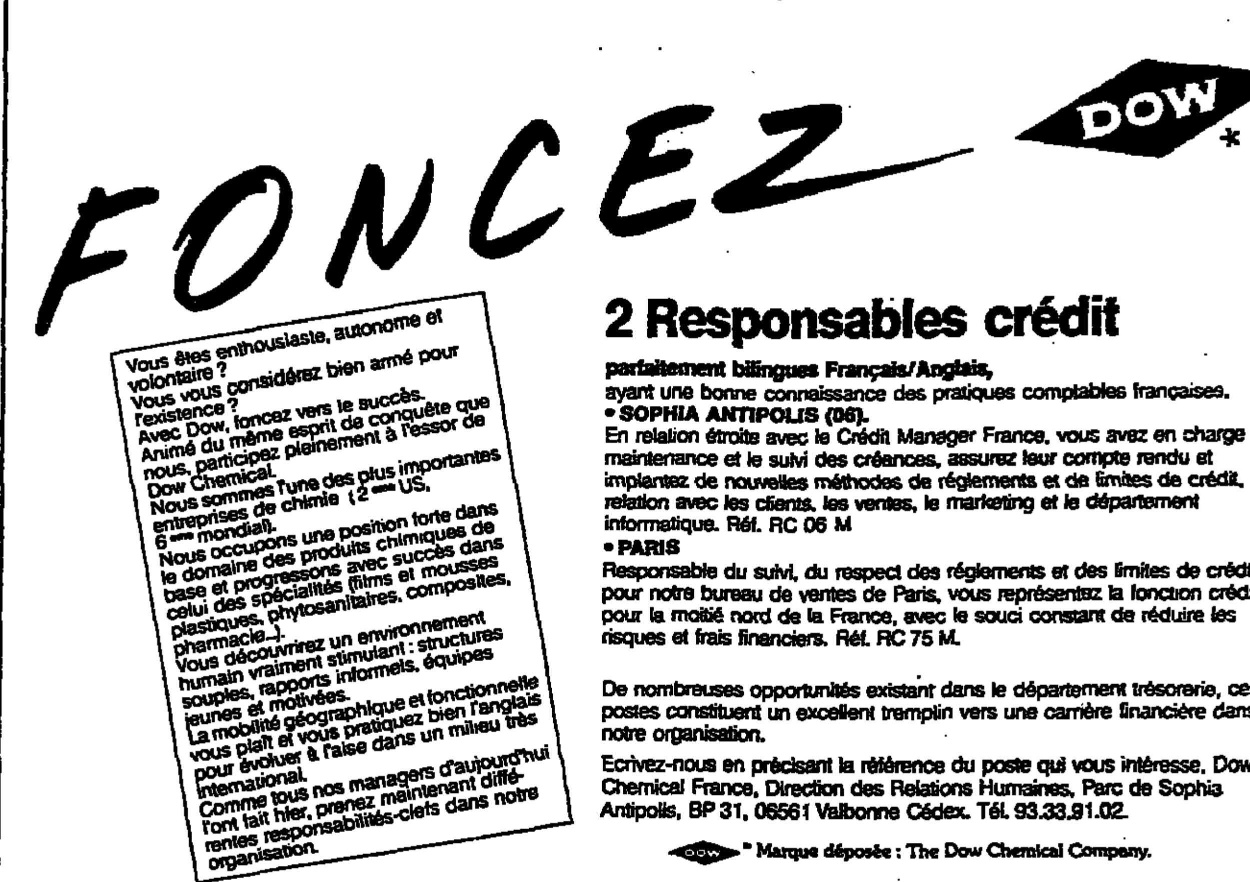
Il possédera :
- une Maîtrise en Droit minimum.
- de préférence des connaissances en mathématiques financières et en informatique.
- une expérience de cinq années environ acquise dans une SICOMI, chez un Notaire ou dans un Service Juridique de Banque.

La rémunération sera fonction de la qualification du candidat.

Merci d'adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et salaire souhaité au **Crédit National, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.**

DESSEIN

JURISTE
SPECIALISTE DE DROIT IMMOBILIER



2 Responsables crédit

parfaitement bilingues Français/Anglais,
ayant une bonne connaissance des pratiques comptables françaises.

• SOPHIA ANTIPOLIS (06).
En relation étroite avec le Crédit Manager France, vous avez en charge la maintenance et le suivi des créances, assurez leur compte rendu et implantez de nouvelles méthodes de règlements et de limites de crédit, en relation avec les clients, les ventes, le marketing et le département informatique. Réf. RC 06 M

• PARIS
Responsable du suivi, du respect des règlements et des limites de crédit pour notre bureau de ventes de Paris, vous représentez la fonction crédit pour la moitié nord de la France, avec le souci constant de réduire les risques et frais financiers. Réf. RC 75 M.

De nombreuses opportunités existant dans le département trésorerie, ces postes constituent un excellent tremplin vers une carrière financière dans notre organisation.

Ecrivez-nous en précisant la référence du poste qui vous intéresse, Dow Chemical France, Direction des Relations Humaines, Parc de Sophia Antipolis, BP 31, 06561 Valbonne Cédex. Tél. 93.33.91.02.

* Marque déposée : The Dow Chemical Company.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON

L'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS RECHERCHE POUR SON UNITÉ D'ÉTUDES ET DE PRODUCTION DE MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES (500 PERSONNES DONT 100 INGÉNIEURS)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
SUPELEC OU TÉLÉCOM

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes, de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois importants en France ou à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae, photo et lettre manuscrite,
M.P.A. - N° 5968 - B.P. 2365
69216 LYON CEDEX 02.

PLASTIC OMNIUM

Un des leaders de la transformation des matières plastiques nous poursuivons notre développement et créons pour notre usine de LANGRES à 60 km de Dijon, un poste de

Chef de Personnel

Attaché au Directeur de l'usine (200 personnes) vous assurez le recrutement ouvriers, employés et ETAM, supervisez la paye (informatisée et traitée sur place), les relations avec créanciers sociaux et inspection du Travail, élaborez et suivez le plan de formation et sa gestion, participez aux CE, CHSCT, négociations avec les partenaires sociaux, gérez le personnel (3 x 8 dans les ateliers), proposez des projets de formation, communications et développement du potentiel humain.

De formation supérieure, jeune, une solide expérience similaire vous a donné les moyens d'être immédiatement opérationnel dans notre structure et l'ambition d'assumer les responsabilités évolutives que notre groupe peut vous offrir.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération, sous référence 101 M à M. d'Aboville, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris

résonance

photon science instruments

Société pionnière dans la recherche de nouvelles technologies en Electro-Optique (LASERS) et Opto-Electronique (MÉTROLOGIE DES FIBRES OPTIQUES).

P.S.I. a fait ses preuves dans la commercialisation :

1) des *LASERS* :
Excimères, Guide d'Ondes, Vapeurs Métalliques ...

2) et de la *METROLOGIE DES FIBRES* :
Réflectomètres, Bancs de Caractérisation ...

Pour renforcer notre force de vente (15 M.F.), et maintenir notre forte croissance (+ 50% en 85), nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL

de haut niveau, dans chacun des départements ci-dessus.

Vous êtes Ingénieur diplômé ou équivalent dans ces domaines. Vous possédez un bon niveau d'anglais.

Si l'aventure du laser, sa métrologie, vous passionne et que vous êtes un "gagnant", écrivez-nous.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS
65, 67 avenue Jean Jaurès - 91120 Palaiseau

F.R.

NOUS sommes leaders dans notre secteur d'activité-papeterie et en pleine expansion (CA : +20% 1985). Nous sommes situés à CAEN, ville Universitaire à proximité de la mer. Pour faire face au développement de nos ventes, nous recherchons :

UNE ASSISTANTE DU DIRECTEUR COMMERCIAL (H/F)

VOUS serez responsable de la gestion des commandes et animerez un "pool" de 8 secrétaires.

Vous avez une formation type École de Commerce. Vous avez une première expérience commerciale et d'encadrement. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Votre efficacité et votre dynamisme vous ouvriront des perspectives d'évolution dans notre groupe.

NOUS recherchons également :

UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ CLIENTS (H/F)

VOUS assurerez la facturation, le recouvrement et la comptabilité clients. Vous serez assisté de 5 collaborateurs.

Vous avez une formation type École de Commerce. Vous avez pratiqué la vente et évolué vers l'administration commerciale. Votre sens de l'organisation et votre rigueur vous assureront une évolution favorable dans notre groupe.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre C.V. - réf. 66/01 - à notre conseil Jacques PIGNARD qui traitera avec discrétion votre candidature.

JMLP Conseils, 5 rue des Terrasses, 14000 CAEN

CONSTRUCTEUR DE CONTACTS ÉLECTROMÉCANIQUES

recherche

DEUX INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

de formation électromécanique (DUT, BTS, Ingénieur).

Vous avez déjà orienté votre carrière vers le commercial (pendant 5 à 10 ans) et vous souhaitez entrer dans une entreprise solide, bien gérée, à taille humaine.

Les secteurs à pourvoir comportent une clientèle d'industriels existante et à développer.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
SAMEC S.A. - Route de Billancelles,
28190 COURVILLE-SUR-EURE.

VOUS ÊTES JURISTE D'ENTREPRISE

GROUPE PHARMACEUTIQUE VÉTÉRINAIRE NICE

(25 % de croissance annuelle et 50 % de l'activité à l'étranger) vous recherche.

Vous avez une solide formation juridique polyvalente.
Vous avez de plus une expérience plus importante du droit des affaires (contrats et sociétés) et du droit de la propriété industrielle.
Vous êtes parfaitement bilingue anglais notamment dans le cadre du langage juridique international.
Vous êtes jeunes et voulez intégrer un groupe jeune dont la moyenne d'âge est inférieure à 40 ans.
Vous avez déjà travaillé dans une fonction similaire et pouvez apporter une expérience et développer un poste évolutif.
Vous voulez vivre à Nice ou ses environs mais pouvez voyager sans contrainte.

Alors adressez vite votre candidature manuscrite, C.V. et prétentions salariales à :
VIBRAC
Serive du Personnel,
B.P. 13,
06021 NICE CEDEX.

Groupe Bâloise France

Jeunes managers commerciaux

Nancy, Paris, Caen ou Rouen

Nous sommes une Compagnie d'Assurances appartenant à un Groupe important présent dans le monde entier et nous avons la volonté d'accroître notre part de marché.

Nous recherchons :

7 jeunes diplômés.

- Vous justifiez d'une formation supérieure de commerce,
- vous vous sentez créatifs,
- vous souhaitez participer à un challenge de développement,

alors, adressez vite C.V. et lettre man. s/réf. 4848 M à notre Conseil

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Publival



impact développement

26 Rue Brunel, 75017 PARIS

Nous sommes une Société de l'Ouest de la France
170 personnes - 60 millions de C.A.
Axée sur la fabrication d'emballages nouveaux
Nous avons un outil de travail performant.
Nous recherchons notre

RESPONSABLE TECHNIQUE

Il sera homme de relations humaines, connaissant la technique de transformation du carton : impression, découpe, collage ; intéressé par les chiffres, gestionnaire, avec une solide formation de base. Il devra être capable d'évoluer, grâce à une formation complémentaire, vers un poste de Direction Technique.

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions s/réf. 2197 à
Mme A. GARRET
11, rue Mauvoisins - 44200 NANTES.

Aix-les-Bains - Savoie
1re station thermale française

recherche

UN(E) RESPONSABLE CHARGÉ(E) DE PRODUIRE COORDONNER ET CONTROLER L'ANIMATION

Excellente culture générale, créativité, expérience professionnelle confirmée dans un des domaines.

Envoyer C.V. à : M. le Secrétaire Général,
OFFICE DU TOURISME - Palais des Congrès,
B.P. 132, 73101 AIX-LES-BAINS.

SUD-EST
ENTREPRISE DE T.P. ET CARRIÈRES

recherche d'urgence :

SON CHEF DE BUREAU PAIE
(POSITION ETAM)

Mission :

- préparation de la paie informatisée (350 pers. environ) ;
- déclaration de salaires et versements des cotisations ;
- participation à la gestion courante du personnel.

Exigences :

- rigueur, précision, méthode, organisation, discrétion, autonomie ;
- expérience similaire de 5 ans minimum dans une entreprise de TP et/ou carrières ;
- références exigées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 314.639 M, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Jeune Sup de Co
Votre Premier Poste de D.A.F.

PMI (40 pers.) entre Chartres et Orléans, nous fabriquons et commercialisons en France et à l'export du matériel de stockage destiné à l'agriculture et aux industries (chimie, pétro-chimie, alimentaire).
Interlocuteur direct du P.D.G. (34 ans), vous serez responsable de la comptabilité générale et analytique. Vous mettrez en place des procédures de contrôle de gestion, T.B.G., C.E. prévisionnels, plans de trésorerie, statistique (outil informatique).
Vous avez "l'esprit gestion" et vous souhaitez débuter votre carrière en PMI, adressez votre dossier s/réf. LM 8602/1 M. à Ph. Gautier notre Conseil qui vous recevra à Tours ou à Paris.

Delalandre et Gautier Consultants
3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

ARCOREAL RHI

ETABLISSEMENT FINANCIER
à compétences nationales
propose pour son unité de LAON
un poste d'

AGENT DE MAITRISE

comportant diverses tâches commerciales et administratives : accueil clientèle, démarches commerciales, confection et vérification de dossiers, saisie de données, etc...

PROFIL :
- H.F. Niveau BAC + 2 ou BTS avec bonne pratique commerciale.
Une expérience dans le crédit immobilier serait très appréciée.

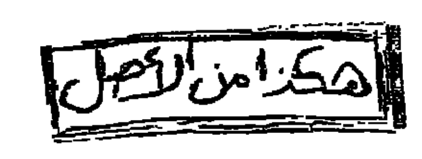
Adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 455 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE

Nous sommes une des premières sociétés de Restauration sous contrat : 2 000 personnes, 400 établissements.
Notre développement et notre projet d'entreprise nous amène à rechercher notre

SPECIALISTE-QUALITE H/F

Sous l'autorité du président, sa mission auprès de l'ensemble des établissements et des services fonctionnels consistera à faciliter la mise en place et le suivi des «cercles de qualité».
De formation supérieure (ingénieur, science éco ou équivalent).
Vous avez environ 5 ans d'expérience acquise de préférence dans un cabinet de consultants.
Vous êtes rodé à l'animation et l'organisation de groupes de travail (cercles de qualité, groupes de progrès).
Merci d'adresser CV, photo et prét. sous réf. 425 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SAGEM

1er constructeur mondial de terminaux télex à écran.
1er constructeur européen de systèmes de navigation inertielle.

2 OSCARS À L'EXPORTATION

Recherche pour renforcer son service juridique un

JURISTE D'ENTREPRISE (H/F)

(Maîtrise + D.E.A. ou D.E.S.S. Droit international privé)

Vous serez associé à l'ensemble des tâches juridiques de la société et aurez en charge plus particulièrement l'analyse et la rédaction de contrats internationaux, domaine dans lequel vous possédez une 1re expérience (2 à 5 ans).

Ce poste ouvert et dynamique convient à une personnalité affirmée.

Outre vos capacités d'analyse et de rédaction, nous saurons apprécier vos qualités de contact, votre sens de la négociation à haut niveau et votre disponibilité.

La pratique de l'anglais est bien sûr nécessaire, celle de l'espagnol serait appréciée.
Lieu de travail : Paris 16e.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. M 35 à SAGEM, Service du Personnel 92002 NANTERRE CEDEX



ENSEMBLE, PARTAGEONS NOTRE RÉUSSITE

IMAGO

SOCIÉTÉ FRANÇAISE, leader du marché européen des encres d'imprimerie, nous exerçons notre activité à travers 14 centres de profit en Europe et en Amérique Latine et une organisation centrale basée à Puteaux.

Dans le cadre de nos objectifs de développement, nous recherchons pour notre organisation centrale un

Ingénieur adjoint au responsable marketing et développement pour le marché de l'emballage

Sous son autorité, il devra :
- assurer des contacts permanents avec les principaux acteurs de ce marché,
- identifier les opportunités pour le Groupe et les produits correspondants,
- proposer des objectifs et organiser des programmes d'action,
- participer à l'élaboration du programme de développement du Groupe et à sa répartition entre les différentes unités,
- contrôler la réalisation des objectifs.

Pour ce poste, nous cherchons un ingénieur ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la transformation ou dans l'industrie des films pour emballages et de préférence de formation chimiste.
La dimension internationale de la fonction requiert la connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand, ainsi que de fréquents voyages (environ 30 % du temps) en Europe principalement, aux Etats-Unis et en Amérique Latine.
Cette fonction, variée et vivante, est une excellente base pour une évolution de carrière intéressante dans le Groupe.

Poste à Puteaux (92)

Ecrire sous réf. OD 309 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec

Un marketing manager pour le JAPON

UN PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE de dimension internationale développe ses activités à l'étranger et recherche pour sa filiale japonaise un *Marketing Manager* qui participera au développement de ses marques.

D'origine japonaise ou parlant le japonais, il devra s'intégrer dans une structure existante légère, mais représentative de trois puissantes firmes (Japonaise - Française - Américaine).

Sa mission :
Il sera le représentant du groupe français, il aura comme objectif la mise au point des stratégies et des plans de développement des produits de marque connue et de forte notoriété.
Il devra être capable de motiver et d'animer la force de vente locale par des actions promotionnelles.
Il s'agit d'un travail de réflexion stratégique sur les possibilités du marché, mais aussi de marketing et d'animation commerciale.

Le profil :
Ce poste conviendrait à HEC, ESSEC, ESCP ou formation équivalente (MBA, INSEAD apprécié) ayant assuré des fonctions de chef de groupe marketing au sein d'une des grandes firmes de produits de grande consommation (secteur alimentaire de préférence).
Un séjour à Paris de 12 à 18 mois est prévu afin de se familiariser avec la structure du groupe et ses produits ainsi que des déplacements au Japon avant son affectation à Tokyo.

Poste intéressant pour un professionnel du marketing s'étant familiarisé avec le Japon au cours de missions ou de voyages d'études. Il devra allier les qualités de rigueur, de contact au dynamisme commercial et à une réelle capacité d'adaptation à des environnements variés.
La connaissance de la langue japonaise est indispensable.

Ecrire sous réf. NC 308 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

BANQUE PRIVÉE - PARIS-8e

recherche pour son

DÉPARTEMENT BANQUE

EXPLOITANT(S) ENTREPRISE
(niveau Cl. VII)

Pour développer une clientèle d'entreprise de CA supérieur à 200 MF avec comme axes privilégiés :
- financements bancaires classiques CT.MT ;
- opérations de gestion de trésorerie en liaison avec les équipes spécialisées de la banque ;
- opérations de haut de bilan et d'ingénierie financière et immobilière.

Une expérience de la clientèle institutionnelle serait appréciée.

Aptitudes requises :
- expérience bancaire de 10 ans minimum auprès de banques d'affaires ou direction grandes entreprises de banques de dépôts ;
- diplôme d'enseignement supérieur ;
- sens commercial développé, aptitude aux contacts de haut niveau.

Adresser C.V. détaillé et salaire actuel sous no 8.168
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Contrôleur de gestion poste évolutif

UNE COOPÉRATIVE AGRICOLE PERFORMANTE (CA 1,4 milliard) recherche son Contrôleur de Gestion.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé :
- d'animer la démarche budgétaire des Directions opérationnelles et des services fonctionnels,
- d'assurer la synthèse et la cohérence du budget,
- d'effectuer l'analyse des performances,
- de développer les "outils" de gestion.

Outre ce rôle de contrôleur de gestion, il collaborera avec la Direction Générale pour les prévisions financières, l'élaboration des dossiers d'investissements, les études économiques et financières.
Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience en audit ou en contrôle de gestion (acquise dans société à dominante commerciale), rigoureux, dynamique, proche du terrain, intéressé par le marché agricole, ouvert aux problèmes du droit des affaires.
Sa réussite dans le poste lui permettra d'accéder à des responsabilités de direction.

Poste : ville ouest France.

Ecrire sous réf. TI 313 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

Traitement du signal et traitement d'image
Ingénieur ENSTA, ENSIMAG, ECP, Doctorat...

ORGANISME INDUSTRIEL DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE recherche pour l'un de ses centres hautement spécialisés dans les sonars un **Ingénieur de haut niveau.**

Au sein d'une petite équipe de spécialistes, il lui sera confié les travaux suivants :
- étude et développement de simulation de traitement du signal et d'image, choix de configurations opérationnelles et de systèmes d'exploitation,
- participation à la définition et aux choix des équipements,
- suivi de leur réalisation chez les industriels et évaluation de ceux-ci.

Le candidat retenu de formation grande école (ENSTA, ENSIMAG, ECP...) ou Doctorat, à dominante mathématique et informatique, sera très motivé par les études et possèdera le goût du travail en équipe.
Une première expérience serait appréciée mais n'est pas indispensable.
Lieu de travail : Brest

Ecrire sous réf. CR 320 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

SOCODIAX S.A.

GROUPE PRODSTAR PRODUCTION SOFTWARE S.A.

Leader français de la gestion de production informatisée 110 installations (France et Belgique), 12 MF de C.A., 120 % de croissance par an, recherche

CONSULTANTS
en gestion de production

35 ans max., 5 années d'expérience sur Logiciel de G.P. chez constructeur, S.S.i.i., ou utilisateur, pour assurer des actions de près-vente, de vente et d'installation du Logiciel Prodstar en France et dans la C.E.E. à partir de Paris.
Pratique impérative de l'anglais.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à
SOCODIAX
45, quai de la Seine
75019 PARIS.

MICRO ET ULTRAFILTRATION
ingénieur technico-commercial
France et exportation

CERAVER filiale **CGE** a développé des membranes céramiques de haute performance.

Pour prendre une part active à la promotion et à la vente de ce produit dans le monde, nous recherchons un **ingénieur technico-commercial.**
Ingénieur diplômé, il aura environ 5 ans d'expérience professionnelle dont une expérience commerciale.
Il connaîtra les techniques de séparation, filtration, ultra-filtration ou osmose inverse.
Il parlera couramment l'anglais (connaissance d'une autre langue étrangère : allemand, espagnol, italien, appréciée).
Il aura de bonnes capacités techniques alliées à un réel dynamisme commercial.

Poste basé à Tarbes.

Ecrire sous réf. RG 311 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

Jeunes ECP, Mines, AM
Un début de carrière formateur en usine

Plâtres Lafarge

(CA 1,2 milliard, 1.300 personnes) importante branche de Lafarge Coppée et représentant un ensemble industriel de douze usines très automatisées.

Nous recherchons un **ingénieur de fort potentiel,** dynamique et réalisateur, qui, intégré à l'une des usines et rattaché au Directeur de celle-ci, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles.
Ce poste comporte de nombreux aspects relationnels et permet de connaître l'ensemble des activités d'une unité à taille humaine (140 personnes).
Les perspectives d'évolution sont réelles dans les différentes branches du Groupe.
Une connaissance de l'anglais, une familiarisation avec l'informatique ainsi qu'une mobilité géographique sont nécessaires.

Premier poste : ville de province.

Ecrire sous réf. YN 318 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec

BANQUE PRIVÉE (PARIS)

filiale d'un grand groupe industriel français

recherche pour son

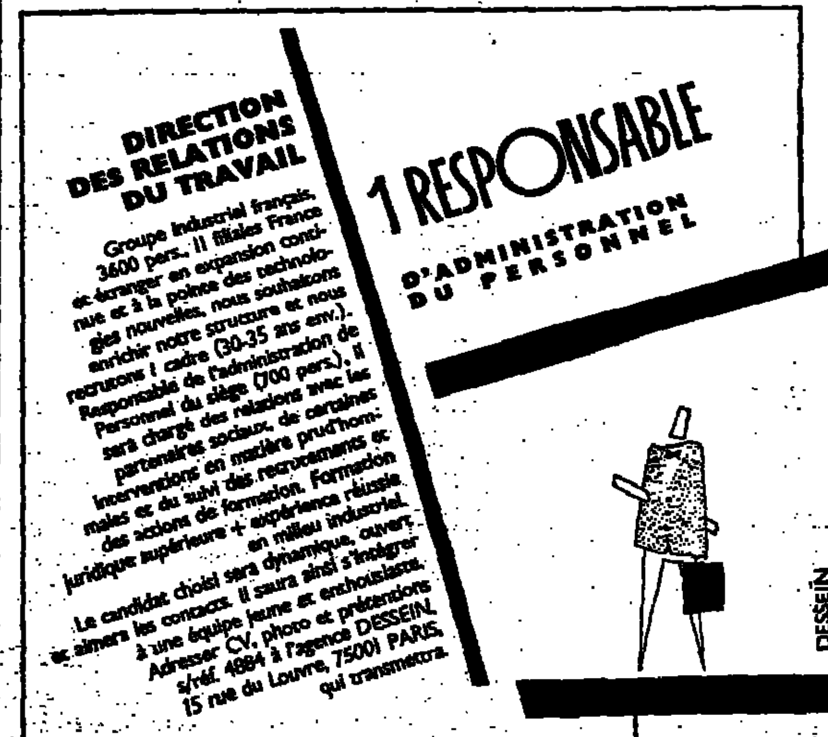
SERVICE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

UN OPÉRATEUR MULTI-MARCHÉS

(TRÉSORERIE, CHANGE, OBLIGATIONS)

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences PO-Ecofi, Sup de Co ou équivalent) ayant une première expérience réussie sur l'un des marchés ci-dessus, vous élargirez progressivement votre savoir faire sur l'ensemble des marchés financiers en rejoignant une équipe jeune et innovatrice. Une réussite dans ce poste vous ouvrira une évolution de carrière attrayante au sein du groupe.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite à LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS (s/no 23.147, réf. à porter s/enveloppe qui trans.).



DISTRIBUTEUR DE PRODUITS POUR L'INDUSTRIE ELECTRONIQUE LEADER DANS SON DOMAINE recherche

2 JEUNES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés grande école ou universitaire.

Pour assurer le support technique auprès de la clientèle en liaison étroite avec les fabricants représentés en exclusivité, (U.S.A., Allemagne, G.B., France,...).

Leurs aptitudes techniques en mécanique, chimie, électronique et leur goût du contact devront leur permettre de s'intégrer dans une équipe commerciale dynamique opérant dans un secteur de pointe : **l'INTERCONNEXION.**

Anglais indispensable - allemand souhaité.

Ces postes conviendraient à des candidats désireux d'évoluer au sein d'une société en plein développement.

A un salaire fixe s'ajoutera un intéressement aux résultats. Voiture de fonction. Lieu : proche Banlieue Sud.

Envoyer C.V. à no 43710 - COFAP
39, rue de l'Arcade, 75008 Paris,
qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Informatique technique

Nous sommes l'un des premiers groupes européens d'ingénierie en informatique (2.500 personnes, 1 milliard de C.A.) au service des entreprises privées et du secteur public. Notre division Ingénierie de Systèmes Techniques prend en charge de vastes chantiers d'informatique dans des domaines variés. Notre développement rapide nous amène à rechercher :

Ingénieurs expérimentés — Réf. 10658/M

De formation ingénieur Grande Ecole, vous avez acquis trois à sept ans d'expérience de conception et de réalisation de systèmes industriels, de préférence sur matériels DEC ou HP. Vous participerez à la rédaction de cahiers des charges et à l'encadrement d'équipes de réalisation pour des applications de : process industriels, suivi de production, systèmes de tests intégrés, traitement du signal...

Jeunes Ingénieurs — Réf. 10659/M

Diplômés d'une école d'ingénieurs ou titulaires d'un DEA informatique, vous avez acquis un à trois ans d'expérience de réalisation de logiciels dans des domaines scientifiques ou techniques et maîtrisez parfaitement au moins l'un des langages suivants : FORTRAN, PASCAL, C, LTR, ASSEMBLEUR sur mini ou micro. Vous travaillerez sur des opérations variées, telles que simulateurs, dispatchings, gestion technique centralisée de bâtiment, nucléaire, systèmes militaires,...

Vous souhaitez accroître votre savoir faire dans ces domaines de pointe, partagez donc notre ambition informatique et adressez votre candidature en indiquant la référence choisie, à Marie-Christine GILLES, responsable du recrutement.

SM SEMA·METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex

Membre de Syntec

MICRO-INFORMATIQUE :
Plus que jamais l'EUROPE...

INGENIEUR COMMERCIAL : votre diagnostic, votre appui technique et votre sens des affaires feront de vous l'ambassadeur que nos distributeurs attendent

Jeune Constructeur Informatique, notre implantation à l'export s'intensifie et a besoin du concours de nouveaux professionnels. Rattaché au Responsable de Zone Europe, vous serez accueilli au sein d'un département jeune, dynamique et performant ou vous disposerez d'une réelle autonomie d'action.

Nous vous formerons à nos produits mais vous avez déjà une première expérience de la vente de micro-informatique et vous souhaitez désormais développer votre carrière à l'exportation.
L'anglais bien sûr mais l'allemand, l'italien ou l'espagnol en plus ferait la différence.

Adressez votre dossier de candidature complet avec photo sous référence 773 M à notre Conseil.

ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEUR ?
ET POURQUOI PAS L'INFORMATIQUE

Vous êtes ingénieur diplômé, vous aimez l'informatique, vous voulez que votre première expérience valorise les études que vous avez faites ; vous pouvez choisir un bon créneau : **l'informatique.**

Vous cherchez une entreprise performante, solide, novatrice, capable de vous fournir et de vous assurer une évolution de carrière ?

Nous nous plaçons parmi **les premiers groupes français** et intervenons dans des secteurs très diversifiés touchant notamment la chimie et la pharmacie, très ouverts aux nouvelles technologies.

C'est au Département Etudes de notre société informatique (Paris La Défense) que nous vous proposons de commencer.

Vos premiers galons de spécialiste en informatique ! Venez les gagner chez un utilisateur. Et, sans plus tarder adressez votre candidature détaillée, motivée, sous référence 769 M à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Siège Français d'un Groupe International leader dans le domaine de l'Assurance-Vie et de l'Épargne

nous recherchons notre

Responsable du Service Formation

PARIS

Dans le secteur de l'Assurance-Vie des produits d'Epargne et de **CAPITALISATION**, et en liaison avec la Direction, vous participerez à l'élaboration du plan de formation de l'entreprise et mettrez en œuvre les actions nécessaires à sa réalisation.

Vous concevrez et gérerez la formation interne et externe et participerez à la conception de nouveaux produits, et à leur promotion auprès des equipes de vente.

Votre formation supérieure et votre première expérience acquise dans les produits financiers, l'Assurance-Vie, les produits d'Épargne et de Capitalisation doivent vous permettre d'être constamment informé de l'évolution de cette activité.

Votre sens pédagogique et votre goût de la communication seront appréciés par nos équipes commerciales. Ce poste comporte de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'ecrire sous réf. 505/M à A.L CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Une importante entreprise industrielle allemande cherche à renforcer sa filiale, établie depuis quelques années au Nord de Paris.
L'activité consiste à développer et à procéder à la finition de composants métalliques à fins multiples, en particulier dans le domaine des machines, des installations et des véhicules.
Pour la succursale nous recherchons un

Ingénieur des ventes

comme

CHEF DE FILIALE

dont la tâche principale sera de développer la vente dans les régions industrielles en France, ainsi que de traiter directement avec la clientèle.

Une bonne expérience en gestion est nécessaire et de bonnes connaissances en allemand seraient un atout supplémentaire.

Il s'agit d'une position stable à long terme et à facettes multiples, dont la responsabilité est considérable.

Veuillez vous adresser à Monsieur Bernhard Magnus Lichtwer (conseiller) par téléphone (1949 711) 221564 jusqu'à 18 heures ou envoyer lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photocopies des diplômes et certificats de travail en mentionnant vos prétentions. Confidentialité assurée.

Industrieberatung MEYER-MARK GmbH Stuttgart
Königstraße 68, Postfach 891, D-7000 Stuttgart 1 (Allemagne)

MEYER MARK

Si vous n'êtes pas vous-même la personne que nous cherchons, peut-être la connaissez-vous !

CONTESSE

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
Conseil Juridique et Fiscal
Neuilly/Sablons
offre des situations d'avenir à des

CONSULTANTS
de haut niveau

Fiscalistes

Vous avez complété votre formation en grande école ou université de gestion par un 3e cycle de droit fiscal et après 5 à 8 ans de pratique en cabinet de conseil ou en entreprise, vous combinez efficacement votre compétence fiscale et votre expérience de la gestion des affaires.

Ecrire sous réf. 4924 M

Juristes en droit des sociétés

Votre formation de 3e cycle a fait de vous des juristes de haut niveau en droit privé et vous avez 4 à 5 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet. Dotés de créativité et de sens pratique, vous privilégiez l'intelligence des situations et vous savez associer diagnostics et recommandations. Une expérience des entreprises en difficulté sera appreciée.

Ecrire sous réf. 4925 M

Juristes en droit social et du travail

Après une formation spécialisée, vous avez déjà une première expérience de 3 ans en cabinet ou en entreprise. Vous interviendrez auprès de nos clients dans le cadre général des rapports juridiques du monde du travail.

Ecrire sous réf. 4926 M

Expérience réelle de la vie de l'entreprise, connaissances juridiques très approfondies, capacité de sécuriser vos interlocuteurs, mobilité et sens aigu de l'organisation, pratique de l'anglais, sont les conditions nécessaires à la réussite de votre future mission dans notre cabinet.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Pierre Lemahieu en précisant la référence ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE · 45.55 11 11

MEMBRE DE SYNTEC



LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recherchent

INGENIEURS GRANDES ECOLES
ESPCI - FSE - CENTRALE - MINES - ENSTA

OPTIONS : Physico-Chimie - Physique du Solide - Sciences des Matériaux Electroniques.
Débutants désireux de s'intégrer dans des équipes de recherche appliquée dans les domaines suivants :
REF. 11 : Croissance épitaxiale des composés III-V pour des applications opto-électroniques.
REF. 22 : Etude des propriétés de surface des verres utilisés en électronique et physique du vide.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel,
3, avenue Descartes, B.P. 15, 94450 Limeil-Brevannes.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 98 10 85

SGN, 1400 personnes
Ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe
(nucléaire, biotechnologie, productique)
recherche
pour la réalisation de projets de haute technologie, en particulier dans le domaine nucléaire en France et à l'export

Ingénieurs d'installation générale

Fonction :
assurer la coordination des études - animer des équipes de haut niveau dans le domaine de l'installation et de la tuyauterie - prendre en charge la conduite de projets de taille moyenne.
Profil :
INGENIEURS Grandes Ecoles (Centrale, Mines, INSA, A & M...) débutants ou ayant déjà une expérience technique (installation, générale, process, projet).
Anglais et/ou allemand indispensable.
Ces postes peuvent à terme, donner lieu à des déplacements en France et à l'étranger.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions, sous référence IIG à



Direction du Personnel et des Relations Humaines
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux - 78184 Saint-Quentin-en-Yvelynes

SOURCES



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GIBCO BRL

LIFE TECHNOLOGIES

BETHESDA RESEARCH LABORATORIES

LEADER MONDIAL EN CULTURE CELLULAIRE
PREMIÈRE SOCIÉTÉ DE GÉNIE GÉNÉTIQUE
DÉVELOPPE SON IMPLANTATION EN FRANCE
et



recherche
POUR SES GAMMES DE PRODUITS :
– CULTURE CELLULAIRE - GIBCO
– BIOLOGIE MOLÉCULAIRE - BRL

2 Ingénieurs Technico-Commerciaux

chargés des ventes
un sera basé à Paris
l'autre sera basé en région Sud-Est

POUR
– Promouvoir les produits GIBCO et BRL par des ventes et démonstrations.
– Assurer un soutien technique et un suivi étroit de la clientèle.

ILS (ELLES) DEVRONT :
– Posséder une maîtrise de :
• biochimie génétique ;
• biologie cellulaire
ou équivalent.

ET/OU
– Avoir une expérience de la vente de ce type de produits.

ILS (ELLES) BÉNÉFICIERONT
– De l'excellente réputation de notre société.
– D'un bon salaire.
– D'une prime sur objectif.
– De frais professionnels.
– D'une voiture de fonction.

Si vos aptitudes sont à l'image de ce poste
nous désirons vous rencontrer
et vous remercions de bien vouloir adresser :
curriculum vitae et photo à : GIBCO/BRL SARL,
B.P. 7050, 95051 CERGY-PONTOISE CEDEX.

griffine-maréchal

DE LA CHIMIE A LA MODE...

Un rapport qui ne saute pas aux yeux ! Et pourtant, filiale d'un des premiers groupes chimiques mondiaux SOLVAY, *nombre de nos produits entrent dans la composition* d'articles de mode. Nous recherchons le

RESPONSABLE COLLECTION

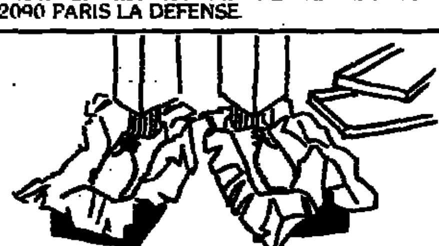
Chaussures-Maroquinerie **Paris**

Une fonction spécifiquement marketing qui commence par l'étude du marché : tendances, évolution des produits... se poursuit par la consultation des chefs de marchés et le choix des études à mener et/ou des collections à lancer, s'achève par le suivi de toutes les étapes du produit, en laboratoire et en fabrication, afin que les collections sortent conformément au cahier des charges.

Age et diplômes importent moins que la qualité des votre expérience qui doivent être celle d'un homme de marketing, si possible «branché» sur les produits mode, parlant couramment anglais et - dans l'idéal - allemand. On vous reconnait par ailleurs un esprit ouvert, curieux, imaginatif *mais très méthodique. Un sens spontané de* la communication et du dialogue, le don de la synthèse et... celui de la conviction !

Alors, adressez sans tarder votre candidature mentionnant vos souhaits de rémunération à Jean Paul FAUQUET, Direction du Personnel, GRIFFINE MARECHAL, Cx 28, 92090 PARIS LA DEFENSE.

DESSEIN



ENTREPRISE ÉCONOMIE SOCIALE

recherche

1 CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Niveau maîtrise Droit ou Sciences Eco.

Ayant acquis une pratique de l'assurance des personnes dans compagnie d'assurance, organisme SS ou Mutuelle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
GIE M.E.T.O.D.E.S.
22, rue d'Aumale, 75009 PARIS.

BANQUE PRIVEE PARIS 17e

en développement, recherche son

Responsable du service engagement

Classe VI minimum

Il est demandé une solide expérience dans un poste similaire.
Adressez lettre manuscrite, avec C.V. et prétentions sous réf. 83725 à M.S. JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

Ingénieur responsable des liaisons techniques et commerciales avec filiales étrangères

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, leader sur le *plan national et ayant un développement rapide à l'international, recherche un* **Ingénieur** pour lui confier l'animation des filiales étrangères (8 filiales en Europe et en Amérique du Nord).

Rattaché au Directeur Commercial, il sera chargé :
• de leur apporter une assistance technique,
• de veiller a l'application de la politique commerciale,
• de préparer les budgets de vente et de tenir les tableaux de bord,
• de contrôler la gestion des commandes passées aux usines,
• de participer aux foires et expositions.

Ce poste, qui implique compétences techniques, qualites commerciales et sens de la gestion, conviendrait à un ingénieur AM ou equivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience à dominante technico-commerciale, dynamique et d'excellent contact.
Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.
Poste : banlieue nord Paris.

Ecrire sous réf. XM 317 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



EXPORTATION

Jeune commercial de valeur

CERAVER groupe CGE

La Société CERAVER est leader mondial dans l'étude, la réalisation et la vente d'équipements électrotechniques. L'exportation correspond à 50 % de son CA. Afin de participer activement à son développement, nous recherchons un candidat de bon niveau, ayant un réel potentiel d'evolution. Il sera **l'Adjoint du Responsable de la zone Extrême-Orient.**

Ce poste évolutif conviendrait à un candidat grande école de commerce (intéressé par la technique) ou ingénieur, ayant une première expérience d'environ 2 ans dans la vente de biens d'équipements à l'exportation. Il est impératif qu'il parle couramment l'anglais (deuxième langue espagnol ou allemand appréciée). Son dynamisme, son sens du contact, sa rigueur dans le suivi des affaires, sa mobilité lui ouvriront de larges perspectives de carrière.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AP 319 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



DIRECTION DES CONSTRUCTIONS NAVALES

X, ECP, ENSTA, EMP

Mécanicien-informaticien

confirmé et haut niveau

UN ORGANISME D'ÉTUDES DE LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS NAVALES *recherche un Ingénieur de haut niveau* pour seconder le responsable d'un centre de calcul scientifique doté de puissants *moyens et réalisant des calculs de résistance et de stabilité de diverses structures* en statique et en dynamique.

Ses fonctions impliqueront :
• l'animation d'une équipe étoffée d'ingénieurs et techniciens,
• *la responsabilité des configurations d'informatique scientifique* dans les bureaux d'études de la D.C.N.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant de solides compétences en mécanique et en informatique, disposant d'environ 10 ans d'expérience professionnelle, bon animateur, motivé par la perspective de participer à la réalisation de grands projets.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. WL 316 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris





Vous êtes issus d'une grande école, titulaires d'un Doctorat, d'un DEA, ou d'une maîtrise. Vous êtes débutants ou vous avez 5 ans d'expérience. SYSECA vous propose, dans le cadre de sa stratégie d'expansion, de devenir

ingénieurs informaticiens

Vous exercerez votre activité dans les domaines suivants : systèmes temps réel – informatique industrielle – logiciel de base – systèmes de gestion – systèmes de communication – systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M1301 à GROUPE SYSECA - Direction du personnel, *315, Bureaux de la Colline,* 92213 SAINT-CLOUD *CEDEX.*

SYSECA (280 MF de C.A., 800 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

UN PUISSANT GROUPE FINANCIER en forte expansion (CA 13 milliards) **comportant une importante filiale de distribution (3.000 personnes) dont plusieurs établissements décentralisés, recherche**

• Responsable gestion ressources humaines

Rattaché au Directeur des Relations Humaines et Sociales de cette filiale, il sera chargé de mettre en place et faire vivre une gestion prévisionnelle du personnel *participative et efficace.*
Ses principales missions concerneront :
• *gestion de la mobilité interne et recrutement,*
• analyse des besoins et des postes,
• optimisation des ressources humaines.

HEC, ESSEC, Sciences Po ou équivalent... (une formation complémentaire en psycho-sociologie serait appréciée) il devra disposer d'une expérience de 5 ans environ, dans des fonctions similaires au sein d'un groupe important, mettant en œuvre des techniques modernes et informatisées de gestion des ressources humaines.
Poste à Paris. **réf. UJ 314 AM**

• Jeune chef de personnel et relations sociales

pour un de ses établissements situé à Paris (400 personnes environ).

Rattaché au Directeur de l'établissement, il devra disposer d'une formation supérieure et d'une spécialisation en droit social, ainsi que d'une première expérience opérationnelle de 3 ans minimum dans la fonction personnel et relations sociales.
• il sera responsable de la gestion du personnel et sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du developpement social (groupes de progrès...),
• *il animera au niveau de l'établissement l'ensemble des relations paritaires et* sera l'interlocuteur des responsables opérationnels et du siège.

Poste à Paris. ***réf. VK 315 AM***

La réussite à ces postes et les possibilités d'évolution de carrière dans le groupe impliquent une forte motivation pour les relations humaines et sociales, ainsi qu'un goût marqué des réalisations et des responsabilités.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE,
ayant la plupart de ses usines dans le Nord, recherche,
du fait de sa nouvelle structure, pour sa Direction
"Budget et Comptabilité" implantée à Valenciennes :

• Le responsable du service comptabilité bilan

Ce poste s'adresse à un Cadre Comptable confirmé disposant d'une formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS) et d'une expérience de 5 ans environ acquise en entreprise ou en cabinet.
Placé directement sous l'autorité du Responsable des Services Comptables, il sera en relation avec les différents établissements de la Société et de ses filiales et animera une équipe de cinq personnes. ***réf. DT 276 AM***

• Des cadres débutants

disposant d'une formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS) désireux de faire carrière dans les différents services d'une importante Direction "Budget et Comptabilité."

Plusieurs postes sont à pourvoir :
- ***Trésorerie et Consolidation*** ***réf. EU 277 AM***
- ***Procédures et Révisions Comptables*** ***réf. FV 278 AM***
- **Informations de Gestion et Etudes Economiques** ***réf. GW 279 AM***

Tous ces postes impliquent des relations à des niveaux hiérarchiques variés et l'animation d'une équipe.

Larges possibilités de développement de carrière dans la Société, ses filiales et le groupe auquel elle appartient.
Logement à Valenciennes assuré.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Département de Paiement et Transactions Electroniques du Groupe SCHLUMBERGER recherche un

Jeune Contrôleur de Gestion

- Vous êtes de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... DECS obligatoirement) et pratiquez l'anglais.
- *Vous êtes prêt à assumer les fonctions suivantes :* participation au processus budgétaire, mise en *place et contrôle de nouvelles procédures internes,* audit de l'activité Services.
- Vous avez acquis 2, 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit, de préférence anglo-saxon.

Les perspectives d'évolution au sein de notre groupe doivent intéresser des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel d'ASTER-BOUTILLON, 12 Place des Etats Unis, 92120 MONTROUGE.

PAYMATEC
Schlumberger

DESSEIN



ROYAN - Important Centre de Formation pour Adultes, fortement implanté au niveau national depuis 1966, nous avons créé en 1981 un nouveau département de formation à l'informatique qui doit, compte tenu des besoins des entreprises, se développer et prendre une dimension de premier plan au sein du centre.

Dans ce cadre nous recherchons le

Responsable département formation informatique

Sous la dépendance hiérarchique du Directeur Général, vous aurez la responsabilité de la PROMOTION, de la GESTION et du FONCTIONNEMENT du département, secondé par quatre animateurs à temps plein.

Vous proposerez l'organisation et l'évolution des formations à prévoir compte tenu des objectifs généraux arrêtés avec la direction générale dans les domaines de l'informatique de gestion.

De formation supérieure, les candidats que nous souhaitons rencontrer auront acquis une expérience de quelques années en SSII ou chez un constructeur en tant que chef de projet, par exemple, et participé à des actions de formation.

Le poste offre une réelle autonomie d'action pour des candidats pouvant apporter une triple compétence de pédagogue, d'informaticien et de promoteur.

MEDIA PA

Jean LAFARGUE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MJL/CL/RI à Ordis - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

Chef de mission

La responsabilité complète des travaux d'expertise comptable

Nous sommes un Cabinet d'Expertise Comptable, membre d'un Groupe International.

Le développement de nos activités nous conduit à rechercher un collaborateur Chef de Mission auquel nous confierons la responsabilité complète des travaux d'expertise comptable (surveillance de comptabilité, assistance de gestion) pour un portefeuille de sociétés.

A 28 ans, vous avez acquis au moins trois ans d'expérience dans un Cabinet qui vous a permis d'effectuer des missions de supervision et d'assistance comptable.

Vous avez une bonne pratique de la langue anglaise.

Notre structure et notre taille vous permettront d'évoluer et d'élargir vos responsabilités.

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions de l'adresser sous la référence 510/15 à M. SIBOLD, COFROR Tour Fiat, Cedex 16, 92084 PARIS LA DEFENSE en précisant votre rémunération actuelle.



SOURCES

Banque Populaire

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES,

Nous sommes l'organe central d'un Groupe de 38 banques régionales coopératives et de 29.000 collaborateurs.
Notre Département Hommes et Structures recherche son :

CONSULTANT EN RESSOURCES HUMAINES

Il interviendra auprès des Banques Populaires régionales pour les aider à mettre en œuvre les méthodes et outils de GESTION PRÉVISIONNELLE de PERSONNEL définis et développés au sein du Département Hommes et Structures.

Vous avez 30 - 35 ans, une formation supérieure (IEP, Sup de Co, Sc Eco...), 3 à 5 ans d'expérience acquise en cabinet (audit de fonction personnel) ou en entreprise (fonction personnel), si possible dans le secteur bancaire.

Vous avez déjà participé à l'élaboration et à la mise en place de méthodes et outils de gestion prévisionnelle de personnel (tableau de bord, évaluation de potentiel, classification...).

Vous êtes attiré par le métier de consultant et vous en possédez les exigences (contact, dynamisme, efficacité...).

Lieu de travail : Paris, mais déplacements fréquents en France.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'envoyer votre dossier de candidature, en indiquant la référence 5100/M à notre Conseil ACTIMAN, qui vous garantit une discrétion absolue.

264, rue du Fbg-St-Honoré 75008 PARIS

Actiman

HAVAS CONTACT

Responsable production cinéma-vidéo

Premier Groupe Français d'Energie, nous recherchons pour le département Images et Communication un **professionnel de la conception et de la production audiovisuelle.**

Vous participerez, par la conception de programmes audiovisuels, à la stratégie de communication interne et externe du Groupe. Vous assurerez plus particulièrement la réalisation d'un magazine périodique d'informations télévisées.

Vous avez un très bon niveau de formation générale ainsi qu'une pratique de plusieurs années de la production cinéma/télévision. Curieux et inventif, vous savez en outre vous adapter à des interlocuteurs de tout niveau.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la réf. 6/SV/61, à **TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES** - 5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS Cedex 16.

MEDIA PA



COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

HEC, ESC, Sciences Po...

Venez créer avec nous les centres commerciaux de demain

Filiale de la Compagnie Bancaire, nous avons à notre palmarès des centres commerciaux qui portent les noms prestigieux de CRETEIL SOLEIL, BELLE EPINE, MARSEILLE-BOURSE, NANTES-BEAULIEU, CLERMONT JAUDE...

En tout, depuis 30 ans, c'est plus de 500 000 m² que nous avons pensés, réalisés et commercialisés et que nous gérons aujourd'hui.

Pour renforcer notre structure et préparer la relève dans 2 secteurs, Responsabilité Projets et Direction de Centre, nous recherchons deux JEUNES DIPLOMES (HEC, ESC, Sciences Po...) débutants ou bénéficiant d'une première expérience commerciale. Pour réussir, ils doivent faire preuve de qualités de contact exceptionnelles, de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, et d'un sens naturel de l'initiative, ainsi que de diplomatie dans les nombreux contacts qu'ils auront sur le terrain.

Ces créations de postes représentent pour eux de réels tremplins d'avenir dans la société, pour des postes de direction opérationnelle.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre + CV, photo et prétentions sous réf. 471 M à Marie-Christine Janin, Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris

SEGECE

SOURCES

groupe de la compagnie bancaire



- Télécommunications
- Informatique avancée
- Optronique
- Productique
- Energie

CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

recherchent pour leur division Informatique dans le cadre de la croissance de ses activités en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :

INGENIEUR

Réf DIN 186

Possédant une expérience pratique du langage LISP et une bonne connaissance des langages objets et des techniques de génération de plans pour :
- participer au développement d'un système expert en planification et ordonnancement,
- rechercher des méthodes de génération automatique et d'interaction homme/machine efficaces.

CHEFS DE PROJETS

Ref. DIN 286

INGENIEURS

(confirmés et débutants)

Réf. DIN 386

domaines d'activité :
Systèmes experts.
Environnements de programmation.

Connaissances informatiques modernes souhaitées incluant LISP, PROLOG UNIX.

Ces différents postes impliquent une formation grande école d'Ingénieur ou Universitaire (Thèse).

Postes de travail individuels. Ambiance de travail stimulante dans le cadre d'un Grand Groupe Industriel. Moyens matériels de premier ordre : réseau local, plusieurs VAX, machines LISP, SUN...



Adresser lettre manuscrite et CV sous référence du poste choisi au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, route de Nozay, 91460 MARCOUSSIS.

CONTESSE

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE

recherche

2 FORMATEURS CONFIRMES

Les candidats, diplômés d'études supérieures, devront justifier d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la fonction.

Il auront une bonne connaissance de l'Assurance-Vie et des techniques de commercialisation auprès des entreprises et des particuliers.

Dans le cadre de leur fonction ils auront à concevoir, préparer, animer et suivre les stages destinés à notre réseau et nos partenaires.

Adresser CV avec photo (restituée) et prét. sous ref. 347 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra *75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.*

CONTESSE

Jeune chargé de recrutement HF

Contrat de durée déterminée : 8 mois.

Nous sommes une entreprise européenne à forte notoriété : notre activité commerciale est tournée vers la distribution de produits de loisirs, 4 unités sont ouvertes sur Paris, 17 sur la province où nous poursuivons notre expansion.

Ce jeune cadre, intégré à la Direction des Affaires Sociales basée à Paris, participera, en liaison étroite avec l'Equipe actuelle, aux diverses missions de recrutement.

Ce poste, bien que fonctionnel, met en avant des aptitudes «terrain», sens des contacts, dynamisme, combativité, mais également compréhension et prise en compte des contraintes commerciales.

Il nécessitera également de fréquents et courts déplacements sur l'hexagone.

Il conviendrait à un débutant de formation supérieure (Psychoprat-DESS de Psycho indus. - ou équivalent) ayant déjà à son actif une courte expérience professionnelle dans ce domaine.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 5062 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

MEDIA PA



Vos résultats et votre valeur personnelle favoriseront votre évolution dans une Société qui privilégie la promotion interne, la polyvalence et qui investit 2,5 % de la masse salariale en formation

formateurs

Vous aimez concevoir le fil conducteur de votre action et vous interroger sur les moyens et comportements qui permettent aux responsables d'entreprises de réussir, le fruit de votre travail complété par leurs réalités vous forme, pour prendre à terme d'autres responsabilités. Vous le réaliserez dans un poste de formateur semi-itinérant où vous élaborerez la démarche pédagogique, les outils et le contenu des stages pour les Concessionnaires, Chefs de Vente, Vendeurs, de la connaissance du produit à l'organisation et la direction d'une PME. De formation type ESC, vous réussirez dans ce poste avec une expérience de formation commerciale Gestion Personnel au sein d'une entreprise ou dans un organisme de formation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 3579 M à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterêts.

media-system





V.A.G France



fiscaliste

DE FORMATION TROISIEME CYCLE DROIT OU ENI. VOUS AVEZ DES NOTIONS DE COMPTABILITÉ ET POSSÉDEZ UNE PREMIERE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE D'ENVIRON 2 ANS AU COURS DE LAQUELLE, VOUS AVEZ ACQUIS, SI POSSIBLE, DES CONNAISSANCES EN RÉGLEMENTATION ET FISCALITÉ BANCAIRES.

AU SEIN D'UNE PETITE ÉQUIPE, VOUS SEREZ CHARGÉ D'INFORMER ET CONSEILLER DES DIFFÉRENTS ORGANISMES DU GROUPE.

VOUS ÊTES AUTONOME ET POSSEDEZ LE GOÛT DES CONTACTS HUMAINS

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE SOUS RÉFÉRENCE 241 M A MICHEL HERTH, C.N.C.M., 88-90, RUE CARDINET 75017 PARIS

Crédit Mutuel

Curriculum

Chez USINOR CHATILLON aciers plats spéciaux, le développement c'est aussi du Marketing stratégique.

Analyser, étudier, calculer, comprendre les marchés, évaluer et prévoir les besoins des clients, être lucide sur les potentialités technologiques, imaginer l'horizon à moyen terme en intégrant les actions et les réactions de chacun, être sans cesse à l'affût et préconiser les bonnes options... Voilà le poste.

USINOR CHATILLON acier spéciaux, c'est :
3 700 personnes, 3 usines, 1 métier. Celui de concevoir, fabriquer et distribuer des aciers spéciaux d'une qualité renommée et de dégager une grande valeur ajoutée.
Pour compléter notre équipe Marketing et Développement nous recherchons un

JEUNE CHARGE ETUDES MARKETING
ESSEC – ESCP

A 25-27 ans votre formation supérieure (option économétrie si possible), votre démarche analytique et votre esprit curieux et synthétique font de vous déjà un bon stratège.
Au sein de l'équipe Marketing vous développerez ces qualités en élaborant des tableaux de bord, en dressant des monographies, en demeurant à l'écoute des ingénieurs et des commerciaux.

Pour réussir dans le Marketing vous utiliserez la micro informatique.
Anglais indispensable. Après, votre évolution sera à la mesure de vos mérites, le champ est ouvert le Groupe USINOR est grand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre manuscrite, C.V., photo s/référence 610 M



Innover pour gagner

Service Recrutement
N. LE BAGOUSSE
Immeuble Ile-de-France
92070 Paris-La-Défense cedex 33.

Notre Cabinet créé à Versailles depuis plus de 3 ans, de taille moyenne, développe des interventions en profondeur, très étroitement liés aux spécificités de nos clients, nous les conseillons dans la recherche, l'évaluation et l'intégration de ressources humaines.
Notre localisation à l'Ouest de la Région Parisienne et notre professionalisme, notre volonté d'entreprendre et de réussir, notre respect des personnes, sont les atouts que nous mettons au service des entreprises et des candidats.
Notre développement nous conduit à renforcer notre équipe par un

CONSULTANT SENIOR.

Vous êtes, vous-même, un professionnel expérimenté dans la recherche de cadres par annonce ou par approche directe, ou responsable de la vente de services complexes aux entreprises industrielles.
Vous aurez progressivement la pleine responsabilité de missions complètes (recherche de clientèle, étude de besoins, conseils, traitement des recrutements, *réussite de l'intégration des candidats*).
Votre rémunération pour partie liée aux résultats, sera complétée à terme, par une participation au capital.
Pour nous rencontrer, merci d'écrire sous la réf. LM/944 à Michel SELLEM, qui vous garantit une totale discrétion. SCORRE - 47, rue du Maréchal Foch 78000 VERSAILLES



conseil en recherche de cadres et dirigeants

Organisation et Publicité

INTERNATIONAL MANAGEMENT

Conseil Spécialisé en Recherche et Sélection de Dirigeants et Cadres Financiers
8, rue Georges Ville 75116 PARIS - Tél : **45 00 67 17**
La filiale française d'un important Groupe américain dont l'activité est la fabrication et la commercialisation de connections électriques et électroniques, CA France 500 MKF, forte croissance, 2 usines en France, effectif 700 personnes, recherche un jeune

CONTROLEUR DE GESTION

Agé(e) de 30-35 ans, de formation supérieure en finance/gestion, le ou la candidate possède une expérience du Contrôle de Gestion usine de 4 à 5 ans et de la mise en place d'une comptabilité analytique dans un environnement anglo-saxon.
L'anglais courant est indispensable.
La connaissance d'un Package COST type COPIS serait un plus.
Le ou la candidate se verra confier la mise en place de la comptabilité analytique, la création et le développement d'un Contrôle de Gestion performant.
Il ou elle aura l'habitude de dialoguer avec l'Informatique.
Une rémunération de l'ordre de 260 KF +/an est prévue et tiendra compte essentiellement de l'expérience du candidat.
Le poste est à pourvoir rapidement à CERGY PONTOISE.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle sous réf. CG/862 à notre Conseil Patrick BRUNETEAU.



Compagnie Générale pour l'immobilier d'entreprise recherche

DEUX INGÉNIEURS RESPONSABLES DE PROGRAMMES

La C.G.I., spécialisée dans l'immobilier d'entreprise (bureaux et locaux d'activités), *recherche pour son département Études et Réalisations deux Ingénieurs Responsables* de Programmes.
Ces Ingénieurs diplômés – E.S.T.P. - E.N.S.A.I.S. – éventuellement complétée par l'I.C.H. - ont une expérience professionnelle d'au moins 10 ans acquise en entreprise ou dans la *promotion.*
La pratique des études de prix et la connaissance de l'immobilier d'entreprise seraient, *bien sûr, appréciées. Leur ouverture d'esprit et leurs qualités relationnelles leur permettent* d'avoir de bons contacts avec les investisseurs, les mairies, les utilisateurs, les architectes *mais aussi avec les techniciens et les hommes de chantier.*
Les équipes, de dimension humaine, permettent de responsabiliser les ingénieurs dans *des missions aux aspects variés.*
La rémunération, fonction de l'expérience est de nature à motiver un cadre de valeur. *Si ce profil correspond à vos acquis et à vos projets,* merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération annuelle sous référence M10/1542A à

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Patron de notre marketing financier

250 000 +

Etablissement financier filiale d'un des grands de la V.P.C., nous sommes l'organisme gestionnaire des moyens de paiement proposés par notre société mère à sa clientèle. Parallèlement, en collaboration avec des banques et compagnies *d'assurances nous mettons au point et commercialisons divers produits financiers.* Nous recherchons *aujourd'hui pour* assurer notre développement un cadre de bonne envergure.

Proche de notre marketing V.P.C., vous affinez la politique et les procédures relatives aux moyens de paiement (cartes de crédit, prélèvement...). Recherchant de nouveaux partenaires complémentaires de nos créneaux de la V.P.C., vous les fédérez autour de ces mêmes moyens. Toujours à l'écoute de votre marché, vous savez intéresser des organismes financiers à *notre système de V.P.C. Vous développez en collaboration avec eux des produits tels les assurances ou... des fonds* communs de placement et les commercialisez sur les créneaux que vous avez su déceler au travers de l'exploitation de nos très importants fichiers.

La trentaine environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis dans la V.P.C. ou au sein d'organismes financiers une double expérience d'analyse et d'exploitation de fichiers, et de commercialisation de produits financiers. Homme de marketing, ce sont vos qualités de contact et de diplomatie, alliées à un esprit concret et à un comportement responsable qui vous feront réussir à ce poste basé au Sud de Paris.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence *7289* VN, *24* rue Eugène *Flachat - 75017* Paris.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec

Société américaine, spécialisée dans le domaine des technologies informatiques de pointe.

Recherche pour son siège Européen à PARIS

Support Technique Européen

De formation BTS, DUT ou AFPA, le candidat aura une première expérience réussie, de deux à trois ans, de la maintenance ou du développement *sur micro-ordinateurs* et, si possible, aura une certaine connaissance des problèmes de communication de données en environnement IBM (mini, gros systèmes).
Une *préférence* sera donnée aux personnes pouvant maîtriser les problèmes logiciels.
Il devra faire preuve d'un bon esprit d'organisation et de possibilités réelles d'évolution en environnement *multinational.*
Sous la direction du directeur technique pour l'Europe il sera responsable de :
- la documentation technique internationale.
- la formation des techniciens de la compagnie et des distributeurs,
- la liaison technique entre nos filiales, nos distributeurs et notre équipe de recherche en U.S.A.,
- l'organisation d'interventions de support ponctuelles sur site.

Ce poste demande une *parfaite* maîtrise de l'anglais et une grande disponibilité pour des déplacements fréquents.
Merci d'envoyer votre candidature avec CV et prétentions de salaire à :
IBC 10, rue Cambon 75001 Paris.

LAMIS INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

2 à 3 ans d'expérience.
Connaissant SOLAR/RTES-D et langage PL 16 pour applications temps réel.
Ecrire avec C.V. à
LAMIS INFORMATIQUE
3, rue des Louviers,
78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE
ou tél. (1) 30-61-51-81.

Sté spécialisée dans la recherche et la vente de lubrifiants industriels (sud région parisienne)

recherche

RESPONSABLE

ADMINISTRATION-VENTES
Elle sera chargée :
- relations avec clientèle, unité de production et service comptable ;
- responsabilité du secrétariat administratif.

Elle devra justifier d'un niveau DUT-BTS avec 5 ans d'ancienneté dans poste similaire.
Evolution de carrière possible au sein du groupe multinational.

Env. C.V. et prét. s./réf. 9607 à VALENS CONSEIL, B.P. 369, 75064 PARIS Cedex 02.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DE RISQUES D'ENTREPRISES
cherche

H. 25-30 ANS

Disponible rapidement pour : gestion administrative et/ou technico-commerciale de contrats d'assurances d'entreprise.
Profil souhaité : études juridiques, gestion ; esprit d'analyse.
Tél. pour R.V. au :
42-94-02-96, poste 420.

PME EN PLEINE EXPANSION, BANLIEUE OUEST DE PARIS,
recherche pour faire face à son développement

CADRE COMMERCIAL ELECTRONICIEN

Son rôle sera :
- de détecter auprès des grands donneurs d'ordres de l'industrie et de *l'administration les produits électroniques dont nous pourrions prendre* en charge l'étude, la fabrication ou l'industrialisation.
- *de gérer la clientèle* existante ainsi que guider et organiser le travail de 2 cadres commerciaux.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Son rôle sera :
- d'assurer la gestion et l'animation d'une équipe d'électroniciens sur *divers projets matériels et logiciels*
- d'assister la mise en place d'un centre de compétences IAO - CAO électronique.

Adr. CV, prétent. (ss réf. 8786) : Sté ABAQUE - 11, r. Schoelcher - 75014 Paris qui tr.

INTERTECHNIQUE
AÉRONAUTIQUE - ESPACE

recherche :
Pour sa Direction de Production aéronautique :

– CHEF DE MAGASIN NIVEAU V/3 (REF. M/DPR-1)
Agé de 35-45 ans, le candidat devra justifier d'une expérience dans le domaine des pièces mécaniques et électroniques et, de préférence, dans une société d'équipements aéronautiques.
Il devra être animateur d'équipe (12 personnes), dynamique et bon gestionnaire.
La connaissance en gestion informatique sera appréciée.

– ACHETEUR (niveau IV ou V de la C.C. de la Métallurgie) (REF. M/ACH-2)
en composants électroniques et petite mécanique de précision.
Le candidat devra avoir des qualités de négociateur et de gestionnaire d'achats et avoir de bonnes relations humaines.
Une bonne connaissance de l'anglais commercial parlé et écrit est nécessaire.
Une expérience de quelques années dans les mêmes domaines est indispensable.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

Le Département Grands Systemes de la DIVISION CONSEIL ET INGENIERIE (500 personnes, C.A. 240 MF, expansion 35 % an) renforce son équipe commerciale et recrute un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
(HEC, ESSEC, ESC...)

Rattaché au Directeur du Département, vous prendrez en charge l'ensemble des fonctions commerciales de votre secteur d'activite compose des plus grandes entreprises industrielles equipees de gros centres informatiques.

Votre mission consistera à vendre auprès des Directeurs informatiques des prestations intellectuelles de tres haut niveau et à traduire auprès de nos ingénieurs, les besoins de vos clients. Vous serez soutenu dans votre action par notre responsable technique et par la logistique de Sligos.

Vos capacités de réflexion et d'analyse vous amèneront à participer à la stratégie globale du département et à définir, dans le cadre du positionnement Marketing de l'entreprise, votre propre action commerciale.

Vous avez une experience commerciale réussie de 2 ans minimum, de bonnes connaissances informatiques et désirez intégrer un poste évolutif, a la mesure de vos performances, basé sur un salaire très motivant (fixe + primes sur objectif).

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 1880 LM, à notre **Conseil F.M.I. recrutement** - 43, rue Liancourt, 75014 PARIS - Tél. 43.20.69.29.

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE

HAVAS CONTACT

Société de conseils en finances en croissance exponentielle

recherche

BOURSE

Un ESSEC ou HEC ayant 2 ou 3 ans d'expérience de suivi des marchés des valeurs mobilières. Le candidat idéal aurait en outre des compétences élevées en matière de programmation sur IBM PC

SENIOR CONSULTANT TRÉSORERIE

Un ESSEC ou HEC ayant 3 à 4 années d'expérience en gestion de trésorerie (Francs et devises) d'entreprises structurellement *emprunteuses.* La connaissance des marchés des futures et des options serait un atout supplémentaire.

Pour ces deux postes à pourvoir à Paris, la rémunération sera très attrayante :
fixe élevé et participation très significative aux résultats.

Envoyer dossier complet (C.V., photo, rémunération actuelle, lettre de motivation) sous nº 314.623 M, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

---

une des clefs de notre succès: les hommes

***Notre challenge actuel** : Persévérer dans un recrutement performant et développer notre politique de gestion des ressources humaines.*

Après une formation supérieure solide et une expérience de deux ans minimum en recrutement, vous avez encore des choses à apprendre dans ce métier mais vous souhaitez exercer vos compétences dans un milieu prêt à accepter votre autonomie et à l'écoute de vos idées.

Assistants à la gestion des ressources humaines, nous vous proposons:

- *d'assister complètement nos Responsables opérationnels dans tous leurs recrutements de jeunes ingénieurs,*
- *de parfaire l'intégration des nouveaux collaborateurs,*
- *de participer à nos réflexions stratégiques en matière de personnel.*

Filiale Bâtiment (400 personnes) du Groupe CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION, nous connaissons un fort développement dans une conjoncture difficile.

Alors, si ce challenge vous intéresse, l'équipe en place, jeune, impliquée et enthousiaste, saura reconnaître votre valeur et satisfaire vos ambitions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, en indiquant votre rémunération actuelle sous la référence 506 A, à notre Conseil : PSYNERGIE - 66 avenue Victor Hugo 75116 PARIS qui étudiera votre candidature avec une totale discrétion.



BATEG

ALLEN-BRADLEY/ROBOTRONICS
(LES ULIS)
filiale d'un des leaders mondiaux en
AUTOMATISMES INDUSTRIELS,
recherche :

INGENIEURS EXPERIMENTES

pour participer au développement de systèmes de
VISION INDUSTRIELLE

Pour :
- développements applications,
- recherche en algorythmie,
- développement logiciels,
- développement langages,
- assurance qualité.

La connaissance des systèmes INTEL ou une première expérience en vision industrielle serait très appréciée.
L'anglais courant serait un plus.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. 657 M à
Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

BANQUE française secteur national recherche pour sa Direction Internationale à Paris un(e)

Responsable des opérations Financières internationales
Classe V ou VI

Adjoint au responsable de la Division, il :
- *conduit les opérations financières en devises de la Banque.*
- *assure l'étude, le montage, la syndication,*
- *supervise la gestion.*

Profil souhaité : • expérience similaire d'au moins 2 ans, • environ 30 ans • formation supérieure, • anglais courant (conversation et rédaction) obligatoire, • espagnol souhaité, • connaissance juridique des opérations en euro-devises appréciée, • aptitudes au travail au sein d'une équipe.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 8414 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Important Groupe International Français leader dans un domaine de technologie avancée. PARIS

juriste HF
CONTRATS INTERNATIONAUX

Appartenant à la Direction Juridique du Groupe, il (elle) aura un rôle opérationnel et sera principalement chargé (e) de problèmes de contrats internationaux.

Expérience réussie de 5 ans minimum au sein d'un service juridique structuré ou en cabinet international à forte notoriété (bonnes notions de fiscalité souhaitées).

Formation supérieure DES ou Doctorat et parfaite maîtrise de l'anglais exigées. Une formation anglo-saxonne serait un plus.

Le candidat (e) devra justifier de qualités de contacts et de négociations et de fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat.

***Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé** (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25024-M.*

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.

ESAB

LEADER MONDIAL DU SOUDAGE A L'ARC recherche pour une filiale

Assistant Chef Produits

Basé à OSNY (95)

Optimaliser et gérer en intégralité une ligne de produits de soudage, voilà votre objectif.
Entièrement responsable de votre ligne de produits, votre connaissance du marché et de la concurrence vous responsabilisera sur son animation, développement et création de produits nouveaux.
Bilingue anglais, de formation ingénieur, vous exercez depuis 3 à 5 ans des fonctions similaires et avez une bonne connaissance de l'industrie et du soudage en particulier. Possibilité d'évolution vers un poste de Chef de Produits.
De courts mais fréquents déplacements sont à prévoir.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions au Service du Personnel Groupe ESAB FRANCE Z.I. - 60110 MERU.

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

E.S.L., fabricant de pâtes pour circuits hybrides en couches épaisses recherche un agent technico-commercial de premier ordre, pour la promotion des ventes et pouvant apporter une aide technique à tous nos clients français.

Le candidat choisi devra être en mesure de travailler de façon autonome avec assiduité et rendra compte directement au directeur européen.

LE PROFIL RETENU SERA LE SUIVANT :

- INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN OU PHYSICO-CHIMISTE QUALIFIÉ ;
- CONNAISSANCE PARFAITE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS ;
- *RÉSIDANT A PARIS OU DANS LA RÉGION PARISIENNE — NOTRE BUREAU SE* TROUVANT A MEUDON-LA-FORÊT ;
- LA CONNAISSANCE DES PROCÉDÉS UTILISÉS EN MICRO-ÉLECTRONIQUE HYBRIDE SERA UN AVANTAGE.

Le candidat retenu suivra un premier cycle de formation complète en Angleterre.

Salaire suivant âge et qualifications.

Les candidats devront faire parvenir un C.V. détaillé à :

R. TAIT - AGMET LTD
38 BENNET ROAD, READING, BERKS. RG2 OQX
ANGLETERRE.

Notre performance : 160 Hôtels 2 étoiles ouverts dans 11 pays. Engagez-vous avec le leader européen...
Nous recherchons un

Juriste
180 000 F ± selon expérience

A 28 ans minimum, titulaire d'une maîtrise de droit privé, vous avez déjà travaillé 5 ans au moins dans le service juridique d'une entreprise ou dans un cabinet de conseils juridiques et vous maîtrisez parfaitement **le droit des sociétés et des contrats.**

Autonome, dynamique, vous devrez apporter à l'équipe de notre service juridique votre esprit d'analyse, de synthese, votre rigueur, votre savoir-faire, votre imagination, votre sens des contacts. Anglais souhaité. *Lieu de travail :* Evry (Essonne).

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1451 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

hotel ibis

hotel Urbis

La holding d'un important groupe de services
recherche

CONTROLEUR INTERNE

Au sein d'un service directement rattaché à la Présidence du groupe, ce collaborateur effectue des missions d'organisation, de contrôle et de conseil auprès des différents établissements et filiales répartis sur l'ensemble de la France.
La diversité de l'expérience acquise peut ouvrir des débouchés variés dans le groupe.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion. Un D.E.C.S. serait, en outre, apprécié.

De fréquents déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 727 à **VALENS CONSEIL**
BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

Société filiale de grands Groupes français, nous concevons et faisons fabriquer des produits de très haute technicité destinés à l'industrie nucléaire. Nous recherchons pour notre département Ingénierie à Paris

un ingénieur adjoint à chef de projets de fabrication

Réf. A

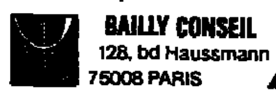
ingénieur diplômé, CNAM ou équivalent, de formation mécanique et métallurgie. Agé de 35 à 45 ans, homme de terrain, il possédera une expérience en atelier de fabrication et si possible en assurance qualite. Il sera chargé de l'ordonnancement, du contrôle et du suivi technique des fabrications et contribuera à l'amélioration des produits. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Fréquents déplacements en France et à l'étranger.

deux jeunes ingénieurs grande école

Réf. B

débutants ou quelques années d'expérience, de formation thermique, mécanique et matériaux, ils seront intégrés à une équipe dynamique de haut niveau spécialisée dans l'étude et la conception des produits. Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence correspondante à



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Un groupe français agissant dans le domaine industriel recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, il sera chargé :
△ d'animer le contrôle de gestion de plusieurs filiales françaises ayant des tailles et des activités diversifiées ; il effectuera les contrôles periodiques et l'analyse des documents de synthèse, il développera les outils de contrôle de gestion,
△ *d'effectuer les analyses financières dans le cadre de participations, créations de* filiales nouvelles...
Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école de commerce ayant au moins 5 années d'expérience soit de fonctions de même orientation dans une grande entreprise industrielle, soit d'audit au sein d'un cabinet renommé.
Ses compétences techniques liées à d'excellentes capacités relationnelles lui permettront de s'affirmer comme un interlocuteur avisé auprès des Directeurs de filiales de haut niveau.
Ce poste est basé dans la proche banlieue ouest de Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à s/référence 471 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opera, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche
pour son Bureau d'Etudes situé à PARIS

INGENIEUR MECANICIEN
DIPLOME GRANDES ECOLES

Spécialiste en TRANSMISSIONS MECANIQUES de MOUVEMENTS sur VEHICULES et ENGINS. Expérience exigée de plusieurs années en conception calculs, implantations de boîtes de vitesses, réducteurs, transferts, lignes d'arbres sur véhicules PL, engins de travaux publics ou manutention, véhicules tous terrains. Une expérience approfondie de ces problèmes sur vehicules de tourisme pourra être prise en considération.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions sous Nº 9504 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris - qui transmettra





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre Société, leader mondial de la mesure et de la régulation recherche pour sa DIVISION ELECTRICITE CONTROLE

5 INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS OU 1ère EXPERIENCE (ESE, ECP, ENST, ENSAM, ENSI...)

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale aux candidats à fort potentiel pratiquant l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (photo et prét.) à **ENERTEC** DEC, Service du Personnel, BP 620, 92542 MONTROUGE CEDEX.

2 INGENIEURS D'ETUDES «PRODUITS NOUVEAUX»

Ils développeront des produits à forte technicité dans les domaines de la mesure et de l'impression thermique.
Pour ces deux postes basés à Montrouge, de très bonnes connaissances en électronique analogique et numérique sont exigées.

1 INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL FRANCE

Basé à Poitiers, il sera chargé de commercialiser nos produits auprès d'industriels et d'installateurs régionaux. Déplacements fréquents à prévoir.

1 INGENIEUR D'ETUDES «DEVELOPPEMENT LOGICIEL»

Au sein d'une équipe il sera responsable du développement d'automatismes implantés sur un calculateur spécifique. Une réelle maîtrise des micro process 16 Bits, des méthodes d'analyse et de programmation est nécessaire. Une bonne connaissance de hard ware sera un atout supplémentaire. Poste basé à Montrouge.

1 INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL EXPORT

Basé à Montrouge il commercialisera nos produits auprès de grands ensembliers français exportateurs. Le poste évoluera vers l'export direct à court ou moyen terme.

DESSEIN

ENERTEC
Schlumberger

Gérant de Patrimoine

Grande clientèle - Paris

Importante **banque française** réputée pour son dynamisme et sa volonté d'entreprendre, nous souhaitons recruter pour notre Centre de Gestion des Valeurs Mobilières un Gérant de Patrimoine.
Nous lui confierons la **recherche** et la **gestion** d'une clientèle "haut de gamme".
Ce poste de très haut niveau nécessite de la part du candidat une **solide expérience** de la gestion des valeurs mobilières (5 ans minimum) et, si possible, de la gestion patrimoniale.
Agé de **40 ans minimum**, le cadre que nous recruterons justifiera bien sûr d'une excellente présentation et d'une réelle aisance dans les contacts.
Basée à **Paris**, sa fonction pourra lui permettre d'envisager d'intéressantes **perspectives d'évolution** au sein de notre banque.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3736 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand 75017 Paris qui transmettra.

Fort de vos 2 à 3 ans d'expérience en gestion financière internationale de valeurs immobilières vous voulez :
• Optimiser votre formation économique supérieure,
• Valoriser vos compétences techniques obligataires,
• Mettre à profit votre connaissance des opérations sur euro-obligations,
• Exploiter votre bilinguisme en anglais... alors

Rejoignez un des premiers investisseurs financiers de la place !

GESTIONNAIRE D'OBLIGATIONS ETRANGERES 200 KF +

Vous serez responsable de la gestion des placements de certains comptes du groupe et de ses filiales.
Interlocuteur privilégié de nos Directeurs locaux (Europe, Extrême-Orient), des banques et brokers de ces places boursières; votre rôle s'étendra de l'arbitrage achat-vente, au placement des flux nouveaux jusqu'à leur réalisation.

La connaissance de l'Allemand et/ou de l'Espagnol serait un plus.

Ecrivez à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, sous réf. 5037 75009 Paris, qui transmettra.

Banque d'un groupe important recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE TRESORERIE FRANCS ET DEVISES

Les candidats devront avoir :
• *une expérience de plusieurs années dans le domaine de la Trésorerie et des Changes, acquise dans la banque et/ou dans l'industrie,*
• *le sens du commandement et de l'organisation,*
• une bonne connaissance de la réglementation des changes et des nouveaux marchés.



Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 398 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE

Médecin, directeur de la recherche

dolisos Avec un chiffre d'affaires de 260 millions de Francs, un effectif de 1000 personnes, nous sommes l'un des premiers laboratoires français d'homéopathie et développons notre présence sur le marché international (6 filiales). Nous avons été le premier à créer un laboratoire de recherche : aujourd'hui nous travaillons avec 18 équipes hospitalo-universitaires en France et en Europe. Nous recrutons *notre Directeur de Recherche pour assurer la gestion et le développement de notre activité RD. Rattaché au Directeur Médical de* l'entreprise, en liaison avec la Direction Marketing, ce collaborateur détermine les nouveaux axes de la recherche, élabore les protocoles de tests, contrôle le suivi des expérimentations menées par les équipes universitaires... Homme de communication, il *travaille en collaboration avec l'équipe Marketing et la force de vente (rédaction de brochures...) ; il participe à la diffusion de la for*mation à l'homéopathie auprès du milieu médical (enseignement, conférences...). Il est assisté pour la partie développement par une pharmacienne. Il anime son propre service et gère son budget. Ce poste conviendrait à un jeune médecin, ancien interne des hôpitaux, ayant une bonne formation en pharmacologie et immunologie, et ou justifiant d'une expérience de recherche acquise en milieu hospitalier ou en laboratoire. Un intérêt certain pour notre univers ainsi que des qualités d'animateur sont nécessaires. Ce poste est basé à **Paris** et nécessite des déplacements de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 519.85M à notre Conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

FIDAL
fiduciaire juridique et fiscale de france

recherche pour son Service spécialisé
dans la restructuration des Sociétés
et l'assistance aux Entreprises en difficulté

Juriste

Très Qualifié
Compétences Financières

Expérience nécessaire
à un poste de responsabilité
dans activité similaire
ou étude de mandataire de justice.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions,
sous référence 9155 M, à : **FIDAL PARIS**
18 Bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE, recherche pour sa filiale chargée de la commercialisation de ses produits

ATTACHE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE

Vous avez une formation supérieure commerciale et bénéficiez *impérativement d'une expérience* de 5 ans minimum en qualité de responsable de clientèle privée dans un grand établissement bancaire.

Vous possédez également de solides connaissances des valeurs mobilières, des produits d'assurances et des placements bancaires diversifiés.

Vous êtes un fonceur et des déplacements fréquents en Province ne vous dérangent pas.

Nous vous offrons une rémunération très motivante, des produits de haut niveau, une possibilité d'évolution rapide vers un poste d'animateur régional et à terme national.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence AC-GP sous référence 353 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui trans. **Confidentialité assurée.**

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 96 10 85

L'INSTITUT DE L'ENFANT

Société d'Etudes spécialisée auprès des enfants et des adolescents, travaillant avec des fabricants, des distributeurs, des agences de publicité et des administrations

recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES QUALITATIF

ayant une solide expérience des différentes techniques d'enquêtes qualitatives, de leur analyse et du contact avec la clientèle.

I.E.D.
352, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Republic National Bank of New York (France)



Banque à vocation générale, nous sommes la filiale d'un important groupe américain. Pour renforcer notre équipe d'exploitants, nous recherchons aujourd'hui des

RESPONSABLES CLIENTELES

chargés de développer et d'entretenir un portefeuille clients.
Vous avez une formation supérieure, renforcée par 5 ans d'expérience réussie dans un poste similaire, et vous savez faire preuve d'organisation, d'esprit d'initiative et d'aptitudes au travail en équipe.

Les postes proposés peuvent conduire à terme à des fonctions de Direction de succursales.

Vous adresserez à Madame Annie LECERCLE, Republic National Bank of New-York, 20 Place Vendôme 75001 Paris, un curriculum vitae accompagné d'une photo + indication de votre rémunération actuelle.

média-finance

Responsable Comptable

Service des Participations 250 000 F ± KF

Nous sommes un important établissement de financement immobilier : une de nos unités, le service des participations (15 personnes), recherche...
Celui ou celle qui aura en charge l'organisation, la coordination, le contrôle des gestions comptable, financière, fiscale, juridique, économique des participations du groupe et à ses filiales.
Vous avez au moins le DECS avec une "marche" vers l'expertise, une connaissance approfondie et pratiquée (4 à 5 ans) de la fiscalité immobilière, vous vous sentez motivé par ce poste qui demande des qualités d'ouverture, d'organisation et naturellement de technicité.
Merci alors de nous envoyer lettre manuscrite, C.V., sous référence 20512 M, à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

ARCOREAM

INGENIEURS

participez à notre réussite

(Expansion 1985 : 100%)
Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMÉS
2) des ingénieurs DÉBUTANTS
ayant une première expérience acquise au cours de stages

pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS RÉEL *sur minicalculateurs et microprocesseurs.*

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTÉRET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 62 à
Jean TASSON
6 bis / 8 rue Firmin Gillot
75015 PARIS.

SEGIME INDUSTRIE

Ingénieur sous-directeur de l'I.N.C. d'accord, pas d'accord ?

L'Institut National de la Consommation est un établissement public qui se donne deux objectifs ambitieux : informer le grand public à travers ses médias (50 millions de Consommateurs, l'émission de TV "d'accord, pas d'accord"...) et apporter une aide technique aux associations de consommateurs.

Nous vous proposons de venir animer la Sous-Direction des Etudes. Vous concevrez et programmerez les essais techniques avec les laboratoires sous-traitants. Vous coordonnerez les Services Juridique et Economique et favoriserez les bonnes liaisons de votre sous-direction (40 personnes) avec les autres services de l'INC et notamment les médias.

Ingénieur de formation, vous avez régulièrement mis en place des contrôles qualité et animé des équipes pluridisciplinaires. Votre esprit de synthèse, votre imagination, vos qualités d'animation et votre sens de la communication vont largement pouvoir s'exprimer. Le salaire proposé est de l'ordre de 280 000 F bruts annuels. Adressez votre CV complet au Directeur de l'INC, 80 rue Lecourbe, 75015 PARIS.

SLIGOS

SLIGOS poursuit son expansion (2.000 personnes, C.A. 86 supérieur à 1 Milliard de francs).

REJOIGNEZ UN GRAND SERVEUR INFORMATIQUE

Jeune ingénieur diplômé, l'activité d'une grande société de service vous attire.

Intégré à une equipe operationnelle de la Direction des Banques de Données, vous travaillerez sur des projets variés, mettant en jeu un grand serveur IBM, des techniques télématiques, les réseaux et les micro-ordinateurs.

Votre compétence technique et votre autonomie, vous permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités de prise en charge directe de projets...

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 1890/LM à notre **Conseil F.M.I. recrutement** – 43, rue Liancourt, 75014 PARIS – Tél. 43.20.69.29.

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE — HAVAS CONTACT

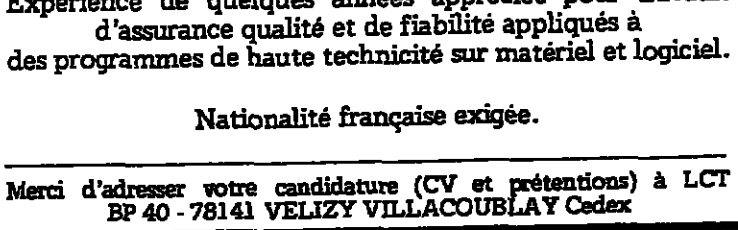
LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Expérience de quelques années appréciée pour travaux d'assurance qualité et de fiabilité appliqués à des programmes de haute technicité sur matériel et logiciel.

Nationalité française exigée.



Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

---

Synthélabo

recherche pour son
Centre de Recherche en Nutrition Artificielle

UN CHEF DE PROJET BIOLOGIE ANIMALE

En liaison avec les différentes équipes du Centre de Recherche et assisté de deux techniciens, il prend en charge, auprès du Responsable du Groupe Biologie Animale, la réalisation de modèles biologiques.

Médecin, Vétérinaire ou Docteur en Sciences, sa formation a eté complétée par un 3ème cycle de physiologie animale. Il connait bien l'ensemble des méthodologies, protocoles et statistiques appliquées à l'experimentation, et possède des bases sérieuses en physiologie de la nutrition.

Son experience complémentaire en toxicologie et ses qualités personnelles seront les atouts complémentaires qui lui permettront d'affirmer son potentiel d'avenir.



Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 84 à l'attention de D. VOLTZ - **SYNTHELABO**
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Pierre Lichau S.A.



ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

Nous sommes la filiale française d'un des plus importants groupe *chimique américain* qui fabrique et commercialise des spécialités chimiques pour l'agriculture et l'industrie (C.A. 2 milliards de dollars)

En France le développement de nos activités *dans le domaine des spécialités plastiques* acryliques nous conduit à créer un nouveau poste d'



INGENIEUR COMMERCIAL

Le candidat que nous cherchons devra avoir :
- une formation supérieure de type Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieur
- une première expérience *acquise dans* un service commercial ou un service technique, de préférence dans le domaine des polymères thermo-plastiques
- le goût des contacts commerciaux
- une excellente pratique de l'anglais.

Nous proposons, après une période de formation à nos produits, de réelles responsabilites de carrière intéressantes pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. + photo au Directeur du Personnel
Sté ROHM AND HAAS FRANCE S.A.
La Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75579 Paris Cedex 12

RESPONSABLE DE LA MAINTENANCE :

Paymatec, division du groupe Schlumberger, detient une place prépondérante sur un marche promis au plus bel avenir : les cartes à mémoires. Sa production : deja plus de 2 millions de cartes livrées en 1985.

Convaincus de la rentabilité d'une chaine de fabrication tournant en continu, il est a present indispensable de creer un veritable service maintenance, service dont vous assurerez l'entière responsabilite.

Nos equipements sont extrêmement sophistiqués, coûteux : le Service Maintenance dont vous êtes responsable veille à leur entretien, détecte rapidement les anomalies, met en place toutes les procedures de maintenance préventive. **Ingénieur Grande Ecole** vous avez, a 30 ans environ, des bonnes connaissances en electronique, mecanique, pneumatique, que vous avez affinées dans des fonctions semblables, si possible proches de nos activités. Anglais nécessaire pour ce poste à pourvoir a Colombes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel de Paymatec Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 Colombes.

PAYMATEC
Schlumberger

DESSEIN

Importante société française d'électronique et d'informatique recherche :

Responsables Administratifs

Attaché à un établissement commercial autonome, chacun de ces cadres se verra confier, après une période de formation, la responsabilité de la gestion de cette unité.
Avec l'aide d'une équipe d'assistantes commerciales qu'il encadrera et l'appui d'un système informatique performant, il coordonnera les contacts téléphoniques avec notre clientèle (négociation des prix, délais, et modalités de paiement) le traitement des commandes et le règlement de certains litiges ; le suivi de la balance clients et le recouvrement des créances : *dans certains cas : la tenue de la comptabilité et le contrôle de gestion.*
Une première expérience dans le domaine de la gestion serait appréciée. Toutefois les candidatures de débutants (ESC ou équivalent) seront également examinées avec intérêt.

6 postes sont à pourvoir : proche région parisienne (respectivement Ouest, Sud et Est); Strasbourg; *Lyon; Aix.* Il *s'agit de créations de postes.*

Merci d'adr. lettre manuscr., CV, photo et prétent. s/réf.1787 à *Lévi*-Tournay/Asscom 31, Bd. Bonne-Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Groupe de distribution
C.A. : 1 milliard de francs,
recherche pour son siège social
à Paris 16e

JURISTE D'ENTREPRISE
H/F

28-35 ans, responsable de tous les aspects juridiques de la vie du groupe, plus particulièrement dans le domaine du droit des sociétés et des baux commerciaux.

La réussite dans *ce poste*, directement rattaché au président, suppose une personnalité jeune et bien équilibrée.

Adresser CV + photo
+ rémunération actuelle
à Marie-Françoise BOULENGER
43, rue Pergolèse 75116 PARIS.

LÉVY-TOURNAY / ASSCOM

Numelec

Nous sommes une entreprise française de taille humaine qui étudie, fabrique et commercialise une gamme de systèmes autonomes de traitement et d'analyse d'images numériques, des systèmes graphiques, des appareils d'instrumentation d'électronique nucléaire et des systèmes à base de microprocesseurs réalisés sur cahier des charges. Notre performance est due autant à la qualité des hommes qui composent notre structure qu'aux moyens sophistiqués dont nous sommes dotés. Dans le cadre de notre expansion (plus de 30% par an) tant en France qu'à l'étranger (40% de notre CA) nous recherchons un :

Ingénieur technico-commercial

Ingénieur de formation, vous avez acquis une première expérience d'au moins 2 ans, de la vente de produits de forte technicité (informatique, péri-informatique par exemple). *Sous l'autorité du Directeur des ventes, vous aurez pour mission de* développer les ventes de nos produits de traitement et d'analyse d'images numériques (coût unitaire de 100 000 F à 1 million de F) auprès d'une clientèle très diversifiée : industrie, organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux, centres de recherche...

Pour ce poste qui est à pourvoir à notre siège social près de Trappes, la rémunération *(fixe + intéressement) motivera un candidat de valeur, une voiture lui sera* fournie.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons (H/F), merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 525/2 M à

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

Société de Distribution dans le domaine de la Mode et ses Accessoires (PME, 130 personnes, en expansion) filiale d'un grand Groupe Textile français,

recherche

cadre comptable
HF

« pour assurer le **FONCTIONNEMENT COMPTABLE ET FINANCIER DE LA SOCIETE** pendant l'absence de sa titulaire (absence prévue pour 3 ans).

Ce poste situé à PARIS/OPERA convient à un (e) candidat (e) d'au *moins* 28 ans, *de formation supérieure, niveau* DECS, avec une expérience réussie de 3 à 5 ans de preférence en cabinet.

BONNE MAITRISE DE L'INFORMATIQUE INDISPENSABLE.

Le poste qui est à pourvoir dès que possible peut conduire à d'intéressants débouchés dans le Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, sous réference 4084-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

La Direction du Contrôle Interne d'une importante société du secteur des metaux non ferreux recherche un(e)

AUDITEUR INTERNE

Rattaché au Contrôleur Général.

- Il assure des missions d'audit comptable et opérationel.
- Il contrôle la bonne application des normes comptables au sein des différents établissements et filiales.
- Il étudie le bon fonctionnement des systemes comptables et de gestion et participe a l'elaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 28 ans, de formation Grande Ecole de Gestion + DECS complet, il possede un bon potentiel et une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'audit.
Anglais nécessaire, allemand souhaite.

Le poste est base à Paris, mais fréquents deplacements en France et Belgique.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 43458 a COFAP, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

cofap

CR2A

Conception et réalisation d'Applications Automatisées (Département logiciel de base)

Dans le cadre de son expansion recherche :

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

(Grandes écoles, DESS, DEA, Maîtrise, DUT)
connaissant :
UNIX ET « C »
(ou désirant se former à cette spécialité).
Pour participer à des développements de :
GÉNIE LOGICIEL

Adresser votre candidature à :
Mme CLAUDEL sous réf. : 030
C.R.2A.
22, rue d'Arras, 92000 NANTERRE.

FINANCIER NATIONAL
ETABLISSEMENT

NOTRE METIER

La couverture des risques bancaires et d'entreprises, le financement des entreprises et des maîtres d'ouvrages, une ingénierie financière complète.

NOTRE ETABLISSEMENT

- les plus hauts niveaux d'engagement et de responsabilité par tete.
- *une capacité, prouvée, de croissance et d'évolution à toute épreuve.*
- une recherche constante des hommes en capacité de se confirmer les meilleurs.
- le souci de leur réalisation personnelle dans nos équipes.

NOTRE RECHERCHE
POUR UNE DIRECTION REGIONALE PARISIENNE

UN SECOND A VOCATION DE PATRON (DANS 4 A 5 ANS)

- tous terrains : financiers, entreprises, maîtres d'ouvrages... à tous les niveaux.
- ayant :
  - notre âge (la trentaine)
  - un tempérament de gagneur pour une carrière à la mesure de sa volonté et de nos ambitions.
  - une formation Sup de Co - ESSEC - IAE - CESB - ou équivalente.
  - une première expérience de Technico-Commercial Entreprises dans un Etablissement Financier ou Bancaire : crédits spéciaux, agence bancaire à clientèle industrielle.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous ref 4936 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. (Tièdes et approximatifs s'abstenir - discrétion assurée).



OFFRES D'EMPLOIS

Importante Sté crédit bail-immobilier Paris 8è recherche

ADJOINT(E) AU CHEF COMPTABLE

de formation supérieure (*DECS*) ayant une bonne connaissance du traitement de l'information.

Une expérience bancaire et de gestion financière de quelques années serait un atout supplémentaire.

Après une période de mise au courant, il prendra en charge la comptabilité générale et la gestion financière.

Ce poste a d'intéressantes perspectives d'évolution et conviendrait à un candidat aimant travailler au sein d'une petite équipe.

COGEC – Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous référence 6107
20, avenue de Messine
75008 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE
Paris

recherche
pour son Département Juridique

COLLABORATEUR(TRICE)

- Niveau DES
- 3 à 5 années d'expérience minimum dans une banque à activité internationale indispensables.
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise exigée.

Rémunération intéressante
en fonction de l'expérience acquise.

Envoyer c.v. et prétentions sous nº 8 140
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

PUBLICITÉ bleu

le plein de vitamines pour 1986

☎ 43.74.12.12

17, rue du Dr Lebel
94300 VINCENNES

Association recherche

FORMATEUR(TRICE)

pour stage d'insertion jeunes 16-18. Trav. en équipe
Env. C.V. et prétentions à
U PRO MI 711,
quartier Albert-Camus,
77190 DAMMARIE-LES-LYS.

Organisme spécialisé dans le financement immobilier leader dans son secteur d'activité recherche un jeune cadre

ATTACHÉ COMMERCIAL

débutant ou première expérience. Niveau min. Bac + 2 pour être responsable d'un portefeuille de grandes entreprises et assurer l'animation d'une petite équipe. Courts déplacements en province. Adres. lettre + CV + prét. s/réf. 1364 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS cedex 02 qui transmettra.

Le Monde

Emplois Cadres

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOIS

CHAQUE MERCREDI PRIX 10 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ______ Prénom ______

Adresse ______

Code postal ______ Ville ______

Nombre d'exemplaires ______ × 11 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais



hutchinson

10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE
3 MILLIARDS DE F PAR AN
recrute pour son Département
CARROSSERIE
LEADER NATIONAL DANS SON MARCHÉ
(CARROSSERIE AUTOMOBILE EN MATIÈRE PLASTIQUE, type polyuréthane)

Responsable de la PRODUCTION (110 PERSONNES) Chef d'Etablissement

Près Chatellerault et Poitiers

Dépendant du Directeur du Dépt basé à Paris
APRÈS UN STAGE AUX U.S.A.

DOUBLE FONCTION LARGE DE
- RESPONSABLE PRODUCTION : DIRIGE ET GÈRE un ensemble PERFORMANT : 3 ATELIERS budgétés. Ordo/lancement. Méthodes, Devis, Expéditions, Facturation, Entretien-T.N.
- CHEF D'ÉTABLISSEMENT indépendant de 130/150 personnes : relations avec les partenaires sociaux.

POSTE ÉVOLUTIF
au sein d'une équipe jeune et qui fonce.

Indispensable
- INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN
- *JEUNE (– de la quarantaine)*, parlant ANGLAIS
- DÉJA EU LA RESPONSABILITÉ DE DIRECTION ET GESTION D'UNE PRODUCTION *DE SÉRIE (en titre ou en second selon taille de l'Usine)*

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, *C.V. détaillé, photo et rémunération*) sous réf. 8332 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ FRANCAISE
DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
C.A. 300 MF banlieue
PARIS OUEST, recherche :

Ingénieur Technico Commercial

variateurs de vitesse électronique.

Rattaché au *Directeur de département*, il sera chargé :
- *du développement des ventes des variateurs : coupleurs électromagnétiques, convertisseurs de fréquence...*
- *de l'assistance technique auprès des clients et des services internes*
- *de relations avec les fournisseurs étrangers.*

Ce poste implique des compétences techniques en électrotechnique et/ou électronique ainsi qu'un goût marqué pour le marketing et la vente.

Il conviendrait à un jeune ingénieur pouvant justifier d'une première expérience industrielle.

La connaissance du marché de la variation de vitesse constituerait un atout important.

Anglais courant indispensable.

Poste à pourvoir rapidement en proche banlieue Ouest.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 57695 à PROJETS
12, rue des Pyramides
75001 PARIS qui fera suivre.

F.S.A.

FIXING SYSTEMS ADVANCE
recherche DIPLOMÉS en

ÉLECTRONIQUE

BTS, DUT ou équivalent pour maintenance
MICRO-INFORMATIQUE
Expérience exigée 1 ou 2 ans sur site ou atelier réparation.
Lieu d'activité : 94.
BOISSY-SAINT-LEGER
Tél. 45-69-21-45, Mme VERON

Société d'exportation d'instruments scientifiques recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

de formation scientifique avec expérience du matériel de laboratoire
Salaire : selon compétence
Discrétion assurée

Env. C.V., photo et prétentions sous nº 314.635 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

LA VILLE DE MONTREUIL

recrute

UNE PUÉRICULTRICE

à temps plein pour assurer la responsabilité d'un centre de P.M.I.

Titulaire du D.E. de puéricultrice + expérience :
Salaire brut : 5.999 F

Adr. copie diplômes et réf. à M. LE MAIRE
93105 MONTREUIL CEDEX.

CENTRE RÉACTEURS ET PROCESSUS
recherche

3 INGÉNIEURS DE D.E.A.

intéressés par thèse en thermodynamique appliquée et génie chimique

Env. C.V. à H. RENON
60, bd St-Michel, 75006 Paris.

POUR RECHERCHES APPLIQUÉES EN LIAISON AVEC ENSAM ET GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche

INGÉNIEURS ENSAM OU ÉQUIVALENT

pour étude d'une technique de revêtements céramiques épais sur métaux

Adr. C.V. + lettre + photo à :
SERAM, 151, bd de l'Hôpital
75013 PARIS.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE

recrute par voie de concours sur épreuves

2 INSPECTEURS DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Date de concours :
27 et 28 février 1986
Date de clôture d'inscription :
27 janvier 1986

Pour tous renseignements s'adresser à la :
Direction des Affaires Sanitaires et Sociales - Bureau du Recrutement - 2, av. de la Palette, 95011 CERGY
30-30-94-40, poste 2116.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MICRO-INFORMATIQUE
Filiale d'un groupe international
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX ASSISTANT(E) S COMMERCIA(AUX/LES)

Expérience souhaitée
Envoyer photo et C.V. à :
MICROAGE FRANCE - 93, av. des Champs-Elysées, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ ÉTUDES ÉLECTRONIQUES
EN PLEINE EXPANSION
Banlieue Sud-Est

recherche

ACHETEUR OU ACHETEUR PRINCIPAL

Ecrire sous le nº 314.641 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Recherchons

ANIMATEURS

expér. dynamique de groupes haut niveau en philosophie et bonne pratique piano exigés
Ecrire avec photo et C.V. sous le nº 314.603 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Centre de formation
recherche

PROF. DE CALCUL

pour apprentis
8 h hebdo le mercredi
Ecrire CFAEC
5, r. Etienne-Marcel, Paris-2e.

Recherchons

2 TRADUCTEURS(TRICES) d'italien ancien (XVIe s.) et français moderne et également sans néologisme mais contemporain, en anglais de même forme pour œuvre littéraire

Env. C.V. sous nº 314.618 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Maison d'édition petite mais très connue cherche

GESTIONNAIRE

expérimentée et dynamique pour un poste de responsabilité. Très bonnes connaissances en gestion et en droit nécessaires
Ecrire avec photo et C.V. détaillé (études et expér.) sous le nº 314.621 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

BUREAU D'ÉTUDES
Grande banlieue Ouest rech. :
– 1 jeune INGÉNIEUR ÉLECTROMAGNÉTICIEN Type IEG ou équivalent
– 1 jeune INGÉNIEUR NUMÉRICIEN. Type ENSIMAG ou équivalent
– 1 INGÉNIEUR ayant une expér. dans domaine de la propagation des ondes de choc.

Adr. C.V. + photo + prét. à :
NETA Pub. 19, rue Bergère
75009 PARIS, qui transmettra sous réf. ER/13/01.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

pour assurer des dévelop.
- Langage C/UNIX ou
- Assembleur, Pascal
- Logiciel de Base
- Assembleur Motorola.

Ecr. au : 78/80, av. Galliéni
Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX.

Sté Quartier St-Lazarre
recherche

COMPTABLE QUALIFIÉ(E)

BTS exigé. *Expérience confirmée en trésorerie (gérée sur informatique). Débutant s'abstenir.*
Libre rapidement. Ecr. avec C.V. et prét. à : SOCIMAT
79, rue de Miromesnil, Paris-8e.

INGÉNIEURS SYSTÈMES

sur DATA GÉNÉRAL
Tél. pour R.V. à S.3.I.C.
45-63-03-66.

CONSEILLERS COMMERCIAUX (HF)
Si vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique (progression C.A. 85 + 39 % C.A. 85 : 712.000.000. 15.000 clients)
Rejoignez-nous
Tél. pour 78.92.93.95
Paris, au 45-00-24-03. P. 42
et pour Banlieue Sud
46-60-52-62. P. 225.

SOGEM

recherche
pour son SIÈGE SOCIAL à PUTEAUX (92)

UN TECHNICIEN INFORMATICIEN

qui sera chargé de la mise au point et de petites études de systèmes micro-informatiques industriels

Le candidat aura une formation mini. BTS électronique ou DUT génie électrique, avec connaissance des microprocesseurs Z 80, 8085 et 6800, ainsi que des langages assembleur.

Adresser lettre manuscrite C.V. *détaillé et prétentions à*
SOGEM
DIRECTION DU PERSONNEL
32, rue Victor-Hugo
92800 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recrute

ASSISTANT(E) CONFIRMÉ(E)

- De formation supérieure.
- De niveau D.E.C.S.
- Exp. audit 2 ans minimum.

Adr. C.V. man. à : G.E.C., 153, bd Haussmann, 75008 Paris.

secrétaires

Société Suédoise de distribution de Meubles recherche d'urgence pour son Siège Social à Saint Germain-En-Laye (78)

Secrétaire (H-F) service importations

D'un niveau BTS Commerce International, de bonnes connaissances en règlementation douanière, parlant l'anglais ou l'allemand, elle sera chargée en particulier des demandes de licences d'importations, du contrôle des opérations de dédouanement des marchandises et du suivi de la facturation.

Le poste comporte également un important travail de saisie, de dactylographie, de classement de documents douaniers et de factures, de nombreux contacts avec les dépôts, la douane et les transitaires.

Nous recherchons une candidate de bon niveau, capable d'initiative et d'autonomie. Une première expérience similaire est souhaitée.

Conditions de travail agréables.

Nous attendons vos candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. LM/3542, à :
IKEA France 76, Rue du Maréchal Lyautey 78100 Saint-Germain-En-Laye

IKEA®
Ils sont fous ces Suédois

B.A.T. FRANCE
Membre du Groupe
B.A.T. INDUSTRIES
Société de Prestations de Services
recherche

SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS/FRANÇAIS
Age 23 ans minimum
Formation BAC + quelques années d'expérience
Lieu de travail :
PARIS-8e

Poste à pourvoir immédiatement

Adresser lettre manuscrite + C.V. à : B.A.T. FRANCE
à l'attention de Madame RIPOCHE
35, rue d'Artois
75008 PARIS.

Laboratoire pharmaceutique (94) R.E.R., recherche pr son Service enregistrement

1 ASSISTANTE EXPORT

- De langue mat. espagnole ;
- la bonne prat. de la sténodact. et l'exp. des doss. pharmaceut. sont indisp. ;
- la pratique de l'anglais serait un plus apprécié.

Tél. pr R.V. au :
48-96-11-77, poste 354.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE FEMME 24 ANS
DIPLOMÉE BTS DE PUBLICITÉ
(École Bessières)

DIPLOMÉE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
(Secrétariat - gestion - bureautique - administration et informatique)

LANGUES : *Anglais courant*
Espagnol parlé

RECHERCHE
SITUATION ÉVOLUTIVE CORRESPONDANTE

Ecrire sous le numéro 6.844
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE POLYVALENT, 44 ANS

Expérience 10 ans ÉTRANGER

- Formation commerciale U.S.A..
- Habitué situation difficile.
- Discret et efficace.
- Sans attache familiale.

recherche EMPLOI ITINÉRANT ou SÉDENTAIRE
FRANCE - U.S.A. - AMÉRIQUE LATINE - AFRIQUE

Libre de suite. Etudierais toutes propositions

Ecrire sous le no 6.850
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Dessinateur illustrateur maquettiste cherche emploi ou travaux à réaliser Tél. 46-83-18-14, 15 à 18 h.

H. 27 ans, maîtrise éco rurale et agricole : cherche emploi cause lic. éco milieu agricole, para-agricole, exp. chargé d'études, animateur foncier, préf. géo. Corse. Urgent Guy SIGALA, 8, rue des Pics-Verts 34920 LE CRES. Tél. après 20 h : 67-70-36-63. C.V. sur demande.

URGENT, célibataire, 29 ans ch. place CHAUFFEUR POIDS LOURD. Permis C et C1 11 ans d'expérience Ecrire Nurisso 17, Domaine de Gerville 91450 Soisy-sur-Seine.

GRADE III
CESB

Entièrement libre géographiquement offre son potentiel à banque dynamique

Ecrire sous le no 3.439
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 36 ans, réalisation livres exp. organisation culturelle, maîtr. lettres, bil. espagnol cherche poste dans l'édition ou *dans un secteur différent.*

Secteur associatif HEC, 41 ans, exp. formation, tiers-monde, urbanisme et collectivités locales, 5 a. collaborateur parlementaire, 2 a. gestionnaires association développement personnel, ch. poste animation, gestion tps plein ou partiel. *J.-P. Bouret, 128, r. de Rennes,* 75006 PARIS.

CADRE TRÈS HAUT NIVEAU

15 ans expérience SECTEUR INDUSTRIEL RÉUSSITE NATIONALE ET INTERNATIONALE PROUVÉE

RECHERCHE POSTE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTEUR OPÉRATIONS

PHASE RESTRUCTURATION/DÉVELOPPEMENT.
DISPONIBLE TOUTE RÉGION.

Ecrire HAVAS No 4949, B.P. 1366,
76065 LE HAVRE CEDEX.

J.F. 26 ans, dipl. maîtrise tourisme, 3e cycle de gestion, parlant anglais, italien, espagnol, expér. études de marchés et marketing/commercial recherche emploi marketing à responsabilités. Tél. : 43-57-86-42.

INGÉNIEUR 54 ans ch. travx *gestion et comptab. Libre* 1 jour/semaine. 46-33-79-29.

Association protestante cherche travaux divers plein temps ou partiel pour jeunes gens, gardes, traductions, serveurs(es), ménages *A.P.L.I. 33, place Maubert* Paris-5e. Tél. 43-26-77-54.

HOMME DE P.M.E.

32 a., Sup. de Co, exp. gestion PME (social, cciel, fr. et exp., gest. financ.), recherche dirigeant d'entreprise souhaitant donner à collaborateur de confiance des responsabilités importantes.

Ecrire sous le no 314.397 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 22 a., BTS compta, dégagé O.M., ch. 1er emploi. Libre de suite. Tél. : 43-38-26-94. Demander M. Gurney.

EXCELLENT VENDEUR

24 ans, spécialiste Hi-Fi haut de gamme, 1 an d'expérience L.O.M., opérationnel de suite, cherche poste stable. Etudierait toutes autres propositions dans des secteurs différ. TÉL. : 42-74-67-75.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- *CADRES administratifs, commerciaux*
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ADMINISTRATIF DU PERSONNEL ET FINANCIER - 39 ans - CNAM. Droit du Travail. Droit de la Sécurité Sociale - CESI Gestion Financière - Fiscalité - 15 ans expérience fonction Personnel - Organisation. Anglais courant - *Fiscalité Budgets Services Généraux.* RECHERCHE collaboration équipe de Direction ou Secrétariat Général dans société française ou étrangère ou PME - Paris/RP - BCO/MS 773.

COLLABORATRICE CONFIRMÉE - Formation Supérieure - Trilingue, Anglais, Espagnol - 30 ans - 5 ans expérience commerciale - Publicité. Promotion des Ventes. RECHERCHE poste évolutif avec responsabilités et initiatives - Agence Support Annonceur - BCO/JV 774.

J.F. CADRE - 15 ans expérience - Excellentes références dans Tourisme - T.O. - Agences de voyages - Chaînes Hôtelières - Anglais. Italien. CHERCHE poste à responsabilités - Technico-commercial - Congrès, Séminaires - Dans tous les secteurs industries touristiques - BCO/JV 775.

INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL - 43 ans - Diplômé Etudes Sup. Anglais, Russe courants - Bases d'Allemand - 17 ans exp. dont 10 ans en Promotion et Vente Matières Plastiques - France/Étranger - BCO/MS 776.

ANPE

ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

Jeune femme 24 ans MAITRISE DE DROIT ch. son premier employeur. Etudie ttes propositions. T. 43-38-26-94, Me Bédarioux.

DIRIGEANT
ESC, 41 ANS

Spécialiste de la distribution (en particulier domaine agro-alimentaire), expérience direction et dévelop. de sociétés, groupements d'achats, animation d'équipes commerciales Trilingue anglais espagnol proposé

COLLABORATION

à chef d'entreprise PME/PMI ou grand groupe, *PARIS*

Ecr. sous no 314.642 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
Paris-7e.

Femme 35 ans, psychologue, 4 ans d'expérience en cabinet, 2 ans en entreprise, ch. vacation ou temps partiel à Paris. Ecrire sous le no 314395M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Cadre 39 ans, professionnel confirmé en Foires-Expositions, recherche :
- *Responsabilité d'organisateur,*
- *Responsabilité d'un service Foires-Expositions.*

Orientation export appréciée. Ecrire à Contesse s/réf. 251, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

P.M.E., vous avez un problème à l'export : financement, juridique, contentieux, étude marché, logistique, traduction, anglais. Un ingénieur expérimenté vous propose ses services pour mission toute durée. Ecrire sous le no 9404 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Anal. prog. IBM 34/36, 4 ans RI, DECS complet. Etudie ttes proposit. Tél. : 74-22-36-89.

J.F. 24 ans, sérieuse Secrétaire Commerciale, bon exp., libre de suite, recherche place stable sur Nancy. Tél. : 83-21-47-57, répondeur, Me HURY (c/o M. François).

H. 31 ans, cadre, diplôme commerce int., 5 a. expérience resp. AOM, cciel, V.P.C. et achat dans l'objet pub., angl. et all. courants, recherche nouvelles responsabilités. Ecrire sous le no 8161 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

Optimiser la Gestion de Production
un nouveau séminaire ESCP

1986 : les technologies évoluent. La gestion de production aussi...

Une grande école de gestion et des professionnels de haut niveau proposent un programme complet permettant de confronter l'expérience diversifiée des participants et de traiter les nouvelles méthodes en gestion de production et l'apport informatique : • politique et stratégie en production • organisation de la production • ordonnancement • optimisation du flux de produits • production flexible • gestion de la production • gestion des ressources humaines.

10 modules de deux jours tous les 15 jours à partir du 4/02/86 pour des cadres concernés par la production.

Diplôme STEGE : délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

groupe escp
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

Renseignements : M. RENAUDON - Ecole Supérieure de Commerce de Paris - 79, avenue de la République - 75011 PARIS
Tél. (1) 43 55 39 08

Organisation et Publicité

UNE CARRIERE DANS L'INFORMATIQUE DE GESTION - *Le groupe BTE va former des*

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
SPECIALISATION EN GESTION DE PRODUCTION

Stage conventionné
Durée : 32 semaines dont - Travaux pratiques à mi-temps sur IBM 43 XX (VM, DOS/VSE, COBOL, CICS, DL 1, VSAM) - Stage en entreprise.
Public : Demandeurs d'emploi ou 18/25 ans. **Niveau requis : Bac + 3 ou équivalent.**

bte

Adresser lettre + CV à BTE, stages «Analystes - Programmeurs»
72, rue Jean Bonal - 92250 LA GARENNE COLOMBES
Tél. 47.80.72.65

Vous êtes cadre ou ingénieur
Pour optimiser votre efficacité personnelle et mieux dynamiser votre équipe de collaborateurs, participez au stage

CADRES ET MANAGEMENT

1 module de base de 12 jours
+ 4 modules au choix (6 à 9 jours).

Début : 5-2-1986. Périodicité : 3 jours/mois.

Pour tout renseignement, téléphonez au (1) 46-64-35-51
CESI Management et Ressource Formation
9, rue d'Arcueil, 94250 GENTILLY.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

R 5 TS. mil. 1981, gris métal., pneus et amortisseurs récents. Etat gén. imp. Auto-radio stéréo. 24.000 F. VOISINS (Yvelines) Téléphone : 47-70-33-89.

de 8 à 11 C.V.

VENDS DS 23 IE PALLAS 5 vitesses Beige métallisé, deux pneus neufs. 146.900 km, d'origine. Très bon état. Prix à débattre Téléphone : 64-90-75-81 après 20 heures.

travail à domicile

Artisane effectue tous trvx de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

propositions diverses

UN PROBLEME EN
CREATION - EXECUTION
PHOTOCOMPOSITION - EDITION

NOTRE REPONSE :

- 1 studio de création et d'exécution
- Photocomposition sur Berthold
- Impression sur machines 2 et 4 couleurs

A VOTRE SERVICE.

Souci Qualité/Prix - Délais respectés

Documentation sur demande P.PETIT
86, rue de Richelieu 75002 PARIS ou
Tél. : 42.96.25.11.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 45-55-91-82

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

BEAUBOURG, 200 m² DUPLEX, EXCEPTIONNEL 4 chbres - BELLE TERRASSE TRÈS CALME. DORESSAY - 46-24-93-33.

Prox. St-Paul, 2 p. 47-03-32-31.
SUR JARDIN.

14e arrdt

RUE DAGUERRE
Part. vd 3 poes (48 m²), 4e ét. + park. 660.000 F. Tél. : 43-22-69-38.

16e arrdt

PROXIMITÉ JASMIN IMMEUBLE CLASSE 1930
ATELIER D'ARTISTE
SUPERBE VOLUME RÉNOVÉ 77 m² ENVIRON SUR 2 NIVEAUX gd séj. + chbre, cuis. équipée bains, libre de suite. 1.450.000 F Vis. mardi, mercredi, 15/18 h 65, rue La Fontaine.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
4, AVENUE LAUMIÈRE
2 P., conft, 60 m² sur avenue asc., standing. 550.000 F. Téléphone : 42-96-59-71.

94 Val-de-Marne

SAINT-CLOUD Vue panoramique 132 *bis*, rue Tahère, dans petit immeuble récent, beau 3 pièces (2 chambres, cuis. équipée), grand balcon. 790.000. Tél. : 46-55-61-59.

95- Val-d'Oise

CERGY, ORÉE DU BOIS, vds F 4 dans résidence calme, près toutes commodités, clair, ensoleillé, vue très étendue, comprenant : entrée, cellier, cuis., séjour av. balcon, 3 chbres, w.-c., s. de bns, nombreux placards, cave, parking sous-sol. 400.000 F. (Prêt cessible 50.000 F.) Tél. 16 (1) 30-32-00-83, après 19 heures.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE *avec ou sans travaux* PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

JEAN FEUILLADE
54, av. de La Motte-Picquet, 75015 Paris. Tél. : 45-66-00-75, rech. pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m² dans 15e et 7e ardts.

ORPI
1re force de vente à PARIS recherche tous appartements. RÉALISATION RAPIDE
ORPI - 45-54-97-10

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Conseil 48 ans d'expérience. Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

immobilier information

Informations sur différents logts à louer du studio au 6 p., de 2.000 F à 10.000 F, également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Ecrire APPEL 75, 7, r. Ste-Anne, 75001 Paris. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France. INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876, 5, rue Greffulhe, 75008 Paris. APPEL GRATUIT : 05-07-09-11.

locations non meublées demandes

Paris

Association protestante ch logement pr étudiants A.P.L.I. 33, place Maubert, Paris-5e. Tél. 43-26-77-54.

Pour personnel et dirigeants, grande société française produits pétroliers rech. divers appts 2 à 6 P. et villas Paris et environs. Px indifférent. Téléphone : 45-03-30-33.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de stés multinationales
TÉL. 45-62-78-99.

Collaborateur journal ch. 4 pièces tout confort dans Paris Tél. 42-47-99-24 (H. B.).

Femme seule cherche chambre Paris ou banlieue desservie par le métro. Loyer mensuel maximum 1.000 F. Ecrire sous le no 3.440 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-89-89-66. 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing. 4 pièces et plus. Tél. : 45-28-18-95.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 43-59-77-55

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs. Démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

BUREAU D'AFFAIRES ou domiciliation avec service. BUSINESS BURO Tél. : (1) 43-46-00-55.

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TÉLEX
TÉL. : (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

terrains

Terrain à bâtir, eau, électr. 1.020 m², 22 m fac., magn. pins. 17121 ST-AUGUSTIN. 130.000 TTC. 53-65-31-88, h. de repas.

propriétés

A saisir. Belle propriété normande, 2.7 ha, maison principale 11 pièces tout confort. 4 dépendances, boxes chevaux, tennis, piscine chauffée. Prix 1 800 000 F. Tél. : 45-53-46-71, 45-04-37-60 le soir.

maisons individuelles

Vends dans station touristique et climatique (prob. cardiaques et respiratoires) mais. anc. rénov. près commerces et piscine convenant retraités souhaitant recevoir enfants, 3 niv., 3 bns. 3 kitchen., gar., terras., jdin. Tél. (soir) 75-46-81-08 ou écrire Mme Cornu, Les Reymonds, 26220 Dieulefit. Séjour essai possible.

villas

VENDS à LOUDÉAC F 5

Cause départ retraite

TRÈS BELLE MAISON

avec ardoises rustiques

Terrain 5.500 m²
entouré de sapins
Le tout en excellent état.
1.000.000 F. Prix justifié

Téléphone : (16) 96-28-08-95.

Le Monde

ECONOMIE

La pétrochimie des sables et la CEE

La Communauté européenne lâche du lest. Elle vient de rehausser, de façon très sensible pour 1986 la plupart des plafonds d'importations (en valeur) au-delà desquels les produits de chimie lourde en provenance des pays en voie de développement (PVD), rattachés au système des préférences tarifaires généralisées (SPG), ne sont plus exonérés de droits de douane.

Ainsi, les quotas sont doublés pour le styrène (3,28 millions d'ECU contre 1,43 million), multipliés par quatre pour l'éthylène (1,95 million contre 547 000), par près de cinq pour le polyéthylène tous grades confondus (28,6 millions – dont 6,6 millions pour le polyéthylène basse densité linéaire, 14 millions pour le radicalaire, 8 millions pour le polyéthylène haute densité –, contre 6,10 millions), par dix pour le méthanol (3,3 millions d'ECU contre 320 400). Seuls les quotas pour l'ammoniac et pour l'urée sont maintenus à niveau (respectivement à 5,91 millions et à 375 000 ECU).

Il était difficile pour la CEE de faire autrement. Les PVD tambourinent à sa porte, les pays du golfe Persique surtout, dont les barrières douanières sont transparentes. En plein essor économique, l'Arabie saoudite est la plus virulente. A Ryad, M. Abdulaziz Al-Zamil, ministre de l'industrie et de l'électricité, également président de la puissante SABIC (Saudi Basic Industries Corporation), noyau dur de l'industrialisation saoudienne, avait, en novembre 1985, repris son sempiternel refrain *« 55 % des marchandises européennes pénètrent chez nous en franchise de douane. Nous demandons à être traités sur un pied d'égalité »*.

Le nouveau régime mis en place par les autorités de Bruxelles le satisfera-t-il ? C'est douteux. Dans un communiqué, la SABIC parle de *« petits pas faits en vue d'éviter la fureur des exportateurs saoudiens, qui considèrent les plafonds fixés comme une autre face du protectionnisme européen »*. Des petits pas ? La SABIC n'a pas vraiment tort. Les précédents plafonds étaient ridiculement bas et les rajustements opérés ont immédiatement pris des allures spectaculaires.

En revanche, la société saoudienne ne souffle mot des réalités. En 1985, tous les quotas ont été allègrement dépassés. Les seules importations européennes d'éthylène glycol étaient déjà plusieurs dizaines de fois supérieures aux limites fixées, avant que Bruxelles ne se décide, le 10 décembre dernier, à taxer ce produit à 13,9 %. Sans parler des excédents passés en toute impunité : les cargaisons des bateaux amarrés aux quais du port de Rotterdam ne sont pas comptabilisées, et les négociants disposent légalement de trois jours pour faire effectuer le déchargement. C'est le temps qui s'écoule entre le moment où l'avis de taxation paraît dans le *Journal des Communautés* et la date d'application de la mesure douanière.

Au-delà des apparences, la CEE n'a pas modifié grand-chose à son comportement restrictif. Privée des moyens d'exercer un contrôle efficace, elle n'a fait en réalité qu'institutionnaliser des pratiques sur lesquelles elle fermait plus ou moins complaisamment les yeux, se bornant à rectifier le tir pour mieux l'ajuster à la fraude.

Cette chimie des PVD est-elle si dangereuse ? Sans être vraiment inquiétante, elle était *jusqu'à présent*, avec l'inaptitude – ou la mauvaise volonté – des groupes européens à résorber leurs surcapacités (globalement de 15 % à 20 % encore), comparable à la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

La montée en puissance des installations saoudiennes, dont la plupart sont opérationnelles depuis quelques mois seulement, a profondément modifié les données du problème économique.

Cette pétrochimie des sables en bord de mer est, pour le moins, impressionnante. Il y a dix ans, personne en Europe n'y croyait.

A. D.

Arabie saoudite : le gaz et l'argent

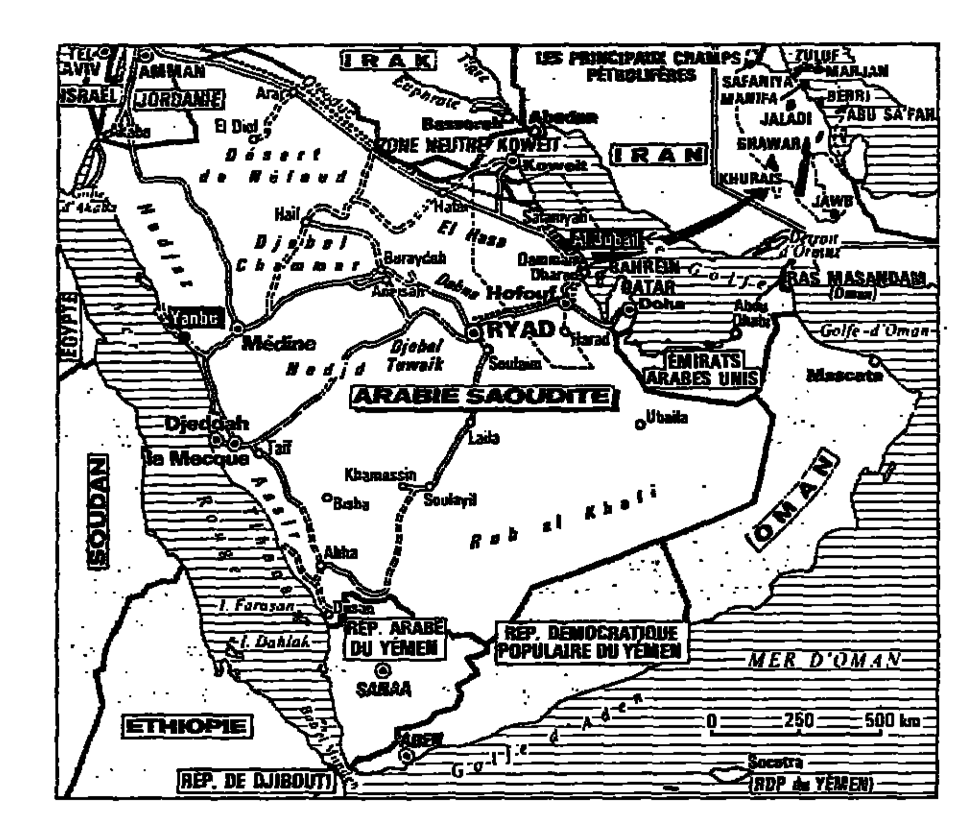
Objectif : atteindre 5 %
de la production mondiale en 1990.
Un danger pour l'Europe en état d'excès
qui renforce ses barrières douanières.
Le petit jeu de l'intimidation.

« NOUS avions l'argent et la matière première. Nous recherchions des associés susceptibles de nous fournir les technologies indispensables, de nous apporter un savoir-faire commercial et d'assurer la formation de nos personnels », déclare le prince Abdullah Ben Fayçal Ben Turki Al Saoud, secrétaire général de la commission royale constituée pour gérer les deux sites choisis pour valoriser les ressources en gaz, jusqu'alors brûlé inutilement à l'extrémité des torchères : Yanbu (300 km au nord de Djeddah sur la mer Rouge) et surtout Al Jubail (90 km au nord de Dharan, sur le golfe Persique).

« Les Européens nous ont ri au nez », insiste encore le prince. *« Ils nous ont crus incapables de mener le projet à bien. »* Trop grand, trop beau, trop dangereux sans doute en cas de réussite. Hommes d'affaires nés, les Américains ont pris le risque. Les Japonais aussi, mais surtout dans le but de trouver une source d'approvisionnement en bases pétrochimiques (commodité) moins onéreuses que celles produites chez eux au prix fort avec un baril de brut déjà multiplié par quatre à l'époque. C'était une gageure en raison des conditions climatiques : seigneurs du désert, les Saoudiens ont relevé le défi et, pétrodollars au poing, ont prouvé leur talent.

Avant le premier choc pétrolier, Yanbu (20 000 habitants) était encore un petit port commerçant. En 1981, avec l'arrivée de l'oléoduc est-ouest (1,85 million de barils par jour), la ville avait déjà changé de physionomie. L'édification du nouveau complexe pétrochimique l'a rendue méconnaissable. Moins de huit ans ont été nécessaires pour bâtir ce vaste complexe équipé d'un vapocraqueur (455 000 t/an d'éthylène) qui alimente désormais plusieurs unités de fabrication d'éthylène-glycol (220 000 t/an) et de polyéthylène (220 000 t de linéaire, 91 000 t de polyéthylène haute densité). Devenu port pétrolier et pétrochimique, Yanbu compte maintenant plus de 60 000 habitants.

Beaucoup plus foudroyant et spectaculaire a été le développement d'Al Jubail. Les Saoudiens y ont fait, le mot n'est pas trop fort, de la « chimie champignon ». Au début des années 70 simple port de pêche, Al Jubail abritait 8 000 habitants. Plus de 60 000 vivent maintenant (300 000 sont prévus en l'an 2000) dans la ville nouvelle implantée sur le flanc nord de la plate-forme pétrochimique d'ores et déjà la plus grande du monde (131 km²), surpassant de très loin, en taille, celle de la BASF à Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat), 7 km² et façonnée en un siècle.



Comme un champignon

Il a fallu tout créer, les infrastructures portuaires (avec plus de quatorze mouillages et une digue de 13 km) et routières (450 km), construire des centrales électriques (22 000 mégawatts), poser les lignes (1 185 km), monter des unités de dessalement d'eau de mer (890 000 mètres cubes/jour, un record mondial), installer le téléphone (60 000 lignes), aménager les plages (40 km), équiper un vaste aéroport capable d'accueillir les avions gros porteurs (Boeing 747) et, bien sûr, garnir la zone industrielle avec les usines inscrites au plan.

A vocation presque exclusivement chimique (seule une usine sidérurgique fait figure d'égarée), la plate-forme ne compte maintenant pas moins d'une vingtaine de grandes unités aux fabrications les plus diverses : urée (500 000 t par an), acide sulfurique (100 000 t), mélamine (20 000 t), méthanol (1,25 million de tonnes), éthylène (1,6 million de tonnes), dichloréthylène (454 000 t), éthylène-glycol (300 000 t), styrène (295 000 t), éthanol (281 000 t), soude caustique (380 000 t), polyéthylène tous grades (390 000 t), oxygène (438 000 t), azote (146 000 t).

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 38.)

LA LIAISON A TRAVERS LA MANCHE

Une solution peut en cacher une autre

Mme Margaret Thatcher
et M. François Mitterrand choisiront,
le 20 janvier, le projet de liaison
entre l'Angleterre et la France.
Attention à un choix hâtif
qui interdirait toute amélioration de ce projet.

par XAVIER FREIXAS (*)

L'IDÉE de la mise en place d'un tunnel ou d'une autre forme de lien fixe entre l'Angleterre et la France est aujourd'hui vieille de plus de deux siècles. Depuis le mémoire sur ce sujet de Nicolas Desmaret, daté de 1751, la technologie, le commerce et les transports ainsi que les attitudes des gouvernements se sont profondément modifiés.

Actuellement, et malgré l'arrêt des travaux imposé par le gouvernement Wilson en 1975, ce projet est à l'ordre du jour. Mais il ne se présente plus de la même façon. L'attitude des gouvernements contraste avec ce qu'elle a été il y a dix ans : tout en souhaitant la réalisation du projet, ils souhaitent également limiter leur engagement. Par voie de conséquence, le projet est destiné à être financé par des capitaux privés.

*

Pendant très longtemps, l'idée d'un tunnel sous la Manche est apparue comme une forme d'utopie. Tout en ayant des résonances au niveau symbolique et imaginaire, elle représente et concrétise l'amélioration du système de transports dans un marché commun intégré.

Les difficultés technologiques d'une telle entreprise sont énormes, et les risques associés le sont aussi. La mise en place d'une telle liaison est-elle intéressante pour l'usager, pour la région Nord-Pas-de-Calais, pour l'économie française ? Et sous quelle forme doit-elle être réalisée ?

Avant toute autre considération, le premier problème sur lequel les pouvoirs publics devraient prendre position était : s'agit-il d'un projet privé ou public ? Les deux types de projet ne relèvent pas de la même logique économique. *Dans le premier* cas, seule la rentabilité du projet, ainsi que son niveau de risque, doivent être retenus, alors que, dans le second, outre la rentabilité, tous les effets indirects induits doivent être pris en considération.

Ce second type de calcul, plus complexe, correspond à la méthode dite de coût-avantage, utilisée par le ministère des transports préalablement à la mise en chantier d'un investissement routier. Elle est réalisée à partir d'un bilan à peu près complet des coûts de l'investissement et des satisfactions qu'en retireront les usagers.

Ainsi, dans le cas du lien fixe, l'étude coût-avantage ne s'en tient pas à la simple évaluation des gains privés de la société concessionnaire. Elle intègre également l'avantage qu'en retirent les usagers, et le coût de l'existence du lien fixe trans-Manche pour les compagnies de transports maritimes et aériens, les aéroports, et éventuellement, suivant le type de lien considéré, les chemins de fer.

Sur ce premier point, l'attitude des gouvernements est claire : le projet relève du secteur privé, car il devra être financé, réalisé et exploité sans aucun apport budgétaire ni garantie. Cependant le choix incombe aux gouvernements, et il ne peut être fait que compte tenu de toutes les « retombées économiques » du projet. Par conséquent, *même si les deux gouvernements concernés souhaitent que le projet demeure entièrement privé, ils devraient donner le feu vert à celui qui est le plus intéressant du point de vue coût-avantage*, en intégrant, donc, les effets directs et indirects, et en tenant compte de l'aspect irréversible de cette décision.

L'étude d'un lien fixe trans-Manche a fait l'objet de plusieurs rapports de groupes d'experts (en particulier celui effectué par le Groupe franco-britannique pour le financement du lien trans-Manche, formé par les cinq banques suivantes : Banque Indosuez, BNP, Crédit lyonnais, Midland Bank et National Westminster Bank) dont la lecture permet de cerner de près son l'impact économique à tous les niveaux. Tout d'abord, au niveau de la forme précise que doit prendre le lien fixe trans-Manche, (tunnel ferroviaire, pont, etc.), choix qui dépend de la rentabilité et des possibilités d'un financement purement privé. Ensuite, au niveau des retombées économiques du projet, ce qui comprend les difficultés qui vont naître à l'occasion de sa mise en place.

Le choix gouvernemental doit se fonder essentiellement sur des considérations d'ordre privé (rentabilité, risque et capacité des marchés financiers à fournir les capitaux nécessaires) et sur les effets indirects du projet. Mais il ne faudrait pas négliger ici le caractère *irréversible* de la décision, lorsque celle-ci se fait en l'absence d'une information complète, ce qui est bien le cas ici. Le problème est le suivant : la mise en place d'un type de lien fixe trans-Manche aujourd'hui rentable peut empêcher la mise en place dans cinq ans d'un autre type de liaison beaucoup plus rentable peut-être.

Evidemment, c'est là un risque d'obsolescence, assumé quotidiennement par chaque décideur, sans même qu'il ait à être mentionné. Si nous tenons à le souligner tout particulièrement, c'est bien à cause de la nature des résultats obtenus dans l'évaluation des différents projets, qui semblent indiquer que, dans quelques années, un procédé de construction pour ce qui serait le pont le plus long du monde pourrait être fiable. Si les projets sont à peu près équivalents du point de vue de l'analyse coût-avantage, il faudrait éviter la mise en place de celui dont la présence rendrait non rentable toute autre forme de liaison.

Parmi les quatre projets, le projet de tunnel ferroviaire simple apparaît comme le moins intéressant. C'est pourtant paradoxalement ce projet qui avait été retenu... pour être abandonné ensuite en 1975. Sur la base des devis des nouveaux projets, on écartera ce type de liaison fixe qui n'a à son actif que le très faible coût.

(Lire la suite page 36.)

(*) Professeur de sciences économiques à l'université de Montpellier-I.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

PHILIPPE HERZOG et un collectif d'économistes

Chemin pour sortir de la crise

Quinze auteurs, parmi lesquels Philippe Herzog, ancien statisticien de l'INSEE. La préface, également sans signature personnelle, purement critique, ne porte pas sur les déceptions de la politique de 1981. L'opposition déclarée au libéralisme est tempérée par la quelque peu surprenante proposition : *« La solution, c'est plus de liberté pour les gens. »*

L'emploi, général en France, du mot *crise* entretient l'illusion selon laquelle cette sorte de maladie « accidentelle » va, un jour, disparaître. Tel n'est pas le cas ici ; l'intervention générale est précisée, le terme *crise* étant une simple concession à l'ambiance.

Qualité fondamentale, pensons-nous, *la* sincérité. Involontaires, les erreurs ou ignorances que l'on peut relever. Ferme croyance en une politique efficace, dans le cadre du régime, pour accroître le PIB, supprimer le chômage, etc., sans détruire, pour autant, l'équilibre des échanges extérieurs.

Tous les secteurs sont passés en revue, de l'agro-alimentaire (très discret) à l'assurance automobile, en passant par le logement. Pour celui-ci, la réduction proposée de l'impôt foncier pourrait satisfaire les milieux d'opposition, mais la contrepartie n'est pas mentionnée.

Ce défaut se retrouve, d'ailleurs, un peu partout : *pénurie de chiffres actuels et attendus.* Aucune allusion aux effets directs et indirects de la réduction de la durée du travail dans les services publics, il est vrai, sous-estimés par les milieux conservateurs eux-mêmes. Opposition totale à la « flexibilité ». Que les objectifs soient plus clairs que les moyens de les atteindre n'est pas pour surprendre, mais l'étonnement peut venir de certaines contradictions (*protéger* avec refus du *protectionnisme*).

La proposition la plus positive est la participation *intense des travailleurs à l'entreprise.* Idée ancienne et toujours neuve, qui a pour elle la sympathie plus que l'expérience. Non proposés les fonds salariaux selon les socialistes suédois, non plus que selon l'« ancien amendement Vallon », quelque peu oublié.

Un tableau des comptes de la nation, actuels et prévus, dénoterait un souci plus précis des priorités, comme aussi des obstacles.

★ *Messidor. Editions sociales, Paris 1985. 249 p., 90 F.*

WILLIAM W. MURDOCH

La faim dans le monde. Surpopulation et sous-alimentation

Un ouvrage important, puissant, documenté, dont l'éditeur a négligé de nous présenter l'auteur (américain), et qui déborde largement le domaine annoncé par son titre.

Intitulée « La population », la première partie étudie assez profondément les rapports, dans un pays et plus encore dans une famille, entre les besoins économiques et la fécondité. Sont malheureusement passés sous silence et sans doute ignorés les travaux non américains, notamment ceux du Français J. Klatzmann et de la Danoise Ester Boserup.

Tout en dénonçant les thèmes simplistes, qui avaient connu, il y a quarante ans, un tel succès aux Etats-Unis, sur la surpopulation génératrice permanente de misère, W. Murdoch ignore les si remarquables résultats de J.-C. Chesnais et A. Lefebvre, sur l'absence de corrélation entre l'accroissement de la population dans les pays pauvres et la variation du niveau de vie.

Vues pertinentes sur la mortalité infantile, sans mention, toutefois, de l'âge critique où l'enfant sevré n'a pas encore les moyens physiques de chercher des protéines dans la nature. Faute d'une observation continue, au fil des ans, sur l'évolution de ces pays, les commentaires sur le Mexique et l'Inde sont quelque peu *superficiels, à l'exception de ceux qui concernent* le singulier Kerala. Sur l'évolution mondiale, les sources les plus utilisées sont T. Frejka et D. Kirk, plus que Léon Tabah et les documents des Nations unies.

Dans la deuxième partie « Ressources vivrières et agriculture », l'auteur a le mérite de ne pas tomber dans les critiques rituelles contre la « révolution verte ». Projections intéressantes sur les ressources en matières premières, au-delà de l'horizon 1999 de W. Léontief. Toutefois, les engrais potassiques sont passés *sous silence.*

La troisième partie est consacrée à une reconstitution historique, en Amérique latine. A l'approche de la fin, l'intérêt s'accroît, tout en prenant un ton plus politique. Flèches acérées contre la politique de la CIA, *dans le passé, selon une attitude absolvante, très courante* dans les milieux universitaires américains.

Trois annexes dont une classification des pays du monde. Lecture très recommandée, rendue malheureusement plus difficile par le rejet accumulé des notes en fin de volume. Bonne traduction trop littérale cependant sur certains mots (*technologie* au lieu de *technique, stratégie* au lieu de *politique).*

★ *Dunod, Paris 1985, 24 cm, 422 p., 145 F.*

COLLECTIF CEDETIM

Le non-alignement

Le groupe CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes) travaille sur un sujet bien connu, défini par son titre même. L'énoncé est plus franc et plus direct que le simple « tiers-mondisme ».

Nous commençons de façon assez inattendue par des perspectives qui sont plutôt un objectif qu'une véritable prévision. Particulièrement digne de lecture, la rétrospective générale de Bandoung à Lomé III. Ton soutenu d'un bout à l'autre, mais l'échange inégal est admis comme un postulat.

Pour éviter le reproche de subversion soviétique, est bien dénoncée l'action en Afghanistan. Du reste, la critique ne se limite pas aux seuls pays capitalistes. Deux pages sont, en particulier, consacrées à la Pologne (défense de Solidarnosc) et même à la RDA, avec rappel du plan Rapacki d'une neutralisation de l'Europe centrale. Sur le désarmement, vœux fervents, mais absence de précision. L'ouvrage a d'ailleurs été rédigé avant l'entrevue Reagan-Gorbatchev.

Dans la partie spécialement consacrée à l'Europe, dont est souhaité le non-alignement, est, une fois de plus, oublié ou ignoré que la chute démographique ouvre la voie à d'étranges aventures. En conclusion, en objectif, un ordre nouveau, qui semble proche de celui attendu ingénument lors de la fondation des Nations unies, mais qui appelle des précisions sur les points critiques.

Précieuse chronologie de 1921 à 1984. Lecture très recommandée.

★ *Editions La Découverte, Paris 1985. 150 p. 65 F.*

GUERRAOUI DRISS

Agriculture et développement au Maroc

Professeur d'économie à l'université de Rabat, le préfacier, M. Habib El Malki, évoque les répercussions éventuelles de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne : loin de conduire le Maroc à quelque repli autarcique, elle doit l'obliger à se tourner vers le marché mondial. Pour sa part, l'auteur, qui a enseigné à Lyon, il y a quelques années, est maître de conférences à l'université de Fez.

Déjà intense, du fait même du protectorat, le rôle de l'Etat dans l'économie marocaine s'est encore accentué après l'indépendance, notamment par l'intermédiaire de la SODEA (Société de développement agricole) et de l'OCE (Office de commercialisation et d'exportation). Deux organismes jouent un rôle direct spécialisé, l'ONICE (Office national interprofessionnel des céréales et légumineuses) et la SNCS (Société nationale de commercialisation des semences). Sur le plan financier, la Banque nationale de développement économique s'appuie sur la Caisse nationale de crédit agricole. Une certaine libéralisation est, toutefois, en cours pour l'exportation.

L'eau, élément vital, exige de forts aménagements. Bien que ne touchant encore que 15 % à 20 % des agriculteurs, les barrages représentent 30 % des investissements publics agricoles. Sur 497 000 hectares irrigables, 38 000 seulement sont effectivement irrigués. Grandes possibilités.

Trente ans après l'indépendance, la question de la population reste posée, sans donner lieu encore à une véritable politique. L'émigration joue un rôle positif dans la balance des paiements, rapportant plus de 4 milliards de dirhams par an, soit plus que les phosphates (3 milliards) et le tourisme (1,5 milliard).

Impérieuse reste la limitation de l'exode rural, tant pour des raisons de sécurité alimentaire que de progrès agricole.

★ *Editions maghrébines, Casablanca, Publisud Paris. 227 p. 35 dirhams.*

ORSTOM

La mortalité des enfants dans les pays en développement

Ce cahier de l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer) est relatif aux journées démographiques de 1982. Un sujet poignant, dont la connaissance profonde peut faciliter la solution. Alors que, dans les pays européens avant l'industrie, la mortalité se concentrait sur la première année (mortalité infantile), elle s'étend, dans les pays pauvres, pendant cinq ans. Au bout de ce délai, plus de la moitié des enfants nés ont, dans certains pays, disparu.

Particulièrement étudiés, la République populaire du Congo (P. Duboz), le Venezuela (M.-R. Picquet), le Togo (P. Vimard), sept pays d'Asie et quelques autres (D. Benoit, A. Guillaume et P. Lévi), ainsi que le bassin caraïbe (H. Domenach et J.-P. Guengant).

M. Garenne et P. Vimard tracent un cadre d'étude des causes, tandis que le Dr P. Cantrelle met sa forte expérience au service des études *sur le sujet. Utile eût* été le rappel de l'effet favorable qu'exerce la lutte contre la mortalité infantile sur la limitation des naissances.

★ *Editions de l'ORSTOM 1982. Paris 1985. 332 pages. Abonnement 200 F pour quatre numéros.*

RENÉ GENDARME

Les coulées du futur

L'auteur du meilleur ouvrage sur les multinationales se place cette fois dans le cadre régional. Au lendemain de la guerre, à l'époque de Louis Armand, la Lorraine s'appuyait sur deux solides piliers, le fer et le charbon, ceux-là mêmes qui ont inspiré Jean Monnet (plus politique qu'économiste) pour la création de l'Europe.

Il y a peu d'exemples d'erreurs aussi fortes de l'observation économique que celle qui fut commise en Europe sur l'acier, au moment même où la sidérurgie séduisait, disons même charmait, tant de pays neufs dans le monde, alors que s'étendait la consommation de produits concurrents, comme le plastique. C'est en 1960, en pleines « trente glorieuses », que la production d'acier a, par manque de débouchés, commencé à *fléchir*. Et, après le choc de 1974, les plans de succéder aux plans : plan Giraud, les deux plans Davignon, le plan acier de 1984.

Deux problèmes, certes connexes mais différents, sont posés : celui de la sidérurgie et celui de la région. Attaché à la seconde, le professeur de Nancy conserve à la première une fidélité (attestée par le titre même de l'ouvrage) qui semble tenir quelque peu de la foi. Si nous pouvons le suivre lorsqu'il écrit que les nationalisations ne changent pas les données fondamentales du problème, par contre le retour simpliste à Keynes et aux « grands travaux » nous paraît nécessiter une étude profonde, fatalement macro-économique. Quant au parc d'attractions *Schtroumpfgarden* (sic), il ne pourrait être que le complément d'une solide activité productrice de richesses.

Cette question régionale n'ayant de solution que dans le cadre d'une étude nationale, sinon européenne, il faudra bien en venir un jour à la notion première de besoins, combien plus fertile que le concept ingénu de « création d'emplois » ou de « formation » *but en soi. Un chantier, encore ; l'édifice reste à* construire.

★ *Presses universitaires de Nancy. Editions Serpenoise. Metz. 314 pages. 148 F.*

La liaison à travers la Manche

(Suite de la page 35.)

Le projet Europont, pont routier vers le vingt et unième siècle, correspond à un pari technologique. Des sections de pont de 5 kilomètres, d'une longueur trois fois supérieure à celles construites *jusqu'ici, seraient reliées entre* elles par des îles artificielles. Un matériau nouveau, à base de fibres composites – de caractéristiques comparables à l'acier et six fois plus léger, – serait utilisé pour les câbles de soutien du pont. La participation de la firme ICI-Fibres à ce projet constitue une garantie technologique de ce point de vue.

La circulation se ferait à l'intérieur d'un tube aveugle, ce qui le rendrait pour l'usager équivalent à un projet de tunnel. Ce projet, classé en tête pour ce qui est de la rentabilité, apparaît également comme le plus risqué, faute d'avoir une plus ample information sur des techniques jusqu'ici jamais utilisées.

Restent deux projets, tous les deux faisant la liaison entre Sangatte et Douvres : le projet du double tunnel ferroviaire dans lequel circulent des trains et des navettes qui transportent des voitures, et le trajet pont-tunnel, appelé Euroroute, qui permet la circulation des voitures. L'un est prudent, l'autre ambitieux. Le double tunnel ferroviaire est un projet peu risqué et très rentable, comportant un plus faible coût et peu de risques (la nature du sous-sol à cet endroit semble assez bien connue).

Le projet composite Euroroute est constitué de deux segments de pont à la proximité des côtes, et reposant sur des îles artificielles, suivi d'une descente en spirale – dont le groupe responsable assure qu'elle ne sera pas pire que de faire quatre fois le tour de Trafalgar Square, – avec une pente de 3,5 %, et un segment de tunnel reliant les deux. La hauteur au-dessus de la mer permettra d'échapper au brouillard, mais par vent violent la liaison sera fermée pour certains types de véhicules. *Un sondage réalisé* récemment indiquait que 53 % des Anglais contre 28 %, et 59 % des Français contre 18 % préfèrent ce projet composite.

Pourtant, non seulement la rentabilité est supérieure pour le double tunnel ferroviaire ; mais le risque est aussi plus faible, car un dépassement du devis de 50 % aurait des effets désastreux sur le projet routier, alors qu'ils seraient limités pour le projet ferroviaire. On peut penser qu'un dépassement de devis de l'ordre de 50 % est une éventualité hautement improbable et dont les conséquences peuvent être négligées. Signalons néanmoins qu'au Japon la construction du tunnel de Seikan a pris dix ans de plus que prévu et que le budget a été dépassé de 200 %.

Des capitaux privés

La rentabilité supérieure du projet de double tunnel ferroviaire *ne doit pas être un critère* de choix pour le gouvernement, puisque dans les deux cas il trouvera des capitaux privés prêts à le financer. Les gains publics ont été estimés pour le projet de pont routier, pour lequel ils sont supérieurs de 47 % aux gains privés, et pour le projet de double tunnel ferroviaire, où ils sont supérieurs de 37 %. En ce qui concerne les effets indirects, le double tunnel ferroviaire a des effets plus défavorables à la fois sur les ferries, sur les aéroports et sur les transports que le pont routier.

Cependant, les projets diffèrent peu dans le nombre d'emplois créés. Le projet routier, plus lourd, comporte aussi la création d'un nombre plus élevé d'emplois. *Il permettrait la création* de cent cinquante mille emplois de chaque côté de la Manche contre cent vingt-cinq mille pour le tunnel ferroviaire. Par ailleurs, concernant la caractéristique irréversible du choix, il est important de signaler que le groupe Euroroute propose déjà la mise en chantier ultérieure d'un double tunnel ferroviaire !

Ainsi le véritable choix gouvernemental ne serait pas à faire entre deux projets, mais dans leur date de réalisation. Si tel est le cas, *l'argument d'irréversibilité* doit être invoqué afin d'intégrer dans l'analyse le fait que le projet de pont routier, aujourd'hui écarté parce que trop risqué, peut *devenir le plus intéressant* d'entre eux très bientôt. Or la mise en place de la liaison Euroroute aujourd'hui suppose l'abandon complet du projet de pont routier (Europont) à technologie évoluée, alors que la mise en chantier du double tunnel ferroviaire laisse ouvert le choix ultérieur sur le type de liaison routière le plus adéquat et le plus fiable.

Enfin, l'étude des retombées par pays est relativement indépendante du type de projet *choisi.* Les estimations effectuées par Coopers et Lybrand et la SETEC permettent de dégager deux effets. En premier lieu, la proxi*mité géographique est déterminante*, de sorte que la Belgique obtiendrait 3,3 % des bénéfices nets, les Pays-Bas 2,9 %, l'Allemagne 2,8 % et l'Espagne 1,9 %. Ensuite, la répartition des bénéfices nets entre la France et la Grande-Bretagne est loin d'être équitable, puisque la France en recueille 47 % contre 29,5 % pour la Grande-Bretagne.

Le projet de lien fixe compromet toutefois sérieusement les intérêts des compagnies de transport maritime. En effet, le manque à gagner pour ces compagnies *serait de taille*, car *60 %* du trafic trans-Manche passe par Douvres, justement le point de départ du lien fixe, quel que soit le projet retenu. Pour riposter contre la *menace que constituerait le lien* fixe trans-Manche, les ferries ont formé l'association Flexlink, qui a démarré une campagne publicitaire avec un budget de 5 millions de francs.

Flexlink le dénonce en se basant sur une étude de Philips et Drew qui remet en cause la possibilité de réalisation financière du projet, contredisant sur ce point les conclusions du groupe franco-britannique pour le financement de la traversée trans-Manche. Toutefois les compagnies auront le temps de limiter leurs pertes par un plan de réduction de la capacité de transport sur les lignes concurrencées.

La fin des saint-simoniens

Pour une partie, le choix gouvernemental, en décidant d'ouvrir le projet aux capitaux privés, a déjà été fait. Et il y a une grande leçon à tirer de l'attitude gouvernementale : c'est la fin de la doctrine saint-simonienne au niveau étatique. Car l'idée d'abandonner complètement le projet à des capitaux privés aurait certainement été inimaginable en 1981.

Certains pourraient voir là un échange de bons procédés. M. Mitterrand fait une concession à Mme Thatcher quant au caractère privé du projet. En contrepartie, l'accord franco-britannique d'ouverture d'un lien fixe intervient avant les prochaines élections, et constitue un point positif pour l'équipe au pouvoir.

Cependant, même en adoptant ce point de vue, cela signifie que le gouvernement valorise beaucoup moins qu'il ne le faisait au moment des nationalisations les bénéfices sociaux de la gestion publique. Force est de reconnaître, en effet, que ce projet est plus proche de l'idéologie de dénationalisation actuellement en vigueur en Grande-Bretagne que *de celle mise en avant par* l'actuelle majorité au moment des nationalisations.

Il s'agit d'un tournant important dans la conception du rôle de *l'Etat dans la société, illustré par* ce qu'on pourrait appeler le passage d'une conception saint-simonienne au néo-libéralisme socialiste.

XAVIER FREIXAS.

Double tunnel ou pont-tunnel

(en milliards de francs)

	Coût	Encours de crédit	Rentabilité	Mise en service	Risque
EUROPONT	42 à 52,5	47 à 62	10,6 (8,5 %)	mi-1995	+++
2 TUNNELS/RAIL .	27 à 30	31 à 36	9,4 (8,3 %)	1992	+
EUROROUTE	50 à 62,5	56 à 74	6,8 (5,1 %)	1993/94	++
1 TUNNEL/RAIL ..	24,5 à 27	27 à 32	6,1 (4,8 %)	1992/93	+

L'encours de crédit est supérieur au coût parce qu'il intègre les charges financières. La rentabilité, mesurée par le taux de rendement interne, est appréciée hors inflation. Le risque se comprend : +++ pour très risqué, ++ moyennement et + peu.

Les données du choix sont assez claires : d'un côté le projet du *pont-tunnel* (Euroroute) favorablement accueilli d'après les sondages, dont les retombées sur l'emploi, sur la sidérurgie, sont plus importantes, et *qui de plus est spectaculaire* ; de l'autre, le projet de *double tunnel ferroviaire,* peu risqué, plus rentable, qui comporte une dégradation plus faible de l'environnement, et *surtout qui laisse la porte ouverte à* un projet ultérieur technologiquement plus évolué.

Que penserons-nous du choix dans dix ans ? Il est remarquable de *constater qu'aucun des projets au*jourd'hui en concurrence n'était envisageable il y a quinze ans. Si le projet Euroroute est choisi, ne regretterons-nous pas plus tard d'avoir écarté le projet Europont ?

Le gouvernement est dans une position délicate. Du point de vue électoral, le projet Euroroute est plus intéressant. Du point de vue du calcul économique, cela ne semble pas être le cas. Mais peut-on demander à un gouvernement d'adopter une optique de long terme, qui avantagera peut-être une autre équipe au pouvoir ?

X. F.

Faut-il craindre la déflation ?

Les chances de la désinflation l'emportent sur les risques d'une panne de l'activité.

par ALBERT MERLIN (*)

DÉSINFLATION ou déflation ? Il n'y a pas si longtemps, la question eût passé pour byzantine, pédante, et, pour tout dire, inutile. Le souci majeur n'était-il pas de stopper un enchaînement inflationniste qui paraissait alors implacable ?

Aujourd'hui, le paysage de l'Occident a changé. Taux d'inflation en chute libre, baisse des prix du pétrole, lourdeur des matières premières, contraction du volume des *crédits accordés* aux pays en développement : y a-t-il jamais eu plus nette conjonction de signes de sens déflationniste ? Au point que le tableau de la conjoncture occidentale, qui reste dans l'ensemble optimiste pour 1986, devient plus nuancé.

Ici ou là on s'interroge : à peine sortis de la crise, *n'avons-nous pas* à craindre que la désinflation ne tourne à la déflation, avec une demande mondiale *suffisamment* molle pour remettre en cause les maigres acquis de la *reprise (1)* ? Ce qui remet sur le tapis quelques questions cruciales : entre l'inflation et la déflation, où est le bien, où est le mal ? Et comment définir le cheminement optimal ?

Pour tenter d'y voir plus clair, voyons d'abord les différentes étapes parcourues dans le processus de désinflation, depuis le moment où les pays sérieux ont commencé à serrer les freins. Première phase : la douleur. C'est la période 1981-1984 (ou 1982-1985, *selon les pays*). On pâtit non seulement de la baisse du pouvoir d'achat, mais aussi des séquelles de l'inflation antérieure. Les délices de l'« effet de levier », qui poussait à s'endetter avec l'espoir – plus ou moins avoué – de rembourser en monnaie avilie, se muent en souffrances : il faut payer des taux d'intérêt élevés au moment même où les revenus s'amenuisent.

Du côté des entreprises, il y a bien un adjuvant qui eût pu apporter quelque baume sur leurs plaies : l'inflexion des prix du pétrole. Mais celle-ci se trouve alors annulée et même surcompensée par la folle envolée du dollar. Oui, en cette première période, la désinflation fait mal. Et l'on doute de ses bienfaits. Et l'on récrimine.

Deuxième round : l'effort d'assainissement commence à payer. Dès la fin 1983 en Amérique, courant 1984 *dans l'ensemble de* l'Europe, à partir de 1985 dans notre pays, toujours décalé. Sur le plan des politiques internes, l'abandon du mécanisme diabolique de l'indexation des salaires, dans la plupart des pays, permet un *début de* reprise des marges. Les taux d'intérêt commencent à baisser lentement.

Le retournement du marché pétrolier se confirme, les matières premières replongent. Le tout amplifié, pour les Européens, par la chute du dollar en fin de période. Ainsi, en France, de mars à novembre 1985, les prix des matières premières importées baissent de 18 % ! Pour les entreprises consommant du fuel, le cadeau est encore plus somptueux : – 30 % entre mars et la fin de 1985.

Comment les indices des prix à la consommation ne s'en ressentiraient-ils pas ? Fruit de la rigueur ou d'un concours de circonstances, peu importe : ce qui compte c'est que la désinflation est bien vue, qu'elle est bien appréciée par le public. En témoigne, en France, la dernière enquête de l'INSEE sur les *intentions* d'achats, où les ménages attribuent explicitement l'amélioration de leur situation financière à la baisse de l'inflation. La désinflation est aujourd'hui perçue comme génératrice de pouvoir d'achat, elle fait du bien.

Chasser le spectre

Alors, si tout le monde est d'accord *sur les vertus de la* cure, pourquoi craindre pour demain ? Pourquoi y aurait-il une troisième phase plus pénible que les deux premières ? C'est que l'on se trouve en terre inconnue : ce processus de « désinflation/déflation » *(l'hésitation n'est-elle pas* déjà significative ?), qui paraît aujourd'hui si bien enclenché, on ne sait pas très bien s'il va s'arrêter ou s'accentuer, vu qu'il n'y a guère de précédents. Alors il nous rend perplexes, et parfois quelque peu inquiets. Comme le ferait un spectre, un revenant oublié depuis des décennies.

Si l'on se réfère non plus aux impressions subjectives, mais aux données de fait, l'hypothèse de la déflation apparaît beaucoup *moins évidente. D'abord, en fait* de baisses de prix absolues, il n'y a à ce jour que des exemples très localisés. Ils concernent le pétrole, et, à un moindre degré, les matières premières. Il s'agit non d'une tendance générale, mais d'un mouvement de prix *relatifs*, d'un rééquilibrage de pouvoir d'achat qui profite aux pays consommateurs.

Il y a baisse des prix parce qu'il y a des surcapacités pour ces produits ; il n'y a pas, à l'évidence, de surcapacités dans l'ensemble des secteurs d'activité au plan mondial. On nous dit que les pays qui souffrent aujourd'hui de ce rééquilibrage sont aussi nos clients et qu'ils vont diminuer leurs importations. C'est, en effet, hautement probable. C'est même déjà fait. Pardi ! Voudrait-on avoir le beurre et l'argent du beurre ? Mais rien n'autorise à en inférer l'hypothèse d'une contraction de *l'ensemble* du commerce mondial.

Autre version du scénario de *déflation : l'hypothèse d'une* panne de l'activité économique par manque de liquidités. Soit du fait d'une réduction drastique et soudaine du déficit extérieur américain : *il suffit d'énoncer* cette éventualité pour faire apparaître sa faible probabilité, du moins à bref délai. Soit par suite de l'application de politiques internes « jusqu'au-boutistes », visant à assécher les circuits monétaires : les Allemands *ont eu un moment* cette tentation, et paraissaient prêts à payer très cher la purge complète de l'inflation, c'est-à-dire le passage de 2 % à zéro. Cette hypothèque est maintenant levée, et le risque d'une panne de liquidités *paraît peu* probable en Occident.

Dans les pays en développement, surendettés, l'hypothèse est plus plausible : si l'on suivait à la lettre les strictes recommandations du FMI, dans certains pays *le risque d'asphyxie ne serait pas* purement théorique. Mais tout indique que la menace a été perçue. L'idée chemine d'un rééchelonnement des dettes, voire de l'octroi de *nouveaux prêts aux* pays les mieux disposés à l'effort, même si les banquiers se montrent plus prudents qu'antérieurement (qui ne les comprendrait ?).

Reste l'hypothèse d'un processus déflationniste qui trouverait sa source non plus dans une défaillance « technique », mais *dans une sorte de contagion* psychologique. Face aux surcapacités de certains produits de base, face à la perspective de nouvelles baisses sur le pétrole (gare à la fin *de l'hiver !*), *ne faut-il pas* craindre que les anticipations à la baisse gagnent peu à peu les agents économiques ? Que les décisions d'innovation soient remises *à plus* tard ? Que les opérateurs financiers en tirent les conséquences *et se portent vendeurs* ?

Le moins que l'on puisse dire est *que ce n'est pas la tendance* actuelle : à ce jour, dans les usines européennes, ce sont les aspects positifs de la désinflation qui l'emportent, et avant tout la baisse des prix des approvisionnements extérieurs. Cette baisse est *perçue comme un « plus »*, comme le « coup de pouce » qui manquait à la restauration de la rentabilité, indispensable au rebond des investissements. La baisse des coûts, facteur de croissance : voilà un cas de figure inattendu, dont les entreprises paraissent bien décidées à profiter.

La cause paraît donc entendue. Pour une fois que l'Europe n'est pas trop mal servie, saisissons nos chances. Chassons les fantômes. N'y a-t-il pas quelque masochisme, alors que *la* victoire sur l'inflation nous fait tant de bien, à imaginer toutes les douleurs que pourrait nous infliger une hypothétique déflation ? Heureusement, les chefs d'entreprise sont moins sujets à la déprime que les *économistes. C'est tant* mieux pour la croissance de demain.

(1) Déflation signifie, *stricto sensu*, demande globale inférieure à l'offre globale (pour un niveau de prix donné).

(*) Directeur des études économiques de Saint-Gobain.

La chronique de Paul Fabra

Les bas salaires et la Bourse

UNE fois qu'on a constaté, au vu des statistiques, comme l'ont fait le premier ministre et son interrogateur de « L'heure de vérité », mercredi dernier, que depuis mai 1981, c'est le smicard et le boursier qui ont vu leurs revenus augmenter le plus vite, on n'a guère précisé l'évolution réelle des rémunérations en France, et encore moins répondu à la question implicite : qui, en France, a bénéficié de l'expérience socialiste ? On a toutefois touché du doigt un phénomène de grande portée sociale, tout en lui donnant un éclairage politique sans doute abusif.

En ce qui concerne la montée de la *Bourse, il est difficile* de tirer de ce qui s'est passé une conclusion claire, sauf si l'on était parti de l'idée simpliste que la gauche au pouvoir, c'était une première et décisive étape de « rupture » avec le capitalisme et son symbole quelque peu défraîchi, le marché financier. Selon l'indice de la Chambre syndicale des agents de change, la hausse moyenne des actions aurait été à Paris, de mai *1981* à fin 1985, de *120,2* % (contre + 41 % de 1977 à 1980).

Pendant les années 1981 et 1982, marquées par le traumatisme des nationalisations, qui auront *amputé la Bourse d'environ 30 % de* ses actifs, l'indice n'avait pratiquement pas bougé. La reprise n'eut lieu qu'à partir de 1983, en retard par rapport au fort mouvement de hausse qui s'était manifesté à Wall Street dès le mois d'août 1982. En 1983, l'indice boursier devait s'élever en France de 56,7 % ; l'ascension se poursuivait l'année suivante à un rythme plus modéré (+ 16,5 %), pour reprendre de plus belle en 1985 (+ 45 %). D'autres places ont fait beaucoup mieux que Paris, à commencer par celle de Francfort (+ 74 % en 1985).

Il faudrait se demander à combien de Français ces gains – puisque gains il y a eu, jusqu'à ce jour en tout cas – ont profité et comment ils ont été répartis entre eux. Le nombre des *actionnaires a sensiblement* augmenté depuis sept ou huit ans, sans que les nationalisations renversent la tendance. Une évolution que l'arrivée de la gauche a sans doute beaucoup accélérée, malgré l'instauration de la devise-titre, qui a pendant longtemps renchéri l'acquisition des valeurs américaines, allemandes, japonaises, etc., c'est l'engouement des Français pour ces dernières. Leur portefeuille de titres étrangers s'élève à un montant comparable à celui de leur portefeuille d'actions françaises. Autre phénomène d'ampleur encore plus grande : on a assisté depuis 1981 à un extraordinaire essor du marché *obligataire, qui n'est pas étranger* aux besoins de financement du Trésor, fortement accrus depuis mai 1981.

A l'autre bout de l'échelle, l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC observée depuis mai 1981, à savoir 18,6 % d'après les statistiques de l'INSEE, s'inscrit dans une évolution beaucoup plus ancienne – on pourrait en l'occurrence dire séculaire. La gauche au pouvoir l'a-t-elle accélérée ? Il est très difficile de l'affirmer à coup sûr. Les chiffres ne donnent pas de réponse claire. Il est vrai que l'accroissement du pouvoir *d'achat* du SMIC *aura été d'environ* la moitié sous le gouvernement de Raymond Barre (septembre 1976 à avril 1981), soit + 9,2 %, mais cette progression ralentie suivait une revalorisation très forte (+ 15 %) pendant les deux ans et trois mois (mai 1974-août 1976) qu'avait duré le gouvernement précédent de Jacques Chirac. Auparavant, à la faveur, d'abord, de l'augmentation d'un tiers (en valeur nominale) du salaire minimum décidée par les accords de Grenelle de juin 1968, puis du remplacement en 1970 du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) *par le* SMIC *(salaire minimum inter*professionnel de croissance), on avait assisté à une hausse de 75,8 %, de mai 1968 à mai 1974 (date à laquelle M. Giscard d'Estaing s'installe à l'Elysée), du pouvoir d'achat de cette rémunération de référence.

Les statisticiens prennent soin de faire remarquer que le pouvoir d'achat du SMIC ne correspond pas nécessairement à celui du smicard, car dans un nombre non négligeable de cas le SMIC constitue dans un ménage un salaire d'appoint. Il reste que son évolution est probablement assez significative de celle des bas revenus.

C'est un fait que, sur la longue période – quelle que soit la définition que l'on donne de cette mesure de temps, – les revenus bas et moyens sont ceux qui ont, et de loin, augmenté le plus vite. Le reconnaître ouvertement, ce n'est ni insulter à la misère qui existe encore, ni se satisfaire de la situation précaire dans laquelle vivent encore des millions de *gens, ni considérer comme normal* que le pouvoir d'achat des familles ouvrières françaises (pour ne citer que cet exemple) soit inférieur à celui des familles ouvrières allemandes. Un écart qui n'est dû pratiquement qu'à une organisation inadéquate de l'économie de notre pays (en ce qui concerne le régime des prix et de la concurrence, la politique du crédit, etc.), étant donné que, dans l'ensemble, les Français travaillent sans doute à peu près autant que les Allemands.

A TELLE enseigne que la question posée à Laurent Fabius – pour qui le socialisme a-t-il été avantageux ? – revient en fait à se demander, puisque les socialistes ont eu la bonne idée de ne pas *changer notre système économique* (ils n'en avaient du reste certainement pas reçu le mandat) : à qui profite ce « système » que, faute de mieux, un nombre grandissant de *Français, à en croire les sondages,* commencent à accepter, non seulement dans les faits mais « en esprit » ? cette question, l'économiste autrichien (devenu américain) Joseph Schumpeter répondait de la façon suivante : il est probable que la principale bénéficiaire du capitalisme aura été la classe ouvrière.

Cette affirmation apparaîtra encore aujourd'hui choquante à plus d'un, et pour des raisons qui méritent d'être prises en considération. La réhabilitation du profit, qui n'en finit pas (on en parle depuis plus de trente ans...) se comprend parfaitement, étant données les absurdités qui ont été dites à son sujet. Cela ne rend pas plus acceptable le culte du Veau d'or qui trouve dans le régime « capitaliste » maintes occasions de s'étaler sans vergogne.

Il reste que, pour l'immense majorité de la population, les écarts de niveau de vie n'ont cessé depuis très longtemps, et notamment depuis le début de ce siècle – encore plus *depuis 1946. – de diminuer, et cela* par un double mouvement. Les pauvres sont devenus moins pauvres, et les riches dans l'ensemble moins riches.

Jean Fourastié a montré pour la France, notamment dans ses deux ouvrages *l'Evolution des prix à long terme* (Presses universitaires de France, 1969) et *les Trente Glorieuses* (Fayard, 1979), dans quelle très importante mesure l'éventail des salaires s'est retréci. Il y a un demi-siècle, un directeur de banque pouvait gagner entre vingt et quarante fois plus qu'un employé. Un écart de un à dix est aujourd'hui considéré comme important. Encore est-il sensiblement atténué par l'incidence de l'impôt. Simultanément, le pouvoir d'achat des salariés les *moins payés a été, selon Fourastié,* qui fournit ses preuves, multiplié par trois ou quatre de 1946 à 1975. Si l'on prend pour période de référence les années qui précédèrent la pre*mière guerre mondiale, le coefficient* multiplicateur est de cinq ou de six, parfois davantage. Les extraordinaires progrès de la productivité ont permis cette évolution. Aujourd'hui, le prix d'une bonne voiture représentera peut-être la moitié d'un salaire annuel moyen. Il fallait avant-guerre travailler plusieurs années pour gagner la somme correspondante, si bien que seule une petite partie de la population pouvait « se permettre » de posséder une automobile.

« Un véritable bourgeois, c'est un homme dont le niveau de vie est inférieur à celui de son grand-père », disait un des participants à une discussion motivée précisément par un des nombreux articles de presse qui qualifiaient sans doute un peu vite de « grand bourgeois » un des grands personnages de la République. On n'a plus guère idée du niveau de vie dont jouissait avant 1914 et même jusqu'en 1930 une famille de riches bourgeois. En témoignent encore les vastes et luxueuses demeures construites à l'époque et qui sont vendues aujourd'hui à d'opulents et imprévoyants Arabes.

LA crise financière permanente dans laquelle nous vivons est un terreau favorable à l'édification de nouvelles grosses fortunes. Les anciennes ne sont pas mortes et, quand elles sont administrées avec talent, elles valent à leurs possesseurs une belle place au soleil dans la République, y compris sous le président élu en mai 1981. Cependant, l'action des socialistes aura sans doute été importante pour remodeler en profondeur et sur la longue durée le paysage social français. Les partis d'opposition annoncent qu'ils supprimeront l'impôt sur les « grandes fortunes », qui est un impôt mal conçu et dont les conséquences sont effectivement souvent *antiéconomiques, mais aucun,* semble-t-il, ne parle de revenir sur le doublement des droits de succession. La fortune acquise n'est qu'une des composantes du règne durable de la bourgeoisie. Son charme discret tient aussi au fait qu'il s'agit d'une classe à laquelle on peut – les exemples ne manquent pas – décider soi-même d'appartenir. Un bon diplôme et savoir tenir sa fourchette à table sont parmi les conditions d'entrée, et encore pas toujours en ce qui concerne la première.

Arabie saoudite : le gaz et l'argent

(Suite de la page 35.)

Et ce n'est pas fini. Dans les trois ans à venir, le site va s'enrichir de nouvelles unités, qui produiront du CVM (300 000 t), du PVC (200 000 t), du MTBE (*500 000 t*), de *l'ammoniac* (330 000 t), du polyester et du butadiène (125 000 t). Enfin des projets pour fabriquer du propylène et des engrais phosphatés sont très avancés.

*Le travail accompli est gigan*tesque. Il se mesure à la quantité de terre retirée par les bulldozers (400 millions de mètres cubes), qui permettrait de bâtir un mur de 9 mètres de large sur 1 mètre de haut ceinturant le globe. Mieux : cette industrialisation galopante a été menée conformément au calendrier fixé, parfois même en avance. Elle est à l'échelle du pays – presque aussi grand que l'Europe à douze – et de ses revenus. Enfin, l'ensemble est beau.

Les Saoudiens, il est vrai, n'ont pas lésiné sur les moyens. Ils ont acheté ce qui se faisait de mieux, recouru aux techniques les plus avancées et... dépensé une fortune. Le montant de la facture est astronomique : 120 milliards de rials (260 milliards de francs) au total, dont 72 milliards (160 milliards de francs) pour Al-Jubail. Sur ce chiffre, 50 milliards (110 milliards de francs) ont été consacrés aux infrastructures.

Associées dans des opérations conjointes *(joint ventures)* à plusieurs filiales de la SABIC, les firmes étrangères ont, pour leur part, touché 80 milliards de rials (176 milliards de francs). Ce sont Exxon (co-actionnaire de l'Al Jubail Petrochemical Co.-Kemya), Shell US (Saudi Petro*chemical* Co.-SADAF), Celanese et Texas Eastern (National Methanol Co.-Ibn Sina), Mobil (Saudi Yanbu Petrochemical Co.-Yanpet), Mitsubishi (Saudi Methanol Co.-Ar Razi et Eastern Petrochemical *Co.-Sharq*).

Une partie des 10 milliards de rials (22 milliards de francs) restant à investir iront au groupe coréen Lucky, allié de la SABIC pour le PVC, à la firme finlandaise Neste Oy et à la société italienne SNAM-Progetti (ENI) intéressées au projet de MTBE, enfin au japonais Toyo (ammoniac).

Colossale ? La *pétrochimie* saoudienne l'est assurément. Menaçante ? Elle en donne toutes les apparences avec l'objectif que s'est fixé Ryad d'atteindre dans les années 90 de 4 % à 5 % de la *production mondiale, avec aussi* ses capacités installées, qui, à bien des égards, mettent ce pays en position de force face à l'Europe de l'Ouest. Son poids est excessif, notamment en méthanol et en éthylène-glycol (40 % de la production européenne dans les deux cas). Il est lourd pour l'urée (10 %) et plus léger pour l'ammoniac (2 %). Pour les autres produits, l'Arabie saoudite se situe également en bonne place. Elle aligne toute seule 10 % des capacités européennes pour l'éthylène, 8,5 % pour le styrène, bientôt 5,7 % pour le PVC, surtout 34 % pour le polyéthylène basse densité linéaire.

Des surplus menaçants

Cependant, ainsi présenté, cet inventaire n'est pas très significatif. Tout dépend de la destination donnée à ces divers produits. L'éthylène ne pose pas vraiment problème : la production est en grande partie captive. Mais la situation se complique avec le styrène. Elle devient délicate avec le *polyéthylène linéaire : Ryad* compte bien absorber 15 % de sa production pour ses propres besoins. Toutefois, même avec des marchés internationaux en expansion rapide (20 % l'an) et une demande du *Sud-Est asiatique*, les surplus risquent d'engorger les circuits commerciaux. Le bât blesse vraiment avec le méthanol, l'éthylène-glycol, l'urée, et blessera en 1986 avec l'ammoniac et le PVC.

Il s'agit, quelle que soit l'importance des productions locales, de produits rendus très sensibles en Europe par les surcapacités encore existantes. S'agissant du *méthanol, les Saoudiens vont* certes en consommer pour fabriquer du MTBE. Le Japon constitue aussi un bon débouché pour ce produit (500 000 tonnes), où les capacités ont été réduites (36 %) à cette fin. Mais sera-ce suffisant pour éponger les excédents ? Une nouvelle unité de 330 000 tonnes vient de démarrer à Bahreïn, dont la SABIC détient 33 % du capital *aux côtés des Koweïtiens* et du gouvernement local.

Si le détail, produit par produit, des lieux du débarquement des marchandises n'est pas connu, on sait, en revanche, que l'Europe est, *après le Sud-Est asiatique* et les PVD, la cible privilégiée des exportations chimiques de l'Arabie saoudite. Ryad veut rééquilibrer ses échanges avec le Vieux Continent (près de 10 milliards de dollars de déficit en 1984), dont les marchandises (20 milliards de dollars) comptent pour 35 % dans ses importations globales (23 % pour les Etats-Unis, 12 % pour le Japon).

Les coûts de transport sont moins élevés, et les Etats-Unis ont érigé des barrières douanières. Les Saoudiens ne leur en font d'ailleurs pas le reproche ouvertement. Avec leur aide industrielle, les Américains ont acquis un immense capital de sympathie, et, comme les Japonais, ils prêtent main forte aux Saoudiens pour commercialiser une bonne partie de la production provenant des *joint ventures* (80 %).

Vendre, d'accord, mais encore faut-il que les marchandises *offrent des attraits. La qualité est* exemplaire ; mais ce facteur n'est pas décisif. Les niveaux sont partout à peu près identiques. Les prix, alors ? C'est le problème le plus lancinant. Entre les frais *fixes (équipements, usines, infra*structures, licences) et les coûts variables (matière première, énergie), trop d'éléments entrent en jeu pour se prononcer, alors que les Saoudiens se refusent à *fournir des indications précises* sur les principaux d'entre eux.

Un prix dérisoire

Une chose est certaine. La *matière première, le gaz,* est payée un prix dérisoire : 0,5 dollar par million de BTU (British Thermal Unit), équivalant à 293 kWh, soit environ huit fois moins cher qu'en Occident. De son côté, l'électricité est facturée très bon marché aux entreprises (environ 10 centimes le kilowattheure, soit moitié moins qu'en France). Au-delà, c'est la bouteille à l'encre.

M. Ibrahim A. Salamah, vice-président de la SABIC, consent à indiquer : *« Nos frais fixes sont importants. Ils comptent pour 70 % de nos coûts, les frais variables pour 30 %.* » C'est exactement l'inverse en Europe. De son côté, le Dr Abdulaziz Al Jarbou, directeur général à la SABIC *pour les projets en exécution*, insiste : *« Notre pays paie un lourd tribut à la technologie occidentale »* (licences, matériels). Bref, à en croire les responsables saoudiens, livrés, leurs produits ne *sont pas moins chers. Impossible* toutefois de faire la moindre comparaison. Les sociétés exploitantes prennent-elles ou non en charge une partie des frais d'infrastructure ? Les Saoudiens le prétendent. *Les spécialistes occidentaux* n'en croient pas un mot.

D'après la banque française Indosuez, les avantages ne sont pas aussi importants qu'on le suppose. Pour ses experts, par exemple, le polyéthylène saoudien livré coûterait de 15 % à 19 % moins cher ; mais l'écart ne serait plus que de 2 % à 6 % en incluant les droits de douane (13 %). Mais Indosuez reconnaît que le prix de l'éthylène est d'au moins 40 % moins élevé, et d'ajouter que ce n'est pas une référence, ce produit n'étant pas commercialisé, pour l'instant du moins. Certes, mais l'avantage demeure pour les utili*sateurs locaux.*

Une étude américaine, qui englobe presque tous les paramètres (frais fixes, coûts variables, intérêt sur le capital, transport, assurances, droits de douane), va *plus loin.* Pour la *plupart des pro*duits, l'écart de prix est favorable à l'Arabie saoudite de 30 % en moyenne, par exemple de 28,5 % pour l'éthylène-glycol, de 32,5 % pour l'éthylène, de 30,5 % pour le polyéthylène.

Quoi qu'il en soit, avec la part prise sans nul doute par le royaume wahhabite dans les frais d'aménagement, on peut tenir pour assuré que la chimie des *sables est relativement* bon marché. L'Arabie saoudite est-elle pour autant disposée à déclencher une guerre commerciale nuisible aux intérêts européens ? *« Je n'y crois pas,* assure encore M. Salamah. *Nous vendons aux prix du marché et nous sommes même en compétition avec nos partenaires étrangers. C'est une situation saine. »*

A *l'évidence,* les *Saoudiens* n'ont rien à gagner pour l'instant dans une bataille des prix. En dépit d'un certain laxisme douanier dicté par des motifs commerciaux, l'Europe veille au grain. Avec la baisse du dollar et des cours du brut, ses chimistes sont en moins mauvaise posture. De son côté, pour les mêmes raisons, Ryad voit fondre ses avantages.

La menace

A moins d'un krach pétrolier, les firmes européennes devront de toute façon réduire le taux de marche de leurs usines pour améliorer leur rentabilité. C'est la rançon de frais variables élevés. En revanche, avec des frais fixes assez lourds, leurs concurrents saoudiens ont intérêt à faire exactement le contraire.

M. Salamah ne s'en cache pas : *« Quelle que soit la conjoncture des marchés, nous sommes décidés à faire tourner nos unités à plein rendement. »* La menace est à peine moins voilée que celle des mesures de rétorsion.

Toutefois, à devenir trop agressives, les firmes saoudiennes risquent aussi de se voir imposer des mesures douanières plus contraignantes que le SPG. A Bruxelles, on en parle à demi-mot pour le faire savoir. Dans ce petit jeu de l'intimidation, la négociation, comme toujours, aura probablement le dernier mot.

Qu'on le veuille ou non, les réductions de capacités en Europe, dans la chimie lourde, s'inscrivent dans une logique industrielle implacable. Cela ne correspond-il pas, du reste, à la volonté manifestée de s'orienter vers la fabrication de spécialités à haute valeur ajoutée pour laisser le soin aux *PVD* de les approvisionner en commodités ? On en parle depuis dix ans.

Rhône-Poulenc (France) et Montedison (Italie) ont tourné la page. Même s'ils sont obligés de maintenir certaines productions pour des raisons stratégiques, les autres groupes européens sont condamnés un jour à passer la main. Cela ne se fera pas tout de suite, mais pas nécessairement à leur détriment. Pour continuer de se développer en aval, la carte de la SABIC n'est peut-être pas mauvaise à jouer.

ANDRÉ DESSOT.

Glossaire

BUTADIÈNE : produit servant à la fabrication, notamment, de caoutchouc synthétique.

ÉTHYLÈNE : matière de base de toute la pétrochimie, obtenue à partir du naphta, du fioul et/ou du gaz dans un vapocraqueur.

ÉTHYLÈNE GLYCOL : dérivé employé dans la fabrication de fibres polyester.

ÉTHANOL : dérivé du pétrole ou de produits agricoles, employé comme additif dans l'essence pour relever l'indice d'octane.

MTBE (méthyl tertio butylique ether) : dérivé du méthanol. Sert également d'additif dans l'essence.

MÉLAMINE : thermoplastique semblable au Formica (nom de marque).

POLYÉTHYLÈNE : matière plastique. Comporte trois grades : deux sont souples, le radicalaire et le linéaire (plus sophistiqué), qui servent principalement à l'emballage. Le polyéthylène haute densité est dur et trouve son application dans les industries alimentaire et automobile.

CVM (chlorure de vinyle monomère) : Base de la fabrication du PVC.

PVC (polychlorure de vinyle) : matière plastique dure provenant de l'addition de chlore sur l'éthylène (tuyauterie, gaine électrique, etc.).

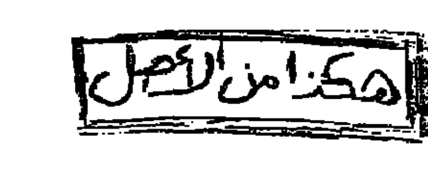
STYRÈNE : monomère servant à fabriquer des matières plastiques (polystyrène), des caoutchoucs synthétiques, etc. Entre dans la formulation du polyester, ainsi que dans celle des résines destinées aux peintures, aux papeteries et au textile.

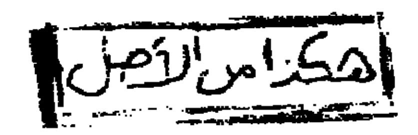











هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : en reprise à 7,57 F

Déprimé vendredi 10 janvier dans la matinée par des rumeurs de représailles des banques arabes, après le gel des capitaux libyens aux Etats-Unis, le dollar a confirmé, lundi 13 janvier sa reprise, observée vendredi soir à New-York, sur un démenti de ces mêmes banques arabes. En conséquence, le « billet vert », qui était retombé à la veille du week-end, de 7,57 F à 7,4850 F et de 2,47 DM à 2,44 DM, est remonté à 7,57 F et 2,47 DM, retrouvant ses cours de départ, et progressant même à Tokyo à près de 203 yens. Une légère tension des taux aux Etats-Unis a favorisé cette reprise.

Acier : production française en baisse de 1 % en 1985

La production française d'acier brut, avec 18,812 millions de tonnes, a diminué de 1 % en 1985 par rapport à 1984, selon la Chambre syndicale de la sidérurgie française. La production de fonte s'est élevée à 15,426 millions de tonnes, en hausse de 2,6 % sur 1984.

UN TOURNANT DE LA JURISPRUDENCE

La Cour de cassation abandonne son contrôle sur le caractère professionnel des accidents de trajet

L'assemblée plénière de la Cour de cassation a rendu, le 13 décembre dernier, un arrêt « de principe » sur la détermination du caractère professionnel des accidents de trajet qui fera date. Infirmant la jurisprudence antérieure de sa chambre sociale, la Cour de cassation a admis la nécessité d'abandonner son propre contrôle des accidents de trajet en estimant que l'appréciation de leur caractère professionnel ou non — selon la définition de l'article L.415-1 du code de la Sécurité sociale — relevait avant tout des juges du fond. « *Souverainement*. »

Les faits sont apparemment simples. Le 16 novembre 1977, Mme Santi, employée à la caisse primaire d'assurance-maladie de la Creuse à Guéret, quitte son travail pour se rendre chez une belle-sœur qui avait la garde de ses deux jeunes enfants. En compagnie de son mari, employé à la caisse régionale de Crédit agricole, elle va ensuite chez une orthoptiste, soignant l'un de ses enfants, avant de reprendre le trajet habituel pour son domicile, à une trentaine de kilomètres de Guéret. C'est sur cet itinéraire normal qu'eut lieu un accident de la circulation : M. Santi fut gravement blessé, Mme Santi y trouva la mort.

M. Santi n'eût pas de difficultés pour faire reconnaître le caractère professionnel de son accident de trajet. Telle n'est pas l'attitude de l'employeur de sa femme. L'article L.415-1 du code de la Sécurité sociale est pourtant assez précis. Un accident de trajet est considéré comme un accident du travail s'il survient pendant « *le trajet d'aller et retour* » entre la résidence principale — ou « *tout autre lieu où le travailleur se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial* » — et le lieu de travail (ou celui où il prend « *habituellement* » ses repas). Encore faut-il que le trajet n'ait pas « *été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'emploi* ». Le 26 mars 1980, la cour d'appel de Limoges juge qu'il s'agit effectivement d'un accident du travail. Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales du Limousin se pourvoit en cassation, et le 2 juin 1981 la chambre sociale de la Cour de cassation casse l'arrêt incriminé.

La Cour de cassation se fondait ainsi sur « *une jurisprudence constante et sévère* », selon la formule du professeur Dupeyroux, en jugeant qu'au moment de son accident Mme Santi n'était plus dans les « *conditions normales de temps* » pour que son parcours puisse être protégé par la législation sur les accidents du travail. L'affaire aurait pu en rester là si la cour de renvoi avait suivi la chambre sociale. Mais le 6 avril 1982, la cour d'appel de Poitiers fait la sourde oreille et statue dans le même sens que celle de Limoges. Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales du Limousin forme alors un nouveau pourvoi. Celui-ci devait être rejeté, en assemblée plénière cette fois, le 13 décembre 1985.

Dans son arrêt de principe, la Cour de cassation a considéré que « *la cour d'appel a souverainement décidé, en fonction des circonstances de la cause analysées par elle, que l'accident survenu à Mme Santi était un accident du travail* ». En statuant ainsi, la cour n'a pas considéré que Mme Santi, n'ayant « *repris l'itinéraire normal que plus d'une heure après avoir quitté son travail* » et ayant accompli auparavant des itinéraires « *dans une direction opposée à ce trajet* », ne pouvait avoir été victime d'un accident du travail. Elle s'est bornée à rappeler que, selon l'article L.415-1 du code de la Sécurité sociale, « *est considéré comme accident du travail, l'accident survenu à un travailleur pendant le trajet aller et retour entre sa résidence et le lieu de son travail dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné par un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités de la vie courante* ».

Pour autant, l'assemblée plénière de la Cour de cassation n'a pas défini ce qui peut correspondre à une « *nécessité essentielle de la vie courante* », se refusant à faire la distinction entre le détour chez un commerçant, la pause dans un café ou la visite à caractère médical. Elle a renvoyé une telle appréciation du motif du détour aux juges du fond, seuls habilités à tenir compte des pratiques en usage suivant les régions. Après avoir longtemps exercé un contrôle rigoureux sur le caractère professionel des accidents de trajet, elle a opté pour un abandon pur et simple de celui de sa chambre sociale. L'« arrêt Santi » constitue à cet égard un tournant de la jurisprudence.

MICHEL NOBLECOURT.

AFFAIRES

TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. d'Aubert (UDF barriste) critique le projet d'accord ATT-CGE

« *Empêcher un accord entre ATT et CGE aurait peut-être quelque chose de bon.* » M. François d'Aubert, qui s'exprimait, le jeudi 9 janvier, au Forum du magazine *l'Expansion*, s'est montré critique sur le projet d'accord dans les télécommunications entre le groupe nationalisé CGE et le géant américain ATT. Cet accord, soumis à diverses conditions par le gouvernement, prévoit de donner 16 % du marché français des centraux téléphoniques à ATT en échange d'une aide de ce groupe à la CGE sur le marché américain.

« *La France technologique risque de rester un peu au bord de la route* », a expliqué le député UDF de Laval, compte tenu de la puissance d'ATT non seulement dans les centraux mais également dans les réseaux de télécommunications, éléments « *stratégiques* » car intéressant la défense nationale. « *Le gaullisme industriel avait du bon de temps en temps* », a poursuivi M. d'Aubert. La CGE ayant négocié 16 % du marché français des PTT alors qu'ils ne lui appartiennent pas, le député barriste a ajouté que cette affaire est « *le comble de ce qu'il ne faut pas faire en économie mixte* ». « *Une grande entreprise négocie un marché public* », alors que cela doit relever de l'Etat.

Par ailleurs, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, qui s'était déclaré favorable à l'accord ATT-CGE (*le Monde* du 12 décembre) a souligné que « *le gouvernement doit être attentif à la réalité des contreparties réciproques* ».

[Le gouvernement lui-même, plutôt opposé à ce projet, souhaitait renvoyer la décision finale après mars, à son successeur. La prise de position de M. d'Aubert, proche de M. Barre, et l'examen des contreparties réciproques demandé par M. Noir sont donc très importants pour l'avenir du projet ATT-CGE, car ils dénotent les réticences croissantes de l'opposition.]

Le téléphone pour les agents des PTT

AH ! L'UNITÉ !

On est bien content pour eux ! Tous les agents des PTT — et plus seulement ceux des télécommunications — pourront bénéficier désormais de l'installation gratuite de leur téléphone et ne paieront plus d'abonnements. On ne sait pas combien d'agents des PTT n'ont pas encore le téléphone, mais ils sont 480 000 pour qui la gratuité de l'abonnement (94 francs tous les deux mois à Paris, et environ 80 francs en province) représentera une légère — très légère — augmentation de salaires.

Si on y ajoute le bonus que représente 250 unités de base à 0,77 francs, gratuites par an (soit 192 francs), cela fera une hausse de salaire mensuel de... 63,04 francs, non soumise à l'impôt, il est vrai. Pour un smicard — il doit bien y en avoir aux PTT — cela fait 1,43 % d'augmentation de salaire. Pour ceux qui gagnent plus, la progression en pourcentage est moindre, évidemment. En cette période de lutte contre l'inflation, ce n'est pas à dédaigner. Mais ça n'est pas du tout pour améliorer le revenu de ses agents que le ministre des PTT, M. Mexandeau, a décidé cette *libéralité* en nature, mais « *comme une preuve de notre unité* », car « *l'esprit d'égalité et d'unité des PTT était un peu choqué parce que seuls les télécommunicants bénéficiaient de ces conditions* ».

L'égalité, l'unité, dans une administration, c'est à encourager. Mais on croyait que les avantages en nature, les primes un peu fantaisistes, les petits particularismes seraient peu à peu gommés dans la fonction publique... L'unité des PTT va tout à fait à l'encontre de l'unité de ce grand corps. Que va-t-on donner aux enseignants ? Des cours gratuits ? Aux agents du ministères de l'urbanisme, du logement et des transports ? Un petit bout de square en face de leur petite maison ? Aux agents des impôts, des dégrèvements particuliers ? Et aux militaires, qu'est-ce qu'on leur donnera, aux militaires ?

JOSÉE DOYÈRE.

EN CONFLIT AVEC LA CHANCELLERIE

Le président du tribunal de commerce de Briey (Meurthe-et-Moselle) démissionne

De notre correspondant

Metz. — Le président du tribunal de commerce de l'arrondissement de Briey (Meurthe-et-Moselle), M. Michel Mathieu, a annoncé le 9 janvier sa décision de démissionner, dans un discours prononcé durant l'audience solennelle de rentrée de cette juridiction. Il entend *ainsi* protester contre *la loi* du 25 janvier 1985 applicable à partir du 1er janvier de cette année transférant au tribunal de commerce du chef-lieu de département (Nancy) la responsabilité des dossiers concernant des entreprises de plus de cinquante salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus de 20 millions de francs.

« *La chancellerie vient de prendre une décision intolérable pour nous et lourde de conséquences pour notre arrondissement* », a déclaré M. Mathieu, élu juge consulaire en 1969 et président du tribunal de *commerce de Briey depuis quatre* ans.

Par solidarité, le tribunal de commerce de Nancy a décidé de refuser de statuer sur les dossiers relevant de Briey. En outre, l'ensemble des magistrats consulaires de Briey pourrait, selon leur président démissionnaire, suivre son exemple si dans un délai de six mois la plénitude de *leurs compétences ne leur était* pas rendue.

M. Mathieu est d'autant plus amer que les décrets d'application de la loi du 25 janvier 1985, datés du 27 décembre et publiés le 29 décembre dernier au *Journal officiel*, n'accordent pas de dérogations à la juridiction de Briey pour l'application de la réforme (onze ont été acceptées, notamment à Thionville et à Sarreguemines).

Le représentant du gouvernement, M. Lucien Gaillet, secrétaire en chef de la sous-préfecture de l'arrondissement, a quitté la salle d'audience en cours de séance.

J.-L. T.

[A la chancellerie on indique que le « regroupement » des affaires sur le tribunal du chef-lieu du département (la réforme concernant l'ensemble des départements et pas seulement la Meurthe-et-Moselle, évidemment), s'explique par la nécessité de s'appuyer sur un parquet suffisamment étoffé disposant notamment d'un service financier compétent.]

· EN LÉGER DÉFICIT EN 1985

Les Coopérateurs de Champagne mettent en œuvre un plan de redressement

Pour la première fois depuis des décennies, les Coopérateurs de Champagne enregistreront, en 1985, des pertes d'exploitation. Pas énormes : entre 25 et 30 millions de francs (les comptes définitifs seront arrêtés en février) pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards. En 1984, la coopérative régionale de Château-Thierry, un des quatre piliers restant (avec Rouen, Strasbourg et Saintes) d'un mouvement Coop affaibli, avait produit un résultat positif de 4,6 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards. Certes, les Coopérateurs de Champagne ont subi plus que d'autres groupes de *distribution* le contrecoup d'une concurrence commerciale accrue, ainsi que celui des difficultés du mouvement coopératif, mais surtout ils ont repris le secteur malade des coopératives parisiennes (Alfortville).

Le 6 janvier, M. Leleu, directeur général de la coopérative régionale, a présenté à ses fournisseurs le plan de *redressement* mis au point pour 1986. Il comprend, au cours des six mois à venir, la vente des magasins « *ne couvrant pas leurs charges propres et sans espoir d'amélioration à court terme* » : 106 boutiques traditionnelles « Point Coop », 23 supérettes et supermarchés, 4 « Maxicoop » de plus de 1 000 mètres carrés. Ces cessions devraient s'accompagner de la reprise par les acquéreurs de 166 salariés. Un plan de préretraite FNE et des départs en retraite concernent 444 personnes. Des congés conversions et des licenciements économiques porteront à 679 le nombre des personnes touchées par la réduction des postes de travail, sur les 5 507 qu'emploie le groupe.

Simultanément, la coopérative régionale investira 40 millions de francs dans l'ouverture de 2 « Maxicoop », *dans l'agrandissement d'un* troisième et dans l'informatisation de la gestion des entrepôts. De plus, une gestion plus décentralisée, l'adhésion à une centrale d'achats (FRANCAP, adhérente elle-même de la supercentrale DIFRA, la rationalisation des tournées de livraison, la simplification des méthodes administratives, devraient améliorer la compétitivité de l'ensemble.

Enfin, les Coopérateurs de Champagne procèdent à une évaluation de leur patrimoine immobilier global qui est important (370 immeubles) et ambitionne, en 1986, de réaliser un bénéfice d'exploitation de 0,41 %, soit 17 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 4,6 milliards de francs.

LE POLYÉTHYLÈNE SAOUDIEN VA ÊTRE TAXÉ

La Communauté européenne a décidé de rétablir, à compter du 9 janvier, les droits de douane de 12,5 % sur ses importations de polyéthylène à haute densité saoudien, l'Arabie saoudite ayant atteint le plafond de 8 millions d'ECU de cette matière plastique qu'elle pouvait exporter sans droits de douane, au titre du Système des préférences généralisées (SPG). La CEE avait déjà rétabli, trois jours auparavant, les droits de douane de 12,5 % sur ses importations de polyéthylène linéaire à faible densité saoudien (le plafond est, pour cette catégorie de produit, fixé à 6,6 millions d'ECU pour 1986).

Les plafonds au-dessous desquels les trois catégories de polyéthylène saoudien étaient importées dans la CEE en franchise de douane (les deux déjà mentionnés plus la catégorie linéaire à basse densité) ont été fortement augmentés, passant d'un total de 6,1 millions d'ECU en 1985, à 28,6 millions l'année suivante.

[Lire « le Monde de l'économie », page 35.]

ENTREPRISES

CAP Gemini Sogeti rachète une société américaine

CAP Gemini Sogeti, la première société française de services et d'ingénierie informatiques, vient de racheter à sa consœur américaine CGA Computer Inc. ses activités dans les prestations « intellectuelles » (conseils, élaborations de systèmes...). Cet *ensemble représente les deux tiers du chiffre d'affaires de CGA*, estimé à 80 millions de dollars pour son exercice 1986, qui se terminera le 30 avril. La société emploie un millier de personnes, et son bénéfice net avant impôts, attendu pour 1986, est de 13 ou 14 millions de dollars. Cette acquisition s'inscrit dans le renforcement de CAP Gemini Sogeti aux Etats-Unis. CGA sera absorbée par la filiale américaine CAP Gemini DASD.

ELF-France va supprimer deux cent quatre-vingts emplois administratifs

ELF-France, filiale du groupe ELF-Aquitaine, spécialisée dans le raffinage et la distribution, a engagé, auprès du personnel, une procédure de consultation, afin de supprimer deux cent quatre-vingts postes dans les sièges de Paris et de Saint-Martin-d'Hères (Isère), en 1986 et 1987. Ces suppressions d'emplois visent à améliorer les résultats du raffinage, jusqu'ici peu brillants. Elles ne se traduiront pas *nécessairement*, précise la direction, par des licenciements, la compagnie tentant, dans un premier temps, de privilégier les départs volontaires et les reclassements.

Pechiney et Kawasaki Steel créent une filiale commune

Le groupe français Pechiney (numéro un de l'aluminium en Europe) et le japonais Kawasaki Steel (troisième sidérurgiste au Japon) viennent d'annoncer, à Tokyo, la création d'une société commune *pour la production d'aimants* permanents, dont le débouché principal est l'électronique. La nouvelle société, Nihon Ugimag Corporation, détenue à 50-50 par Aimants Ugimag SA (filiale à 100 % de Pechiney) et Kawasaki Steel, utilisera la technologie d'Ugimag, leader européen dans se secteur.

La production d'aimants destinés essentiellement au marché japonais, dont la croissance atteint 10 % par an, est prévue, pour l'automne 1987, dans une usine dont le site au Japon n'est pas encore choisi. L'investissement de base est estimé à 400 millions de francs. Pechiney, déjà très présent au Japon, *renforce* sa position dans ce pays tout en augmentant son activité dans un autre secteur que l'aluminium, son marché traditionnel en stagnation.

Le président Reagan veut se doter de pouvoirs budgétaires accrus

Dans son message *sur l'état de l'Union*, le 28 janvier prochain, le président Ronald Reagan proposera un « contrat entre le législatif et l'exécutif » permettant d'accroître les pouvoirs du président dans le débat annuel sur le budget des Etats-Unis. Pour éviter que la loi Gramm-Rudman, prévoyant un retour progressif à l'équilibre budgétaire d'ici à 1991 alors qu'une impasse de plus de 200 milliards de dollars est prévue pour le budget 1986, n'aboutisse à des réductions automatiques de dépenses, la *Maison Blanche demandera au Congrès*, en début de procédure budgétaire, une résolution des deux Chambres signée par le président et fixant les limites du budget. Jusqu'à *présent* c'est par un texte non contraignant, et qui n'a pas à être signé par le chef de l'exécutif, que les objectifs, au demeurant toujours dépassés, *étaient fixés par les deux Chambres.*

Washington en quête d'équation magique

Si vous êtes surendettés, vendez vos créances au plus offrant. Cette paradoxale et très provisoire solution pourrait être utilisée par le gouvernement américain pour gagner du temps dans sa course aux équilibres budgétaires.

La système envisagé est très simple : céder à des acheteurs privés certains prêts accordés par l'administration, comme c'est déjà le cas pour les crédits hypothécaires, afin de disposer d'argent frais et de réduire d'autant le montant des économies exigées par la promesse d'une disparition des déficits du budget d'ici à 1991. Le Trésor en a théoriquement les moyens. Il dispose d'un portefeuille de créances estimé à quelque 245 milliards de dollars.

Les *gains tirés de* la vente d'une part d'entre elles justifient-ils pour autant la perte des intérêts remboursés par les emprunteurs et qui tombent régulièrement dans l'escarcelle du gouvernement fédéral ? A Washington, les avis sont partagés. L'*ancien directeur du budget*, M. David Stockman, s'était fermement déclaré opposé à une telle fuite en avant, au printemps 1985. Pressé par les événements, son successeur, M. James Miller, paraît beaucoup plus séduit.

Il lui faut, il est vrai, faire feu de tout bois pour tenter de trouver l'équation magique permettant de limiter l'impasse budgétaire sans augmenter les impôts ni couper trop lourdement dans les dépenses militaires. Les départements de l'agriculture, de l'éducation, du logement et de l'urbanisme ont été priés de faire leurs comptes et de voir ce qui était vendable.

Pourraient être ainsi mis à l'encan des prêts au logement, aux petites entreprises, aux étudiants issus de familles démunies. La première année, le Trésor peut escompter récupérer 2 à 3 milliards de dollars seulement, mais nettement plus ensuite si le système fait ses preuves. Il faut en effet trouver acheteur pour ces créances dont les revenus doivent par définition être attrayants. Or des mauvaises *langues, au sein même de l'administration Reagan*, susurrent déjà que certains prêts dont la cession est envisagée sont *« si mauvais qu'on aurait de la chance d'en tirer 10 cents pour un dollar ».*

Les choix s'annoncent difficiles, *le Trésor* ne *pouvant* se départir des éléments les plus rentables de son portefeuille. Mais, au cas où cette opération bouche-trou prendrait forme, la Maison Blanche disposerait d'un argument politique auprès de ses détracteurs : en limitant les créances du Trésor, l'administration réduira automatiquement le poids des pouvoirs fédéraux sur l'activité économique de la nation. Un argument qui laisse *plus d'un spécialiste songeur.*

F. Cr.

Discussions commerciales entre les Etats-Unis, le Japon le Canada et la CEE

Avant de se retrouver le 16 janvier au niveau des ministres du commerce à Coronado, près de San-*Diego (Californie) avec leurs* homologues européens et canadiens, les Japonais et les Américains sont parvenus à déblayer quelque peu le lourd dossier de leurs différends commerciaux. La visite à Washington du ministre nippon des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, les 9 et 10 janvier, a permis de confirmer d'importants progrès dans deux secteurs particulièrement sensibles aux Etats-Unis les télécommunications et les produits pharmaceutiques. *Tokyo a accepté onze demandes* permettant d'accroître les ventes américaines de matériel de télécommunication sur un marché estimé à quelque 2 milliards de dollars par *an.* Un nouveau geste de bonne volonté en un domaine difficile, le bois : le Japon a accepté de diminuer ses droits à l'importation sur les contreplaqués. Mais ces progrès n'empêcheront pas Washington de reprendre l'offensive sur un autre sujet du contentieux, les textiles, et d'exiger de son encombrant partenaire commercial qu'il réduise ses exportations et surtout contrôle mieux les cargaisons de textiles asiatiques transitant par le Japon.

Une technique du grignotage américain qui ne va pas sans inquiéter les Canadiens et les Européens, qui craignent que leurs pays deviennent des marchés de substitution des Japonais sans avoir les moyens de pression dont disposent les Etats-Unis pour faire fléchir Tokyo. Une préoccupation qui sera présente à tous les esprits, à Coronado, où, répondant à l'invitation de M. Clayton Yeutter, le représentant commercial du président Ronald Reagan, les ministres du Japon, du Canada, et le représentant de la Commission de la CEE feront le point des échanges commerciaux internationaux. Jusqu'au 18 janvier, il sera question du lancement d'un nouveau round de négociations au sein du GATT (1), mais aussi des déficits du commerce extérieur américain qui aggravent les pressions protectionnistes du Congrès. Sur un déficit global évalué à plus de 145 milliards de dollars en 1985, le Japon intervient pour quelque 45 milliards, les Canadiens pour environ 20 milliards, et la Communauté européenne des Dix pour 8 milliards. Sensibles à la capacité de résistance dont le président Reagan a su jusqu'à présent faire preuve, les partenaires de Washington ne sont pas pour autant prêts à payer à n'importe quel prix la sauvegarde du libre-échangisme auquel ils sont tous attachés, officiellement tout au moins.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

La Suède joue aussi la réduction des déficits budgétaires

De notre correspondant

Stockholm. – Pour la cinquième année consécutive, le déficit budgétaire diminue en Suède. De 12,2 % du revenu national en 1982/1983 il passe de 5,2 % en 1986/1987.

Le projet de budget pour l'exercice 1986/1987 présenté le 10 janvier par le gouvernement minoritaire social-démocrate prévoit des dépenses de 336 milliards de couronnes (autant de francs) et des recettes de 287 milliards. Un budget sans surprises, qui ne comprend aucune nouvelle réforme et dont le second poste, après les affaires sociales, est le service de la dette avec 71 milliards de couronnes.

Le gouvernement est assez optimiste et prévoit en 1986 une croissance de 1,6 %, une réduction du déficit de la balance des paiements, qui était de l'ordre de 10 milliards de couronnes, soit 1 % du PNB, l'année dernière, ainsi qu'un ralentissement de l'inflation de 5,5 % à environ 4 %. *Le taux de chômage officiel* restera inchangé : moins de 3 % de la main-d'œuvre active.

Les sociaux-démocrates estiment que la politique économique qu'ils ont menée depuis 1982, dans un contexte international favorable aux exportations, a donné des résultats *positifs et entendent poursuivre leur* stratégie de la « troisième voie » alliant rigueur dans la gestion des finances publiques et relance de l'activité industrielle et de la croissance pour sortir de la crise. Plusieurs économistes des grandes banques notent toutefois que la Suède, compte tenu des graves *déséquilibres* dont elle souffrait, n'avait pas le choix, et que la gauche a baptisé « troisième voie » une politique qui implique en fait l'austérité et qui a bien des points communs avec l'austérité préconisée par l'opposition libérale et de droite. Celle-ci est d'ailleurs assez *satisfaite du projet de budget* 1986-1987 déposé au Parlement. De leur côté, les grands syndicats et les communistes soulignent que, cette année encore, les salariés feront les frais de la stabilisation, tandis que la Bourse de Stockholm connaît depuis la fin de l'automne un « boom » d'une ampleur jamais vue jusqu'ici.

5,5 % d'inflation en 1985

Le plus dur dans ces critiques est sans doute le dirigeant de la centrale ouvrière LO, M. Stig Malm, qui déclare sèchement : *« On ne peut pas continuer longtemps encore dans cette voie sans risquer une crise de confiance. Aux élections de 1988, les électeurs sociaux-démocrates doivent savoir qu'ils ont un parti pour qui voter et qui défend les valeurs de la gauche ! »* La remarque est cinglante quand on pense que le parti de M. Palme a obtenu près de 45 % des voix aux dernières législatives. *Accusé d'abandonner la politique* de redistribution typiquement social-démocrate et d'accepter l'accentuation des écarts de revenus, le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, répond inlassablement : *« Attaquons d'abord la racine du mal : l'inflation. »* Avec la préservation *de l'emploi, c'est le principal objectif* du gouvernement.

La « troisième voie » n'a pas permis en effet de venir à bout de la spirale des prix et des salaires. L'inflation a toujours été supérieure aux prévisions : 5,5 % en 1985, contre les 4 % annoncés en début d'année. Les salaires ont augmenté de 7 % en moyenne contre les 5 % souhaités. A terme, la compétitivité des entreprises est compromise. Elle s'est déjà dégradée depuis 1984, deux ans seulement après les dévaluations chocs de la couronne.

Afin de stabiliser l'économie, les sociaux-démocrates veulent, en allégeant *l'imposition des particuliers* en 1986, 1987 et 1988, amener les partenaires sociaux à signer des conventions collectives modérées couvrant si possible une période de trois ans. La question sera discutée la semaine prochaine par le gouvernement, les syndicats et le patronat.

Les organisations du secteur privé ne sont pas *a priori* hostiles à un accord de ce genre – *« tout dépend de son contenu »* –, mais le syndicat des fonctionnaires, TCO-S, ne veut pas en entendre parler et déclare : *« Notre raison d'être est de défendre les intérêts de nos membres et non ceux de l'Etat. La situation économique se prête à une substantielle majoration des salaires. »* Les pourparlers promettent d'être ardus. D'autant plus que le gouvernement a clairement fait savoir que le reliquat des accords paritaires de 1985 entraînait une hausse automatique des salaires de 5,5 % en 1986 – *« un taux déjà excessif »*. Le succès de la « *troisième voie* » dépendra sans doute du résultat des négociations sur les rémunérations.

Pour rééquilibrer petit à petit les comptes publics, le gouvernement écarte l'idée d'une augmentation de la pression fiscale totale qui représente *déjà 51,6 % du produit national* brut. Il va, en 1986 et en 1987, réduire les subventions de l'Etat (salaires des enseignants, soins dentaires scolaires, transports collectifs) aux conseils généraux et aux communes. Celles-ci protestent, mais les statistiques montrent que *leurs finances sont généralement* très saines, au point que certaines ont créé des organismes locaux chargés de rentabiliser leurs « réserves » en prêtant de l'argent à l'Etat à un taux non préférentiel. Une réduction des subventions au logement est également prévue. Ces mesures d'austérité ne devraient pas avoir d'incidence sur l'emploi. Le taux de chômage officiel sera de l'ordre de 3 % en 1986.

ALAIN DEBOVE.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 2 janvier
1) OR et CRÉANCES SUR L'ETRANGER	383 793
dont :	
Or	210 166
Disponibilités à vue à l'étranger	87 570
ECU	68 789
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 267
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	30 566
dont :	
Concours au Trésor public	23 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	229 078
dont :	
Effets escomptés	83 861
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	63 184
5) DIVERS	9 466
Total	716 089

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	211 287
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 685
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	47 028
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	120 200
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	60 184
5) ECU A LIVRER AU FECOM	65 522
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	12 468
Total	716 089

La situation hebdomadaire, arrêtée au 2 janvier 1986, est affectée :

I. – Par un swap ECU contre devises effectué à la demande du FECOM. Cette opération se traduit, aux cours en vigueur au 31 décembre 1985, par une augmentation de 3 336 millions de francs du poste ECU.

II. – Par la réévaluation, au 31 décembre 1985, de l'or, des devises, des ECU et des droits de tirage spéciaux :

1) Les avoirs en or ont été comptabilisés au prix de 82 583 F le kilogramme d'or fin. Ce prix se compare à celui de 96 809 F le kilogramme d'or fin, retenu à la fin juin 1985 ;

La moins-value dégagée, augmentée de celle des avoirs en or du Fonds se stabilisation des changes (22 millions), s'est élevée à 36 226 millions de francs ;

2) Les devises ont été comptabilisées sur la base des cours cotés sur le marché des changes de Paris, le 27 décembre 1985 (soit pour le dollar : 7,625 F et pour le deutschemark : 3,069 F, contre respectivement 9,33 F et 3,0462 F au 26 juin 1985). Il en résulte une diminution de 3 382 millions de francs du poste « *Disponibilités à vue à l'étranger* » ;

3) Le poste « Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM » a été minoré de 11 429 millions de francs ;

4) Les postes « ECU », à l'actif, et « ECU à livrer au FECOM », au passif, ont été réévalués sur la base du *cours en francs de l'ECU* au 27 décembre 1985, soit un ECU = 6,70477 F contre 6,84572 F le 26 juin *1985* ;

5) Les avoirs en droits de tirage spéciaux, le concours au Fonds monétaire international, de même qu'au passif, la contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux, ont été comptabilisés en fonction de la valeur en francs, le 31 décembre *1985*, du droit de tirage spécial, soit 8,30515 F contre 9,30713 F le 26 juin 1985 ;

6) Le compte « Réserve de réévaluation des avoirs publics en or » a *été débité de 45 282 millions* de francs en contrepartie des écritures relatives aux réserves en or (36 226 millions de francs) et à la fraction or des actifs en ECU (9 056 millions de francs).

TRANSPORTS

M. Josselin propose un protocole d'accord aux syndicats de la navigation aérienne

A la suite de la réunion, le 10 janvier, entre les pouvoirs publics et les organisations syndicales représentatives de la navigation aérienne, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux transports, a exprimé *« sa large adhésion »* à la plupart des propositions présentées par les groupes de travail paritaires qui avaient été mis en place.

Toutefois, en ce qui concerne la question de l'intégration des primes *dans le calcul de la retraite*, le secrétaire d'Etat a indiqué que le gouvernement *« n'estime pas possible, dans le contexte économique actuel, de satisfaire cette revendication ». « Si cette question est fortement posée par votre profession, elle n'en concerne pas moins d'autres catégories de fonctionnaires dont les conditions globales d'emploi et de rémunération sont souvent moins favorables. »*

M. Josselin a indiqué cependant que de nouvelles fonctions de responsabilité seraient créées. Pour les titulaires de ces fonctions, qui représentent une part significative des effectifs concernés, *« une amélioration très sensible du niveau indiciaire permettra d'améliorer leur situation au moment de la retraite »*. M. Josselin a proposé aux syndicats de signer un protocole d'accord le 27 janvier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	7,5890	7,5920	+ 35	+ 50	+ 70	+ 100	+ 220	+ 320
$ can.	5,4409	5,4450	– 57	– 38	– 109	– 76	– 306	– 210
Yen (100)	3,7395	3,7425	+ 58	+ 69	+ 118	+ 138	+ 420	+ 477
DM	3,0663	3,0693	+ 112	+ 125	+ 209	+ 228	+ 633	+ 688
Florin	2,7245	2,7265	+ 73	+ 83	+ 134	+ 150	+ 405	+ 451
F.B. (100)	15,0158	15,0277	– 168	– 94	– 291	– 173	– 806	– 464
F.S.	3,6164	3,6195	+ 159	+ 175	+ 287	+ 310	+ 840	+ 908
L (1 000)	4,4965	4,5018	– 323	– 275	– 603	– 534	– 1567	– 1438
£	10,9646	10,9742	– 405	– 361	– 696	– 623	– 1965	– 1764

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 1/8	8 3/8	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8
DM	4 1/2	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16	4 5/8	4 3/4
Florin	5 1/2	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	9 1/2	10 1/2	9 7/8	10	9 7/8	10	9 5/8	9 3/4
F.S.	2	3	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
L (1 000)	12	14	15 1/2	16 3/4	16 3/8	17 1/8	15 7/8	16 3/8
£	11 3/4	12	12 5/8	12 3/4	12 11/16	12 13/16	12 5/8	12 3/4
F. franç.	8 3/4	9	10 1/8	10 1/2	11	11 3/8	12 1/4	12 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This announcement appears as a matter of record only

December 1985



Crédit National

LUF 2.500.000.000

Long Term Loan divided into
LUF 1.000.000.000 Fixed Rate Tranche
LUF 1.500.000.000 Floating Rate Tranche

unconditionally guaranteed by

The Republic of France

Lead-Manager

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Provided by

Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A.
Banque Paribas (Luxembourg) S.A.

Agent



Banque Internationale à Luxembourg S.A.

---

legrand

ACOMPTE SUR DIVIDENDE

Réuni à Limoges le 7 janvier 1986, le conseil d'administration a décidé de verser, au titre de l'exercice 1985, un acompte sur dividende fixé comme suit :

– actions ordinaires : 31,25 F net par action (avoir fiscal 15,625 F) ;

– actions privilégiées : 50,00 F net par action (avoir fiscal 25,00 F).

Cet acompte, représenté par le coupon n° 28 pour les actions ordinaires et par le coupon n° 5 pour les actions privilégiées, sera mis en paiement à compter du 31 janvier 1986.

L'exercice 1985 aura été caractérisé, en France, par un niveau d'activité contrasté avec un deuxième semestre en nette progression sur le premier.

Au total – observation faite que le dernier trimestre de 1984 avait enregistré une forte progression des ventes – l'augmentation du chiffre d'affaires consolidé est estimé à 30 % sur l'ensemble de l'exercice, soit, à structure comparable, une croissance de près de 12 %.



• GRAVEVR •
depuis 1840
CARTES DE VISITE, INVITATIONS
la distinction d'une gravure traditionnelle
nouveau département "Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité
Atelier : 47, Passage des Panoramas PARIS 2e Tél. 42.36.94.48-45.08.86.45

Pour enrichir vos séances de formation VIDÉOS avec texte d'accompagnement conçues par des spécialistes

Thèmes :
- ENTREPRISE, INNOVATION, ADAPTABILITÉ.
- JEUNES, EMPLOI.
- CRISES ÉCONOMIQUES.
- FAITS DE SOCIÉTÉ ACTUELS.

Pr tous renseign., catal., visionnem. : POLYNOME, tél. 16 (1) 42-21-47-67
27, rue du Pont-Neuf, 75001 PARIS

BANQUE MONOD

MONOD-FRANÇAISE DE BANQUE SIMPLIFIE SON NOM POUR DEVENIR BANQUE MONOD

La Banque MONOD, établissement centenaire appartenant au groupe SUEZ, développe ses relations avec plusieurs catégories de clientèle dans les spécialités qui sont les siennes.

1° En adaptant ses services aux exigences d'une réglementation souvent complexe, elle a conquis, depuis dix ans, une réputation appréciée auprès de plusieurs grands secteurs d'activité :
- Les conseils juridiques, les administrateurs de biens et les agents immobiliers, les administrateurs judiciaires, les avocats (département des professions réglementées),
- Les commissaires-priseurs (Agence Drouot),
- *Les promoteurs et les marchands de biens (département immobilier)*,
- Les restaurateurs et les hôteliers (Agence Massif Central).

2° Elle offre, de longue date, à une clientèle spécialisée d'entreprises industrielles et commerciales de taille moyenne, des conseils et des relations spécialisées, des services de qualité (opérations avec l'étranger), une gestion dynamique (trésorerie), une rapidité d'intervention (crédits), des solutions de pérennité et de développement (transmission, rapprochement).

3° Elle continue d'exercer une compétence reconnue depuis son origine dans la gestion de patrimoine, où elle allie tradition et sécurité, diversité et innovation.

117, boulevard Haussmann, 75008 PARIS - Tél. 45-63-05-88.
55, avenue Hoche, 75008 PARIS - Tél. 47-66-02-52.



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SOGEBAIL

Ainsi qu'il en a été décidé au cours du conseil d'administration qui s'est réuni le 25 septembre 1985 sous la présidence de M. Jean-Paul Delacour, SOGEBAIL a procédé en octobre 1985 à une augmentation de son capital pour un montant de 75 MF (soit avec la prime d'émission 83,3 MF).

Les actions émises qui constituent la catégorie AJ ont contribué à financer une partie des engagements nouveaux de *SOGEBAIL qui, pour l'année 1985*, ont atteint 760 MF en crédit-bail exclusivement, contre 509 MF l'année précédente (soit près de 50 % de plus qu'en 1984).

SOGEMI, autre SICOMI à vocation générale du groupe de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, a réalisé de son côté une production de 240 MF, dont 45 MF de location simple.

Si l'on y ajoute les procédures plus spécialisées consenties en faveur notamment de l'hôtellerie par SICOTEL et des PME par SOGEFIM, la production totale des différentes sociétés de crédit-bail du groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a atteint en 1985 : 1 245 MF.

Ces chiffres traduisent l'importance des programmes immobiliers réalisés ou décidés en 1985 par les entreprises industrielles ou commerciales et la part croissante des financements correspondants couverte en crédit-bail immobilier. En dépit de l'existence de nombreuses SICOMI nouvelles et d'un marché très concurrentiel, SOGEBAIL et le groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ont pu maintenir leur position.

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Janvier 1986

EMPRUNT D'ETAT

deux formules

9,70%	**9,80%**
avec Bons échangeables et négociables	
Remboursable : 13 décembre 1997	Remboursable : 30 décembre 1996
Taux actuariel : **10,20%**	Taux actuariel : **10,35%**
Prix d'émission : 1933 F	Prix d'émission : 1933 F

Echangeables dans certaines conditions contre des obligations à taux révisable annuellement

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair ; coupure : 2000 F
- Titres et bons d'échanges cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 F.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers auprès des comptables du trésor et des P.T.T., ou à vos guichets habituels.

INFORMATION SICAV

Information trimestrielle

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins

	actif net au 31.12.85 (Millions de Francs)	valeur de l'action au 31.12.85 (Francs)	résultats obtenus (dividendes et crédits d'impôt inclus) du 28.12.84 au 31.12.85	résultats obtenus (dividendes et crédits d'impôt inclus) du 31.12.80 au 31.12.85
INDOSUEZ VALEURS actions et obligations France et étranger	1 412	595,35	+13,30%	+ 90,94%
UNIGESTION actions et obligations France et étranger	414	695,43	+15,54%	+131,66%
GESTION SÉLECTION (1) (France) actions françaises	1 990	541,32	+40,66%	+124,37%
GESTION RENDEMENT obligations françaises et étrangères	1 434	452,76	+ 8,04%	+ 57,98%
SÉCURITÉ MOBILIÈRE obligations de première catégorie (garanties par l'Etat)	1 154	364,52	+12,31%	+ 62,33%
MULTIOBLIGATIONS obligations françaises et étrangères	293	392,36	+ 6,79%	+ 77,50%
SICAVIMMO actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	863	607,09	+29,18%	+ 91,13%
IMSI actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	1 193	476,02	+26,99%	+121,11%
UNIJAPON actions japonaises	1 220	995,91	– 2,01%	+143,68%
AMÉRIQUE GESTION actions américaines	763	384,12	– 4,20%	+ 73,10%
ORIENT GESTION actions Pacifique (création novembre 84)	156	109,73	+11,55%	-

(1) SICAV "Monory" et Compte d'Epargne en Actions (CEA)

bOUZE



BANQUE INDOSUEZ
tout un monde d'opportunités
Direction des Particuliers :
96, bd Haussmann 75008 Paris. Tél. : 45.61.29.61

MARCHÉS FINANCIERS

AU BALO

Le numéro du 13 janvier publie, notamment, les insertions suivantes :

CAECL — Régions de France. — Émission d'obligations de 5 000 F portant intérêt de 10,60 % d'une durée de dix ans. Le prix d'émission est fixé en fonction de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché financier. Aucun plafond n'a été fixé au montant de cette émission.

Compagnie financière de crédit industriel et commercial. — Émission de 4 202 666 certificats d'investissement D de 100 F représentatifs des droits pécuniaires de l'action « D ». A la suite de cette opération, le capital est porté de 1 329 733 400 F à 1 750 000 000 F.

Caisse centrale de crédit coopératif. — 150 millions divisés, 150 000 titres de 1 000 F émis au pair et bénéficiant d'un taux d'intérêt composé d'une partie fixée et d'une partie variable (TMO).

Sodero. — Augmentation du capital de 74 876 000 F à 93 595 000 F par émission à 145 F de 187 190 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1986 (une pour quatre).

SA de la Boutanelle. — Trois cents actions de 30 000 F à souscrire devant représenter le capital de cette société en formation.

East Rand Proprietary Mines Limited. — Émission à 8,50 ZAR de 5 544 000 actions de 1 ZAR, jouissance dès leur émission, devant porter le capital de 5 544 000 ZAR à 11 088 000 ZAR (une pour une).

Saipem Spa. — Répartition de 25 000 000 actions de 1 000 lires par incorporation de réserves (une pour six) et émission à 2 000 lires de 50 000 000 actions d'épargne de 1 000 lires, jouissance 1er janvier 1986 (une pour trois). A la suite de ces deux opérations le capital se trouve porté de 150 à 225 milliards de lires.

Drouot Assurances. — Inscription à la cote du second marché de la Bourse de Paris des 10 097 870 actions composant le capital social.

Allied Signal Inc. — Cotation éventuelle à la Bourse de Paris des 173 755 816 actions ordinaires composant le capital et des 25 537 477 actions à émettre.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	3 janv.	10 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	102,8	102,9
Valeurs industrielles	102,8	102,8
Valeurs étrangères	102,1	102,8
Pétroles-Énergie	100,6	104,8
Chimie	101,8	99,8
Métallurgie, mécanique	103,3	103
Électricité, électronique	102,3	102,7
Bâtiment et matériaux	104,6	102,1
Ind. de consommation non alimentaire	103,7	104
Agro-alimentaire	103,1	103,9
Distribution	104,2	103,9
Transports, loisirs, services	103	102,1
Assurances	103,2	111,9
Crédit banque	101,9	103,6
Sicomi	99,8	98,9
Immobilier et foncier	100,4	101,3
Investissement et portefeuille	104,5	104,6
Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe		
Emprunts d'État		
Emprunts garantis et assimilés		
Sociétés		
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable		
Valeurs étrangères		
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable		
Valeurs étrangères		
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe		
Emprunt d'État		
Emprunts garantis et assimilés		
Sociétés		

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	273,3	275,3
Produits de base	184	189,2
Construction	226,7	223,1
Biens d'équipement	268,8	271,6
Biens de consom. durables	288,1	288,1
Biens de consom. non durables	336,2	329,8
Biens de consom. alimentaires	288,3	291,3
Services	242,8	242,9
Sociétés financières	427,1	431,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	288,2	289,8
Valeurs industrielles	250,1	252

BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	217,5	224,1

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BAYER : UNE OPÉRATION FINANCIÈRE HISTORIQUE. — *Le groupe chimique Bayer va procéder à une augmentation* nominale de son capital de 230 millions de deutschemarks par l'émission d'actions nouvelles de 50 DM au prix de 240 DM. Cette opération dégagera un produit net d'environ 1,1 milliard de deutschemarks (3,38 milliards de francs) et permettra de renforcer les fonds propres de la société. Selon des spécialistes financiers, il s'agit là de l'un des plus importants apports en numéraire de l'histoire de la RFA.

Les actuels actionnaires pourront souscrire dans la proportion d'une action nouvelle pour quatorze détenues. L'émission aura lieu du 24 janvier au 7 février 1986. Les titulaires d'obligations convertibles en action de Bayer AG, Bayer International Finance NV et de Bayer Capital Corporation NV auront le même droit de souscription.

LA BANQUE DE COLOMBIE EST NATIONALISÉE. — *Le gouvernement de* Bogota a nationalisé, samedi 11 janvier, la Banque de Colombie et trois de ses filiales. L'endettement total de l'établissement s'élève à 60 milliards de pesos (20 milliards de francs). Le plan de nationalisation prévoit un apport en capital de 26,4 millions de pesos dans les prochains jours.

DE BEERS : FORTE AUGMENTATION DES VENTES AU SECOND SEMESTRE 1985. — La CSO (Central Selling Organization), organisme de ventes du groupe diamantaire, a enregistré une forte augmentation de ses ventes pour le second semestre de 1985. Celles-ci atteignent 986 millions de dollars. La progression est de 17 % par rapport au premier semestre, mais surtout de 47 % par rapport à la période correspondante de 1984. Pour l'exercice entier, le chiffre d'affaires de la CSO s'élève à 1 823 millions de dollars (+ 13 %).

Compte tenu de la forte dépréciation du rand sud-africain par rapport au « billet vert », l'augmentation des ventes en valeur exprimées en monnaie locale atteint 74 % (4 027 millions de rands, contre 2 306 millions). A semestre correspondant, la progression atteint 109 % en rands sud-africains.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	9 janv.	10 janv.
Valeurs françaises	105,2	105,2
Valeurs étrangères	102,6	102,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	9 janv.	10 janv.
Indice général	276,2	275,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 13 janvier .... 8 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10 janv.	13 janv.
1 dollar (en yens)	201,88	202,73

BOURSE DE PARIS — Comptant — 10 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]					

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 10/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]		

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1487	4,5 % 1973	1473	1473	1480	+ 0 47
4150	C.N.E. 3%	4190	4185	4170	− 0 47
1038	B.N.P.	1075	1085	1100	+ 2 32
[illegible]					

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 565	7 542	7 250	7 850
ÉCU	6 706	6 710	....	....
Allemagne (100 DM)	306 890	306 980	297	312
Belgique (100 F)	15 006	15 016	14 400	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	272 570	272 690	263 500	278 600
Danemark (100 krd)	83 980	84 180	79	87
Norvège (100 k)	99 870	99 720	95	102
Grande-Bretagne (£ 1)	10 906	10 952	10 500	11 200
Grèce (100 drachmes)	5 065	5 064	3 600	3 900
Italie (1 000 lires)	4 496	4 503	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	362 480	361 380	351 500	378 500
Suède (100 krs)	99 160	99 270	95 500	101 500
Autriche (100 sch)	43 700	43 720	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	4 922	4 934	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 755	4 762	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	5 391	5 388	5 150	5 550
Japon (100 yens)	3 729	3 723	3 590	3 790

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/1
Or fin (kilo en barre)	81600	82300
Or fin (en lingot)	81300	82300
Pièce française (20 fr)	526	527
Pièce française (10 fr)	499	.....
Pièce suisse (20 fr)	520	531
Pièce latine (20 fr)	487	495
Souverain	620	641
Pièce de 20 dollars	3370	3370
Pièce de 10 dollars	1910	1910
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3140	3145
Pièce de 10 florins	509	509
Or Londres	333 90	339 45
Or Zurich	333 50	339 50
Or Hongkong	332 90	337 80
Argent Londres	5 90	5 90

Le Monde

M. Roger Fauroux, PDG de Saint-Gobain va remplacer M. Simon Nora à la direction de l'ENA

M. Simon Nora, qui a atteint la limite d'âge, devrait être remplacé au cours d'un prochain conseil des ministres, au poste de directeur de l'Ecole nationale d'administration, par M. Roger Fauroux, actuel président-directeur général du groupe Saint-Gobain. Ce dernier pourrait avoir comme successeur M. Jean-Louis Beffa, directeur général de la Compagnie de Saint-Gobain depuis 1982.

Un inspecteur des finances succéderait à un inspecteur des finances à la tête de l'ENA, le nouveau né en 1926, l'ancien en 1921, tous deux anciens élèves de l'Ecole. M. Fauroux deviendrait ainsi le sixième directeur de l'Ecole nationale d'administration fondée par le général de Gaulle en 1945 après MM. Bourdeau de Fontenay, François Gazier, Pierre Racine, Pierre-Louis Blanc et Simon Nora. Ce dernier aurait pu être prolongé dans ses fonctions au-delà de la limite légale. Il ne l'a pas souhaité, afin d'éviter que son remplacement soit lié à l'éventuelle alternance politique. Bien qu'il ait toujours eu une sympathie personnelle pour M. Mitterrand, M. Simon Nora, qui, au cours de sa carrière, a collaboré avec MM. Edgar Faure, Pierre Mendès France et Jacques Chaban-Delmas, a su, depuis sa nomination en 1982, préserver l'ENA des remous extérieurs et des pressions politiques et maintenir un climat relativement serein et particulièrement studieux.

Une certaine continuité devrait donc être assurée à la tête de l'Ecole, car le futur directeur n'est pas l'opposé de l'actuel, bien qu'il soit le premier « grand patron » d'un important groupe industriel privé puis nationalisé à être chargé de former les « serviteurs de l'Etat ». C'est une innovation qui mérite d'être soulignée.

M. Nora était lui aussi passé – mais moins longtemps – dans les affaires, à la tête de la Librairie Hachette (*le Monde* du 24 février 1982) ; lui aussi s'était intéressé aux techniques modernes avec le fameux rapport sur l'informatisation de la société française, qu'il avait élaboré avec M. Alain Minc (ce dernier est aujourd'hui aussi à Saint-Gobain), et le rapport sur les entreprises publiques commandé par de Gaulle en 1967.

M. Fauroux devrait donc tout d'abord poursuivre et amplifier à la tête de l'ENA les actions développées par M. Nora et pour lesquelles l'expérience qu'il a acquise aussi bien dans l'administration qu'à la présidence de Saint-Gobain, avant et après 1981, lui sera précieuse :

– *La coopération internationale* tout d'abord, puisque l'ENA française a suscité des imitations à travers le monde et qu'elle sert de conseiller technique à de nombreux pays pour la formation de leurs hauts fonctionnaires. C'est le cas en Argentine et dans d'autres Etats du continent sud-américain, mais aussi au Canada, en Arabie, au Japon. D'ailleurs, l'Association des anciens élèves a aussi développé ses relations internationales ;

– Les techniques modernes ont pris dans l'enseignement à l'ENA une place qui doit encore s'accroître avec l'informatique, la bureautique, mais aussi la gestion industrielle et commerciale, que connaît bien M. Fauroux.

– La recherche et la formation permanente appliquées aux anciens élèves et à d'autres hauts fonctionnaires, qui n'ont pas encore pris un grand essor.

Mais M. Fauroux devra aussi s'attacher à surmonter certaines difficultés, à favoriser certaines évolutions et adaptations, voire à proposer certaines réformes. Toutefois ces dernières dépendent essentiellement du gouvernement et elles s'imposent au directeur de l'Ecole, même lorsque celui-ci ne les apprécie guère, comme ce fut parfois le cas pour M. Nora.

Revoir le recrutement

A l'usage, plusieurs réformes intervenues depuis 1981 ont révélé leurs défauts.

Ainsi, la « voie unique » instituée en 1982 à la place des voies et sections d'administration générale et d'administration économique a unifié le « moule » de formation des énarques. Pour beaucoup, le système antérieur était meilleur et devrait même être repris et encore plus diversifié. Il éviterait de former uniquement des généralistes. Pourquoi, par exemple, les futurs diplomates ne recevraient-ils pas un enseignement mieux adapté ? Il en va de même pour d'autres secteurs de l'administration.

La question se pose aussi de la formation des administrateurs des collectivités territoriales depuis que celles-ci ont pris de l'importance avec la loi de décentralisation. Pour le moment, les fonctionnaires régionaux sont pour la plupart des transfuges de la fonction publique nationale.

L'ouverture, l'élargissement du recrutement de la haute fonction publique a été traité uniquement par des mesures spécifiques et spectaculaires visant la seule ENA. L'instauration en 1983 de la « *troisième voie* » ouverte aux non-diplômés et aux non-fonctionnaires n'a pas été un succès. Le nombre des candidats n'est pas très important et le nombre des reçus est insuffisant. De même, l'accès sans concours offert en 1985 à quatre « normaliens » a été ressenti généralement comme un cadeau fait par le premier ministre à ses jeunes condisciples de la rue d'Ulm. Le problème de la nature du recrutement de l'Ecole nationale d'administration doit donc être *reposé*.

Mais celui, plus général, du corps des administrateurs civils et des membres de grands corps doit l'être également. Les fameux « *tours extérieurs* » ont été récemment mis en question à plusieurs reprises. Leur ouverture mériterait d'être plus sérieusement réglementée pour éviter leur dévoiement et leur politisation. De même, l'accès des « *attachés d'administration* » au corps des « *administrateurs civils* » devrait être facilité pour permettre une meilleure promotion sociale et professionnelle. Or les attachés se plaignent du peu de débouchés qui leur sont offerts. Cela provient du fait que les anciens élèves de l'ENA occupent parfois des emplois qui devraient revenir à des attachés. Une déperdition de capital intellectuel s'ensuit.

On peut donc se demander si l'école de la rue de l'Université ne fabrique pas trop d'énarques. Les administrations centrales peuvent-elles absorber chaque année une promotion de cent cinquante hauts fonctionnaires destinés à occuper – selon la loi – des emplois de conception et assumer des fonctions de décision ? La question se pose avec plus d'acuité encore au moment où le rôle de l'Etat est dénoncé. De même, les passerelles entre le secteur public et le secteur privé, aujourd'hui pratiquement inexistantes, sont souvent souhaitées. Enfin, on constate un vieillissement du recrutement de l'ENA avec le recul des limites d'âge décidé par M. Le Pors lorsqu'il était secrétaire d'Etat à la fonction publique.

Voilà quelques-unes des remarques que formulent les praticiens de l'ENA et qui fourniront au nouveau directeur matière à propositions et au gouvernement – quel qu'il soit – des sujets de réforme, puisque, depuis la naissance de l'école, il y a quarante ans, la société civile qu'elle a pour vocation d'encadrer évolue naturellement chaque jour.

ANDRÉ PASSERON.

L'homme de la continuité

Après un quart de siècle chez Saint-Gobain, dont il était PDG depuis 1980, Roger Fauroux va quitter la fonte et le verre pour prendre la direction de l'ENA. *« Un poste qui lui va comme un gant »,* disent les proches de ce PDG de cinquante-neuf ans, normalien, énarque et inspecteur des finances, industriel mais aussi – ou surtout ? – humaniste, parlant plusieurs langues et passionné de théologie. Belle sortie pour un homme connu outre-Rhin (il est agrégé d'allemand) sous le titre de « Herr Professor », auquel on destinait aussi parfois une grande ambassade.

Le fait qu'il soit PDG d'une nationalisée – et qui plus est le seul à avoir survécu à la nationa*lisation de 1982 – ne peut man*quer de susciter des commentaires à deux mois d'élections législatives qui peuvent ramener Saint-Gobain dans le privé. Même si Roger Fauroux avait clairement affirmé, lors d'un Grand jury RTL-*le Monde,* le 2 juillet dernier *« il ne me viendrait pas à l'idée (en cas de dénationalisation) de quitter le navire, sauf si l'on me jetait par-dessus bord, parce que Saint-Gobain aurait changé d'actionnaire. »* S'il n'était pas un partisan des nationalisations, il avait en tout cas accepté en 1982 d'assurer la continuité d'un groupe dont ce changement de statut allait quelque peu perturber la stratégie.

C'est en effet l'Etat actionnaire qui obligera le groupe à abandonner sa diversification vers l'électronique en cédant les participations acquises dans l'italien Olivetti et Machines Bull. *« Avec les 33 % d'Olivetti, nous aurions eu en 1984 1 milliard de bénéfice consolidés au lieu de 500 millions »,* regrettait Roger Fauroux le 2 juillet dernier. Le groupe avait dû se recentrer sur ses activités traditionnelles, fonte, verre, isolation, emballage... des secteurs lourds aux marchés en stagnation. Et lorsque Saint-Gobain aura cru trouvé une nouvelle voie vers une croissance plus dynamique en prenant le contrôle de la Compagnie générale des eaux, c'est encore l'Etat qui l'empêchera d'aller au-delà d'une participation de 20 % *par crainte d'être accusé de « na*tionalisation rampante ». En fait de diversification, Saint-Gobain se retrouvera surtout avec une place dominante dans le bâtiment et les travaux publics, depuis qu'il avait récupéré la Société générale d'entreprises Sainrapt et Brice des mains de la Compagnie générale d'électricité en 1983. Ce qui lui aura coûté plus de 1 milliard de francs.

Si dans l'opposition on aurait pu lui reprocher cette soumission aux pouvoirs publics, alors que Roger Fauroux trouvait « normal » le rôle que jouait l'Etat en tant qu'actionnaire, du côté de la gauche on lui aurait plutôt reproché ses intentions de privatisation. Avec Alain Minc puis Jacques-Henri David comme directeurs financiers, Saint-Gobain s'était distingué en étant la première nationalisée à lancer des titres participatifs – des titres permettant à une entreprise publique de faire appel aux capitaux privés sans déroger à son statut public, – puis à mettre en Bourse deux de ses filiales, Saint-Gobain Emballage et la Société de produits réfractaires. Un appel au privé qui aura au moins permis à Saint-Gobain de ne pas demander un sou à l'Etat depuis sa nationalisation.

Roger Fauroux quitte un groupe sain, aux allures un peu vieillottes, qu'on taxe parfois de manque d'imagination alors qu'il a des moyens financiers que d'autres groupes n'ont pas. L'arrivée attendue du successeur de Roger Fauroux en la personne de Jean-Louis Beffa, un ingénieur en chef des mines de quarante-cinq ans, modifiera sans doute la physionomie du groupe. Directeur général de Saint-Gobain depuis 1982, étape normale avant l'accession à la présidence, Jean-Louis Beffa est ultra-connu dans la maison, où il a été notamment président de la société Pont-à-Mousson, et directeur des branches canalisations et mécaniques de l'ancienne SGPM (Saint-Gobain-Pont-à-Mousson), devenue plus simplement et récemment Saint-Gobain. Issu de cette pépinière tout comme Alain Gomez parti en 1982 à la tête de Thomson, Jean-Louis Beffa faisait depuis quelque temps déjà figure de dauphin de Roger Fauroux.

CLAIRE BLANDIN.

Sur le vif

Mégalo

Vous avez vu ce qu'ils mettent sur moi dans *le Point* cette semaine ? Ils disent que je suis géniale, percutante, rigolote, piquante. Si, si, je vous jure, c'est marqué page 34. Les hommes en forme. C'est moi. D'abord. Après, il y a trois autres mecs, c'est beaucoup mois reluisant, on ne sait même pas qui c'est. Un obscur chef de cabinet et deux petits PDG de rien du tout. Pourquoi ils les ont inscrits à leur palmarès ? Probablement parce qu'il ne pouvait pas y avoir que moi.

Ensuite, c'est les hommes en panne. Ils ne sont pas comme moi. Ça va mal pour eux, c'est la Beresina. Poher se fait taper sur les doigts. Il a mal parlé à Mitterrand. Labarrère, lui, il a mal parlé aux députés de l'opposition. Et Bergeron, il n'a pas parlé, il a écrit je ne sais plus sur quoi ni à qui, mais il n'aurait pas dû. Les pauvres ! Vous vous rendez compte ! Ils ne doivent plus oser se montrer.

Alors que moi, vous m'auriez vue, dès 7 heures ce matin, je faisais le couloir, rue des Italiens. J'essayais d'attirer l'attention des copains. Vous croyez qu'ils m'auraient félicitée, complimentée ? Pensez-vous ! Ils se ruaient dans leurs bureaux en arrachant leurs manteaux, leurs cache-nez : Qu'est-ce que tu fais plantée là ? Pousse-toi. Tu vois pas qu'on est en retard.

A la conférence des chefs, je fais une entrée souveraine. Je leur tends deux doigts hautains. Je m'attends à les voir se casser en deux dans un baise main humble et respectueux. Tintin. Ils me serrent distraitement la cuiller en me lançant par-dessus l'épaule : Dis-donc, aujourd'hui, attention, bas les pattes. Tu touches pas à Barre. Ni à Hernu. Ni au frère de Jack Lang. Ni à Mme Thatcher. Tu touches à rien. Et surtout pas au vol de Columbia. T'es tellement maladroite, tu risquerais de la faire tomber.

Bon, très bien, d'accord. Mais alors de quoi je vais parler ?

De la carte vermeil des hommes. Ils vont y avoir droit à soixante ans. D'ailleurs, dans *le Point,* ils donnent ton âge. En forme ou pas en forme, dans dix-huit mois, elle est pour ta pomme, la carte vermeil. Fais pas cette tête. C'est un sujet marrant, non ?

CLAUDE SARRAUTE.

Avant la visite de M. Gemayel à Damas

FUSILLADES DANS LE CAMP CHRÉTIEN A BEYROUTH

Des fusillades ont éclaté, lundi matin 13 janvier à Beyrouth-Est (secteur chrétien) peu avant que le président Amine Gemayel ne se rendre à Damas pour rencontrer le chef de l'Etat syrien, M. El Assad. Selon la radio phalangiste « la Voix du Liban », des miliciens loyaux au chef de l'Etat ont établi des barrages routiers dans la région du Metn, fief de M. Gemayel, contre lequel M. Hobeika, chef des forces libanaises, avait exprimé des menaces.

M. Gemayel devait s'efforcer d'obtenir à Damas des amendements à l'accord récemment conclu entre milices libanaises belligérantes et dont une fraction du camp chrétien conteste deux points : le « déconfessionnalisation » de la vie politique et la réduction des pouvoirs du président de la République (traditionnellement chrétien maronite).

Samedi l'un des signataires de l'accord de Damas, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, a menacé d'employer la force contre ceux qui s'opposent à ce texte. Au cours d'une conférence de presse, M. Berri a déclaré : « *Nous forcerons M. Amine Gemayel à accepter cet accord.* »

● *Barrage de mariniers à Conflans-Sainte-Honorine.* – La Seine était bloquée le 13 janvier en fin de matinée par une centaine de péniches à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Les bateliers, répondant au mot d'ordre du Comité de défense des artisans bateliers (CDAB) veulent empêcher le trafic des barges industrielles, qui devaient charger ce lundi dans le port de Gennevilliers une cargaison de céréales pour Rome et Le Havre. L'une de ces barges était coincée depuis la veille par le barrage de Conflans.

LIBÉRALISATION DES CRÉDITS A L'EXPORTATION POUR LES BIENS D'ÉQUIPEMENT

Le ministère du redéploiement industriel vient d'annoncer la libéralisation des crédits à l'exportation pour les biens d'équipement. Toutes les banques sont désormais autorisées à financer ces crédits à des taux qui devraient être inférieurs à ceux du consensus de la catégorie I (accord général sur les taux de crédit bonifiés entre les pays membres de l'OCDE).

Dans le cas où les firmes ne pourraient trouver des taux en dessous de celui du consensus, il leur resterait le recours de la BFCE (Banque française du commerce extérieur) qui, pour le compte de l'Etat, pourra financer à 100 % les opérations en accordant les taux du consensus.

● *Trois militants du GRAPO arrêtés à Paris.* – Trois militants présumés du GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du premier octobre) ont été interpellés à Paris vendredi 10 janvier.

Dolorès Ramos Ruiz, trente ans, Marie Theresa Moreno Gomez, vingt-sept ans, Enrique Guadria Echeandia, trente-six ans – il peut s'agir d'identités d'emprunt – ont été arrêtés sur la voie publique, rue du Renard, à Paris (4e), par des policiers des renseignements généraux. *Ils venaient de déposer dans* une consigne de la gare de l'Est deux pistolets-mitrailleurs, trois revolvers, un important stock de faux papiers et du matériel d'imprimerie destiné à fabriquer ces faux documents. Des tracts frappés du sigle GRAPO ont été retrouvés dans la consigne.

Gardées à vue Quai des Orfèvres, ces trois personnes, qui se refusent à toute déclaration, devaient être déférées au parquet, lundi 13 janvier, en fin de matinée.

Le numéro du « Monde » daté 12-13 janvier 1986 a été tiré à 421 040 exemplaires

MORT DU COLONEL TRINQUIER

Nous apprenons la mort du colonel Roger Trinquier, décédé le samedi 11 janvier à l'hôpital Saint-Roch de Nice, des suites d'un accident.

[Le colonel Trinquier était âgé de soixante-dix-huit ans. Il fut un des artisans du 13 mai 1958 à Alger. Spécialiste de la presse révolutionnaire en Indochine et en Algérie, il a écrit plusieurs ouvrages sur ce thème, notamment *la Guerre* (1980).

L'ESPAGNE S'ASSOCIERAIT AU SYNCHROTRON

L'Espagne a décidé de s'associer au laboratoire européen à rayonnement synchrotron, que les Allemands, les Britanniques, les Français et les Italiens projettent de construire à Grenoble, a-t-on appris à la suite d'une réunion du conseil d'administration provisoire du Synchrotron qui s'est tenue, les 8 et 9 janvier, dans la capitale dauphinoise. Au cours de cette réunion, un budget de 30 millions de francs a été adopté pour les études préalables à la construction du laboratoire européen, toujours prévue pour 1987.

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 13 JANVIER
Allô « le Monde »
Le nouvel âge de l'ENA
avec ANDRÉ PASSERON et FRANÇOIS KOCH

MARDI 14 JANVIER
« Le Monde » reçoit
OVADIA SOFFER
Ambassadeur d'Israël en France
avec PHILIPPE BOUCHER

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G